

GÉNÉRAL
CHRISTOPHE
GOMART
avec Jean Guisnel

SOLDAT DE L'OMBRE

Au cœur des forces spéciales

Tallandier

Général
CHRISTOPHE GOMART
avec Jean Guisnel

SOLDAT DE L'OMBRE

Au cœur des forces spéciales

Tallandier



48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

EAN : 979-10-210-4173-8

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.



Pour Iban et Bérénice

PROLOGUE

« L'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent : elle compromet, dans le présent, l'action même. »
Marc BLOCH, *Apologie pour l'histoireou Métier d'historien*

Écrire des mémoires, c'est accepter, après une carrière militaire de trente-six années, que soit venu le temps du partage. De mettre en commun avec mes concitoyens des analyses et un ressenti sur les événements que j'ai eu la chance de connaître, pendant une période particulièrement intéressante sur les plans stratégique et militaire. Les sujets que j'ai traités, les événements que j'ai personnellement accompagnés ou traversés lors d'opérations rendues publiques ou demeurées plus discrètes, n'ont bien entendu jamais été engagés par ma volonté. Je suis un officier, donc un militaire en mesure de traduire en actions concrètes une décision politique de la France. Aussi bien celle qui fut mise en œuvre en Afghanistan, au départ en 2001 avec des moyens vraiment légers, puis de manière plus significative, que celle qui intervient en Libye en 2011. Ou encore celle que l'on voit se battre au Sahel depuis 2013. Notre pays n'agit pas dans l'isolement. S'il fournit un effort essentiel, il ne le fait plus jamais sans rechercher en permanence l'appui d'alliés efficaces. L'action militaire sur le terrain fait suite à de longs et indispensables processus à la jonction de plusieurs mondes : le politique, le renseignement, la diplomatie, le développement.

Pourquoi des mémoires ?

Je considère comme une chance insigne l’opportunité qui m’a été offerte de me trouver dans ces lieux décisifs à des moments cruciaux de notre histoire nationale. La suite logique consiste à réfléchir sur cette traversée de décennies décisives, afin d’expliquer à mes contemporains non seulement pourquoi les forces spéciales (FS) existent dans le monde moderne, mais aussi de quelle manière elles peuvent s’intégrer au fonctionnement de notre démocratie. Ce ne sont pas des réflexions que nos concitoyens ou notre personnel politique abordent quotidiennement. Je souhaite néanmoins que le lecteur comprenne qu’il serait utile que les forces spéciales se voient accorder les moyens, surtout humains, d’agir plus efficacement à l’avenir. Il est vrai que dans les armées ou ailleurs, nous sommes peu nombreux à partager publiquement ce point de vue. En matière de pensée stratégique et de réflexion sur l’organisation de l’État, le respect de nos institutions ne saurait être synonyme de sclérose. Il est nécessaire de les faire évoluer, de les adapter à un environnement mouvant. Souvent, nos contemporains analysent les choses de manière aussi simplificatrice que dans les mythiques films de guerre américains de ma jeunesse (*La Guerre des étoiles*[1], *Voyage au bout de l’enfer*[2] ou *Apocalypse Now*[3]), qui ne sont jamais très éloignés du monde du western : d’un côté, les bons qui nous ressemblent ; de l’autre, les méchants, qu’il ne faut pas chercher à comprendre. La réalité est beaucoup plus subtile. Les militaires pensent et écrivent, sont stratèges ou tacticiens ; ils n’aiment pas s’enfermer derrière les murailles de leurs forteresses ou de leurs bases opérationnelles avancées. C’est en particulier très vrai chez les forces spéciales dont le souci, devenu leur devise, est de « faire autrement ».

En France, nous, militaires, racontons rarement ce que nous faisons, ce qui est bien dommage. Il est vrai que dans l’univers du renseignement et des opérations spéciales que j’ai si longtemps fréquenté, un certain nombre d’événements doivent demeurer discrets, si ce n’est secrets. Le premier terme recouvre des opérations qui ne sont pas annoncées par la France, mais pas vraiment cachées non plus. Si elles sont découvertes, par exemple par la presse, elles ne sont pas officiellement commentées par les autorités françaises. Il peut

arriver que des opérations des forces spéciales soient couvertes par le secret. Ce terme évoque une définition légale, exigeant une habilitation pour pouvoir en prendre connaissance. S’agissant des forces spéciales, le secret est souvent de rigueur dans la phase de mise en place. Puis, le temps passant, il cède la place à la discrétion. Cela peut s’expliquer simplement : il s’agit de ne pas révéler nos moyens d’action ou nos éventuelles faiblesses, voire la présence actuelle ou passée de nos forces dans tel ou tel lieu, face à des adversaires hypothétiques ou bien réels. Ce silence fréquent a aussi pour but de ne pas gêner l’autorité politique, française ou alliée, de ne pas dévoiler des procédures opérationnelles, voire de protéger des forces spéciales performantes mais légères par définition, donc relativement vulnérables dans certains contextes.

Pour autant, nos concitoyens s’interrogent sur les affaires que nous traitons en leur nom. J’insiste sur cette évidence : nous vivons tous dans l’une des trop rares véritables démocraties de la planète. Jamais les forces françaises n’agissent de leur propre initiative. De l’opérateur[4] de base des forces spéciales ou de l’analyste des services de renseignements, jusqu’au chef d’état-major des armées, toute la chaîne hiérarchique est soumise à l’autorité du politique, incarnée par le chef des armées, le président de la République. Quand nos soldats perdent la vie au combat, ce n’est pas une tradition gratuite qui voit le président en personne leur rendre hommage dans la cour des Invalides : cette cérémonie incarne on ne peut plus clairement le lien direct et étroit unissant un membre disparu des forces armées au premier des Français, désigné par le suffrage universel.

Le corollaire de cette situation, c’est que le lien entre nous, militaires, et nos concitoyens du monde civil doit être explicité, consolidé chaque jour. Cela passe par une information véritable, qui ne doit pas être confondue avec la communication d’un message formaté. Informer est un acte de commandement et le monde de l’information doit être notre partenaire. Pour ma part, je l’ai découvert au Rwanda à l’été 1994, lors de ma mission sur place pour le Service d’information et de relations publiques des armées (SIRPA). Durant la suite de ma carrière, cet épisode si tragique m’a aidé à me décontracter dans ma relation

avec un monde de la presse qui, pour les militaires, s'apparente encore trop souvent à un univers hostile. J'en pense tout le contraire…

Je ne vais pas cacher que j'ai trouvé bien des satisfactions dans ma carrière. Et aussi du plaisir, parfois excessivement chargé d'adrénaline. J'ai exercé un métier passionnant, non seulement sur le terrain mais aussi en participant à des décisions liées à la place de la France dans le monde, afin qu'elle continue à jouer le rôle qui est le sien, celui que nous voulons pour elle.

J'ai enfin besoin de dire à mes enfants – adolescents – ce que j'ai pu accomplir durant ces heures, ces jours et ces semaines passés loin d'eux. Il s'agit plus largement d'expliquer et de transmettre un certain nombre d'idées à leur génération. À la fin de ma carrière de soldat, j'ai rencontré un grand nombre de jeunes gens et de jeunes filles, passionnés par la chose militaire et le renseignement, tous animés par le désir de donner un sens à leur vie. Je saisis l'opportunité de l'écriture de cet ouvrage pour développer à leur intention ce qui a compté et compte encore à mes yeux. Leur indiquer un chemin ? Pourquoi pas, si le mien peut aider à réfléchir, même si tout ce que j'ai fait n'est pas forcément exemplaire. Mon vœu le plus cher serait que le lecteur referme cet ouvrage avec le sentiment d'être mieux informé sur une importante composante des moyens d'action militaire. Il ne s'agit nullement pour moi de prétendre qu'il n'y aurait pas d'autres voies que celle que j'ai choisie. Mais si je peux convaincre que les militaires que je connais le mieux et que j'ai eu l'insigne honneur de commander, ceux des forces spéciales et du renseignement, sont des personnes de qualité, œuvrant en pleine conscience pour la liberté, la sécurité collective et le bien de tous, mon but sera atteint.

Une famille au service de l'État

Mon grand-père maternel Hubert Poirier-Coutansais, ingénieur, a combattu durant la Seconde Guerre mondiale comme lieutenant au 61e régiment d'artillerie. Quant à mon grand-père paternel François, il était officier de marine

et a sabordé son bateau, le contre-torpilleur *Volta*, le 27 novembre 1942 dans la rade de Toulon. Avant lui, son père était ingénieur des Eaux et Forêts, mais du côté de son épouse, ma grand-mère paternelle Hélène van Gaver, ils étaient tous marins « de l'État », comme on dit en Bretagne. Dans sa famille aux lointaines origines flamandes, les van Gaver, son père, comme trois de ses fils, était officier de marine, mort au retour des Dardanelles, le 8 août 1915, alors qu'il commandait le cuirassé *Charlemagne*. Quand on m'interroge sur mon choix d'une carrière militaire, je réponds que cela n'a jamais été une question pour moi. J'ai de qui tenir ! Pour autant, j'ai surtout vu mon père Philippe être un officier heureux de servir et comblé par son métier. Cela a suffi à me donner la flamme pour me placer au service de mon pays.

Il se trouve que j'ai suivi une voie semblable à la sienne : il a en effet commandé le 13e RDP une vingtaine d'années avant moi, de 1979 à 1981. Ce n'est évidemment pas un hasard si j'ai placé mes pas dans les siens et dans ceux de trois de ses frères, eux aussi militaires. Ma curiosité naturelle, ce besoin de connaître le dessous des cartes, m'ont poussé à tenter de savoir ce qu'il y avait fait, du temps où la renommée de cette unité n'était pas encore celle d'aujourd'hui. Il a fondé une famille de tradition militaire, selon la formule consacrée, avec ma mère Brigitte. Issue d'une famille vendéenne, elle nous a transmis ses valeurs chrétiennes et son sens du devoir. Parmi leurs cinq fils, quatre sont devenus militaires, deux d'entre eux (Ghislain et Hervé) passés après moi par Saint-Cyr, l'un (Hubert) par l'École militaire interarmes, tandis que le petit dernier (Jacques) est prêtre. D'aucuns y verraient l'alliance du sabre et du goupillon, mais pas moi : parmi mes nombreux cousins germains, aucun autre n'est militaire ou religieux. Mes cousins sont plutôt ingénieurs ou dirigeants d'entreprise et mes cousines surtout enseignantes ou soignantes…

Mon parcours n'a rien à voir avec celui d'un héritier ; j'ai toujours dû prouver mes capacités ni plus ni moins que les autres. Ceux qui pensent que dans l'armée être le fils de quelqu'un – surtout s'il s'agit d'un militaire – serait un atout se trompent : quand je suis arrivé « au 13 » à l'été 1984, mon père avait quitté trois ans auparavant le régiment dont il était chef de corps. La majorité des gens le connaissait, certains l'avaient apprécié et d'autres moins ! J'étais donc

« le fils de ». J'ai très vite appris qu'il n'est pas si facile de se faire un prénom, mais aujourd'hui quand on évoque un Gomart au 13, on en a deux pour le prix d'un ! Ce ne sont plus guère que des anciens, parfois croisés dans les cérémonies, qui s'en souviennent. Ceux qui ont connu mon père commencent à se faire plus rares. Ceux qui m'ont croisé en fonction au régiment aussi, d'ailleurs… Il n'est pas si fréquent qu'un père et son fils aient commandé la même unité. En ce qui me concerne, j'ai cherché seulement à bien remplir ma mission. Bon, ou pas, je ne le dois qu'à moi-même.

Si j'ai bénéficié d'un avantage, c'est d'avoir été accoutumé très tôt, comme tous les enfants de militaires, aux codes sociaux en vigueur. C'est loin d'être négligeable. Mon père ayant terminé sa carrière comme général, le fait de croiser un officier supérieur ou un général ne me mettait pas dans des états épouvantables. En écrivant cela, je pense à mon ami Jean-Pierre, par exemple. Il n'est pas issu d'un milieu militaire, ce qui ne l'a pas empêché d'être un officier hors pair et excellent officier général. Il est heureux que les armées sachent s'ouvrir à la société civile, car elles ne forment pas un univers si particulier qu'on ne peut s'y adapter sans y être né. Que les choses soient claires : les militaires ne constituent pas une caste. Ils sont partie prenante de la nation et les armées sont ouvertes à tous et à toutes.

Choisir d'être soldat

Je suis né le 20 juin 1960 à Saumur (Maine-et-Loire) où mon père Philippe, officier de l'arme blindée cavalerie (ABC), se trouvait en école d'application. Intéressé par l'histoire militaire, nourri par les sagas familiales, le service de la France a toujours été au cœur de mes préoccupations. J'ai étudié dans différentes villes de garnison à Paris, à Pau (Pyrénées-Atlantiques), à Tarbes (Hautes-Pyrénées), à Dieuze (Moselle), avant de passer mon bac scientifique à Saumur. Puis je suis entré en classe préparatoire littéraire au lycée militaire de Saint-Cyr-l'École. J'ai réussi le concours de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr au

moment où François Mitterrand était élu président de la République. En pleine guerre froide face au monde communiste, nous nous interrogions avec mes camarades : fallait-il intégrer l'école alors que des ministres communistes entraient au gouvernement ? Mes interrogations n'ont pas survécu à un bel été : en septembre 1981, je suis entré à Saint-Cyr avec la promotion Grande Armée. J'en suis sorti en 1983. Je m'y suis fait d'excellents amis dont certains ont fait de très belles carrières dans l'armée, quand d'autres sont devenus préfets, ambassadeurs, chefs d'entreprise, et même pour l'un d'entre eux, évêque.

À Saint-Cyr, la promotion qui succédera à la mienne sera la première à réaliser un cursus plus complet de trois ans, qui lui a permis de poursuivre une formation universitaire parallèle. À l'issue du concours de sortie, mon rang m'autorise à choisir l'école d'application[5] de l'ABC à Saumur. Mon ambition ? Tenter d'être affecté au 13e RDP. Le succès de cette première étape m'obligera à me montrer à la hauteur. J'y suis prêt.

---

1. Titre original : *Star Wars* (1977), film de George Lucas.

2. Titre original : *The Deer Hunter* (1978), film de Michael Cimino avec Robert De Niro et Meryl Streep.

3. Film de Francis Ford Coppola (1979) avec Marlon Brando, Martin Sheen et Robert Duvall.

4. Le terme « opérateur » désigne génériquement tous les membres des forces spéciales. Chaque formation ayant développé sa spécificité, les appellations varient : au 13e régiment de dragons parachutistes (13e RDP), on parle d'équipiers. Au 1er régiment parachutiste d'infanterie de marine (1er RPIMa), de stick action spéciale (SAS). Dans l'armée de l'air et la marine, chaque membre est un commando.

5. À l'issue de la formation initiale en école, les jeunes officiers de l'armée de terre choisissent l'école d'application qui leur permettra de se spécialiser soit dans une « arme de mêlée » (infanterie, ABC), une « arme d'appui » (artillerie, génie, aviation légère de l'armée de terre) ou encore une « arme de soutien » (train, transmissions, matériel, etc.).

CHAPITRE 1

FORCES SPÉCIALES, UNE TRADITION MILLÉNAIRE

« *From this day to the ending of the world,*
But we in it shall be remember'd ;
We few, we happy few, we band of brothers. »
William SHAKESPEARE, *Henry V*

Dans le monde entier, depuis le début des années 2000, on assiste à un vrai engouement pour les forces spéciales. Toutes les armées veulent s'en doter. S'agit-il d'un effet de mode, voué à un désintérêt rapide, ou au contraire d'une nouvelle forme d'engagement, d'une pratique originale de l'art de la guerre ? L'usage de la ruse, de la discrétion, de cette capacité à réaliser des actions spectaculaires avec de faibles moyens, tout cela attise la curiosité. Ces pratiques sont vieilles comme l'art de la guerre et impliquent une disproportion certaine. Les assaillants se trouvent en position d'infériorité, aussi bien numérique qu'en matière d'armement. Les opérations dites « spéciales » ne concernent que des petits qui attaquent des gros, des David contre des Goliath, des chétifs rusés contre des gros bien musclés. Ces derniers peuvent être des éléments d'une force puissante, ou les défenseurs d'une forteresse qu'ils croient inexpugnable. Quelle erreur !

Petits contre costauds, une anthologie personnelle

Car, en face, les malingres sont en réalité imaginatifs, mobiles et souples. Ils pratiquent la surprise, provoquent la sidération. Qu'on les ait appelés guérilleros, francs-tireurs, corsaires ou partisans, ils n'étaient pas enfermés dans des citadelles, y compris intellectuelles. Leurs modes d'action ont été assimilés, pour l'essentiel durant la Seconde Guerre mondiale, par des éléments issus des armées régulières. Les forces spéciales contemporaines revendiquent leur héritage. Leurs membres sont légers, vifs, agiles, pour surgir là où personne ne les attend. Indépendants de caractère, ils sont les hommes des coups de main audacieux et des esquives. Les forces spéciales n'appliquent pas la rigide discipline des armées conventionnelles. Elles font la guerre autrement et cela rend ces unités attrayantes. Leur atout majeur est l'effet de surprise.

Dès que j'ai su lire, je me suis passionné pour les récits de ces opérations spéciales. Il en existe des dizaines. Les plus anciennes ont nourri mon appétence pour ces modes de combat si particuliers. Dans la description qu'en fait Homère, la prise de la ville de Troie par les Athéniens est une opération spéciale. Incapables de prendre par la force la ville bien défendue par ses murailles, les assaillants imaginent une ruse. Emmenés par Ulysse d'Ithaque, une poignée d'entre eux se cachent dans les flancs d'un immense cheval de bois abandonné sur le champ de bataille et récupéré par les Troyens, qui le font entrer dans la ville. Profitant de la nuit, les soldats athéniens sortent du cheval pour en ouvrir les portes au reste de l'armée grecque, provoquant la chute de Troie. Je ne m'identifiais pas au camp des vaincus…

En 1354, le hobereau breton Bertrand du Guesclin s'illustre lors de la prise du château de Grand-Fougeray (Ille-et-Vilaine) occupé par les Anglais. Alors que la garnison attend une livraison de bois, il se présente devant le pont-levis avec trente de ses hommes déguisés en bûcherons, leurs armes cachées dans des fagots apparemment portés par des paysannes fermant la marche, qui étaient en réalité leurs autres compagnons déguisés. Une fois introduits dans la place, ils

s’en emparent sans coup férir. Brillante réussite pour cette ruse de guerre, dont on se souvient encore près de sept siècles plus tard.

Plus près de nous, en juillet 1916, la prise de la ville d’Aqaba (actuelle Jordanie) par les tribus jusqu’alors désunies de la péninsule arabique, emmenées par Lawrence d’Arabie, est elle aussi un joli coup de force, réussi grâce à une traversée héroïque d’un désert inhumain et réputé infranchissable, permettant une attaque par l’arrière de la ville, non défendu par les troupes ottomanes. Surprise ! Comme ce fut le cas le 27 janvier 1796 pour les marins anglais qui furent faits prisonniers par le corsaire malouin Robert Surcouf, lequel aborda avec son navire le *Cartier*, composé d’un équipage de dix-huit hommes et armé de quatre canons, le *Triton* qui comptait cent cinquante hommes et vingt-six canons. Sous pavillon anglais, Surcouf s’approcha du navire puis envoya le pavillon français juste avant l’assaut.

Des forces disproportionnées

Au cours de la Première Guerre mondiale, l’apparition des corps francs, rendus célèbres par le film *Capitaine Conan*[1], met en exergue ces soldats dont la tactique de combat est celle du harcèlement et du coup de main. L’un de leur surnom, « corsaires des tranchées », souligne leur capacité à s’en prendre à des adversaires mieux armés et plus nombreux qu’eux. Leur rôle consiste alors à se rendre au cœur des lignes ennemies, pour y détruire des nids de mitrailleuses, recueillir du renseignement et faire des prisonniers, afin de connaître les intentions ennemies. L’un des épisodes méconnus d’une action d’un corps franc a lieu le 14 juillet 1918. Ce jour-là, des hommes de la 132e division d’infanterie vont s’introduire dans les lignes allemandes à la tombée de la nuit. Ramenant une trentaine de prisonniers, leur action a permis de connaître les intentions adverses contre le corps d’armée qui protégeait Reims. Grâce aux renseignements obtenus, la dernière offensive allemande de la Première Guerre mondiale échoua.

La première opération « spéciale » de la Seconde Guerre mondiale sert de prétexte à son déclenchement. Conduite par une poignée de SS le jour même de l'ultimatum allemand à la Pologne, le 31 août 1939, l'opération *Himmler* consiste à investir par la force une station radiophonique située en territoire allemand, Radio Gleiwitz. Revêtus d'uniformes polonais, les pseudo-agresseurs lisent au micro une déclaration hostile à l'Allemagne[2]. Provocation ! feignent de s'indigner les nazis qui envahissent la Pologne le lendemain.

Entrés dans la guerre, les Britanniques, épuisés après l'évacuation de Dunkerque mais victorieux dans les airs lors de la bataille d'Angleterre, n'entendent pas se contenter d'une posture défensive. Churchill demande la mise en place du *Special Operation Executive* (SOE). Ses membres, qui agissent en civil, sont spécialisés dans les opérations de guérilla et de sabotage ; en 1941, le SOE est complété par le *Special Air Service* (SAS) composé pour sa part de militaires menant notamment des raids derrière les lignes ennemies. Plusieurs Français membres de ces organisations, parmi lesquels Bob Maloubier[3], Jean Deuve, Jacques Pâris de Bollardière, Paul Aussaresses et tant d'autres, ont écrit des mémoires évoquant cette période.

À l'époque, les opérations « spéciales » sont devenues fréquentes, quoiqu'elles ne portent pas encore ce nom. Elles ont pour vocation d'obtenir des effets militaires, mais surtout de créer un choc psychologique chez l'adversaire. Tel est bien le cas du bombardement de Tokyo par les avions du colonel Doolittle, le 18 avril 1942. Seize bombardiers qui décollent de porte-avions, ce qui semblait impossible, prennent par surprise les Japonais. Malgré ses effets militairement faibles, ce raid apporta néanmoins une réponse significative à la destruction-surprise de Pearl Harbor par les Japonais, le 7 décembre 1941. La capitale des agresseurs n'est plus à l'abri, ce qui les obligea par la suite à conserver en réserve des avions pour défendre leur archipel, affaiblissant par là même leurs capacités d'attaque. Produire le maximum d'effets avec le minimum de moyens, tel est un des principes des opérations spéciales.

La surprise et au-delà

Des dizaines d'exemples pertinents pourraient être cités pour illustrer les succès ou les échecs des forces spéciales. Très tôt, dès mes premières années de formation, je me suis constitué mon petit florilège personnel dont certains épisodes sont identiques à ceux cités par mon ami l'amiral Bill McRaven[4]. Au-delà de l'effet de surprise, le succès ou l'échec de ces opérations est intimement lié à la précision du renseignement acquis. C'est un préalable au lancement de l'action mais aussi à la préparation des forces qui conduiront l'attaque.

Parmi ces opérations, je retiens l'attaque du fort belge d'Eben-Emael par des *Fallschirmjäger* (« parachutistes ») allemands le 10 mai 1940. L'élément décisif n'a été autre que l'effet de surprise. Mais, en amont, la préparation a été longue et a bénéficié d'un renseignement très précis sur les infrastructures défensives du fort. Autre innovation : le fort et les objectifs environnants ont été reproduits pour entraîner les assaillants. Cette méthode a été largement réutilisée depuis, notamment en Somalie lors de l'assaut pour libérer l'otage français Denis Allex en janvier 2013[5]. Par ailleurs, il faut noter la confidentialité, corollaire de l'effet surprise, dont a bénéficié cette opération : sa préparation a duré six mois sans que les acteurs sachent où ils allaient agir.

L'opération *Chariot*, le 28 mars 1943, bénéficia également d'un renseignement précis obtenu grâce à la résistance française et au vol de documents de la Kriegsmarine. Elle a consisté pour les Britanniques à détruire dans le port de Saint-Nazaire la forme Joubert, bassin dont la dimension permettait l'entretien du cuirassé allemand *Tirpitz*. Grâce à ce succès indéniable, le bâtiment, terreur des convois logistiques anglais, sera contraint de stationner plus au nord en Norvège, au Fættenfjord. Le cuirassé sera attaqué quelques mois plus tard par les Britanniques lors d'une autre opération spéciale baptisée *Source*. Des sous-marins miniatures armés par quatre hommes d'équipage endommageront le *Tirpitz* qui restera indisponible jusqu'en avril 1944.

Le 18 décembre 1940, l'attaque du port d'Alexandrie par six nageurs de combat italiens, qui détruisit deux cuirassés britanniques, changea le rapport de forces navales en Méditerranée en faveur des forces de l'Axe. Mais il aurait pu

être beaucoup plus dévastateur car le renseignement annonçait la présence d’un porte-avions au mouillage. Or, il n’y en avait pas, obligeant les nageurs à se rabattre sur un pétrolier présent.

L’effet de surprise est encore le facteur de succès de l’opération *Eiche* au cours de laquelle furent également employés des planeurs, qui mit au point l’évasion de Mussolini le 12 septembre 1943 par les SS d’Otto Skorzeny. Ce fut surtout un long travail de renseignement en amont qui permit de localiser la cible, de préparer l’attaque avec minutie compte tenu de la configuration montagneuse du lieu situé dans les Abruzzes italiennes.

Parmi les raids audacieux, je peux citer quatre autres tentatives de libération de prisonniers. Deux d’entre elles ont été des véritables succès, les deux autres des échecs plus ou moins marquants.

Le premier a lieu le 30 janvier 1945 aux Philippines. Conduits par des rangers américains, il permettra, après une infiltration de plus de 40 kilomètres derrière les lignes, la libération de plus de cinq cents prisonniers aux mains des Japonais au camp de Cabanatuan. Bénéficiant d’un excellent renseignement en partie dû à la résistance philippine, l’action sera un vrai succès. À l’inverse, le 21 novembre 1970, le manque de renseignement ou peut-être sa transmission trop tardive fera du raid américain contre le camp de prisonniers de Son Tay au Nord-Viêtnam un échec, les prisonniers ayant changé de camp de détention quelque temps auparavant.

La réussite du raid israélien sur Entebbe, capitale de l’Ouganda, le 4 juillet 1976, est un succès considérable. L’opération *Thunderbolt* permit la libération d’une centaine d’otages au prix d’un seul tué, le colonel Yonatan Netanyahou, frère aîné de Benyamin Netanyahou, Premier ministre israélien de 1996 à 1999 et depuis 2009.

L’un des échecs les plus marquants fut la tentative de libération d’otages américains de l’ambassade des États-Unis à Téhéran menée par les forces spéciales américaines, le 24 avril 1980, lors de l’opération *Eagle Claw*. L’effet miroir avec la réussite de l’opération israélienne quatre ans plus tôt est saisissant.

Retour d’expérience

Cet échec a été causé par une tragique absence de coordination entre les forces spéciales des différentes armées américaines, agissant chacune de son côté et n’ayant pas appris à s’entraîner ensemble. Il se traduira par une réforme complète de l’organisation des forces spéciales américaines. En 1987, plusieurs années après l’échec d’*Eagle Claw*, les Américains créeront en effet un commandement interarmées pour leurs forces spéciales (USSOCOM). L’une des leçons de l’échec de l’opération sur le sol iranien a été appliquée trente et un ans plus tard : avant l’opération *Neptune’s Spear* menée le 2 mai 2011 contre Oussama Ben Laden, à Abbottabad au Pakistan, les forces spéciales vont s’entraîner sur une maquette grandeur réelle et répéter indéfiniment les gestes. Tous les cas non conformes seront étudiés. C’est ainsi qu’en dépit d’un poser « dur » de l’un de leurs hélicoptères, un autre appareil en attente sera en mesure de venir récupérer une partie des forces spéciales qui détruira sur place l’hélicoptère endommagé.

Huit ans plus tard, le succès de l’opération *Kayla Mueller* contre Abou Bakr al-Baghdadi, le 27 octobre 2019, à Baricha au nord-ouest de la Syrie, confirmera les conditions impératives pour réussir une opération spéciale. Tout y est. Le renseignement préalable, en particulier humain, le plus précis possible, l’effet de surprise et son corollaire, le secret, mais aussi la légèreté, la réversibilité, l’interopérabilité, c’est-à-dire disposer de moyens de communication permettant de travailler ensemble, et bien évidemment l’entraînement préalable et la cohésion. Les vantardises du commandant en chef américain Donald Trump à l’issue de cette opération n’avaient en revanche aucune raison d’être. Mais c’est bien la preuve de l’impact stratégique que peuvent avoir les opérations spéciales.

Dans le cas de l’opération de libération d’otages menée dans la nuit du 9 au 10 mai 2019 par les Français du Commandement des opérations spéciales (COS), au Burkina Faso, tous ces ingrédients étaient réunis. Ce fut un succès, puisque les otages furent libérés. Malheureusement, deux commandos marine, nageurs de combat, y laisseront la vie, les maîtres Cédric de Pierrepont et Alain Bertoncello. La prise de risque est évidente dans ce type d’action. Elle est

indispensable pour réussir. En cela, l'étude des actions passées, ce que nous appelons le retour d'expérience, est également nécessaire. Puisque l'on ne refait jamais la même opération, les leçons apprises lors d'anciennes expériences permettent d'éviter de reproduire les mêmes erreurs ou de s'inspirer des modes d'action qui ont permis le succès.

---

1. Film de Bertrand Tavernier (1996) avec Philippe Torreton et Samuel Le Bihan. Adaptation du roman éponyme de Roger Vercel, *Capitaine Conan*, Paris, Albin Michel, prix Goncourt 1934.

2. Gunter Peis, *Naujocks, l'homme qui déclencha la guerre*, Paris, Arthaud, 1961.

3. Bob Maloubier, *Agent secret de Churchill*, préface de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Paris, Tallandier, coll. « Texto », 2019.

4. Bill McRaven, *Spec Ops. Case Studies in Special Operations Warfare. Theory and Practice*, New York, Random House Publishing Group, 1995.

5. Voir le chapitre 21, « SA, ou la réforme impossible ».

CHAPITRE 2

À CHEVAL !

« La politique et les armes semblent malheureusement être les deux professions les plus naturelles à l'homme ; il faut toujours ou négocier, ou se battre. »
VOLTAIRE, *Le Siècle de Louis XIV*

Lorsque j'arrive à Dieuze, à l'été 1984, le Béotien que je suis a suivi à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr la formation généraliste des officiers de recrutement direct, qui m'a donné les bases militaires et culturelles initiales nécessaires au démarrage de la carrière. Ensuite, admis à l'école d'application à l'école de l'arme blindée cavalerie, à Saumur, j'ai reçu la formation d'un « cavalier ». Elle consiste à s'imprégner des fondements d'une spécialité militaire pleine de spécificités, basée sur l'engagement physique et la prise d'initiative, d'où la pratique régulière de l'équitation, du rugby et l'utilisation fréquente de la moto dans toutes les circonstances. Nous apprenons aussi les rudiments de l'« esprit cavalier » qui « se caractérise par le panache, l'allant, l'audace, l'intrépidité, la détermination et le goût de l'action[1] ». On aura noté que la modestie n'est pas évoquée, car elle est partagée par les officiers de toutes les armes.

La « lourde » et la « légère »

La cavalerie se divise en deux grandes familles : la « lourde » et la « légère ». La première est issue des cuirassiers et des lanciers, c'est-à-dire des cavaliers protégés par des cuirasses leur permettant de s'engager frontalement. Et la seconde est celle des hussards et des chasseurs, équipés légèrement mais souples et véloces. Les dragons, quant à eux, sont plutôt associés à la « lourde » mais ils sont héritiers d'une longue tradition reposant sur sa double capacité, originale dans son emploi : le déplacement à cheval et le combat à pied. Le 13e RDP appartient à cette famille. Comme rien n'est jamais simple quand on en vient aux spécificités des spécialités militaires, le 13e RDP fait donc exception dans la « lourde », puisqu'il est employé avec les autres unités du monde de la « légère ».

La « lourde » est aujourd'hui équipée de chars de combat de type Leclerc et la « légère » de chars à roues de type AMX-10 RC. La deuxième décennie du XXIe siècle marquera la fin de ces équipements hérités de la guerre froide : ces derniers sont remplacés par des EBRC Jaguar.

Le 13e régiment de dragons devient parachutiste en 1952. Il sera bientôt équipé d'automitrailleuses Ferret avec lesquelles il sera déployé en Algérie jusqu'en 1962. Comme leurs « anciens », les dragons parachutistes en Algérie combattront plus souvent à pied qu'avec leurs véhicules. Rentré dans sa garnison de départ à Castres (Tarn), le régiment s'y tiendra jusqu'à l'été 1963, avant de rejoindre Dieuze (Moselle), en Lorraine. Le chef d'état-major de l'armée de terre Louis Le Puloch, qui restructure à cette époque son armée, transforme le 13e RDP en régiment de renseignements. Il intégrera dans ses rangs la 7e compagnie commando basée, elle, à Langenargen, sur les bords du lac de Constance en Allemagne. Le 13 est alors un régiment d'appelés, que rejoignent sans l'avoir choisi les jeunes hommes effectuant leur service militaire, suspendu en 1996. Durant les années 1960, le régiment accueillit ainsi deux célébrités, dont la renommée dépasse de très loin celles des plus éminents professionnels qui y ont fait carrière.

Le premier n'est autre que Daniel Bevilacqua, dit Christophe, chanteur

populaire décédé le 16 avril 2020, qui y passa quelques semaines en 1965, et aurait écrit à Dieuze certaines de ses chansons. Ses opinions paraissent avoir été moins antimilitaristes que sa légende le prétend. Il n'a pas été envoyé passer son brevet parachutiste à Pau pour des raisons physiques. Il fut muté à Morhange au 8e régiment de dragons avant d'être réformé et rendu à la vie civile et à la musique.

Une autre star du show-business, Maxime Le Forestier, afficha des opinions plus contestataires. Il assure que son affectation au 13e RDP, en 1969, lui a inspiré l'un de ses premiers grands succès, *Parachutiste*. Belle mélodie, paroles ineptes. Il a fait amende honorable : « C'est l'armée qui m'a rendu antimilitariste. Depuis, j'ai nuancé mes propos. Le "À bas toutes les armées", la vie m'a montré que ce n'était pas possible[2]. » Nous sommes d'accord !

En 1984, je suis lieutenant. Cet été-là, le Premier ministre Pierre Mauroy vient d'être remplacé par Laurent Fabius. Une tâche ardue m'attend : j'ai tout à apprendre du rôle et des méthodes de ce régiment, toujours à cette époque le seul de l'armée de terre spécialisé dans le renseignement. Je suis destiné à devenir rapidement chef d'équipe. J'ai été formé pour diriger des hommes, mais je n'ignore pas que dans la réalité, il me reste tout à apprendre ! Dans notre vocabulaire, une « équipe » est la cellule régimentaire de base, composée de quatre ou cinq dragons. C'est l'entité opérationnelle élémentaire, capable de vivre en autonomie sur le terrain pendant environ deux semaines avant d'être ravitaillée. Elle est commandée par un jeune officier lieutenant, ou sous-lieutenant ou aspirant, ou par un sous-officier supérieur[3], voire un sous-officier subalterne expérimenté du grade de sergent-chef ou maréchal des logis-chef. Avant de prendre réellement mes fonctions, je dois suivre un stage, qui, dans ces années-là, dure trois mois. Avec les modules supplémentaires d'apprentissage de techniques, il dure aujourd'hui six mois. Il n'y a que deux possibilités : soit je le réussis et je serai chef d'équipe de recherche apte à partir en mission, soit je le rate, et adieu les fiers dragons parachutistes. Je partirais dans ce cas dans un régiment où les qualités demandées pour servir au 13 ne seront pas nécessaires.

Il n'est pas question durant ce stage de dissimuler quelque faiblesse que ce soit, aux plans physique ou intellectuel. Les instructeurs sont d'autres chefs

d’équipe qui vont m’apprendre à me déplacer, à me rendre invisible sur le terrain, à vivre en autonomie et aussi à ingurgiter toute la fastidieuse procédure opérationnelle : que fait-on si on se perd ? Comment observer un objectif ? Comment transmettre des informations discrètement ? Et surtout, que faut-il chercher ? C’est harassant. D’habitude, nous appliquons les instructions sans trop faire appel à notre jugeote, alors qu’en opérations il nous faudra faire preuve d’intelligence de situation, qualité primordiale pour un membre des forces spéciales. Nous étions alors en pleine guerre froide, il fallait donc apprendre par cœur et connaître dans le détail l’ensemble du matériel de fabrication soviétique équipant le pacte de Varsovie. Des centaines de modèles, des milliers d’options !

À mon grand étonnement, je suis devenu capable d’identifier le type d’un char de combat à partir d’un galet de chenille ou du nombre de dents d’un barbotin, de repérer les obscures excroissances d’une tourelle, de déterminer les capacités d’un émetteur radio à la simple vue de son antenne. L’armée française comptait de stupéfiants experts de ces matériels, vrais professionnels qui nous délivraient des cours d’identification, associés à de strictes procédures de transmission propres au régiment. Sans oublier les indispensables protocoles de codage des émissions radio, destinés à les rendre indéchiffrables par le camp d’en face.

Le sens de cette formation bien rodée était explicite : garantir notre autonomie quasi autarcique. La mise en place sur le terrain pouvait se faire par tous les moyens imaginables : largage par parachute, par hélicoptère, par bateau, mais aussi tout simplement par camion, nous parlions alors par dérision d’« hélicamionnage ». À cette époque, l’arme nucléaire tactique était une composante primordiale de la stratégie française. Le scénario en vigueur était précis et présent à l’esprit de tous les acteurs. À l’Ouest, les défenseurs de l’Europe – dont faisaient partie les Français – couraient de forts risques de se faire culbuter par les agresseurs du pacte de Varsovie, supérieurs en effectif et en matériels. Les armées de l’OTAN combattraient bien sûr, mais jusqu’à un certain point. Au-delà duquel la guerre changerait de format. Je n’évoque ici que la seule stratégie française : les forces de l’armée de terre devaient freiner l’avancée ennemie, durant le temps nécessaire pour déterminer les emplacements

des postes de commandement essentiels à la manœuvre soviétique. C'était un des rôles de notre régiment de les découvrir.

Axe d'effort de l'ennemi

Pour cela, le 13e RDP devait se laisser dépasser par les assaillants initiaux, dits « du premier échelon », pour mieux rester caché sur ses arrières. Nous ne nous serions pas trouvés dans une position facile : enterrés au-delà des lignes ennemies, nous aurions été chargés de déterminer les emplacements des forces de commandement, de soutien et d'appui de nos adversaires, appelées le « deuxième échelon ». Fortes de ces informations, les armées françaises se seraient alors trouvées en mesure de mettre en œuvre l'armement nucléaire tactique national. Et de bloquer l'invasion. Nous ne saurons jamais si cette stratégie avait, ou pas, une chance d'être couronnée de succès. Pour ce qui concernait le 13e RDP, la mission de ses équipes déployées sur le terrain consistait à déterminer l'axe de l'effort de l'adversaire. Déjà très présents en Allemagne, les Américains organisaient régulièrement l'exercice REFORGER (*Return of Forces to Germany*), mis sur pied par l'OTAN, et auquel nous participions également. Plusieurs unités américaines spécialement préparées pour cette mission de renforcement rapide arrivaient par bataillons entiers, en bateau et en avion, pour retrouver sur le sol allemand des parcs complets de véhicules blindés à roues et à chenilles, et mener un exercice durant deux ou trois semaines, pour s'entraîner à affronter vraiment le pacte de Varsovie. Nous formions une unité de renseignements fort bien entraînée, adaptée et préparée pour la guerre au Centre-Europe. Mais pas seulement…

Devenir chef d'équipe

Dans une équipe à cinq, chacun exerce un rôle bien distinct. Le chef est chargé de coordonner l'ensemble, de choisir les itinéraires, les lieux où s'enterrer, le moment du départ, etc., tout en s'assurant du bon fonctionnement du groupe, organisé en deux cellules distinctes. La première est chargée de l'observation sous l'autorité du chef d'équipe. La seconde est commandée par le chef de la cellule radio, numéro 2 de l'ensemble, chargé des transmissions. Au cours de cette formation, j'ai appris des choses qui ne m'avaient pas été enseignées à l'école et qui me serviront jusqu'au dernier jour de ma carrière militaire. À commencer par l'importance primordiale de la définition précise de la mission, avant qu'elle commence.

C'est le rôle du briefing initial, durant lequel les choses doivent être dites clairement, y compris en expliquant le contexte. Il s'agit alors de restituer, devant mes chefs, la mission telle que je l'ai comprise et la manière dont nous allions procéder. Nous partions en effet sans autre document qu'une carte ne comportant aucune indication particulière. Nous apprenions tout par cœur, notre zone de mission, nos indicatifs, les emplacements adverses connus, etc. Ce dont nous aurions besoin ensuite nous serait transmis par message codé. Le second point essentiel n'est autre que le débriefing. Lors de cette phase finale, tout doit être décortiqué : n'avons-nous fait aucune erreur ? Les procédures ont-elles été correctement appliquées ? Ne nous sommes-nous pas trompés dans l'identification des véhicules, certes bien mystérieuse parfois ? Le chef d'équipe a-t-il conduit ses hommes par les bons itinéraires, sans jamais utiliser une route goudronnée ou un pont synonyme de piège, à proscrire au profit de petits canots pneumatiques ? La discrétion était à ce prix. J'ai redouté les premiers débriefings auxquels j'ai dû me soumettre. Puis, avec l'habitude et le nombre d'exercices effectués, je m'y suis habitué. Notre qualification opérationnelle était toujours remise en cause.

L'honnêteté m'oblige à préciser que ces entraînements difficiles destinés à nous donner des chances raisonnables de survie lors d'opérations réelles derrière le rideau de fer[4] n'ont pas été suivis de véritables opérations sur le territoire du pacte de Varsovie, à tout le moins entre mon entrée au régiment en 1984 et la fin de la guerre froide consacrée par la disparition de l'URSS, sept ans plus tard. La

légende prétendant le contraire vient du fait que certains sous-officiers du 13, en général de jeunes sergents ou maréchaux des logis, étaient envoyés à la mission militaire française de liaison (MMFL)[5], basée à Potsdam dans la banlieue de Berlin. Ils s'y trouvaient employés comme conducteurs des observateurs qui se rendaient au-delà du mur de Berlin, sur le territoire de l'Allemagne de l'Est, dans un cadre défini par les accords diplomatiques. Ces personnels[6] étaient spécialisés dans le renseignement, observaient les mouvements des troupes soviétiques, cherchaient à comprendre leurs activités, à identifier les nouveaux matériels et leurs capacités. Nos jeunes y trouvaient une expérience pratique de l'identification, complétant les habituelles photographies.

La formation initiale de chef d'équipe, qui durait alors trois mois contre le double aujourd'hui, comportait deux parties. La première concernait le Centre-Europe, la seconde étant consacrée aux opérations extérieures. L'acquisition de ces savoirs concernait surtout ce qu'on appelle la « recherche humaine », c'est-à-dire ce qu'un soldat peut apprendre avec ses seuls moyens personnels en se cachant pour observer, ou bien en interrogeant des personnes sachant des choses que lui-même ignore. Pour cela, il faut aller au contact, sans forcément se cacher, mais en approchant discrètement du but. Sans dévoiler l'objectif de la mission, on va se créer une « légende », en s'inventant un personnage décalé de la réalité. Ces « techniques » ont notamment été mises en œuvre en ex-Yougoslavie. Je n'évoque pas là ces personnalités totalement fictives et savamment construites que la DGSE met en place pour ses agents secrets.

Dans les forces spéciales, on agit en uniforme, c'est le principe. Mais on se « silhouette » en fonction de la mission, en cherchant à se mêler à son environnement pour ne pas apparaître comme appartenant à une unité de renseignements ou être un opérateur des forces spéciales. Pour cela, on va adapter son uniforme et endosser celui d'autres unités de l'armée française si l'on est à leur contact, ou se déguiser en arbre[7] si l'on est en forêt par exemple. Porter l'uniforme veut bien dire que notre mission est officielle. La tenue dans mon esprit doit s'adapter à l'environnement. C'est la méthode britannique. Peu importe le port ou le non-port d'un uniforme, la carte d'identité militaire dans la poche fait foi et indique l'appartenance, quand bien même l'individu est en tenue

civile adaptée. C’est ce que j’appelle le silhouettage. Des reproches peuvent être faits aux forces spéciales sur le thème : « Vous n’êtes pas en tenue militaire ? Quelle est cette tenue non réglementaire ? » La réponse, c’est que la mission commande. La tenue est adaptée à l’environnement dans lequel nous devons évoluer.

Les bases de cette éducation n’ont pas changé : trente-cinq ans après que je suis passé par là, on apprend toujours aux jeunes à creuser des caches, puis à s’y installer pour observer sans être vu. Ce ne sont vraiment pas des situations confortables : pour ma part, j’y suis une fois resté durant onze jours en Allemagne au cours d’un exercice REFORGER, en me soulageant dans une bouteille, ou en sortant de ma cavité durant la nuit après m’être assuré de l’absence de tout être humain grâce à des jumelles de vision nocturne. Dans mon sac, je disposais de deux semaines d’alimentation, donc quinze boîtes de ration alimentaire de combat d’un kilo, pas si mauvaises d’ailleurs ! On s’en lasse néanmoins…

---

1. Damien Brosset-Heckel, « L’esprit cavalier au 13 », *Cavalerie*, octobre 2014.

2. *In* Laurent Carpentier, « Un apéro avec Maxime Le Forestier : “Chanteur, c’est bien. Vieux chanteur, c’est mieux” », *Le Monde*, 14 juillet 2019.

3. Adjudant, adjudant-chef ou major.

4. Formule utilisée par Winston Churchill en 1945 pour illustrer la situation créée par la division de l’Europe en une partie occidentale démocratique et une partie orientale dominée par l’URSS communiste.

5. La Mission militaire française de liaison près du haut commandement soviétique a été mise en place en 1947 et dissoute en 1991.

6. Officier du 13e RDP, le colonel Daniel Trastour fut affecté durant sept ans à cette mission, qui ne prit fin qu’avec la chute du mur de Berlin. Voir Daniel Trastour, *La Guerre sans armes*, Saint-Denis, Publibook Des écrivains, 2001.

7. Par exemple en se revêtant de faux feuillages, y compris sur le casque. C’est très efficace. Il existe aujourd’hui des tenues *ghillie suite* qui permettent de le faire aisément.

CHAPITRE 3

DEVENIR PARACHUTISTE

« La meilleure façon de se faire tuer est de se croire à l'abri. »
Alexis JENNI, *L'Art français de la guerre*

« Les troupes aéroportées sont constituées par des formations organisées, équipées, instruites et entraînées en vue de leur mise à terre au sein du dispositif ennemi par largage ou atterrissage d'assaut, afin de mener le combat dès leur arrivée au sol », nous apprend cet ancien cours, qui précise que la formation est « suivie aussi bien par les cadres que par la troupe[1] ». Tout le monde est logé à la même enseigne ! Un officier doit donc faire comme les autres : commencer par apprendre à sauter. C'est-à-dire à être à l'aise dans l'avion, puis à le quitter de la manière la moins naturelle qui soit : en se jetant dans le vide par la porte ouverte, sans appréhension, accroché à une sangle qui déclenche l'ouverture automatique. J'avais sauté pour la première fois d'un avion en vol lors de la préparation militaire parachutiste à 18 ans à Vannes-Meucon. Le premier saut est facile car tout l'environnement et l'ambiance vous motivent pour faire le pas dans le vide.

Parachutiste, enfin !

Le deuxième l'est moins car alors vous revoyez le film du premier. Vous prenez une claque en quittant l'avion liée à la vitesse de vol, puis vous êtes ballotté tel un fétu de paille avant de vous sentir tiré en arrière. C'est un sport assez risqué : quelques torsades dans les suspentes vous empêchent de relever la tête et vous font tourner sur vous-même lorsqu'elles se délovent. Et soudain, c'est le sol ! Le premier succès n'est autre que l'obtention du brevet parachutiste, moment de fierté qui vous sépare à tout jamais du commun des mortels. Ensuite, on apprend à devenir chef de section parachutiste, ce qui consiste à savoir organiser différents types d'avions pour regrouper sans encombre tout le monde au sol, comprendre comment fonctionnent les vents, puis multiplier les apprentissages pour être aussi à l'aise dans l'avion que dans un métro.

Après cette première étape essentielle, j'ai appris à devenir un chuteur opérationnel, à savoir me transformer en « vrai » parachutiste avec des compétences sortant de l'ordinaire du combattant aéroporté. Pour devenir « chuteur ops », il faut être capable de sauter avec son sac de mission entre les jambes, puis de déclencher soi-même l'ouverture de son parachute, avant de faire de l'« infiltration sous voile », consistant à franchir une longue distance entre le point de largage et la zone d'arrivée localisée le plus précisément possible. Un parachutiste ne disposant pas de cette compétence quittera son avion volant à une altitude comprise entre 200 et 400 mètres avant de se poser sur la drop zone, ou DZ, située à quelques centaines de mètres. Ce que j'ai appris en devenant chuteur opérationnel, c'est partir de beaucoup plus haut, de 4 000 ou 4 500 mètres, sans masque à oxygène, en comptant les secondes dans sa tête mais surtout en regardant sur l'altimètre la hauteur d'ouverture. Puis de s'orienter et de suivre un cap qui à cette époque se faisait grâce à la mythique boussole Silva qu'on achetait alors au magasin des scouts, *La Hutte*. Elle servait aussi pour la course d'orientation.

On s'entraînait au combat avec un sens aigu de la débrouillardise, bien contents quand on parvenait à ouvrir nos parachutes en respectant l'étagement entre équipiers, c'est-à-dire une altitude d'ouverture du parachute différente pour

chacun afin de pouvoir se poser au même endroit que le leader désigné. Je m’en voudrais beaucoup de jouer au vieux barbon, mais je trouve que mes jeunes camarades sautant jusqu’à 8 000 mètres, sous oxygène, avec des compas de compétition, des GPS rétroéclairés et des tenues de cosmonautes les isolant vraiment du froid, exercent dans des conditions sans doute plus extrêmes, mais moins extravagantes que leurs anciens ! Pour le reste, les fondamentaux demeurent : pour ne pas se perdre durant les sauts de nuit, on saute de telle façon qu’on se retrouve « étagés » à 50 mètres les uns au-dessus des autres, ce qu’on appelle « le petit train ». De jour, on se voit correctement, et la nuit, de petites lampes invisibles du sol nous y aident.

Adrénaline maximale

Sauter en parachute, c’est grisant. Le commun des mortels n’a pas idée de ce que représente le fait de sortir de l’avion en plein vol. Il peut faire froid, il peut y avoir du vent, si bien que l’enthousiasme peut être modéré par le stress. C’est d’ailleurs tout le sel du parachutisme que de vaincre cette appréhension naturelle et se dire, une fois qu’on est dehors : OK, c’est bien ! La quintessence, c’est la chute libre opérationnelle. Sauter avec son sac et son arme à haute altitude en équipe, le fin du fin étant la chute de nuit bien sûr. Quand on tombe, on a un premier souci : voir où sont les autres. Puis, aussitôt, un deuxième : ouvrir le parachute à la bonne altitude grâce à l’altimètre. Quant au troisième tracas, c’est le pire : il ne faut pas dériver en l’air, et pour cela conserver une position stable. Jambes repliées, on ne doit pas modifier son « appui ». Car si on appuie sur l’air avec la main droite, vlan, on dérive ! Si les mains sont placées trop haut, on part vers l’arrière, on glisse… Avec les jambes, ce n’est pas mieux : si on en bouge une, on peut glisser vers l’avant, et du coup, on se trouve mal étagé par rapport aux autres ! Quand on enregistre les électrocardiogrammes à l’entraînement, deux phases se succèdent. La première est la sortie de l’avion, le cœur bat vite. La seconde accélération cardiaque est au moment de tirer sur la poignée pour

ouvrir son parachute. Alors, d’un seul coup, selon la façon dont on a soi-même plié le parachute – on ne fait confiance à personne –, on ressent un choc brutal ou une secousse plus douce, ça freine d’un coup et waouh, on se met à flotter. Tiré par le poids du sac coincé devant les jambes, on a l’impression de grandir de quelques centimètres. Les chuteurs plient leur parachute eux-mêmes et font contrôler régulièrement leur pliage par un camarade aux étapes clés que sont la mise à plat de la voile et des stabilisateurs, la vérification des freins et des suspentes, qui ne doivent pas s’emmêler lors de l’ouverture.

La chute opérationnelle n’est pas une fin en soi, c’est un moyen de mise en place, qui offre une capacité effective à s’infiltrer par la voie des airs, sous une voile grise, donc de façon super-discrète, puisqu’on ne fait aucun bruit, et quand la nuit est bien noire, on est absolument invisible depuis le sol. L’objectif peut être distant de plusieurs kilomètres du point de largage – cette distance se calculant assez précisément en fonction de la hauteur de largage, des vents en altitude toujours différents selon les conditions aérologiques du moment. Les types de voiles – nous parlons d’« ailes » plus ou moins « fines » – sont également étudiés en fonction des besoins. Le lecteur amateur de parachutisme militaire pourra se reporter à des ouvrages techniques, mais disons qu’un parachutiste tout équipé peut franchir une distance de 10 à 30 kilomètres par rapport à son point de largage.

Parachutisme : le shoot des SOTGH

Quand on est chuteur opérationnel, on saute en équipe ou en groupe constitué. Tout le monde suit celui que l’on appelle le leader. Il sera le premier à se poser, chacun cherchant ensuite à se poser à proximité de lui. Sauf que cela ne peut se faire convenablement qu’avec un nombre important d’entraînements en commun. Les équipes de chuteurs opérationnels du COS sautent constamment ensemble, et le leader est celui qui tombe le plus vite. Non qu’il soit plus replet que les autres, ou que les galons soient plus pesants sur sa poitrine, mais il est

celui qui possède le coefficient de pénétration dans l'air le plus important. Quand j'étais chef d'équipe de chuteurs opérationnels, je ne sortais pas de l'avion en premier, mais derrière un gars qui descendait plus vite que moi. Mais attention ! Pas trop vite non plus… Car sinon, il aura beau s'étaler dans les airs tel un écureuil volant, on le perdra rapidement de vue. Quant au chef, moi en l'occurrence, j'avais beau me faire tout petit et plier au maximum bras et jambes pour accélérer ma chute, je le voyais régulièrement sortir de ma vue. Heureusement, après avoir ouvert, je finissais par le repérer et être en mesure de le suivre. Le leader posera l'équipe le mieux possible, face au vent, au plus près de la cible définie au départ.

Les chuteurs opérationnels, que l'on appelle les SOTGH (saut opérationnel à très grande hauteur), sont la fine fleur du parachutisme. Sélectionnés parmi les chuteurs opérationnels traditionnels, ils sautent à des altitudes proches de 8 000 mètres et se shootent vraiment à l'adrénaline. Disposant de masques à oxygène, de compas pour se diriger, ils sont équipés comme des RoboCop afin de se protéger du froid polaire (– 50 °C) qui règne à ces altitudes. En quittant l'avion, ils tirent un extracteur qui va freiner leur chute jusqu'à leur altitude d'ouverture. S'ils ouvrent très haut leur parachute, ils vont pouvoir effectuer une longue « dérive sous voile » et effectuer une longue distance par rapport au sol. C'est l'intérêt de cette technique. Compte tenu du froid ambiant, ils disposent, pour se diriger, de poignées basses pour que le sang descende, et ainsi avoir moins froid aux mains. Habituellement, pour diriger un parachute, la position des mains est élevée, puisque les manettes de direction sont situées au-dessus de la tête. Le souci pour ces chuteurs est la nécessité de maintenir leur difficile qualification et d'effectuer régulièrement des stages de confirmation. Durant cette période, de trois mois chaque année, ils ne peuvent pas être envoyés en mission. Techniquement et humainement, donc opérationnellement, ce sont de purs joyaux.

Officier guidage terre

Les stages de formation ne sont pas des formalités. On les réussit en y gagnant une nouvelle qualification, gage de compétence accrue, ou bien on les rate, tout officier que l'on soit. Cela m'est arrivé. Durant mon cycle de formation, j'ai appris en 1985 à devenir un officier guidage terre (OGT). Cela consiste pour un chef d'équipe à se trouver en capacité de guider vers leur cible tous les avions de chasse. Notre rôle consiste à nous trouver assez loin en avant, parfois en territoire adverse, pour « désigner l'objectif ». Cette mission demeure essentielle aujourd'hui, les OGT utilisant désormais des outils performants : des terminaux GPS pour déterminer leur propre position, des télémètres laser pour désigner celle de la cible, des appareils photo numériques associés à des transmissions de données satellitaires pour transmettre des images, des pointeurs laser pour « illuminer » la cible. Avec ce dernier outil, les armes guidées modernes se calent sur la tache du laser, qu'elles frappent très précisément après avoir suivi une trajectoire aussi droite qu'un rail de chemin de fer.

Durant les années 1980, aucun de ces outils n'était disponible pour nous, et nous devions travailler à l'ancienne, c'est-à-dire en décrivant à un pilote qui volait vite et haut un objectif qu'il était censé voir. La conversation était à peu près celle-ci en s'adressant au pilote : « Par la gauche prenez votre cap d'attaque au 280 (par rapport à un point de référence, sur lequel nous nous trouvions, qui lui avait été indiqué dans un message préalable), votre objectif, un char, sous un hangar au toit de tôles rouillées, situé à l'extrémité ouest du village devant vous. » S'il le voyait, nous avions de la chance et la mission était réussie. Dans le cas inverse, c'était « échec mission », évidemment. Lors de ce stage, j'ai vraiment manqué de sérieux. Il était organisé à proximité de la ville de Baden-Baden où était installée une forte garnison militaire appartenant aux Forces françaises en Allemagne (FFA[2]) ; nous étions jeunes, la vie était belle, notre solde nous semblait être un pactole permettant quelques excès.

Après la journée d'entraînements et de formation, les soirées étaient libres et nous mettions un point d'honneur à déguster les spécialités locales, notamment celles issues de la culture brassicole. C'était goguette tous les soirs, je n'étais pas le dernier à lever le coude ! Victime consentante de ces abus, j'ai complètement raté les épreuves de fin de stage et suis rentré à Dieuze sans le brevet dont la

République avait financé l'obtention. Le mot « penaud » est alors trop faible pour exprimer mes sentiments. Je suis plutôt honteux. Le colonel chef de corps, Jean-Claude Baleyte, qui aurait pu me mettre à la porte, a choisi de me garder. Je lui en conserve une belle reconnaissance. Quant à mes camarades, ils ne m'en ont pas voulu puisqu'ils m'ont élu président des lieutenants du régiment. Et le cycle des apprentissages a repris.

Combat Survival Course

L'un des stages de formation qui m'a le plus marqué demeure incontestablement celui que j'ai effectué chez les inventeurs des opérations spéciales modernes, à savoir le régiment des forces spéciales britanniques, le *22nd Special Air Service Regiment*, ou SAS. Il est basé à Credenhill non loin d'Hereford, dans les Midlands de l'Ouest. Il s'agit d'une unité très particulière, capable de mener des opérations discrètes ou carrément secrètes, comme lors de la première guerre du Golfe. Un groupe de huit SAS avait pour mission de surveiller l'axe routier reliant Bagdad à la Jordanie. Surpris par un gardien de chèvres, le groupe prit la tangente. Poursuivi, il se scinda en deux. Trois de ces SAS furent tués, quatre autres furent faits prisonniers par une milice locale et le dernier, connu sous le pseudonyme d'Andy McNab et devenu auteur de best-sellers, rejoignit à pied la Syrie après sept jours de marche à travers le désert[3]. Cette histoire nous rappelle la capture de trois équipiers du 13e RDP lors du même conflit, en 1990[4]. Huit ans auparavant, les SAS avaient été très fortement engagés dans le conflit des Malouines contre les Argentins[5]. Suite à la chute d'un hélicoptère, ils perdirent une vingtaine d'hommes, en sus de ceux tués lors de combats contre l'armée argentine. Comme le COS, ils furent également très engagés en Afghanistan.

L'organisation militaire britannique conduit également les SAS à mener des missions comparables à celles confiées dans notre pays au RAID ou au GIGN, ou encore celles que conduit le service Action de la DGSE. L'une des plus

célèbres de ces missions des SAS n'est autre que l'opération *Nimrod* de libération d'otages à l'ambassade d'Iran à Londres. Les SAS ont aussi introduit des binômes dans les enclaves encerclées par les forces serbes, comme celle de Srebrenica en mars 1995, et étaient présents lors de la chute de la ville ; c'est-à-dire que les SAS mènent leurs missions en uniforme au titre des forces armées, ou de façon clandestine et en civil, au profit des autorités politiques. Lors du stage de formation que j'ai effectué dans cette unité, je me suis trouvé en compagnie de militaires britanniques qui terminaient leur série de stages et d'épreuves d'entrée au régiment. Ils subissaient à ce titre un an de formation organisée en différents modules. Pour ma part, j'ai suivi durant un mois l'un d'entre eux, le *Combat Survival Course* (CSC). Je ne suis pas près de l'oublier !

Les réjouissances ont commencé par une phase théorique de résistance à l'interrogatoire et de familiarisation avec les différentes techniques de survie en milieu hostile. Dieu sait que les Midlands britanniques ne sont pas aussi accueillantes que l'on veut bien le dire. Puis nous avons été lâchés dans la nature par équipe de quatre ou cinq, avec pour objectif d'échapper le plus longtemps possible à des poursuivants hargneux accompagnés de chiens. Les *brits* seront toujours les *brits* : avant le départ on nous a fouillé de A à Z, complètement à poil. Le vérificateur regardait partout si on n'avait rien pris avec nous, avant de nous envoyer chercher notre caleçon, notre paire de chaussures et nos chaussettes et de nous fournir un battle-dress version Seconde Guerre mondiale avec les deux lettres PW dans le dos (*prisonner of war*, « prisonnier de guerre »), qui n'était pas à notre taille ; et on partait avec ça. Plus un sac de couchage maison, bricolé de nos mains avec de la paille, du plastique, et des bouts de parachutes.

Nous étions des prisonniers évadés, sans rien. Sauf l'un d'entre nous, qui a rapidement exhibé un billet de 5 livres. Il l'avait glissé dans une capote… anglaise comme il se doit, avant d'avaler le tout. Deux jours après, le billet est ressorti par les voies naturelles et nous a permis d'améliorer notre ordinaire en obtenant des œufs brouillés dans une ferme. Tous les soirs, nous avions rendez-vous avec des « partisans », qui nous remettaient deux bouts minuscules de gâteaux secs en miettes et quelques grammes de fromage type cheddar. La faim

nous tenaillait un peu… Le reste du temps, il fallait progresser, rejoindre un point à l'aide d'une carte, la *sketch map*, dessinée sur un morceau de parachute. J'ai vite compris que mon salut résidait dans la proximité physique constante avec le chef d'équipe, stagiaire comme moi. Lorsqu'il a bien fallu qu'on se disperse, le seul que je n'ai pas perdu de vue, c'est lui : je courais comme un dératé pour ne pas le lâcher, même quand on a traversé une rivière heureusement pas trop profonde ou couru pour échapper aux chiens du plastron[6] !

Bien sûr, le quatrième ou cinquième soir, lors d'un rendez-vous avec un « partisan » censé nous épauler, nous avons été dénoncés et capturés. Ils nous ont faits monter dans un camion et nous ont amenés dans un grand hangar. Ils ont annoncé *illico* la couleur ; on entamait dans la foulée la formation à la résistance à un interrogatoire : « Vous faites comme on vous a dit, d'accord, vous ne cherchez pas à vous évader, vous devez en passer par là, et c'est tout ! » Et ils nous font remettre à poil, ils aiment bien ça, avant de nous faire enfiler une combinaison et deux godasses du même pied sans lacet, nous placent face au mur, les bras écartés, et dès que vous commencez à rapprocher les mains, un gars arrive par-derrière et vous écarte les bras et les pieds. Et ensuite deuxième posture : assis en tailleur, les mains sur la tête, les doigts pas croisés, parce que croisés, c'est trop facile… Au bout d'un moment, il va de soi que les mains glissent, vous reprenez un grand coup sur la tête. Est-ce de la torture ? Non. Mais c'est à tout le moins une pression physique qui peut faire mal. Ensuite, pause : ils nous font passer régulièrement devant des interrogateurs, avec le méchant qui intimide et le gentil qui vous dit : « T'as pas mangé depuis un bon moment, je te fais un steak si tu me dis d'où tu viens et ce que tu as fait. » L'interrogateur joue toutes les parties de l'interrogatoire et enchaîne les questions, sans arrêt. Il insiste, vous dit que la Croix-Rouge pourra donner des nouvelles à votre famille à condition de connaître son adresse. On nous a fait aussi le coup de la jolie femme qui prend le relais. Il s'agit de vous placer dans une situation déstabilisante, pour vous faire dire autre chose que ce qui est prévu par les conventions de Genève, à savoir le nom, la date de naissance, le grade et l'unité d'appartenance. Hormis ces points, un prisonnier de guerre n'a rien à dire !

Le seul moment un peu libératoire, c'est quand on veut aller aux toilettes, mais on ne fait pas ça toutes les dix minutes. Je n'étais pas dupe et savais que cet exercice formateur n'avait pas grand-chose à voir avec la réalité d'un interrogatoire plus musclé, même si l'on aimerait bien que cela s'arrête. Il régnait toujours un bruit infernal dans la pièce et un froid de canard qui m'a glacé les os. J'y ai appris que dans certaines situations déplaisantes, quand on se trouve entravé, bâillonné, les yeux bandés et incapable de faire ce qu'on veut, il est judicieux de se transformer en brique et d'avoir une vie intérieure. Cela s'apprend. Dissocier le corps inerte de l'intellect aux aguets a toujours été la marque d'esprits puissants. Ceux des ermites, de prisonniers tendus vers l'évasion, donc vers la vie. Je n'aurai pas l'immodestie de prétendre qu'un seul exercice, aussi pénible soit-il, permet d'atteindre ces sommets. Mais je crois que dans ces circonstances, j'ai compris les voies à suivre. Dans tous les cas, ces formations sont indispensables. Elles conditionnent l'essentiel pour le combattant : la capacité à survivre, donc à combattre.

---

1. *Notions techniques aéroportées en vue de la mise à terre des unités*, ETAP, septembre 1965, p. 5.

2. À l'issue de la défaite de l'Allemagne nazie en 1945, le pays a été divisé en plusieurs secteurs occupés par les forces des pays victorieux (États-Unis, France, Royaume-Uni, URSS). La France se voit attribuer la partie nord de Berlin-Ouest, ainsi que la région frontalière avec l'Allemagne. Ces forces ont connu plusieurs appellations : Troupes d'occupation en Allemagne (1946-1949), Forces françaises en Allemagne (1949-1993), Forces françaises stationnées en Allemagne (1993-1999), Forces françaises et éléments civils stationnés en Allemagne (depuis 1999).

3. Andy McNab, *Bravo Two Zero*, Paris, Archipoche, 2008.

4. Voir le chapitre 4, « Guerre froide et missions extérieures ».

5. Revendiquant la souveraineté sur l'archipel des Malouines, l'Argentine l'envahit le 2 avril 1982. Les armées britanniques le reprennent et un cessez-le-feu est signé le 14 juin.

6. Groupe de militaire qui, durant un exercice, joue le rôle des ennemis.

CHAPITRE 4

GUERRE FROIDE ET MISSIONS EXTÉRIEURES

« Chacun est responsable de tous. Chacun est seul responsable. Chacun est seul responsable de tous. »
Antoine de Saint-Exupéry, *Pilote de guerre*

Lorsque j'arrive au 13e RDP en 1984 pour mon premier « vrai » poste d'officier, nous sommes toujours en pleine guerre froide et la crise des euromissiles exacerbe les tensions entre l'URSS et le camp occidental conduit par les États-Unis[1]. Quelques mois avant mon arrivée, le parti communiste soviétique a placé à la tête du pays Konstantin Tchernenko, géronte à bout de souffle qui ne tiendra pas un an avant de décéder en mars 1985. Il sera remplacé par Mikhaïl Gorbatchev, futur fossoyeur du régime et du communisme européen. Pour l'heure, personne n'en sait évidemment rien, et le régiment demeure focalisé sur les adversaires du pacte de Varsovie. La vision que nous avons tous de la situation est celle que développe le Pentagone : « Les Soviétiques mettent l'accent sur la primauté de l'offensive, en partant du principe que les objectifs politiques et militaires ne sont atteints que par des offensives agressives et persistantes[2]. » Mais ce n'est pas son rôle exclusif. En sus de cette mission de base sur le sol européen, « mon » régiment exerce sa spécialité auprès des forces

françaises déployées à l'étranger, surtout en Afrique, où de nombreux déploiements étaient conduits, comme lors de l'opération *Manta* au Tchad, qui s'est ensuite appelée *Épervier*[3]. De façon permanente, des éléments français d'assistance opérationnelle sont également demeurés durablement en place à Bangui, après la destitution de l'empereur Jean-Bedel Bokassa le 21 septembre 1979.

Sur le sol africain

La présence de nos équipes apportait un appui important au commandement français et le centre opérationnel interarmées (COIA) devenu le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) en 2004 nous appréciait beaucoup. Notamment pour nos capacités de transmission. On a peine à se souvenir aujourd'hui que dans les années 1980 et même 1990, les moyens de transmission modernes, qui permettent de communiquer en permanence et sans aucun souci technique d'un bout à l'autre de la terre, n'étaient pas encore entrés en service ! Nos radios utilisaient encore la HF avec du TitiTata[4] partout en Afrique. Moyen sûr et d'une robustesse à toute épreuve, la haute fréquence est toujours utilisée au XXIe siècle.

Ma première mission extérieure s'est déroulée de juillet à octobre 1986 au Tchad, dans le cadre de l'opération *Épervier*. Ce fut pour moi la grande découverte de l'Afrique, avec la joie de pouvoir enfin servir mon pays dans les conditions dont j'avais tant rêvé. Il s'agissait pourtant de tout sauf de céder aux plaisirs de l'exotisme ! Ma première vision de N'Djamena est celle d'une ville tout juste sortie de la guerre avec des maisons détruites et non reconstruites, des façades criblées d'impacts de balles. Surtout, je suis abasourdi par cette capitale grouillante de vie, avec une population joyeuse, bruyante, vêtue de vêtements colorés et accueillant l'étranger avec sympathie. Ce premier contact avec des Africains que la vie n'a pas souvent gâtés, frappés par les vicissitudes de la guerre, marquera pour toujours mes relations avec ce continent. Au cours des

nombreux voyages et missions que j'y entreprendrai durant les décennies suivantes, je constaterai que les populations africaines sont souvent capables de conserver un optimisme régénérant, contrastant avec la morosité générale des Européens nantis.

La Libye de Mouammar Kadhafi avait envahi le Tchad et les Français étaient intervenus dans le cadre de l'opération *Manta*, pour protéger une nouvelle fois ce pays, en vertu des accords de sécurité les liants tous deux. *Manta* avait bloqué les Libyens sur le 16e parallèle devenu une sorte de ligne de démarcation que ceux-ci avaient interdiction de franchir. Notre mission consistait à effectuer du renseignement de zone, donc à patrouiller dans la région de N'Djamena et du lac Tchad. Il fallait nous tenir prêts à être engagés en cas de nouvelle offensive libyenne. Nous aurions alors fait ce que nous avions appris à Dieuze, nous cacher pour observer les Libyens. Sur ce fameux 16e parallèle, c'est-à-dire plus au nord que nous, se trouvaient les « clandestins » du 11e régiment parachutiste de choc (« 11e choc »), recréé en septembre 1985 afin de « remilitariser » le service Action de la DGSE, sorti traumatisé de l'affaire du *Rainbow Warrior*[5]. Comme jeune officier, ce fut mon premier contact avec des camarades affectés dans les services spéciaux et je dois admettre qu'il a été un peu rude. Voici pourquoi.

Sur le terrain, je rencontre un sergent-chef passé par le 13, qui avait été le patron de la base nautique du régiment située sur un grand étang proche de Dieuze, l'étang du Stock, où l'on s'entraînait à sauter en parachute dans l'eau, à faire du *dropping* sur le plan d'eau en sautant depuis l'hélicoptère volant à quelques mètres, à nager dans des conditions difficiles… Je le rencontre à Kalaït, « zingué » avec des galons de lieutenant, c'est-à-dire qu'il ne portait pas les galons de l'adjudant qu'il était à cette date. Il me dit : « Ah ! mon lieutenant, je suis content de vous voir. J'en veux énormément à votre père qui m'a muté au 5e RCP. » La lettre P ne voulait pas dire parachutiste, mais ici périgourdin, car le 5e RCh (5e régiment de chasseurs) tenait garnison à Périgueux (Dordogne). Jeu de mots facile qui traduisait tout le ressentiment de ce sous-officier pour mon cher père. Le 5e RCh est un régiment de cavalerie légère dont, dans son esprit, le prestige et l'intérêt des missions étaient moindres que ceux du 13. Mais surtout,

il avait perdu la solde à l’air, valorisation pécuniaire conséquente de la solde de base perçue par tous les parachutistes, censée compenser les risques pris lors d’un saut en parachute. On comprend que ceux qui la perdent la regrettent.

Ce sous-officier avait surmonté l’épreuve, puisqu’il était revenu dans un autre régiment parachutiste, celui de la DGSE. Le voyant équipé d’un uniforme de l’armée tchadienne, avec tous les galons associés, je lui demande quelle est sa mission, qu’il m’explique volontiers : « Si jamais les Libyens descendent du nord, on sera là pour le dire ! » Je n’ai pas insisté, mais j’ai quand même trouvé bizarre que ce gars et ses camarades soient déployés à cet endroit, pour y remplir le rôle de « sonnette » dont le 13, exactement fait pour ça, était lui aussi chargé, mais plus au sud. À l’époque, je n’avais pas fouillé davantage la question. Plus tard, j’ai souvent repensé à cette première expérience opérationnelle, illustration d’un mélange des genres sur le rôle de chacun dans les armées, ou les services qui leur sont associés pour assurer la mission. Est-il bien utile pour les autorités politiques de disposer de plusieurs entités différentes pour remplir des objectifs similaires ?

Nous assistions alors à un changement de période. Dans sa configuration post-guerre d’Algérie, le 13 avait été organisé pour réagir à une éventuelle attaque des forces du pacte de Varsovie. Ça, c’était clair. Ensuite, son emploi en Afrique fut moins bien défini. Son rôle concernait moins ses capacités de renseignement que sa faculté à transmettre de manière sécurisée sur de très longue distance. Pour cette raison, deux équipes de recherche du 13 ont sauté avec le 2e REP à Kolwezi le 18 mai 1978. Leur rôle consistait à informer l’état-major des armées (EMA) à Paris de la situation opérationnelle sur le terrain. Au mois d’août de la même année, un petit détachement du 13, en tenue civile, avait également accompagné le président de la République Valéry Giscard d’Estaing en Centrafrique. Celui-ci, tout en se livrant aux joies d’un safari avec l’empereur Bokassa, souhaitait bénéficier d’une capacité de liaison sécurisée avec Paris. Au fil des années, le régiment a été conforté dans ses missions de renseignements en Afrique, où il opère toujours en 2020.

L’enthousiasme personnel qu’avait provoqué ma désignation pour cette première « vraie » mission de chef d’une équipe de recherche en Afrique a été

quelque peu refroidi. D’abord par ce type de mission où il ne s’est pas passé grand-chose. Mais aussi par un paludisme sévère qui m’aurait valu un rapatriement sanitaire sans la bienveillance de l’infirmier en chef, lui aussi un homme du 13. Je ne sais pas si les bons soins des sous-officiers du détachement, consistant essentiellement en larges rasades de pastis pur, m’ont été d’un grand secours, mais je m’en suis sorti. Malgré ces désagréments, j’ai ressenti un vrai sentiment de plénitude à la tête de mon équipe de quatre dragons, heureux de découvrir l’Afrique et la gentillesse de ses peuples, la chaleur, la beauté unique du désert. J’ai eu aussi grand plaisir à rencontrer les hommes des autres unités de renseignements comme les marins, patrouillant au-dessus du désert pris pour un océan avec leurs avions Breguet Atlantic. Et aussi les officiers de renseignements de l’armée de l’air, sans oublier d’autres gars du 13, formant l’équipe de renfort placée auprès de l’attaché de défense en poste à l’ambassade. Ces renforts auprès des attachés de défense demeurent toujours un capteur[6] essentiel pour la Direction du renseignement militaire qui les oriente.

J’ai pleinement mesuré la responsabilité qui était la mienne, loin de mon chef de corps, de mes supérieurs à Dieuze et à N’Djamena, bien qu’un officier supérieur du régiment ait été présent. Tout repose sur la confiance. Elle est le fondement de ce que nous avons l’habitude d’appeler le *système 13*. Celle que l’on m’accordait avait pu être évaluée et validée lors des nombreux stages et exercices d’entraînement que j’avais pu effectuer. Mais je savais qu’elle n’allait pas de soi. La parole d’un chef d’équipe est en effet cruciale pour ses chefs qui se trouvent à plusieurs milliers de kilomètres de lui.

J’ai découvert la problématique des ethnies ou des tribus en Afrique et combien l’appartenance à telle ou telle est cruciale, comptant bien davantage que la nationalité elle-même. Au Tchad par exemple, on ne comprend pas l’histoire du pays si l’on n’y distingue pas les Goranes (ou Daza), auxquels appartient Hissène Habré, des Teda de son acharné concurrent Goukouni Oueddei, ou des Zaghawa d’Idriss Déby. Entre autres. Et ne parlons pas du Mali, où les frictions entre les Touareg, les Bambaras, les Peuls et tant de groupes affiliés aux uns ou aux autres se trouvent – associées aux facteurs religieux – à l’origine des troubles incessants qui accablent le Mali et ses grands voisins.

Cette situation est souvent héritée de découpages postcoloniaux peu pertinents. Je découvrirai les effets de ces frontières artificielles dans toute l'Afrique. L'histoire du Tchad est une succession de coups d'État qui ne placent pas seulement un homme au pouvoir, mais aussi une ethnie. À l'époque de ma présence, le chef d'État était Hissène Habré arrivé au pouvoir en 1982 à la suite du coup d'État du 7 juin qui avait renversé Goukouni Oueddeï. Issu de la tribu des Goranes, Habré s'appuie sur ces derniers, excellents guerriers, connus pour tirer plus vite que leur ombre avec leur kalachnikov. En conséquence, nous faisions dès lors extrêmement attention à l'approche de la présidence tchadienne, surtout à la tombée de la nuit quand les sentinelles étaient dopées au kat, herbe psychotrope qu'ils mâchonnaient en permanence, y compris en faction. Pour être franc, je suis rentré un peu frustré de cette plongée au cœur de l'opération militaire française la plus importante du moment. Le calme était revenu après l'opération *Manta*, les Libyens étaient bloqués au nord du 16e parallèle. Une sorte de paix armée qui durera jusqu'au 7 septembre 1987, un an après mon départ, quand un bombardier Tu-22 libyen est rentré dans l'espace aérien tchadien avec la ferme intention de bombarder N'Djamena. Il fut abattu par un missile Hawk français alors qu'il avait ouvert ses trappes, prêt à larguer ses quatre bombes.

1991 : la guerre du Golfe

Durant la guerre du Golfe, qui se prépare fin 1990 (opération *Desert Shield*) et se déroule début 1991 (opération *Desert Storm*), le COS n'existe pas encore. Sans que l'on comprenne bien pourquoi, les plans initiaux ne prévoient pas l'engagement des commandos parachutistes, que l'on appelle alors les commandos de recherche et d'action dans la profondeur (CRAP). L'onomatopée CRAP sonne bien en français, claquant comme l'ouverture de la voile du parachute. Mais il signifie tout autre chose dans la langue de Shakespeare… Ce n'était pas bien sûr la raison de leur non-engagement !

Les planificateurs avaient sans doute estimé que la guerre avec les Irakiens serait une guerre entre blindés. À l'époque, le chef d'état-major des armées Maurice Schmitt avait dit à des interlocuteurs qu'il fallait prévoir une bataille historique, similaire à celle de Koursk[7]. Les « commandos para » seront finalement engagés tardivement sous les ordres du colonel Jacques Rosier, chef de corps du 1er RPIMa, et regroupés dans ce qui était le 1er groupement de commandos parachutistes. Cet acronyme perdurera, les CRAP sont devenus GCP. Jacques Rosier ne laissait pas indifférent. Homme d'action et grand « dégageur », il aimait faire la fête jusqu'au bout de la nuit, ce qui ne l'empêchait pas dès 7 heures du matin d'effectuer son footing quotidien. Il était reconnu comme un vrai chef et unanimement apprécié de ses hommes. Il a pris la tête de ce détachement à faible effectif. Il avait besoin d'en découdre.

Le 13e RDP, quant à lui, est mis en alerte assez rapidement et prend la direction de l'Arabie Saoudite avec un détachement de huit équipes de recherche, soit une quarantaine de dragons parachutistes comprenant cellules d'analyse du renseignement et station directrice. Cette dernière assure les échanges d'informations entre le PC et les équipes sur le terrain. Les équipes ont été remaniées et réduites à trois équipiers, compte tenu de la nécessité de parler anglais, l'opération étant placée sous commandement américain. Le 13 a été employé de façon un peu marginale, sans que sa présence soit annoncée, pour effectuer des missions de reconnaissance profonde en véhicule P4, qui se sont avérées moyennement adaptées, ou insuffisamment adaptées à ce type très inhabituel de conflit. Leur mission consistait à rechercher le renseignement le long de la frontière entre l'Irak et l'Arabie Saoudite. Celui-ci était notoirement insuffisant pour permettre l'engagement de la division Daguet. Les Américains se sont révélés peu généreux en la matière et en ont fourni assez peu aux forces françaises déployées. Plus étonnant, notre Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM) national ne s'était guère montré plus généreux.

Un premier épisode traumatisant s'est produit. Le 29 octobre 1990, une des équipes de recherche formée d'un capitaine et de deux sous-officiers a été interceptée à proximité de la frontière par les troupes de Saddam Hussein, à 70 kilomètres au nord-ouest de la garnison saoudienne de Hafar Al-Batin[8].

Officiellement, elle n’aurait pas dû se trouver à cet endroit. Deux équipes, parties la veille avec deux petits véhicules tout-terrain Peugeot P4, s’étaient séparées pour observer le maximum de frontière. Un point de rendez-vous avait été fixé pour le soir. Appliquant les procédures en vigueur à cette époque, qui exigeaient d’entrer en contact phonie à intervalles de temps réguliers, l’une de ces deux équipes n’a plus donné d’informations sur sa position et ce qu’elle voyait. Sans nouvelles au bout de six heures, l’inquiétude est montée d’un cran. Ce délai beaucoup trop long a contraint le commandement à lancer les secours tardivement.

Entre-temps, préférant ne pas riposter, compte tenu du volume de l’adversaire et de la faiblesse de leur propre armement, les trois avaient été arrêtés par les Irakiens. L’offensive n’ayant pas encore commencé, l’affaire a été très médiatisée. La version officielle diffusée à l’époque fut très *soft*. Selon le SIRPA, les Irakiens se sont contentés d’amener trois soldats à Bagdad, où ils les ont remis au chargé d’affaires de l’ambassade de France, André Janier.

La réalité est moins rose. Les Irakiens les ont rossés puis liés avec leurs propres tendeurs utilisés à l’époque pour fixer mille choses sur un sac à dos contenant 50 à 60 kg de matériel (nourriture, piles pour les radios, de quoi résister à la pluie et au froid, etc.) mais surtout pour défaire rapidement des abris. Penchés à plusieurs reprises, en vol, par la porte de l’hélicoptère qui les a emmenés jusqu’à Bagdad, ils se sont vus mourir plusieurs fois. Après cet épisode traumatisant, le maréchal des logis H., l’un des équipiers prisonniers, s’est interdit d’utiliser jusqu’à son départ du régiment quelques années plus tard des tendeurs en mission, car plus le temps passe, plus les tendeurs font mal en entrant dans la chair. Les trois équipiers ont courageusement résisté à ces traitements infamants, non sans avoir eu beaucoup de chance. Pour autant, cette affaire eut des conséquences en cascade, provoquant un sérieux incident avec le patron saoudien de l’ensemble du dispositif militaire, le général Khaled bin Sultan qui rappela fermement que ses ordres interdisaient aux troupes présentes sur place de mener des patrouilles profondes et de pénétrer en territoire irakien. Par ailleurs, le général Jean-Charles Mouscardès, qui commandait la division Daguet mais n’avait pas le détachement du 13 sous ses ordres, a montré son

agacement quant à la présence des dragons parachutistes. D'autant que deux semaines plus tard, le 13 novembre, un sous-officier du 13, le maréchal des logis Jacques Burgart, avait trouvé la mort lorsque le Humvee[9] à bord duquel il se trouvait s'est retourné. Notre camarade fut le premier des sept morts français de cette guerre.

Suite à cette affaire qui a été prise très au sérieux au régiment, le 13 a réfléchi à la façon dont il devait revoir son organisation interne pour éviter que ce genre d'événement ne se reproduise.

Au début de l'offensive terrestre, le 24 février 1991, les Français se voient confier la prise du nœud routier et de la base aérienne d'As Salman, à une centaine de kilomètres au-delà de la frontière saoudienne. Il s'agit d'une opération classique, qui n'a pas vocation à mettre en œuvre des parachutistes. L'état-major confie néanmoins au groupement de commandos parachutistes la prise du fort As Salman. Une tempête de sable faisait rage et il n'y a pas eu d'assaut pour une très bonne raison : à l'intérieur, il n'y avait personne, sauf… une équipe du 13 qui s'y trouvait, non sans avoir déjà procédé aux investigations de rigueur. Le premier était en réalité le second, et ceux qui avaient pris le fort lancèrent à leurs collègues : « Les gars, attention, il y a des *cluster bombs*[10] partout, ne touchez à rien ! » Malheureusement, l'un d'eux toucha… puis un second. Tragique résultat : deux morts. Comme tous mes camarades, j'ai ressenti une forme d'abattement quand le récit officiel de cette triste affaire a omis de mentionner que des dragons se trouvaient sur place et avaient lancé les avertissements nécessaires avant que l'accident dramatique survienne[11]. La vérité et la gloire ne font pas toujours bon ménage. Trente ans plus tard, il est temps de l'écrire.

Mon camarade de promotion Grégoire de Saint-Quentin, futur chef de corps du 1er RPIMa, et mon successeur à la tête du COS à l'été 2013 fut blessé, heureusement légèrement, à cette occasion. Je lui rendis visite quelques jours plus tard à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, sévèrement gardé et protégé par des merlons constitués de sacs de terre, rarement vus en plein centre de Paris. Avec Grégoire, bien des liens nous attachent : nous nous sommes tous les deux mariés dans le Pays basque et avons commandé nos régiments si attachants, le

1er et le 13, à la même période. Lui, de 2004 à 2006, moi-même entre 2003 et 2005. Quand il prit le commandement de son régiment à Bayonne, il me fit le plus aimablement du monde parvenir des places pour l'incontournable corrida du 15 août avec le mot suivant : « Que cela soit les seules banderilles entre nous ! » J'ai la prétention de penser qu'il en fut ainsi entre nos deux unités d'élite constituées de frères d'armes brillants, y compris dans l'émulation individuelle et collective !

En définitive, cette guerre du Golfe, dont nous ne savions pas encore qu'elle n'était que la première à être appelée ainsi, eut des conséquences positives tant pour le renseignement militaire que pour les forces spéciales. Les défaillances et manquements dans l'organisation du renseignement et des opérations spéciales ont abondé la masse des arguments qui devaient amener la création de la Direction du renseignement militaire le 15 avril 1992 et celle du Commandement des opérations spéciales le 24 juin 1992. L'une des premières missions d'envergure sera conduite au Rwanda. Je n'en fus pas, bien que je me sois trouvé sur le terrain durant quelques semaines.

1994 : l'enfer au Rwanda

En me posant sur l'aéroport de Goma, le 26 juillet 1994, j'entre dans l'inconnu. D'une part, après le Tchad, je découvre un nouveau pays africain, le Zaïre[12], frontalier du Rwanda en proie à un génocide. De plus, je suis ici pour exercer une fonction dont j'ignore tout ou presque, celle d'officier de presse. Je serai le point de liaison entre l'armée et les journalistes pour lesquels je serai le référent, l'organisateur, l'interlocuteur et le premier destinataire de leurs nombreuses questions. J'ai déjà croisé des journalistes, mais c'est la première fois que je serai en contact professionnel avec eux, depuis que je suis officier. Je suis éberlué par leur manière de travailler : leur envie de tout savoir, d'être le premier ou la première à connaître une information, gage de succès dans leur désir de tout comprendre.

Goma devient le centre de mon univers. Le PC de l'opération *Turquoise* y a été déployé pour éviter une installation au cœur du Rwanda. Le rôle de *Turquoise*, conduite par la seule France dans le cadre de la résolution 929 des Nations unies, consiste à faire cesser les massacres en respectant une stricte neutralité entre les belligérants, notamment en créant une zone humanitaire sûre. Les Rwandais menacés s'y trouveraient en sécurité, de même que les ONG, en mesure d'œuvrer dans des conditions sécuritaires acceptables. Il s'agissait aussi de favoriser la reprise d'un dialogue entre les différentes factions. Le dernier génocide du XXe siècle a commencé le 6 avril 1994 après la destruction en vol du Falcon 50 des présidents rwandais et burundais, par des hommes servant les intérêts du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame. Je n'ignore pas que cette version des faits est contestée par les vainqueurs de la guerre civile, mais je considère que sur ce point, leurs arguments ne sont pas recevables. Cet événement sera l'élément déclencheur du massacre de la population tutsie par les extrémistes hutus. La France lance l'opération *Amaryllis* du 8 au 13 avril pour évacuer ses ressortissants. Devant l'ampleur des massacres, elle engage l'opération *Turquoise* le 22 juin.

Mon contact initial avec le Rwanda, pays dit « des mille collines », se fait à bord d'un hélicoptère franchissant le lac Kivu, frontalier de la RDC. Le Rwanda est très différent des autres pays africains. En dépit de sa position centrale sur le continent, le climat y est tempéré car il se situe dans son ensemble à plus de 1 000 mètres d'altitude. À cette période de l'année, la température est celle d'un été en France. La langue utilitaire est le kinyarwanda, le pays étant également francophone. Ancienne colonie allemande de 1885 à 1918, puis belge après la Première Guerre mondiale, il est indépendant depuis 1961. La classe dirigeante jusqu'à cette date était issue de l'ethnie Tutsi mais les élections qui ont suivi la décolonisation ont porté au pouvoir les Hutus majoritaires (80 % de la population). Les Tutsis réfugiés en Ouganda ou en Tanzanie n'ont eu de cesse de revenir au pouvoir en s'appuyant sur ces deux pays. Ainsi, Paul Kagame, l'actuel président du Rwanda, est l'ancien directeur du renseignement militaire ougandais.

Arrivé sur place, je retrouve des visages connus de mes camarades du COS. Ils sont deux cents environ. Leur mission est terminée. Les premiers sur place le 23 juin sous le commandement du colonel Jacques Rosier, ils sont sur le départ. Je vais passer avec quelques-uns d'entre eux une soirée au cours de laquelle ils me parleront de leurs actions durant les événements. Je revois ainsi une équipe de recherche du 13e RDP dont le chef, Jérôme, est un ami. Leur mission consistait à mener des reconnaissances, des repérages, des investigations dans la région qui deviendra le 6 juillet la zone humanitaire sûre (ZHS). Certains d'entre eux ont sauvé des Tutsis d'un assassinat par les milices interahamwe qu'ils ont affrontées, d'autres ont bravé des hommes du FPR qui cherchaient à s'infiltrer dans cette ZHS pour en découdre avec les Français. Mes camarades n'ont à s'excuser de rien, j'en suis intimement convaincu. Ils ont rempli leur mission et n'ont pas à en rougir.

Au sein de la cellule communication de l'opération *Turquoise*, notre rôle visait à permettre aux journalistes de constater les opérations de l'armée française au quotidien. Ma liberté d'action était grande. Au service des journalistes, je bénéficiais sans difficulté de la mise à disposition d'un ou deux hélicoptères Puma par le détachement de l'ALAT. Lors du briefing à la presse, chaque jour en fin de journée, je proposais aux médias qui le souhaitaient de les conduire le lendemain sur tel ou tel point du territoire. J'appelais ensuite les états-majors des différents groupements déployés sur le terrain à Cyangugu, à Kibuye ou à Gikongoro pour leur demander si je pouvais leur rendre visite dans leur zone, accompagné par « mes » journalistes, afin que ceux-ci voient des positions tenues par les différents détachements, rencontrer des soldats, recevoir un briefing sur la situation. C'est ainsi qu'ils auront l'occasion à plusieurs reprises de s'entretenir avec les trois commandants de groupement, le lieutenant-colonel Jacques Hogard à Cyangugu, le colonel Patrice Sartre à Kibuye et le lieutenant-colonel Erik de Stabenrath à Gikongoro. N'ayant en général pas suffisamment de places pour emmener tous les volontaires, je constituais des pools, c'est-à-dire une équipe de télévision, un ou deux journalistes radio et un ou deux journalistes de presse écrite. Charge aux heureux élus de s'entendre avec ceux qui ne venaient pas pour ensuite leur donner du son, des images ou

des descriptions de ce qu’ils avaient vu afin que chacun dispose du même niveau d’information.

En survolant le Rwanda avec la presse, ou en le sillonnant en P4, j’avais du mal à réaliser que des Rwandais s’étaient entretués quelques semaines auparavant. Je n’ai pas été le témoin des atrocités qui s’y sont déroulées. Je peux témoigner des églises en partie brûlées dans lesquelles avaient été enfermés des Hutus considérés comme trop modérés, mais surtout des Tutsis, cette ethnie minoritaire victime des milices extrémistes hutus interahamwe. Au moment où je m’y suis trouvé, tout semblait calme dans ces paysages apaisants. Pourtant, des carnages insoutenables avaient eu lieu ici même. Ces églises, sur les murs desquelles se voyaient parfaitement des traces de feu qui avait brûlé vifs ou asphyxié les malheureux qui s’y trouvaient, n’étaient pas sans rappeler ce qui s’était passé à Oradour-sur-Glane en 1944. Moi qui suis vendéen, j’ai appris de la mémoire collective locale et entendu dans ma famille les récits traversant les siècles du passage des colonnes infernales du général Cordellier, aux Lucs-sur-Boulogne en 1794, avec la même folie éradicatrice. Au Rwanda, l’odeur nauséabonde et écœurante des corps brûlés se sentait encore. Moment d’émotion terrible qui ne donnait que plus de justification à la présence de l’opération *Turquoise* et des forces françaises accompagnées par des forces africaines qui constitueront ensuite la force MINUAR II déployée par l’ONU le 22 août.

Au Rwanda, ma confrontation personnelle à la mort est liée à l’épidémie de choléra survenue à compter du 22 juillet, quelques jours avant mon arrivée. Si le nombre de décès dus à cette épidémie était impressionnant, il n’était pas de même nature que les massacres qui avaient eu lieu. J’aurai à plusieurs reprises l’occasion d’assister à des interventions chirurgicales menées par les spécialistes de l’antenne chirurgicale parachutiste sur plusieurs personnes, dont de jeunes enfants blessés par des coups de machette. À Goma, j’ai vu passer tant de réfugiés, pauvres hères qui n’emportaient avec eux que quelques frusques roulées dans une natte, beaucoup d’enfants, de nombreuses femmes, des bébés accrochés sur le dos de leur mère, et des hommes. Étaient-ils des victimes ou avaient-ils été des bourreaux ? Impossible à savoir. Notre petite équipe employait ainsi un homme à tout faire, Jean-Baptiste, trop heureux de gagner de

l’argent. Il me disait arriver de Kigali à pied, être né de mère hutue et de père tutsi. Qu’il avait fui comme de nombreux autres, ne savait pas où était sa famille. Selon moi, il avait une vingtaine d’années. Qu’avait-il réellement fait ? Ce qu’il me racontait était-il vrai ? Comment le savoir ?

François Mitterrand l’a dit justement : « Nos soldats ne peuvent pas être les arbitres internationaux des passions qui aujourd’hui bouleversent et déchirent tant et tant de pays[13]. » C’est difficile de s’ériger en juge. Jean-Baptiste avait visiblement fait des études. Je n’ai jamais su vraiment ce qu’il avait vécu avant notre rencontre. Toujours est-il que son soutien était précieux pour nous aider à ranger notre espace, le soir après le dernier journaliste parti et le dernier café avalé. Il est vrai qu’en cette période d’épidémie, nombreux étaient les journalistes venus demander une ration militaire, plus sûre que la nourriture locale. En quittant Goma, le 24 août, deux jours après la fin de l’opération *Turquoise*, je suis reparti satisfait d’avoir contribué à présenter les soldats français engagés dans cette opération sous leur véritable jour. Rien n’avait été caché aux journalistes. Je leur avais montré ce qu’ils souhaitaient voir, ils avaient pu rencontrer tous les interlocuteurs qu’ils voulaient. Quand les polémiques sont arrivées peu de temps après de la part de ceux-là mêmes que nous avions aidés sur le terrain, ouvertement et avec tous les moyens disponibles, j’en suis resté abasourdi et meurtri. Accuser la France, l’armée française, ses forces spéciales, d’avoir aidé les génocidaires, de les avoir armés, voire d’avoir directement participé au génocide, est une vaste tromperie. J’ose le mot : une tricherie intellectuelle. Étaient-ils encore des journalistes chargés d’informer à partir de faits tangibles, ou étaient-ils passés avec plume et micro dans le camp des agents d’influence ? Quand on me demande aujourd’hui si la France a bien fait d’intervenir, seule parmi les grandes puissances, je n’ai pas la moindre hésitation. Je réponds oui car l’action de notre pays, celle des soldats français, a permis de sauver de nombreuses vies humaines. Les calomnies des propagandistes n’y changeront rien.

---

1. Les Soviétiques mettent en place en 1977 des missiles SS-20 qui ne peuvent frapper que le sol européen. Deux ans plus tard, l'OTAN décide en riposte de déployer des missiles américains Pershing II et Gryphon. Des négociations avec l'URSS aboutiront en 1987 à la signature du traité FNI sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, qui mettra fin à la crise. Du point de vue de l'OTAN, ce traité a été violé par la Russie à partir de 2014. Sur décision du président Donald Trump, les États-Unis s'en sont retirés le 2 août 2019.

2. *Soviet Military Power*, US Government Printing Office, Washington DC, 1985, p. 12.

3. Lancée le 9 août 1983, l'opération *Manta* a duré jusqu'en 1984.

4. Onomatopée supposée reproduire l'association des sons de l'alphabet Morse.

5. Le 10 juillet 1985, une équipe du service Action de la DGSE coule dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande), le navire amiral de l'organisation antinucléaire Greenpeace, le *Rainbow Warrior*. Un des membres de l'équipage sera tué par accident lors du naufrage. Cette affaire donnera lieu au plus gros scandale du double septennat de François Mitterrand.

6. Dans le monde du renseignement, un capteur est un moyen de recueil de l'information. Il peut être technique ou humain.

7. Célèbre bataille entre chars russes et allemands, en juillet-août 1943.

8. Jacques Isnard, « Trois militaires du dispositif Daguet ont été capturés par une patrouille irakienne, puis remis aux autorités françaises », *Le Monde*, 4 novembre 1990.

9. Le Humvee (*High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle*), véhicule tout-terrain des forces terrestres américaines, qui en ont acquis près de cent mille, est entré en service en 1984. Il pèse 2,6 tonnes, son moteur fait 6 litres de cylindrée et il consomme environ 25 litres aux 100 kilomètres.

10. Bombes dispersant sur une large zone des « sous-munitions » de petite taille, particulièrement meurtrières.

11. Général Bernard Janvier, « Trente-six heures pour vaincre », *in* Yann Le Pichon, *Guerre éclair dans le Golfe*, Paris, Jean-Claude Lattès/ADDIM, 1991, p. 113-126.

12. Entre 1971 et 1997, appellation de l'actuelle République démocratique du Congo (RDC).

13. Entretien télévisé, TF1 et France 2, le 10 mai 1994.

CHAPITRE 5

BIENVENUE DANS LA POUDRIÈRE !

« On greffe de tout aujourd'hui, des reins, des bras, un cœur. Sauf les couilles. Par manque de donneur[1]. »
Jacques CHIRAC

L'histoire ne s'écrit jamais à l'avance. Nous étions prêts pour une guerre totale en Europe contre le pacte de Varsovie, mais c'est un autre scénario qui s'est déroulé sur notre continent. Oui, nous avons connu une vraie guerre européenne, aussi atroce et meurtrière qu'inattendue. Qui aurait imaginé que la Yougoslavie assemblant artificiellement plusieurs nations balkaniques depuis la dislocation de l'Empire austro-hongrois[2] ne survivrait pas au communisme ? Cimentée par le Croate Josip Broz Tito (1892-1980) s'appuyant sur la puissance des Serbes, la fédération yougoslave bascula dans le chaos après la chute du communisme, chaque nation qui la composait cherchant à retrouver sa souveraineté, contre la domination serbe.

Balkans : premiers contacts

Lorsque la Slovénie et la Croatie deviennent indépendantes en 1990 et 1991, je suis capitaine et j'ai quitté mon cher 13e RDP. Affecté au 2e régiment de chasseurs à Verdun pour commander le 3e escadron, équipé de chars AMX-30 B2 avec pour belle devise « À cheval ! ». Rien d'étonnant à cela : comme tout officier de cavalerie, je devais effectuer un séjour dans la « lourde ». Un des officiers de la direction des ressources humaines de l'armée de terre m'avait dit alors : « Vous ne ferez pas la carrière de votre père. » La sienne était considérée comme très atypique pour un cavalier, car il n'avait jamais servi dans l'un des régiments de ce qui s'appelait alors le corps blindé mécanisé. Construit autour des chars de bataille et doté d'une grosse puissance de feu, il était dimensionné pour tenir le choc face au pacte de Varsovie. Mon père était parvenu, non sans efforts, à ne pas y être affecté, préférant, je le comprends si bien, la légèreté et la souplesse parachutistes.

Je suis très loin de me douter alors que les événements de la Yougoslavie moribonde, si proche et si lointaine à la fois, vont faire irruption dans nos vies. La première « vraie » guerre sur le sol européen depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale survient lorsque la Slovénie sort la première de la Fédération, entraînant la Croatie dans son sillage. La puissance dominante, la Serbie, accepte la sécession de la Slovénie dès le 7 juillet, les choses se passant plus mal avec la Croatie. La guerre éclate en août. Les Serbes occupent une partie du territoire de leur ancien vassal, s'en prennent aux populations civiles et s'emparent en novembre de la ville de Vukovar. L'Europe est impuissante. En janvier 1992, la France avait d'abord envoyé des observateurs au sein d'une mission de l'Union européenne, la *European Community Monitoring Mission* (ECMM). Entièrement habillés en blanc, ils étaient surnommés les « vendeurs de glaces » par dérision. Leur rôle consistait à observer ce qui se passait sur le terrain et à le rapporter à l'UE.

Le mois suivant, en février 1992, l'ONU décide la création de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU)[3], pour laquelle 14 000 hommes sont prévus. Elle doit garantir le cessez-le-feu signé dans trois zones protégées par les Nations unies (ZPNU) en Croatie et favoriser une solution politique globale. Son

quartier général sera installé à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine). Le président François Mitterrand décide qu'un contingent français en fera partie. J'en serai !

Un jour de mars 1992, le colonel Jacques Marie Pâris de Bollardière, chef de corps du 2e chasseurs, me convoque dans son bureau et m'apprend que je suis désigné pour partir en ex-Yougoslavie avec une grande partie de mon escadron, le premier dont la professionnalisation était entièrement terminée. Instant d'intense satisfaction, alors que je ne m'étais toujours pas remis de n'avoir pu participer à la courte offensive de la division Daguet dans le Golfe. Nous serons chargés, au sein du bataillon logistique, de former une unité d'escorte avec des camions, des jeeps P4 et quelques VAB[4]. La mission n'avait rien à voir avec mon métier de tankiste ou d'officier de renseignements, voire d'équipier de recherche, mais elle s'est révélée en tout point passionnante. Installé sur la base serbe de Pančevo à quelques kilomètres de Belgrade, je me trouvais en territoire étranger pour aider des populations européennes à surmonter leurs lourds différends. Noble mission qu'il fallait exercer dans un cadre diplomatico-militaire difficile, et qui allait durer plus d'une décennie ! Mon dernier passage sous l'uniforme à Sarajevo eut lieu douze ans plus tard en 2004, en tant que chef de corps du 13 pour y rencontrer les équipiers du régiment qui y étaient encore déployés.

À l'heure où nous étions rassemblés sur la place d'armes du régiment à Verdun, avant le départ pour Toulon et notre embarquement, je ne mesurais pas vraiment les enjeux. Le chef de corps nous précise alors les avantages et les inconvénients de partir avec un casque bleu sur la tête et d'être un soldat de la paix. Personnellement, j'envisageais cette mission sous l'angle opérationnel, tout à fait prêt à me battre s'il le fallait. Mais ce n'était pas prévu et la mission relevait de l'interposition entre les belligérants, pas de l'usage des armes en dehors des cas de légitime défense. Là se trouve alors tout le problème des casques bleus : partir sous la bannière de l'ONU, tout en sachant que l'on est soldat d'un pays membre de cette organisation et que l'on ne doit pas utiliser son arme. Défend-on son pays et la politique qu'il met en œuvre, ou bien les populations auprès desquelles nous sommes déployés ? La question est grave… car elle n'a pas de réponse claire. Depuis cette époque, le monde a constaté à

bien des reprises à quel point il est nécessaire que le mandat des forces dépêchées par l'ONU soit robuste. Donc, concrètement, qu'il autorise l'ouverture du feu contre un agresseur délibéré de victimes impuissantes et désarmées.

On ne le sait que trop : priver les casques bleus d'une capacité d'initiative pour ouvrir le feu, c'est la porte ouverte aux catastrophes. Combien de tragédies se sont déroulées sous les yeux de casques bleus l'arme au pied, comme ce fut le cas quelques années après à Srebrenica[5], au Rwanda[6]… laissant se perpétrer des massacres, permettant même l'assassinat des casques bleus eux-mêmes car leurs règles d'engagement n'étaient pas adaptées ? Interposition, protection, est-ce que cela signifie intervention ? Si l'on se bat, pour qui meurt-on ? Pour la France ou pour l'ONU ? Cette organisation, qui m'apparaîtra au cours de ces six mois comme une structure lourde et peu réactive, était surtout une grosse machine bureaucratique taillée comme une administration de temps de paix alors que nous étions en guerre. Et quelle guerre !

Lors du déménagement du PC de l'ONU de Sarajevo vers Belgrade, alors que le conflit sur le sol bosniaque prenait de l'ampleur, je me suis rendu compte dans les bureaux de l'état-major que le nombre de fonctionnaires issus de si nombreux pays empêchait, peut-être à dessein, toute prise de décision rapide. Pour le soldat que j'étais, les questions étaient : « Quand puis-je utiliser mon arme ? Dois-je attendre de me faire tirer dessus ? » La réponse était oui. Avais-je le droit d'utiliser la force pour dégager un check point qui n'avait pas lieu d'être, tenu par quelques brutes enivrées à la slivovitz, cet alcool de prune local ? La réponse était non.

Je me suis finalement rendu compte que le dialogue était assez efficace, tout comme la patience, cette vertu toute parachutiste. Savoir attendre le bon moment pour agir. C'est dans ces conditions que j'ai vécu vraiment la guerre. Je peux l'avouer : j'ai aimé cette période et ses paroxysmes. Malgré les bureaucrates et les apparatchiks, j'avais une grande part d'initiative et de liberté d'action. En outre, la confrontation au risque et au danger avait quelque chose de motivant, voire d'excitant. Sans doute était-ce l'adrénaline, dont les effets, en certaines circonstances, sont vraiment comparables à ceux d'une drogue puissante.

Déjà marquée au fer rouge de l’histoire européenne[7], Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine, était un exemple de coexistence réussie entre les Bosno-Serbes de tradition chrétienne orthodoxe, les Croates catholiques romains et la majorité musulmane. En 1984, comme tout le monde, j’avais regardé à la télévision les épreuves des Jeux olympiques d’hiver qui s’y déroulaient. Les équipements sportifs, la piste de bobsleigh, les tremplins de saut olympiques, les télésièges, la patinoire… seront rapidement détruits ! Ville naguère superbe dans son éclectisme majestueux mêlant les bâtiments de tradition ottomane à ceux de l’Empire austro-hongrois et au modernisme olympique, Sarajevo est devenue le théâtre d’une guerre civile insoutenable.

Mon rôle consistait à prendre la tête de convois que nous formions à Belgrade, pour les escorter jusqu’à Sarajevo et retour. Il s’agissait souvent de bataillons qui se mettaient en place à Sarajevo, de convois de ravitaillement pour les troupes onusiennes ou de relèves des personnels des bataillons engagés. Je n’ai pas boudé mon plaisir en escortant des unités russes ou ukrainiennes, qui étaient encore nos adversaires désignés quelques mois plus tôt…

La mission n’était pas une sinécure : nous avons perdu des hommes accompagnant un convoi logistique, pris pour cible à l’entrée de l’aéroport de Sarajevo. Le 8 septembre 1992, le maréchal des logis Frédéric Vaudet et le brigadier Éric Marot sont ainsi tombés sous les balles de snipers, alors qu’ils aidaient une population accablée. Deux parmi les neuf soldats français tués cette année-là en Bosnie. Chacun a-t-il bien conscience de l’énormité de ces sacrifices ? Le jour de leur mort, je n’étais pas à la tête de ce convoi mais une partie de mes hommes étaient présents. Le salut dans un tel cas peut venir d’une sortie rapide de la zone sous le feu, tout en ripostant. Plusieurs fois, au cours de ce mandat, je suis parti sur alerte pour aller débloquer des convois stoppés à des check points par des irréguliers. Mais qui était vraiment régulier dans une telle guerre civile ?

Arrivé à Pančevo en avril 1992, j’ai commandé l’un des convois d’évacuation du PC de l’ONU de Sarajevo vers Belgrade. Alors que les canons tonnaient sur les hauteurs de la ville assiégée, nous avions mis deux jours pour parvenir jusqu’à eux à travers le mont Igman, dans des conditions dantesques.

Las ! Le personnel civil de l'ONU se montrait plus intéressé par l'emport de tel bureau ou de telle photocopieuse que par la guerre qui se déroulait sous nos yeux. Je n'oublierai pas de sitôt ce jour de juin 1992 qui m'a vu « convoyer » l'académicien et ancien ministre Jean-François Deniau, le député européen et maire de Lourdes Philippe Douste-Blazy[8] et notre philosophe national Bernard-Henri Lévy. Je les ai rencontrés par hasard sur la route, ils accompagnaient des observateurs de l'ONU, officiers de différentes nationalités dont un Français. Ceux-là mêmes que nous avions évacués deux mois plus tôt. Nos trois intellectuels s'étaient associés à un transport humanitaire de l'ONG Équilibre, dans l'espoir d'entrer dans Sarajevo assiégée. Afin de… s'y faire filmer, ont ajouté de mauvaises langues.

Ni l'un ni les autres parmi ces trois hommes illustres ne voyaient pourquoi les Nations unies ne mettraient pas en jeu la vie de ses soldats pour leur offrir cette opportunité. À la tête de ce convoi se trouvait donc un officier français, votre serviteur, « désigné volontaire », pour cette mission improbable.

Tout philosophe médiatique qu'il fut, BHL n'en demeurait pas moins, en ces circonstances précises, un homme prenant de gros risques, placé sous la protection de professionnels certes compétents, mais se trouvant eux-mêmes dans une situation tactique fort inconfortable. J'expliquerai donc fermement à ces trois personnalités qu'elles devaient demeurer dans le convoi à l'intérieur de leur voiture civile encadrée par des camions militaires « et surtout vous ne bougez pas, vous ne cherchez pas à doubler les autres, vous suivez les instructions des officiers observateurs que vous accompagnez ! Et on entrera dans Sarajevo ». Je ne sais pas si mon petit laïus leur a fait forte impression, mais ils se sont tenus cois durant un bon moment, y compris quand on a passé la nuit complète dans la caserne serbe de Lukavica. Compte tenu de la tension qui régnait et du risque d'embuscade contre nos vulnérables convois, il était préférable de ne pas chercher à franchir le *no man's land* entre les forces serbes et les forces bosniaques, entre chien et loup. Il valait mieux le faire au grand jour.

Douste-Blazy me dit le lendemain matin : « C'est la première fois de ma vie que je me réveille au son du canon. » En effet, la nuit avait été agitée, les Serbes

nous bloquant pour éviter que leurs adversaires ne profitent de l’entrée du convoi sur l’aéroport pour tenter une offensive. Tout en nous mettant en garde : « Vous ne pouvez pas rentrer sinon vous allez vous faire canarder ! » Oubliant de préciser que c’étaient eux-mêmes qui balançaient les obus… Et voilà que Jean-François Deniau me lance : « Pour que les Serbes nous laissent passer, je peux peut-être leur montrer ma décoration remise par Tito ? » Distinction que je n’ai pas identifiée, mais qui aurait pu être l’Étoile de Yougoslavie, la plus haute de la défunte fédération. Il faut dire que l’académicien avait emporté depuis la France une boîte contenant toute sa panoplie de médailles ! Je lui ai répondu que ce ne serait pas utile.

Quand les combats se sont finalement un peu calmés, nous avons reçu l’autorisation d’entrer dans Sarajevo. Le passage a été long : je n’ai jamais dû franchir autant de check points, parlementer à chacun d’eux – qu’il soit serbe ou bosniaque – ni distribuer autant de cigarettes, moi qui n’ai jamais fumé de ma vie. Ni non plus bu autant de coups de slivovitz, cet alcool de prune (soi-disant) qui peut avoir des ressemblances, quand il est bon, avec cette chère mirabelle de Lorraine. Il arrive aussi qu’il s’assimile à de l’alcool à brûler. Dans tous les cas, il faut le boire. On ne savait jamais à quelle armée les occupants des check points appartenaient. Les Serbes lançaient « *svi, svi, svi* » en montrant les trois doigts de la Trinité orthodoxe, le pouce, l’index et le majeur, les Croates faisaient le V de la victoire. Quant aux Bosniaques musulmans, ils arboraient un petit morceau de tissu de couleur jaune accroché à leur tenue qui n’était en rien un uniforme. Pour nos passagers, les Serbes étaient l’ennemi juré. Pour nous, casques bleus, qui les voyions tous de près, la perception était moins tranchée, on ne savait pas toujours qui était l’ami ou l’ennemi.

Nous étions surtout consternés de voir des gens qui vivaient naguère fort bien ensemble se faire la guerre. Parvenu dans le centre de Sarajevo, Bernard-Henri Lévy a donné une interview qui a fait polémique, car il a été accusé de l’avoir mise en scène en se couchant derrière un mur et en disant : « On me tire dessus, on me tire dessus[9]. » J’étais présent durant cette scène, on entendait des tirs au loin. Personne n’a vraiment bougé, ni ne s’est mis à l’abri, si ce n’est lui et le journaliste qui l’interviewait. J’en suis resté bouche bée quand j’ai vu les

images quelque temps après. À aucun moment nous n'avions risqué notre vie. Personne ne nous avait canardés. Mes trois « passagers » ne sont pas restés bien longtemps à Sarajevo. Arrivés le matin en ma compagnie, ils sont repartis, toujours avec moi, par le convoi de retour, quittant Sarajevo à 13 heures. Je les avais prévenus que le convoi repartirait à cette heure-là, avec ou sans eux. Je ne sais pas s'ils ont eu le temps de rencontrer le président bosniaque Alija Izetbegović. De cet épisode, BHL a tiré une épopée : « Je revois les sacs de sable, devant la porte. Les sentinelles affolées. Les longs couloirs sans lumière. Kemal [Muftić], jeune, venant à la rencontre des premiers Français non journalistes à avoir tenté le voyage. Le désordre, partout. Les cris. La bousculade. L'attente, dans l'antichambre bondée de soldats en armes. Et puis la porte qui s'ouvre – et un petit homme modeste, très calme, étrangement sourd à la clameur ambiante et qui, à contrecœur, s'apprête à entrer dans l'Histoire[10]. » Privilège de l'écrivain…

En revanche, je n'ignore pas que ce déplacement est à l'origine d'un coup diplomatique assez remarquable : le voyage surprise de François Mitterrand à Sarajevo, contre toute attente, le 28 juin 1992[11]. Il aura pour effet de placer la communauté internationale face à ses responsabilités. Certains de mes soldats étaient présents à Sarajevo, par hasard, ce jour-là. Ils m'ont raconté la folie et l'enthousiasme qui se sont emparés de la cité balkanique à l'occasion de cette visite.

La France aux avant-postes

On a trop souvent écrit que les militaires français affichaient des sympathies sélectives pour les belligérants. Ceux qui se trouvaient sur le territoire de la Croatie auraient été procroates, d'autres auraient éprouvé des sentiments proserbes, le cœur de certains aurait penché pour les musulmans bosniaques. Tel n'est pas mon point de vue. Nous étions soldats français au service des Nations unies. Bien sûr, c'est une tradition que tout le monde lui reconnaît, le soldat

français est fondamentalement proche des gens auprès desquels il vit. Parce qu'il n'a pas peur d'eux, il les écoute. En entendant leurs complaintes, il comprend leur souffrance. Il serre la main à chacun d'eux, quel qu'il soit. Normal : il est là pour servir. Pour protéger de la barbarie et de la mort les populations auprès desquelles il a été envoyé par ses compatriotes. Je me suis toujours étonné de voir à quel point un soldat français sait s'intégrer auprès des populations, dialoguer avec elles. J'en connais d'autres, les Américains pour ne pas les citer, plus prompts à se retrancher derrière des *bastion walls*, ces remparts provisoires faits de sable, de cailloux et de terre.

Je me souviens d'un épisode qui m'a particulièrement marqué en Afghanistan une dizaine d'années plus tard. Alors que nous assistions à une *choura*, assemblée locale où se discutent des points à résoudre (foncier des emprises militaires, circulation civile, ouverture des marchés, etc.), avec des officiers américains, canadiens et d'autres nationalités, l'un d'eux vint me proposer de me laver les mains avec une solution hydroalcoolique, juste après avoir échangé des poignées de main avec des notables afghans. Une autre fois, j'ai vu toute une délégation otanienne, chacun de ses membres étant équipé de son casque, de son gilet pare-balles et de ses lunettes de combat, au contact d'une population en tenue protocolaire. La prudence est la mère de toutes les vertus, mais il n'y a rien de tel pour se mettre une population entière à dos. La qualité du soldat français est de savoir être proche des populations afin de conquérir les cœurs, pour établir des relations aussi sereines que possible. Et aussi, c'est vrai, recueillir du renseignement.

Le poing sur la table

En mai 1995, exaspéré par les humiliations que les Serbes font sans cesse subir aux soldats de la FORPRONU et notamment à ceux du contingent français, le président Jacques Chirac décide de taper du poing sur la table. C'est à ce moment que se situe le fameux épisode du pont de Vrbanja. Des casques bleus

français se sont fait prendre par des soldats de l'armée serbe de Bosnie sur ce pont qui enjambe la rivière Miljacka au cœur de Sarajevo. D'un côté un poste français, de l'autre un poste serbe. Après cette prise de vive force du pont par les Serbes, qui ont dans le même temps pris en otages les Français qui s'y trouvaient, Jacques Chirac s'écria : « Mais ils ont des armes, qu'ils s'en servent ! » Là est toute la problématique des casques bleus, soldats pratiquement émasculés. Cet épisode fut tragique mais aussi victorieux dans la mesure où le pont fut repris le 27 mai 1995. Il y eut dix-sept soldats français blessés et deux tués. Au cours de leurs obsèques, le même Jacques Chirac dira : « Les marsouins Amaru et Humblot sont morts pour une certaine idée de la France, une France qui refuse de s'abandonner à la fatalité et à l'irresponsabilité. » La période des soldats français portant des casques bleus se terminera peu de temps après.

Le président Jacques Chirac et le Premier ministre britannique John Major décident de donner un coup d'arrêt aux forces bosno-serbes. Ils optent pour la mise en place d'une force de réaction rapide (FRR) dotée d'armements puissants, dont de l'artillerie performante (canons automoteurs AMX 155 AUF1). Et me voilà reparti ! En juin 1995, je deviens officier de communication de la FRR. Ses éléments se mettent en place, notamment sur le mont Igman, qui surplombe Sarajevo, avec pour objectif de briser le siège mis en place par les Serbes. Au départ, nous Français sommes installés à Tomislavgrad, petite ville de Croatie, à quelques heures de route de Sarajevo. La donne est radicalement changée : Chirac veut qu'on « arrête ce merdier », traduisons-nous à la popote ! Il ne veut plus de casques bleus français : au sein de la FRR, nous porterons nos bérets réglementaires, à nos couleurs, en treillis français dernier cri, dotés du nouveau camouflage. Je suis resté deux mois à la FRR, le temps d'un été balkanique. Ce fut suffisamment long pour que j'approfondisse mes connaissances en communication de crise et que je rencontre des journalistes grands reporters. J'avais déjà passé les mois de juillet et août l'année précédente avec eux au Rwanda[12] !

J'ai surtout appris à connaître l'officier qui serait bientôt mon chef lors de mon retour au 13 deux ans plus tard, le colonel Didier Bolelli. En juin 1995, il servait au Service d'information et de relations publiques de l'armée de terre

(SIRPAT) quand j’étais pour ma part affecté à celui des armées. Je l’avais rencontré une année plus tôt où déjà je lui avais succédé à Goma, en RDC, dans le cadre de l’opération *Turquoise*. J’intègre dès lors son « écurie », comme on appelle dans les armées cette équipe de confiance qui se forme autour d’un officier plus ancien, l’accompagnant souvent au gré de ses affectations et lui succédant parfois. Mes pas ne vont plus quitter les siens durant les années suivantes.

L’art du commandement

À l’issue de l’École de guerre, dûment breveté, je reçois à l’été 1997 mon ordre de mutation pour le 13ᵉ RDP. J’y serai le chef du bureau opérations et instruction (BOI), poste souvent considéré comme celui du possible successeur du chef de corps, dans un délai de quelques années, si les mauvais vents ne croisent pas sa route. Il joue un rôle important dans la conduite de l’entraînement, de la révision des procédures et des opérations du régiment. Cela exige une connaissance intime de ses compétences collectives, de ses spécialités, de son insertion dans la structure supérieure et surtout de ses hommes. Cela passe également par une revue de détail de ses capacités imposant de faire le tour, tout au long de l’année, des détachements envoyés ici ou là. Durant cette période, l’activité du 13 était particulièrement intense en ex-Yougoslavie, où les Français étaient intégrés à la SFOR, cette force de stabilisation. Cette période fut notamment marquée par le début de la recherche des criminels de guerre, à laquelle le 13 a pris une part considérable.

Dans cette fonction de chef du BOI, je retrouve Didier Bolelli qui arrivait pour commander le régiment. Il me dit alors : « Christophe, ma confiance en vous est totale. On se connaît, nous sommes partis en opérations ensemble. Une seule chose, il ne doit pas y avoir la moindre faille entre nous durant ces deux années. J’accepterais bien sûr que vous ne soyez pas d’accord. Mais vous me le dites dans mon bureau, seul à seul. J’écouterai vos arguments et je déciderai. »

C’est ce qui se passa. Une seule fois, pris dans mon élan lors d’une réunion de l’état-major du régiment, j’ai adopté une position inverse à la sienne. La réaction fut immédiate et sans appel. Il me dit sans aménité que j’avais tort et me convoqua dans son bureau. Il n’y eut pas de seconde fois.

Lors de son premier ordre du jour[13], en s’adressant à l’ensemble du régiment, il nous avait lancé : « Je veux un régiment carré qui tourne rond ! » Cette formule le décrit bien lui-même. C’est un officier rigoureux en toutes choses qui sait faire confiance pour que chacun s’investisse dans sa fonction et fasse ainsi avancer le régiment.

Balkans : allers-retours pour le 13 et la DRM

Je n’en ai pas fini, loin de là, avec la Bosnie-Herzégovine. Les tensions ont été apaisées par les accords de Dayton signés en décembre 1995, le pays est entré dans une phase de stabilisation, en présence de forces armées internationales. Durant mon temps de chef du BOI, et entre 1999 et 2004, je vais encore me rendre de nombreuses fois en Bosnie, pour évaluer les équipes du 13 engagées auprès de la Stabilization Force (SFOR) dirigée par l’OTAN. Elle avait succédé à l’Implementation Force (IFOR). En m’envoyant sur place, il s’agissait pour le régiment de s’assurer que nos équipes se trouvaient bien employées dans le cadre de leur mission. Celle-ci était parfaitement définie, au profit d’un « employeur », l’état-major de la SFOR, qu’elles devaient renseigner le plus complètement possible. La réalité était moins simple que les ordres officiels le disaient. En fait, l’état-major américain de la SFOR intégrait des officiers français et employait le 13 à son profit. La chaîne de commandement était nette, mais parallèlement, le petit contingent du 13 renseignait également la DRM à Paris. Cette dernière employait donc en direct, mais officieusement, des agents de renseignements en Bosnie-Herzégovine. Rien n’a changé aujourd’hui : le COS est l’employeur déclaré des équipes sur le terrain, comme la DRM l’est aussi. C’est une organisation efficace.

Le rôle de la France

À Sarajevo durant tout le siège qui a duré d'avril 1992 aux accords de Dayton en décembre 1995, je me suis demandé avec tous mes camarades envoyés sur place comment les habitants et le pays lui-même parviendraient à se sortir de cette situation terrible. Durant ces années, nous avions monté des merlons (levées de terre) partout, dressé des murailles de containers pour faire barrage à la vue et aux tirs des snipers, pris en tenailles dans le piège de la guerre. Grâce à nous, à nos pressions et aux sacrifices consentis, puis aux décisions judicieuses de Jacques Chirac et de John Major, et enfin de la partie américaine entrée trop tardivement dans la danse, la guerre s'est terminée. Mais comme toujours, l'après-guerre est une phase périlleuse. Il reste des comptes – notamment judiciaires – à régler. En 1997, quand je reviens au 13, nous sommes dans cette phase.

Nous demandons à nos équipes de recherche qu'elles nous apportent du renseignement de la meilleure qualité possible. Et je ne cache pas que je m'interroge : la recherche du renseignement pour aider ces gens mérite-t-elle de mettre en jeu la vie d'un seul de nos dragons ? Mener parfaitement la mission confiée n'interdit pas de se poser tous les jours cette question légitime. Et même plusieurs fois par jour ! Ce qui n'empêche pas de tenter d'accompagner la fin de cette guerre avec toute l'énergie disponible. La prise de risque fait bien sûr partie du jeu. Pour se voir confier les plus hardies des missions, une équipe du 13 aura tendance à se survendre. Pour obtenir de démontrer tout son savoir-faire, il pourra lui arriver d'enjoliver ses propres capacités, de se faire un peu mousser, pour la bonne cause. Le rôle du chef du BOI consiste à confirmer telle ou telle capacité à l'état-major, dans un dialogue de chef à chef. Ou de lui faire savoir que la mission risquerait d'excéder les compétences de l'équipe.

Alors que le pays sort de la guerre et entame à grand-peine sa difficile reconstruction, nos supérieurs de la SFOR comprennent fort bien la situation. Les dragons du 13 sont autonomes, avec un sens de l'initiative très développé. Quand on leur confie une mission de recherche, ils vont tout mettre en œuvre pour la réussir. Ils vont s'infiltrer, prendre le temps qu'il faut, sans disposer des

moyens électroniques d'imagerie et de cartographie que l'on connaît aujourd'hui. Curieux, malins, avec des moyens efficaces, ils vont aller chercher l'information – à savoir l'éventuelle survie du réseau des Bosno-Serbes –, quitte à prendre des risques parfois mal appréciés. Quand je leur parle les yeux dans les yeux, en les voyant si déterminés et désireux de réussir, je sais tout comme eux qu'ils pourraient y laisser leur vie. La question qui me taraude revient alors : un renseignement vaut-il la vie d'un homme ? Je n'en suis pas si sûr ! On m'objectera que si une vie perdue permet d'en sauver des milliers d'autres, le risque vaut d'être pris. Mais alors, où placer le curseur ? Et au bout de cette question, une autre pointe son nez : « Quel est le rôle de la France ? » Notre pays se glorifie de la vocation universelle de ses valeurs. Doit-il pour autant intervenir comme le gendarme du monde, alors même que l'on constate chaque année, lors de la discussion budgétaire au Parlement, qu'il ne s'en donne pas vraiment les moyens… ?

Pourtant, tous les présidents de la République que j'ai servis durant ma carrière, de François Mitterrand à Emmanuel Macron, n'ont jamais varié sur ce point. Sans hésiter, ils ont fréquemment déclenché des opérations militaires. Et toute la classe politique, tous les gouvernements ont suivi. Quand on est soldat de l'armée française, on sert la France. Prêt à donner sa vie pour elle. J'assume sans la moindre hésitation ni le plus petit regret mon choix de porter les armes au service de mon pays. En Bosnie-Herzégovine, François Mitterrand puis Jacques Chirac ont pris des décisions que j'ai mises en œuvre. Nous, militaires, estimons parfois que les discussions précédant une intervention extérieure comptent trop de tergiversations, qu'il faudrait aller plus vite, faire davantage de rentre-dedans. En Bosnie de 1992 à 1995, nous avions laissé faire. Les militaires que nous étions se seraient volontiers servis de leurs armes pour imposer la paix dont les belligérants ne voulaient pas. Pour autant, tout en maugréant, nous revenons bien vite à l'essence de notre mission. Le politique décide avec nos conseils. Notre rôle est ensuite de déterminer comment nous allons mettre en œuvre la décision du président de la République, chef des armées. Je souris parfois quand j'entends des diplomates s'offusquer du fait que les militaires auraient pris leur place, en

les évinçant de la participation aux décisions sur la politique française en Afrique… Je n’en crois pas un mot !

---

1. *In* Éric Zemmour, *L’Homme qui ne s’aimait pas*, Paris, Balland, 2002.

2. Né en décembre 1918, le royaume de Yougoslavie, devenu République en novembre 1945, éclata en 1990, avec la proclamation de l’indépendance de la Slovénie (décembre 1990) et de la Croatie (juin 1991). La Macédoine a suivi en septembre 1991, puis la Bosnie-Herzégovine en mars 1992, le Monténégro et la Serbie le 5 juin 2006. Le Kosovo a proclamé son indépendance en février 2008, mais moins de la moitié des États membres de l’ONU l’ont reconnue.

3. FORPRONU (résolution 743) : février 1992-décembre 1995 ; IFOR : décembre 1995-décembre 1996 ; SFOR : décembre 1996-décembre 2004 ; EUFOR Althea : décembre 2004.

4. Véhicule de l’avant blindé. Transport de troupes de l’armée française depuis 1976, il était encore en service (2 700 exemplaires) fin 2019. Il a commencé à être remplacé en 2020 par le véhicule blindé multirôle (VBM) Griffon.

5. À la mi-juillet 1995, les casques bleus néerlandais de la FORPRONU n’empêchèrent pas le massacre de six mille musulmans bosniaques de la ville de Srebrenica, qu’ils étaient censés protéger, par l’armée bosno-serbe de Ratko Mladić. Ces faits sont qualifiés de génocide par le tribunal pénal international pour l’ex-Yougoslavie (TPIY).

6. Au début du génocide des Tutsis rwandais, en 1994, les deux mille cinq cents casques bleus de Mission des Nations unies pour l’assistance au Rwanda (MINUAR) présents sur place sous le commandement du général canadien Roméo Dallaire ne sont pas intervenus, restant l’arme au pied.

7. Le 28 juin 1914, le nationaliste serbe Gavrilo Princip assassine à Sarajevo l’héritier de l’Empire austro-hongrois, l’archiduc François-Ferdinand, ainsi que son épouse, duchesse de Hohenberg. Cet attentat sera le détonateur de la Première Guerre mondiale.

8. Par la suite ministre de la Santé (1993-1995), de la Culture (1995-1997), et des Affaires étrangères (2005-2007), entre autres.

9. Voir Jacques Pezet, « BHL a-t-il mis en scène une interview dangereuse à Sarajevo en 1992 ? », *Libération*, 14 mars 2019.

10. Bernard-Henri Lévy, « Le testament d’Izetbegović », *Le Monde*, 14 octobre 2000.

11. Bernard-Henri Lévy, *Le Lys et la Cendre*, Paris, Grasset, 1996.

12. Voir le chapitre 28, « La mort en face ».

13. L’ordre du jour militaire est une adresse officielle d’un chef à ses subordonnés, prononcée le plus souvent, sur le front des troupes, lors des grands événements d’une unité : arrivée ou départ du chef, cérémonie de remise de décorations, adieux aux armes, obsèques. Aucune règle ne fixe leur nombre. L’ordre du jour numéro 1 est prononcé le jour d’une prise de commandement.

CHAPITRE 6

AUX TROUSSES DES SCÉLÉRATS

« *Wer kämpft, kann verlieren, wer nicht kämpft, hat schon verloren*[1]. »
Bertold BRECHT

Le 22 février 1993, la résolution 808 de l'ONU va mettre en place à La Haye (Pays-Bas) un Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), afin de juger les criminels de guerre. Le représentant de la France à l'ONU, Jean-Bernard Mérimée, estime alors que « poursuivre les responsables, c'est aussi envoyer à ceux qui continuent à se livrer à ces crimes un message clair : ils auront à répondre de leurs actes… ». Encore faut-il retrouver les criminels de guerre que le tribunal entend faire comparaître. Ils ne vont pas se laisser attraper, tels des lapins au clapier. Ils vont se cacher, mettre en œuvre des stratégies habiles pour ne pas avoir à se rendre devant leurs juges. Les recherches, nous en avons conscience, vont être longues. Sur place, le 13 et d'autres unités des forces spéciales vont y participer. Ce sera ma mission prioritaire à partir de septembre 1999, dès mon affectation à la sous-direction recherche de la DRM, comme « officier opération recherche humaine ». C'est elle qui prend en charge les recherches côté français.

Au service de la justice internationale

Sur le terrain, les hommes du COS sont en mesure d'intervenir. En tant que chef du BOI du 13e RDP, j'avais suivi la montée en puissance de cette mission, pilotée au départ par les Américains. Elle était alors baptisée *Fervent Archer*. Un détachement français constitué de personnel de la DRM et du 13 s'était installé à Stuttgart sur une base américaine où se trouvait le commandement américain pour l'Europe (*Central Command* – CENTCOM). Ce détachement avait pour vocation d'orienter les équipes de recherche sur le terrain et d'exploiter[2] le renseignement recueilli côté français, qui était ensuite fusionné avec le renseignement américain.

Les poursuites contre les criminels de guerre de l'ex-Yougoslavie sont déclenchées par le procureur du TPIY. Dans un premier temps, il s'agira de la Canadienne Louise Arbour, remplacée en août 1999 par la Suissesse Carla Del Ponte. J'aurai l'occasion de la rencontrer à plusieurs reprises par la suite. Cette dernière avait la réputation d'être efficace, tenace et dure en affaires. C'est-à-dire qu'elle ne lâchait rien et semblait ne pas comprendre nos difficultés sur le terrain. Notre volonté de réussir cette mission avait beau être forte, elle semblait considérer que nous n'en faisions jamais assez. Heureusement, les relations avec son adjoint Patrick Lopez-Terres, le magistrat français chef des enquêteurs du TPIY, étaient meilleures ; nous échangions régulièrement avec lui, et il n'hésitait pas à nous orienter. Par des voies différentes des nôtres, il avait ses propres sources, dont nous ignorions la nature. Sympathique, il était exigeant, tout comme Carla Del Ponte. Je n'y ai vu qu'une marque de confiance et de respect. Je ne leur tiens pas rigueur d'avoir pu, parfois, nous demander l'impossible !

Le 9 janvier 1999, Dragan Gagović, 38 ans, est recherché depuis déjà deux ans par le TPIY. L'enquête pour le retrouver est conduite par la DRM à Paris et le 13e RDP sur le terrain. Le COS sera en charge de l'action attendue : son arrestation. Mon chef au bureau de la recherche humaine à la sous-direction recherche, le colonel Bertrand Bourgain, tenait absolument à ce que la DRM soit présente. Lieutenant, il avait sauté sur Kolwezi[3] avec le 2e REP. Il voulait à tout prix que la DRM, encore toute jeune puisqu'elle n'avait été créée qu'en 1992,

prenne la main sur la recherche des criminels de guerre, assoyant ainsi son rôle. Grâce à une forte capacité de persuasion et à sa façon de faire le siège des bureaux de l'état-major des armées et du CPCO, il a obtenu satisfaction : la partie recueil du renseignement (interception des communications et imagerie) étant effectuée par la DRM, avec le 13 comme outil de recherche humaine sur le terrain. Dans le renseignement, certaines victoires peuvent être bureaucratiques : Bertrand Bourgain a réussi le tour de force de mettre en place à Creil sur la base aérienne 110, où se trouvait une partie de la DRM, un centre interarmées d'évaluation et de fusionnement (CIEF).

Cette organisation purement française a finalement prévalu sur la mission *Fervent Archer* qui avait succédé à l'opération *Amber Star*. La Bosnie-Herzégovine était divisée en trois zones de responsabilité et la France se trouvait à la tête de la division multinationale sud-est (DMNSE). À ce titre, les villes de Foča et de Pale mais aussi de Sarajevo se trouvaient sous sa juridiction. Les Américains et les Britanniques s'étaient également vu chacun attribuer une zone de responsabilité centrée respectivement sur les villes de Tuzla et de Banja Luka. Si le PC français était installé à Mostar, la recherche était conduite depuis Sarajevo. Dans les faits, chacun travaillait dans sa zone, même si les Américains étaient censés coordonner l'ensemble. Ils nous ont régulièrement soupçonnés de ne pas vraiment vouloir mettre la main au collet de Radovan Karadžić, dont la rumeur disait qu'il pourrait être réfugié dans notre zone. Cela me vaudra quelques rencontres avec le jeune général David Petraeus en charge alors des opérations de la force de stabilisation de l'OTAN, la SFOR. À ce titre, il suivait les opérations menées à l'encontre de ceux que nous appelions les PIFWC (*Person Indicted For War Crimes*). Je le recroiserai plus tard en Afghanistan. Il deviendra patron de la CIA par la suite.

La mort de Dragan Gagović

L'un des premiers criminels recherchés par les Français s'appelait Dragan Gagović[4]. Durant l'année 1998, cet accusé de crimes de guerre[5] est suivi par les gens du 1er RPIMa et ceux du 13, à partir de la base de Foča, son appellation bosniaque, Srbinje pour les Serbes. Pourquoi Foča ? Originellement musulmane, cette petite ville avait été largement vidée de ses 16 000 habitants par les Serbes, qui avaient rasé ses dix mosquées. Le coin paraissait tranquille aux criminels de guerre qui s'y étaient installés. Dont un certain Dragan Gagović, ancien chef de la police de la ville et professeur d'arts martiaux. Le renseignement français avait bien travaillé : il avait été repéré, identifié, suivi, et son arrestation avait été décidée. Le plan consistait à l'arrêter, à le jeter dans un VAB, puis à le transporter en hélicoptère jusqu'à Sarajevo.

En vue de l'arrestation, les parachutistes du 1er RPIMa ont placé sur la route une herse, sans doute insuffisamment longue. Gagović donne un coup de volant, tente de fuir, tombe sur le deuxième rideau d'arrêt qui fait feu. Une balle l'atteint au crâne et le tue sur le coup. La population de Foča pense qu'il a été délibérément abattu, mais ce n'est pas le cas. Ce que les tireurs n'avaient pas compris, c'est que cinq enfants se trouvaient avec lui dans la voiture qui les ramenait d'une compétition de karaté ! Miraculeusement, aucun n'a été blessé. L'équipe du 13 postée en amont de cet accident avait prévenu que Gagović se trouvait bien dans le véhicule, mais qu'il existait un doute sur la nature des formes apparentes dans le véhicule. Lorsqu'il passe devant eux, ils annoncent à la radio : « Présence à l'arrière d'enfants ou de gros sacs. » Cela aurait dû apparaître comme un « cas non conforme » et donc entraîner un arrêt de la mission. Cette mort dont je n'ai pas été le témoin est un échec, sans aucun doute.

Le résultat est un mort et des enfants en vie dans une voiture percée de partout. Quant à la population de la petite ville, elle est allée détruire le poste de représentation locale de l'ONU et manifester devant l'entrée du petit camp que les forces spéciales du 1er et du 13 partageaient avec leurs homologues allemands. Le Premier ministre Lionel Jospin l'a assumé en déclarant : « Nous aurions préféré pouvoir le conduire au TPIY, mais il est clair qu'il ne peut pas y avoir d'impunité pour des criminels de ce type[6]. » Du côté du COS, cette mort fut prise très au sérieux. Un séminaire de RETEX se tint durant une semaine, un

officier exprimant ensuite dans ces termes l'autocritique générale : « L'intervention n'avait pas tenu compte des incertitudes pesant sur une telle opération. Il fallait affiner nos procédures en les rendant plus strictes[7]. » Ce qui fut fait…

Arrestation de Momčilo Krajišnik

L'année suivante, le COS est sur la piste d'un autre criminel de guerre de gros calibre : Momčilo Krajišnik. Recherché pour crimes contre l'humanité[8], cet homme fut le bras droit de Radovan Karadžić, chef de la Republika Serbska qui rassemblait les Serbes de Bosnie. On cherche puis on trouve sa maison à Pale, et le chef de l'équipe du 13 qui s'était enterrée en face garantit qu'il l'a vu dans la lucarne de la salle de bains, derrière la vitre en verre dépoli. Il est photographié, on l'identifie grâce à son profil. Branle-bas de combat au COS à Paris où l'on estime qu'une arrestation est possible. Ces arrestations se déroulent toujours en plusieurs séquences : dans un premier temps, le 13 arpente le terrain de façon quasi permanente et renseigne le COS. Les « analystes renseignement » recherchent en outre dans les sources ouvertes, la presse locale, les annuaires téléphoniques, etc., des informations pouvant permettre la localisation de ces criminels. Quand le criminel de guerre était repéré et que sa capture semblait possible, des équipes du COS étaient envoyées ponctuellement, pour une période plus courte, afin de préparer puis réaliser l'arrestation. Après un temps raisonnable d'acclimatation, ils passaient à l'action.

Pour réaliser l'arrestation de Momčilo Krajišnik, le chef des opérations du COS, le colonel Jean-Michel Chéreau, choisit de faire appel aux marins du commando Hubert, sous les ordres de Laurent Isnard[9], au motif que, selon lui, ils seraient « les meilleurs ». Inutile de préciser que le 1er RPIMa, qui avait raté l'interpellation de Gagović, vit mal ce choix, car le colonel Chéreau est leur ancien chef de corps.

Avant de déclencher l’opération, une réunion se tient chez le chef d’état-major des armées (CEMA) à l’École militaire. Nous sommes fin mars 2000. Le mur de la Paix de l’artiste Clara Halter vient d’être inauguré, sur le Champ-de-Mars juste en face, par le ministre de la Défense Alain Richard. Il fait très froid. Le ministre monte l’escalier monumental qui conduit chez le CEMA. Nous sommes installés dans un de ses salons de réception, dans des canapés, un café à la main. Un feu crépite dans la cheminée. L’atmosphère est bien douce pour un briefing militaire. La charge me revient d’expliquer au ministre qui est Momčilo Krajišnik, et que nous sommes sûrs à 95 % qu’il s’agit bien de lui. Ensuite, Christophe Rastouil intervient pour le COS et décrit l’opération à venir. Rendu méfiant par l’affaire Gagović, Alain Richard est sur les charbons ardents. Il lance : « J’ai encore le dossier Gagović sur mon bureau, donc j’espère que c’est bien calé. » Le lieutenant-colonel Rastouil le lui garantit. Jean-Michel Chéreau part derechef à Sarajevo pour diriger l’affaire sur place. Cette fois sera la bonne : l’opération sera conduite de façon parfaite ! Krajišnik, en pyjama, est arrêté sans coup férir le 3 avril 2000, puis conduit *manu militari* à La Haye[10]. Succès indéniable !

Nos succès

Au total, nous avons participé à l’arrestation de six criminels de guerre. Radomir Kovač en août 1999[11], Zoran Vuković le 23 décembre 1999[12], Mitar Vasiljević le 25 janvier 2000[13], Momčilo Krajišnik le 3 avril 2000[14], Miroslav Deronjić le 7 juillet 2002[15], Radovan Stanković le 9 juillet 2002[16]. Dragan Gagović, tué le 9 janvier 1999, tout comme Janko Janjić, dit « Tuta », suicidé lors de son arrestation le 12 octobre 2000, ne peuvent malheureusement pas être intégrés à cette liste, puisqu’ils sont morts avant d’être conduits devant le TPYI pour y répondre de leurs actes. Les Français se partageaient la tâche avec les militaires allemands du BND. La recherche était commune, chacun mettait ses capteurs de renseignement à la disposition des autres. Ces enquêtes pouvaient

être longues car beaucoup de noms se ressemblaient, certains criminels avaient changé de patronyme ou d'apparence. L'action, quant à elle, était menée à tour de rôle par le KSK (*Kommando Specialkräfte*) allemand et par le COS français. Les forces spéciales du KSK avaient eu quatre blessés graves lors de la tentative d'arrestation de Janko Janjić, dit « Tuta ».

Ceux que nous n'avons pas arrêtés, hélas, étaient les trois plus gros poissons : Milan Lukić, Ratko Mladić et Radovan Karadžić. Pourtant, des forces spéciales avaient réussi à prendre une photo de Lukić, faisant l'objet de vingt et une accusations de crimes contre l'humanité et crimes de guerre pour des « persécutions, meurtres, extermination, et actes inhumains » commis à Visegrad contre des civils musulmans de Bosnie. Le TPIY auquel nous avions adressé la prise de vue de notre objectif n'a pas pu nous garantir qu'il s'agissait bien de notre homme. Il a alors disparu et ne sera finalement arrêté que le 8 août 2005 en Argentine. Repérées à Zagreb avant de prendre un vol Paris-Buenos Aires, son épouse et sa fille seront suivies par Interpol jusqu'au domicile de Milan Lukić.

Ratko Mladić, le chef de l'armée des Serbes de Bosnie, sera arrêté le 26 mai 2011 par les Serbes eux-mêmes, sans doute dans l'intention que la Serbie rejoigne un jour l'Union européenne. Nous l'avions recherché un peu partout en Bosnie, jusqu'à surveiller la cérémonie d'obsèques de sa mère sans l'apercevoir[17]. S'il s'y est rendu, il était bien grimé… Quant à Radovan Karadžić, sa maison à Pale et sa famille ont été sans cesse scrutées durant quatre longues années, jour et nuit. Sa traque fut longue. Il sera finalement arrêté en 2018 à Belgrade[18].

---

1. « Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. »

2. Le recueil du renseignement précède son analyse, suivie ou pas par son exploitation, c'est-à-dire donc par son utilisation effective.

3. Le 15 mai 1978, la France déclenche l'opération *Bonite* pour libérer les otages européens d'une rebellion à Kolwezi.

4. Hélène Despic-Popovic, « L'arrestation ratée d'un bourreau serbe. Dragan Gagović a été tué par des soldats français de la SFOR », *Libération*, 11 janvier 1999.

5. Définition du tribunal de Nuremberg (1945) : « Atrocités ou délits commis sur des personnes et des biens en violation des lois et usages de la guerre, y compris l'assassinat, les mauvais traitements ou la déportation, pour des travaux forcés ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et des villages ou la dévastation que ne justifie pas la nécessité militaire », *in* Jean Delmas, « Crime de guerre », *Encyclopædia Universalis*, consulté le 8 juin 2020.

6. *Le Monde*, 12 janvier 1999.

7. Jacques Massé, *Nos chers criminels de guerre*, Paris, Flammarion, 2006, p. 184.

8. « L'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre ; ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été interprétés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal, ou en liaison avec ce crime », *in* Mario Bettati, « Crimes contre l'humanité », *Encyclopædia Universalis*, consulté le 8 juin 2020.

9. Laurent Isnard commandera le COS de 2016 à 2019.

10. Jean-Dominique Merchet, « L'arrestation de Krajišnik, une réussite française », *Libération*, 1er juin 2000.

11. Définitivement condamné par le TPIY le 12 juin 2002 à une peine de vingt ans d'emprisonnement pour violations des lois ou coutumes de la guerre et pour crimes de guerre.

12. Surnommé « le boucher de Foča », jugé avec Kovač, inculpé des mêmes crimes, a été condamné le même jour que lui à douze années d'emprisonnement.

13. Accusé d'« extermination », classée comme crime contre l'humanité. Et aussi d'assassinat, de meurtre, d'actes inhumains et d'atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, pour avoir directement pris part au massacre de cent trente-cinq civils musulmans de Bosnie en les enfermant dans deux maisons et en y mettant le feu. Quarante-six membres d'une même famille ont péri dans l'une d'entre elles. Condamné le 25 février 2004 à quinze ans de prison.

14. Reconnu coupable de crimes contre l'humanité. Condamné à vingt ans de prison le 17 mars 2009. Libération anticipée en 2013.

15. Condamné pour crimes contre l'humanité le 30 mars 2004. Décédé en détention le 19 mars 2007.

16. Accusé de crimes de guerre. Transféré par le TPIY à la cour d'État de Bosnie-Herzégovine en 2005. Condamné à seize ans de prison en 2006. Évadé en 2007. Repris en 2012.

17. Condamné à la détention à perpétuité le 22 novembre 2017, il purge sa peine aux Pays-Bas.

18. Jugé pour génocide, d'abord condamné à quarante ans de prison en mars 2016, puis à la détention à perpétuité en appel, le 20 mars 2019. Il purge sa peine au Pays-Bas.

CHAPITRE 7

LA PÊCHE AUX GROS

> « Ne crois pas que tu vas sortir de l'enfer et ne te plains pas, tu méritais peut-être pire. »
> Franz KAFKA

Accusé d'être un criminel de guerre, Radovan Stanković était poursuivi comme tel pour avoir participé à des campagnes de viols systématiques de jeunes enfants et de femmes musulmanes en 1992 et 1993. S'il avait été possible de réaliser un classement dans la férocité et la stupidité, il ne serait pas resté en bas de l'échelle ! Nous avons suivi sa trace durant de longs mois, observant les maisons ou appartements de ses proches, certaines sources parlaient et nous donnaient des informations. Jour et nuit, des équipes étaient sur le terrain en observation. Nous en recevions également de La Haye par Patrick Lopez-Terres et de Paris par le général Philippe Rondot, conseiller pour le renseignement et les opérations spéciales (CROS) du ministre de la Défense Alain Richard. Le général Rondot nous livrait également des instructions et des orientations, que nous répercutions sur le terrain, en l'occurrence aux équipes du 13. Stanković était l'un de ces hommes de Stanković, nos sources nous disant qu'il s'était retiré dans la montagne.

Radovan Stanković, direction La Haye

Nous avons fini par retrouver sa maison et le 13, utilisant ses techniques de camouflage, dans des trous et avec des tenues bariolées pour imiter les couleurs de la nature, s'est placé en observation. Les dragons ont confirmé sa présence, sans omettre aucun détail : « Il est régulier comme un coucou suisse, tous les matins, à 7 heures, il va faire ses besoins naturels dans la petite cabane au fond du jardin. » Avant de passer à l'action, Philippe Rondot a voulu aller constater lui-même ces faits sur place, emmenant du même coup le chef des opérations du COS : le capitaine de vaisseau Pierre Martinez, qui a succédé à Jean-Michel Chéreau, y va, et moi aussi, pour la DRM. Nous partons avec Rondot dans un avion à hélice de quatre places, un TBM de l'armée de l'air, direction Sarajevo, puis le PC de Foča, où nous mettons au point les détails de l'opération. Tout est en place, les hommes du COS sont prêts à intervenir. Sauf qu'à l'heure dite, notre Stanković ne sort pas de la maison. Une heure passe, puis deux, rien. Nous ne comprenons pas… jusqu'à ce que nous apprenions que les pilotes de l'hélicoptère qui devait emmener le gaillard après son arrestation avaient pris l'initiative malheureuse d'aller examiner la zone la veille en volant à proximité, se faisant logiquement repérer par le suspect. Ce n'est pas un équipage du COS qui aurait commis une telle bévue ! Ce qui prouve la nécessité de disposer de nos propres pilotes avec leurs propres machines. Ils n'ignorent pas les procédures, connaissent également les autres acteurs, garantissant un peu plus sûrement les chances de succès. Pas plus sot qu'un autre, Stanković n'est plus sorti de sa maison. Nous avons alors fait resserrer le dispositif et un négociateur, linguiste serbo-croate de la DRM, est entré en action. Petit à petit, il l'a amadoué. Il lui a fait comprendre que ne pas sortir compliquerait encore plus les choses lors de son procès. Surtout, Stanković craignait d'être abattu au moment où il sortirait. Le linguiste s'est donc approché sans armes de la maison pour lui montrer qu'il ne risquait rien. On l'avait bien évidemment équipé d'un gilet pare-balles et d'un casque lourd. Il lui a fait comprendre que si nous avions voulu l'exécuter, nous aurions déjà pu le faire depuis longtemps, car nous observions sa maison depuis plusieurs jours. Stanković est alors sorti de sa maison et a posé son arme par

terre. Nous l’avons arrêté sans violence, avant de l’emmener en hélicoptère à Sarajevo.

La traque de Karadžić

À l’été 1999, quand je prends mon affectation à la DRM, Bertrand Bourgain, chef du bureau de la recherche humaine, convainc le directeur du renseignement militaire, l’amiral Yves de Kersauson, qu’on ne consacre pas d’efforts suffisants à la recherche des criminels de guerre, qu’il faut mettre le paquet si on veut réussir. C’est alors que le colonel Bourgain a l’excellente idée de faire entrer dans le dispositif un officier du Groupement d’intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), Jean-François Tardy, qui était monté à l’assaut de l’Airbus de Marseille en 1994 lors duquel il avait été blessé[1]. Il est par ailleurs un inventeur inspiré, qui a mis au point l’Engin suspendu pour la récupération de personnes exposées (Escape), qui fait désormais partie de la panoplie des hélicoptères du COS. La gendarmerie est prête à l’affecter à la DRM, l’idée étant d’utiliser les savoir-faire et compétences si particuliers du GIGN pour aller poser des micros, des caméras et des outils techniques perfectionnés, qui vont permettre d’observer les mouvements de ceux que nous recherchons. Nous allons alors associer à nos recherches le GIGN et l’Escadron parachutiste d’intervention de la gendarmerie nationale (EPIGN), lequel disposait du Groupement d’observation recherche (GOR). On a alors eu les moyens, avec hélicoptères dédiés, deux Gazelle équipées de caméras thermiques Viviane, le nec plus ultra de l’époque, des voitures civiles de type Golf, modèle le plus répandu dans cette partie de la Bosnie, etc. On a fait construire un *compound* équipé de bungalows un peu à l’écart de la piste de l’aéroport de Sarajevo non loin du bâtiment appelé « PTT building ». Tous ces moyens et dispositifs sont mis en place au cours de l’année 2000. Le détachement du 13e RDP est lui-même renforcé.

Le chef de détachement est le lieutenant-colonel Romain Lang, devenu chef d’équipe de recherche une année après moi. Il fera l’essentiel de sa carrière au

13 où je le retrouverai comme directeur des ressources humaines du régiment. Malheureusement, après une cruelle maladie, il a rejoint beaucoup trop tôt saint Michel, patron des parachutistes. Le chef des opérations est le capitaine Corentin Lancrenon. C'est un officier d'exception devenu au fil des années un véritable ami. Son recul sur les événements, sa rare intelligence des situations, sa qualité rédactionnelle et sa capacité à l'autodérision en font un grand chef. Il sera le premier non-saint-cyrien à commander le 13. Parmi les chefs d'équipe, un autre futur chef de corps, le lieutenant Yves Jezequel, un Breton au caractère de Breton. Comme Lancrenon, il fait partie de cette génération d'officiers du 13 qui aura connu tous les théâtres d'opérations, dont certains particulièrement risqués. L'un comme l'autre obtiendront d'excellents résultats en tant que commandants de groupement de forces spéciales en opérations. Le général Rondot s'est également bien investi dans cette affaire pour obtenir les autorisations nécessaires. Il travaillera en lien avec le colonel Didier Bolelli alors chef du bureau réservé au cabinet du ministre Alain Richard, qui lui détachera l'un de ses adjoints, François Gieré, officier de gendarmerie. Ce dernier est, à l'heure où j'écris ces lignes, inspecteur général des armées.

Nous mettons vraiment tous les moyens de notre côté. À Sarajevo, nous avions également un allié de poids en la personne de Raymond Carter, officier de gendarmerie en fonction au sein de la mission des Nations unies en Bosnie-Herzégovine. Karatéka reconnu, le lieutenant-colonel Carter faisait preuve d'un réel sens relationnel et d'une excellente connaissance des milieux sarajéviens. En poste à Sarajevo pendant deux ans, ses contacts avec le TPIY, qu'il rejoindra en 2002 à La Haye, nous ont permis d'obtenir de nombreuses indications utiles à notre mission.

Nous voulions davantage de moyens, notamment d'interception électronique et d'imagerie, pour surveiller au quotidien les membres de la famille de Karadžić qui habitaient Pale et suivre leurs déplacements. L'amiral Yves de Kersauson, directeur du renseignement militaire, s'est montré convaincu par l'argument de Bertrand Bourgain et nous les a octroyés. Comme le disent souvent les enquêteurs de la police lorsqu'ils courent après un criminel : « Cherchez la femme ! » Avec les moyens les plus modernes de l'époque, nous allions donc

pouvoir suivre l'épouse de Radovan Karadžić, Ljiljana Zelen Karadžić. Nous l'avons traquée au millimètre près, tout comme son fils Alexander Karadžić et sa fille Sonia Karadžić. Dans l'espoir qu'ils nous mènent à lui, nous avons aussi suivi les ex-gardes du corps de Karadžić. Pour ces derniers, nous étions partis d'une photo qui montrait l'homme fort de Pale entouré de quatre d'entre eux. Nous les avons cherchés, retrouvés et identifiés tous les quatre.

Nous avions en effet la conviction que les uns et les autres passaient la frontière de temps en temps pour se rendre à Belgrade. C'était même une certitude pour les anciens gardes du corps. Ainsi, nous disposions de tous les moyens, nous semblait-il. Nous avons monté toute une série d'opérations avec les hommes du GIGN, pendant une bonne dizaine de nuits, posé des caméras pour observer les entrées et sorties de la maison de « K », mis en place des balises de localisation sous les voitures de ses proches et de ses gardes du corps, installé des moyens d'interception pour écouter ce qui se disait dans la maison de Mme Karadžić, où elle vivait avec sa sœur et les deux filles de celle-ci.

Nous recevions en direct les images de ce que nous appelions « la petite maison dans la prairie » pourtant située à plus de 20 kilomètres de notre PC et de l'autre côté d'une montagne, véritable exploit technique à cette époque. Pourtant, nous nous trouvions plutôt dans l'univers glauque des services secrets de l'Allemagne de l'Est, la Stasi, décrit dans *La Vie des autres*[2], car nous écoutions tout ce que disaient les habitants de la maison. Durant toutes ces années, jamais ils n'ont dit un seul mot sur Radovan Karadžić. Dès que quelqu'un téléphonait à Ljiljana et évoquait son mari, elle passait à un autre sujet. Jamais, au grand jamais, elle ne l'a évoqué ! Au début, nos interprètes se disaient qu'il y avait peut-être un code. Mais pas du tout ! Dans la maison, ses deux nièces, jeunes filles assez délurées, passaient leur vie au téléphone avec leurs amies et racontaient des histoires d'école, de petits copains, rien d'intéressant pour nous aider à localiser l'ancien leader des Serbes de Bosnie.

Un jour, nous avons compris que la famille allait déménager. La surveillance durait depuis plus d'une année, même si les résultats jusqu'à ce moment ne s'étaient pas montrés à la hauteur de nos attentes. Leur départ rendait vains nos efforts. Grâce à un recoupement d'informations, nous avons compris quelle

serait leur future habitation, une construction neuve dans un nouveau quartier. Il ne restait plus qu'à équiper la nouvelle maison, en profitant qu'elle soit vide. Plusieurs reconnaissances sont menées par les équipiers du 13, des plans sont établis. Lors d'un de ses passages à Sarajevo à l'été 2002, je présente un point de situation complet au général Jean-Pierre Kelche, le CEMA. Je lui demande son accord et le financement pour acquérir de nouveaux systèmes de micros que nous voulions poser dans toutes les pièces. Il m'accorde les deux. Mais patatras, alors que nous étions prêts, la famille du criminel de guerre déménage un peu plus tôt qu'elle l'avait annoncé. L'opération ne pouvait plus s'envisager… Le renseignement, ce n'est pas une science exacte ! Les occasions manquées sont plus fréquentes que les succès !

Néanmoins, nous avons tâché de réagir au mieux. La maison située en face de celle de la famille était vide et nous avons pu y placer des caméras et des moyens d'interception électronique, mais aussi une équipe de recherche. La surveillance routinière a alors pu reprendre, à la fois en toute discrétion et de façon plus active avec patrouilles de P4 bien visibles, donc bien énervantes. Parfois, les équipiers subissaient les humeurs de Mme K ou de sa fille Sonia, parfois elles entamaient un bout de conversation avec eux. Ils connaissaient tous quelques rudiments de la langue serbo-croate.

Nous avions compris que la famille ne bougeait que l'été, sur une période courte. Notre espoir reposait sur le suivi de ses gardes du corps, ceux qui nous semblaient le plus proches du fugitif. Certains d'entre eux prenaient régulièrement la route de l'est, donc celle qui partait vers Belgrade. Mais en dépit de nos voitures de type Golf positionnées comme intercepteurs à proximité d'Han Pijesak ou de nos hélicoptères que nous avions baptisés *Rattler* (« crotale »), notre statut nous interdisait de suivre et de franchir la frontière entre la Bosnie et la Serbie : nous n'étions pas des clandestins membres des services spéciaux, mais des militaires en uniforme, tenus de respecter notre mandat. Surtout, le 3 janvier 2001, jour de la fête de sainte Geneviève, patronne de la gendarmerie, nos trois Golf se font « rafaler » alors qu'elles se trouvaient en position d'attente. La sainte patronne des gendarmes a bien joué son rôle car si les voitures étaient bien transpercées, aucun des six gendarmes n'a été

seulement égratigné ! Ce fut la fin de la présence du GOR à Sarajevo. Nous avions eu de la chance. Une fois. Nous n'allions pas la retenter d'autant qu'elle n'avait pas donné grand-chose. Les véhicules troués ont été embarqués de nuit dans un avion du COS et emportés en France. Ils ont terminé comme cibles d'entraînement pour le GIGN.

Coup de pouce de la DGSE

La capitale de la Serbie n'étant pas à notre portée, nous devions nous faire aider. Nous nous sommes donc rapprochés de la DGSE de l'époque, et le directeur de la DRM, le général André Ranson, à son poste depuis l'été 2001, m'a emmené voir son camarade Dominique Champtiaux, directeur de cabinet de la DGSE, pour obtenir l'implication des services spéciaux à nos côtés. À cette fin, il nous fait recevoir un soir au cœur du service de renseignements extérieur français, dans la salle à manger du directeur général que Pierre Marion, en son temps, avait fait décorer en pâles nuances de grège, par l'ex-aviatrice Jacqueline Auriol. Ce dîner m'allait bien. D'autant plus que le général Champtiaux étant, tout comme je le suis, un amateur de whisky et que le chef cuisinier du boulevard Mortier est l'un des meilleurs de Paris, la soirée s'annonçait sous les meilleurs auspices. C'est ainsi que je me retrouve à table pour un délicieux repas, à l'automne de la même année 2001, entre deux généraux de corps d'armée à quatre étoiles et un général de division à trois étoiles, Xavier Bout de Marnhac, directeur des opérations de la DGSE. Uniquement des généraux. Tous des têtes pensantes du renseignement, des opérations spéciales et clandestines. Je suis alors le « petit » lieutenant-colonel Gomart. Je veille à rester à ma place sans perdre une miette de ce qui se dit. Je comprends que ces deux camarades, qui avaient tous deux servi à la 11e division parachutiste, estiment que Philippe Rondot les roule dans la farine et qu'il est temps de s'entendre sans lui sur la recherche de Radovan Karadžić. Un putsch !

Ils ne se trompaient pas vraiment, car plusieurs fois Rondot m'avait confié au cours de nos voyages communs qu'il trouvait la DST beaucoup plus efficace que la DGSE. Dès lors qu'il avait servi dans les deux services, je l'écoutais religieusement.

Philippe Rondot était une agence de renseignements à lui tout seul. Il recueillait, exploitait et diffusait seul, mais de façon très circonscrite et restrictive, les infos parcellaires qui concordaient avec ses plans qui pouvaient paraître alambiqués. C'est ainsi que ces deux généraux voulaient œuvrer sans passer par lui en ne le faisant entrer dans la boucle que plus tard. Il faut dire que peu de temps avant qu'il prenne la tête du renseignement militaire, une opération de capture avait été conduite par le général André Ranson, alors GCOS. Sur la base d'informations provenant de l'une des sources mystérieuses du général Rondot, nous avions monté une gigantesque nasse à proximité de la ville de Trebinje. Karadžić s'y trouvait, croyait-on, dans un monastère orthodoxe. La nasse s'est refermée sur du vide. Sans aucun doute échaudé par cette mésaventure, le nouveau DRM voulait que la traque se termine par un succès, c'est humain…

Pour l'heure, et durant ce moment de convivialité, nous convenons avec Champtiaux que je retournerai à la caserne Mortier, seul cette fois, où il me recevra en tête à tête. Lors de cette nouvelle rencontre, il jette les cartes sur la table : « Gomart, dis-moi, tu veux quoi ? Tu demandes. La DGSE peut tout ! »

Je suis aussi interloqué qu'intéressé par la proposition. Je lui réponds que je souhaiterais que la DGSE puisse aller à Belgrade, dans la capitale serbe où il nous est interdit de nous rendre, pour tenter d'y vérifier les éléments que nous avons recueillis. Nous avons besoin de savoir ce qui se passe autour de Karadžić. Nous avons beau disposer de balises sous les voitures de sa fille, de son fils et de ses gardes du corps, nous ne savons pas qui ils voient, quand ils quittent la Bosnie et franchissent la frontière serbe.

J'ajoute que Philippe Rondot, toujours un peu cachottier et jaloux de ses sources personnelles, avait fini par nous lâcher avec un élastique que Karadžić allait passer des vacances dans les bouches de Kotor, baie magnifique de la côte occidentale du Monténégro, débouchant sur la mer Adriatique. Selon une de ses

sources, toute la famille s’y retrouvait sur un yacht. Je précise à l’intention de Champtiaux que nous, on se gratte l’occiput : « Mais comment fait-il donc pour passer inaperçu à la frontière avec le Monténégro ? »

Bluffante DGSE

Et là, franchement, la DGSE nous a quand même bien bluffés. Sur cette frontière, le service Action propose de mettre en place un de ses gars qui parle la langue locale et peut se peindre en garde-frontière du cru. On briefe le gars, il part s’installer là-bas. Je suis franchement impressionné. Quelle a été la mission de cet ancien sous-officier du 8e RPIMa passé au service Action ? Je ne l’ai jamais vraiment sue. Était-il auprès des gardes-frontières sous couverture ? Mais alors, avec quelle légende ? Se trouvait-il en contact avec les services monténégrins ? Mais ces derniers ne sont-ils pas plutôt proserbes ? Quatre mois plus tard, il nous revient, sans avoir trouvé de trace de Karadžić en vue, ni d’ailleurs aucun renseignement vraiment utile. Sans doute a-t-il récolté quand même des informations pour sa Centrale[3], tout au moins je l’espère. On ne voulait pas lâcher l’affaire, mais il nous lance : « C’est bon, les gars, je me suis bien fait chier, et pourquoi j’y retournerais ? Je vais plutôt aller sauter en Polynésie, on a une semaine d’entraînement à la chute libre, ça c’est génial, c’est le vrai métier. » J’ai bien compris que finalement, on resterait les seuls sur cette affaire-là et qu’il faudrait compter sur nos propres forces. Nous avons donc continué à nous concentrer sur Pale, le fief de Karadžić.

Une nuit, on a vu une Mercedes noire arriver devant la maison dans laquelle habitait Ljiljana, l’épouse de Karadžić. La voiture est restée moteur tournant, pendant les dix minutes durant lesquelles un homme en est sorti, avant de repartir à son bord. Était-ce lui ou pas lui ? Les choses se sont passées trop vite pour que nous réagissions. Personnellement, j’en doute. Il n’aurait jamais pris un tel risque. Il savait la ville surveillée. Mais nous ne l’avons jamais su. Peut-être n’était-ce qu’un messager ?

Au cours de cette longue traque, j'ai fait la connaissance d'Arnaud Danjean que m'a présenté Philippe Rondot. Arnaud était chargé de mission au cabinet du directeur de la DGSE. Sa responsabilité était de suivre plus particulièrement les affaires de criminels de guerre. J'ai donc eu l'occasion d'effectuer quelques allers-retours avec Rondot et lui vers Sarajevo. Brillant et humble, il demeure pour moi la quintessence de ce que doit être un officier de renseignements. Il deviendra député européen en 2009, toujours réélu ensuite sous la bannière du parti Les Républicains. Après l'élection d'Emmanuel Macron, il dirigera les travaux de la *Revue stratégique* à partir de laquelle le nouveau président mettra sur pied la politique de défense et de renseignement de son quinquennat. Je le tiens en haute estime. Nous avions au cours de nos allers-retours entre Paris et Sarajevo de longues discussions sur nos chances de trouver Karadžić et de l'arrêter. Il nous apportait l'éclairage de la DGSE qui finalement ne nous aura rien appris d'important au cours de ces années.

Radovan Karadžić n'a pas couru indéfiniment. Il finira par être arrêté le 23 juillet 2008 par les Serbes, à Belgrade, où ce psychiatre bourreau de ses compatriotes musulmans exerçait comme spécialiste des médecines douces, un comble ! Son apparence physique centrée sur une barbe de prophète lui donnait alors des airs de gourou. Je ne suis pas sûr que je l'aurais reconnu si je l'avais croisé dans la rue. Pourtant, sa photo et son visage ont durablement imprimé mon esprit pendant ces quatre années de recherches infructueuses.

J'ai retenu de cette période plusieurs leçons, dont deux sont primordiales. La première fut apprise lors du travail en commun entre la DRM et le COS : en matière de renseignement, la transparence et la franchise sont des gages de succès. En dépit de quelques tensions, chacun avait appris à se connaître et savait avoir besoin de l'autre. Toutes deux créées en 1992, ces deux entités avaient donc dix années d'existence en 2002. La seconde leçon de la poursuite des criminels de guerre réside dans l'excellente adaptation du 13e RDP. Les conséquences logiques en ont été tirées : à l'été 2002, le régiment a quitté la brigade de renseignement de l'armée de terre pour rejoindre celle des forces spéciales terre, la BFST. C'est alors qu'il est devenu à part entière l'une des

unités du Commandement des opérations spéciales, avec un rôle de lien entre la DRM et le COS, ses deux employeurs.

Mistigri

Je ne saurais conclure ce chapitre sur la traque des criminels de guerre sans évoquer de nouveau la mémoire d'un homme comme l'armée française savait en produire, en d'autres temps. Lorsque je l'ai rencontré régulièrement après l'avoir naguère croisé une première fois, le général Philippe Rondot était affecté au cabinet du ministre de la Défense Alain Richard, occupant un poste créé spécialement pour lui et qui n'aura sans doute jamais d'autre titulaire : conseiller pour le renseignement et les opérations spéciales (CROS). Pour ma part, je suis affecté à la DRM après mes deux années de chef d'opérations du 13e RDP. Le colonel Didier Bolelli est à l'époque chef du bureau réservé au cabinet du ministre de la Défense. Il travaille quotidiennement avec Rondot qu'il avait rencontré lorsque lui-même était chef de corps du 13. C'est lui qui me l'a fait connaître. Son curriculum vitæ m'impressionne. Il est une légende vivante, notamment pour avoir réussi l'incroyable passage de la DGSE à la DST.

En prenant mon poste au bureau réservé, j'ai pris toute la mesure du rôle que le général Philippe Rondot occupait au cabinet du ministre de la Défense. Durant les enquêtes liées aux criminels de guerre de l'ex-Yougoslavie, j'ai pu constater à quel point il était à l'œuvre sur plusieurs réseaux. Conseiller d'Alain Richard, il est resté en poste auprès de Michèle Alliot-Marie qui lui avait succédé. Il menait ses missions à sa convenance, d'une manière qui m'a semblé extrêmement intéressante et pertinente. Pour autant, nous lui faisions à l'époque le reproche de ne pas nous en dire assez sur les missions qu'il nous confiait. Même si nous le savions bien : dans les métiers du renseignement, on ne dit jamais tout. Pour notre part, nous l'avions surnommé Mistigri, car il prétendait toujours quand nous traitions nos affaires qu'il devait « y avoir un mistigri », ou coup tordu.

Je le rencontrais régulièrement au cabinet du ministre dans son bureau sur lequel était apposée une étiquette « Bureau des secrets perdus ». Il notait absolument tout ce que je lui disais sur des fiches qu'il classait dans des boîtes métalliques. Sa mémoire était prodigieuse. Quand je lui citais un nom ou un lieu, il allait rechercher dans ses fiches ce qu'il en savait déjà, se souvenant pertinemment de qui lui avait dit quoi, à quel moment et dans quel contexte. Grâce à lui, nous avons obtenu beaucoup de moyens pour densifier notre recherche des criminels de guerre en Bosnie. Il était en quelque sorte un coordonnateur du renseignement avant l'heure car il recueillait des informations venant de la DST, de la DGSE, de la DRM et de la DPSD. Nous étions vraiment très impressionnés par Mistigri.

---

1. Détourné à Alger par quatre preneurs d'otages islamistes algériens, un Airbus est conduit sur l'aéroport de Marseille, Marignane, le 24 décembre 1997. Le GIGN et l'EPIGN lui donnent l'assaut le 26. Deux cent vingt-neuf otages sont libérés et trois assassinés. Neuf gendarmes sont blessés.

2. *La Vie des autres*, film de Florian Henckel von Donnersmarck, avec Ulrich Mühe et Martina Gedeck (2006).

3. Appellation fréquente de la DGSE pour ses membres.

CHAPITRE 8

AFGHANISTAN, AU ROYAUME DE L'INSOLENCE

« À la guerre, rien ne s'obtient que par calcul. Tout ce qui n'est pas profondément médité dans ses détails ne produit aucun résultat. »
Napoléon BONAPARTE

Si le COS est créé en 1992 et s'il conduit des opérations durant la décennie suivante, il ne prend à mes yeux sa véritable dimension qu'en étant déployé en Afghanistan en 2003. Ce point de vue n'est pas seulement lié à ma propre participation à ces opérations. Ce qui m'importe dans cette intervention, c'est qu'il s'agit de la première qui ait été durable, sur un terrain que nous ne connaissions pas, dans un environnement tactique totalement inédit. Reprenons la genèse de cet engagement si particulier. Le 11 septembre 2001, une série d'attentats terroristes frappe le sol américain. Les tours jumelles du World Trade Center à New York, ainsi que le Pentagone non loin de Washington, sont frappés par des avions de ligne détournés et transformés en missiles par des suppôts d'Oussama Ben Laden, le chef du groupe Al-Qaïda. Le bilan est tragique : 2 979 morts. Un mois plus tard, le 7 octobre, les Américains et les Britanniques lancent des attaques contre l'Afghanistan, à l'aide pour l'essentiel de missiles de croisière tirés depuis des sous-marins. Les Français ont proposé dès les jours

suivants à leurs alliés américains une participation aux opérations, à leurs côtés, sous leurs ordres. Au sol.

La Force Sierra

Dans l’esprit de Henri Poncet, le nouveau général commandant les opérations spéciales depuis le mois d’août 2001, l’emploi des unités françaises dans la guerre qui s’ouvre s’impose comme une évidence. C’est pourquoi il va réunir dès la mi-septembre dans le camp militaire de Caylus (Tarn-et-Garonne) des détachements des différentes unités des forces spéciales de l’armée de terre, de la marine et de l’armée de l’air pour faire un point sur leur niveau opérationnel exact. Cette force est baptisée Force Sierra. Jusqu’alors, jamais les unités du COS ne s’étaient entraînées en commun avec toutes leurs composantes. Chacune d’entre elles prend donc cet entraînement très au sérieux et cherche à donner devant les autres la pleine mesure de ses savoir-faire.

La surprise du général Poncet est de découvrir l’hétérogénéité des équipements, des modes d’action, et même des procédures. Prise individuellement, chacune de ces unités est très performante et redoutablement efficace. Toutes en ont déjà, à cette époque, administré la preuve à maintes reprises. Mais, collectivement, il reste beaucoup à faire pour que le COS devienne entièrement « interopérable », ce terme technique recouvre surtout un élément primordial, les communications : marins, aviateurs et terriens doivent être en mesure de communiquer sur des réseaux communs, avec des matériels identiques. Après trois semaines d’entraînement, le général Jean-Pierre Kelche, chef d’état-major des armées, leur rendra visite pour les assurer de sa confiance en vue d’un engagement qu’il juge imminent. On ne peut que le constater deux décennies plus tard : l’idée de réunir les forces spéciales sur un même terrain de manœuvres fut extrêmement positive pour l’avenir. Mais cette confirmation passa par des constats douloureux, révélant même des failles béantes.

S’agissant des hélicoptères, sans lesquels aucune action de combat ne peut plus être menée, le constat est sans appel, cruel : à cette époque, aucun des hélicoptères dont disposait le COS ne sera en mesure d’emmener des commandos aux altitudes élevées nécessitées par les montagnes afghanes. Après ce constat et en dépit de la ferme volonté de l’état-major du COS d’aller de l’avant, les forces spéciales ne seront engagées en détachement interarmées (donc avec des composantes des trois armées) qu’à l’été 2003, deux ans plus tard.

Anomalies persistantes

Les unités du COS demeurent en effet rattachées à leur armée (terre, air, mer), qui les soutient et les équipe. À l’époque, chaque armée est responsable des « règlements d’emploi », c’est-à-dire de ce que les unités peuvent faire ou ne pas faire au sein des forces spéciales, en fonction des qualifications de chacun. Ce qui explique qu’un hélicoptère de l’armée de terre sera autorisé à effectuer des séquences de vol interdites à une machine identique de l’armée de l’air. La liste des différences entre les armées est longue : acquisition de véhicules ou d’armement, dérogations pour les entraînements, par exemple, ne sont pas coordonnées. Cela est extrêmement handicapant : il faut se préparer à combattre ensemble, qui avec un boulet à la cheville, qui avec une main attachée dans le dos ! La volonté du général Poncet poursuivie par ses successeurs sera de mettre un terme à cette sottise. Aujourd’hui, les choses ont bien évolué pour l’achat d’équipements comme pour les dérogations. Il reste néanmoins quelques points de différence notables, que je considère toujours comme des anomalies, en particulier dans l’emploi des hélicoptères, nous y reviendrons. Certains points demeurent encore en discussion. Mais l’essentiel a été résolu.

Un autre point mérite d’être noté : les officiers des forces spéciales américaines n’ignoraient rien des réelles compétences du COS, et pour cause : la France s’était dotée, en 2002, d’une capacité lui permettant d’assumer les

responsabilités de Nation cadre pour commander une opération spéciale multinationale. Ainsi, le FRENCH SOCC (*Special Operations Component Command*) a été certifié en 2002 par le commandant allié suprême en Europe (*Supreme Allied Commander Europe* – SACEUR), lors de l'exercice *Strong Resolve*. À cette occasion, le COS a démontré tous ses savoir-faire et son aptitude à conduire des opérations spéciales interalliées.

Un cas d'école

Comment participer à des opérations aux côtés des Américains qui n'ont pas besoin de leurs alliés pour les mener ? Telle est la question que chacun se pose après la phase d'entraînement à Caylus qui aura duré trois semaines. La chute de Kaboul le 13 novembre et le retrait des talibans de la capitale afghane accéléreront le déploiement d'un détachement français issu du 21e régiment d'infanterie de marine (21e RIMa) à Mazar-e Charif le 15 novembre 2001.

Parallèlement, l'envoi d'opérateurs du COS en Afghanistan est décidé. Il n'a pas été facile de convaincre les officiers en charge du dossier au CPCO d'intégrer au 21e RIMa un détachement d'une dizaine de personnes, soit une équipe de recherche, une équipe de transmission et un chef de détachement dans ce bataillon. Les places sont toujours chères, car tout le monde veut en être, non sans raison : il était indispensable que la DRM soit mieux renseignée qu'elle ne l'était sur l'Afghanistan, qui ne s'est jamais trouvé en zone d'influence française. C'était également l'occasion de prendre le pouls sur le terrain afin de préparer l'éventuel engagement des forces spéciales. Un officier de l'état-major du COS fut également mis en place.

Je me trouvais alors à la DRM, responsable des opérations de recherche humaine. Le déploiement d'un bataillon français en Afghanistan était pour moi l'occasion de mettre en place un détachement de recherche humaine du 13e RDP. Ni le COS ni la DRM ne disposaient d'informations suffisantes sur ce pays si lointain. La DRM d'ailleurs suivait le dossier de très loin. À tel point que le chef

du bureau en charge du suivi de ce pays était un officier allemand, affecté à ce poste dans le cadre des échanges bilatéraux entre les deux pays. Clairement, l'Afghanistan n'était alors, pas davantage que par le passé, une priorité française !

Vingt mois après ces premiers épisodes, le 20 mars 2003, le président George W. Bush envahit l'Irak pour renverser le régime de Saddam Hussein accusé à tort d'avoir soutenu Oussama Ben Laden et de poursuivre ses efforts en vue d'acquérir des armes nucléaires, bactériologiques et chimiques, regroupées sous l'appellation d'« armes de destruction massive ». L'armée américaine est appuyée par de nombreux alliés, y compris européens, avec les Britanniques au premier rang. Or, grâce aux excellents renseignements sur l'Irak recueillis par la DGSE[1] et la DRM, le gouvernement français sait que le prétexte de l'intervention est fallacieux : à cette époque, l'Irak a abandonné depuis longtemps ses efforts pour acquérir des armes nucléaires, biologiques et chimiques, les tristement fameuses armes de destruction massives. Comment faire pour que la France exprime sa solidarité stratégique avec les États-Unis, sans s'engager dans la catastrophique invasion de l'Irak ?

Le chef de l'état-major particulier du président et futur chef d'état-major des armées, le général Henri Bentégeat, propose à Jacques Chirac d'envoyer des forces spéciales non pas en Irak, mais sur un autre terrain de guerre : l'Afghanistan. Il précise au président : « Ce serait aussi une excellente expérience pour nos forces spéciales qui sont en manque de reconnaissance par leurs homologues[2]. » La proposition sera jugée « judicieuse », la décision formelle étant prise par le président français et George W. Bush lors du sommet du G8 qui se tient à Évian (Haute-Savoie) du 1er au 3 juin 2003.

Le COS en Afghanistan

C'est ainsi qu'au mois d'août suivant, le premier détachement des forces spéciales françaises formant le Task Group[3] Arès est mis en place dans la région

de Spin Boldak. Cette ville est située sur la frontière avec le Pakistan sur la route reliant Querat à Kandahar, la Highway 4 dans la dénomination de l'OTAN. Un axe majeur entre les deux pays, par lequel transitent énormément de gens parmi lesquels des talibans, qui font passer par cette voie des véhicules-suicides comme nous le découvrirons au cours des détachements Arès qui se succéderont. La petite composante des forces spéciales françaises est donc l'un des éléments de l'*International Security Assistance Force* (ISAF), mission militaire établie par la résolution 1786 de l'ONU, conduite officiellement par l'OTAN, mais avec une forte prééminence américaine.

Le cantonnement choisi par le premier chef de détachement, le capitaine de vaisseau Marin Gillier (pseudo Omar)[4], est un ancien fortin situé à l'écart de la ville au beau milieu d'une plaine désertique. La surveillance des environs en sera facilitée. De cet endroit isolé, les opérateurs d'Arès vont pouvoir patrouiller dans toute la zone, surveiller la frontière, qui n'est autre que l'ancienne ligne Durand datant de 1893. Elle sépare l'Afghanistan de ce qui sera plus tard le Pakistan. C'est une région idéale pour recueillir du renseignement, et mener des actions contre ceux que nous appelons désormais les *anti-coalition members* (ACM). Il ne faudra que quelques semaines pour que Jacques Chirac prenne Henri Bentégeat par l'épaule dans un couloir de l'Élysée pour lui glisser : « Vous savez, mon général, que j'ai vu le président Bush. Il m'a dit d'entrée de jeu que nos gars des forces spéciales font un travail formidable sur la frontière afghane[5]. » Le général Poncet avait eu raison deux ans plus tôt d'entraîner l'ensemble des unités qui désormais allaient faire la guerre côte à côte pendant plusieurs années.

Cette situation précise est un cas d'école, un exemple clair, limpide et indiscutable de la manière dont les FS doivent être utilisées. Tout d'abord, les équipes envoyées sur place seront peu nombreuses : deux cents hommes. Deuxième élément : leur présence ne sera pas annoncée. Elle sera tenue secrète plusieurs mois, jusqu'en avril 2004. À noter qu'en décembre de cette même année, le choix sera fait de donner une publicité tonitruante à cette présence française en Afghanistan, jusqu'alors admise sans doute, mais pas documentée. Initiative personnelle ou ordre politique ? Je ne connais pas la réponse. Dans un

article illustré de photographies précises sur lesquelles j'ai pu reconnaître nombre de camarades, *Paris Match* détaille le fonctionnement du TG Arès, soulignant qu'un an plus tôt « la première mission Arès a été un vrai succès[6] ». Celles qui l'ont suivie aussi, heureusement !

Troisième particularité : ces Français en petit nombre ne disposeront pas d'une chaîne de commandement nationale, mais seront intégrés dans la coalition internationale combattant en Afghanistan, sous les ordres et le contrôle tactique du commandement américain. Bien évidemment, le patron du COS exerçait un contrôle opérationnel au nom du CEMA.

Un tel engagement se paye au prix le plus fort : celui du sang. Tout comme nos camarades américains, nous avons perdu des hommes dans les montagnes afghanes. Ce sont eux, nos morts, qui symbolisent le plus concrètement l'intention stratégique de la France. Elle avait le droit d'être en désaccord avec les États-Unis, sur l'invasion de l'Irak comme sur n'importe quel autre sujet. Cela n'a pourtant rien changé à la solidarité entre nos deux pays : en Afghanistan, dans une guerre juste s'il en est, nous étions avec nos alliés. Le COS a répondu vite et bien, en un ensemble cohérent malgré la différence de cultures, d'armées d'origine, de traditions.

Jacques Chirac, ancien de l'arme blindée cavalerie, c'est assez dire la qualité de l'homme, possédait la fibre « fana mili », a répondu favorablement à la proposition de son chef d'état-major particulier. Je le comprends fort bien, car les forces spéciales plaisent au décideur politique. Extrêmement réactives, elles peuvent être engagées dans un délai très bref. Entraînées au geste parfait à force de *drills*[7], elles offrent une garantie raisonnable de succès. Autre atout : leur action est aisément réversible et peut être annulée jusqu'au dernier moment. Les inconvénients sont de ceux qu'un homme d'État peut gérer : il est vrai que les chefs militaires expriment parfois quelque réticence à les engager, leur préférant l'apparente sécurité de moyens plus lourds, plus conventionnels. Dont ils tiennent aussi les rênes plus courtes.

Une autre pratique

L’engagement du COS français en Afghanistan a marqué le début d’une ère nouvelle pour les forces spéciales de nombreux pays, en particulier au sein de l’OTAN. Après le 11-Septembre, les États-Unis ont fait le choix de faire de leurs propres forces spéciales leur fer de lance de la guerre contre le terrorisme. Les succès enregistrés ont eu comme bénéfice d’améliorer leur réputation et la perception de leur utilité[8]. Cela sera le cas pour le COS qui va gagner en Afghanistan ses lettres de noblesse. Certains parmi les officiers des unités dites « conventionnelles » se sont épanchés soit directement, soit indirectement en voulant assimiler les actions menées par les deux cents hommes présents en permanence à Spin Boldak de juillet 2003 à 2007 avant de basculer à Jalalabad, capitale du Nangarhâr, pour une année encore, à de l’infanterie spécialisée[9].

Il est vrai qu’à son arrivée le Task Group Arès sera rattaché à la 10th Montain Division américaine avant de l’être au commandement des forces spéciales de la coalition (*Combined Joint Special Operations Task Forces* – CJSOTF), sans doute pour vérifier l’aptitude et les qualités de ces forces spéciales françaises. Cette analyse respectable est néanmoins erronée, car on ne déploie pas de l’infanterie « conventionnelle » dans de telles conditions. À deux cents, c’est-à-dire 20 à 25 % des effectifs d’un régiment d’infanterie, nous avions pour mission de tenir au sens militaire du terme une zone, autour de la vallée de la Maruf, de 13 000 kilomètres carrés, soit la superficie de deux ou trois départements français, plus grande que le Kosovo. Cette région du sud-est afghan est très sèche, voire désertique. La géographie y est verticale. L’environnement, minéral. Seules les vallées alimentées en eau, lors d’orages qui peuvent être violents, sont verdoyantes. On y trouve des vergers et des cultures vivrières. Dans les villages, nous croisions des hommes, le visage plutôt fermé, et des enfants toujours joyeux, jamais de femmes. Celles-ci ne se montraient en aucune occasion, ce qui n’était pas le cas des enfants, toujours prompts à nous rendre visite. Nous croisions des femmes uniquement dans les plus grandes villes comme Kandahar ou Kaboul, mais celles-ci avaient le visage caché sous leur burka de couleur bleue ou noire.

La mission consistait à conduire des opérations visant à démanteler les sanctuaires des talibans et asseoir les bases d'une reconstruction et d'une bonne gouvernance efficaces dans notre zone d'opération. Il fallait également interdire le passage dans les couloirs d'infiltration des combattants insurgés venant du Pakistan pour les priver de toute liberté de mouvement. Nous devions ainsi être au courant de tout ce qui s'y passait, et surtout de ce qu'y faisaient les *bad guys*, ces talibans mortifères cherchant à recruter dans la population. Nous montions donc des opérations de reconnaissance dans toute la zone, bénéficiant systématiquement de l'appui des hélicoptères américains, voire de chasseurs bombardiers de notre porte-avions *Charles de Gaulle* lorsqu'il était présent dans l'océan Indien. Nous y avons connu assez peu d'affrontements directs, face à face, fréquents quelques années plus tard, mais avons engagé des combats de rencontre avec des groupes talibans. Pour nous, il s'est agi d'une mission assez particulière, au sens où nous n'avions pas d'objectif désigné à investir dans un aller-retour rapide, pour ensuite laisser la place à des forces plus conséquentes. Nous devions être et durer.

---

1. Jean Guisnel, Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Histoire politique des services secrets français. De la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, p. 541-547.

2. Henri Bentégeat, *Chefs d'États en guerre*, Paris, Perrin, 2018, p. 485.

3. Groupe opérationnel. Y compris dans les forces françaises, nous employons le terme anglais.

4. Sur les quiproquos provoqués par ce pseudonyme, identique au nom du chef des talibans le mollah Omar, voir Jean-Dominique Merchet, *Une histoire des forces spéciales*, Paris, Jacob-Duvernet, 2010, p. 221.

5. *Chefs d'État en guerre*, *op. cit.*, p. 485.

6. François de Labarre, « Nos forces spéciales en mission secrète », *Paris Match*, n° 2897, 25 novembre 2004.

7. Entraînements intenses et répétitifs.

8. Madeleine Moon, *Les Forces d'opérations spéciales de l'OTAN dans l'environnement de sécurité contemporain*, Assemblée parlementaire de l'OTAN, novembre 2018.

9. Jean-Dominique Merchet, *Une histoire des forces spéciales*, *op. cit*., p. 220.

CHAPITRE 9

À LA POURSUITE DES TERRORISTES

« Et eux, là-bas, tout jeunes, avaient le choix : morts, estropiés, défigurés ou cocus, ou tout ça à la fois. Ils n'appartenaient plus à la vie, mais au monstre qui les avait réclamés, ils ne faisaient plus partie de la société des hommes. »

Pierre JOURDE, *Armistice*

Les conditions météo à Spin Boldak sont généralement marquées par la chaleur. Le 7 janvier 2006, pourtant, je constate en descendant de l'avion qui s'est posé sur la piste en terre, après une escale à Douchanbé, que le fond de l'air est assez frais à cette période de l'année. Je prends la tête du 7e détachement Arès. Me voici à pied d'œuvre. Je suis ici pour une chose : faire mon métier. Servir mon pays, là où il m'a envoyé. Je ne céderais cette affectation pour rien au monde !… Avant de partir, j'avais organisé le traditionnel stage de préparation de mission à Pau (Pyrénées-Atlantiques), le *Forward Initial Training* (FIT), où l'ensemble du détachement avait été rassemblé pour que je puisse m'assurer que tout était au point. Avant de décoller pour ce lointain pays, je m'étais adressé à tous ces hommes qui composaient le TG Arès 7. J'avais été direct avec eux, les yeux dans les yeux, en présence du général Benoît Puga, le général commandant, à cette date, les opérations spéciales. Il m'avait désigné pour prendre le commandement. Discours simple basé sur des mots tels que

risque, confiance, professionnalisme, discrétion et humilité face au *royaume de l'insolence* décrit par Michael Barry[1].

La niaque à Spin Boldak

Réussir une relève est une affaire délicate. C'est pourquoi elle s'effectuait sur quinze jours à trois semaines afin de poursuivre les missions sur le terrain sans discontinuer, les partants instruisant les arrivants. J'ai passé une semaine avec mon prédécesseur, un marin amoureux de l'Afghanistan, le capitaine de vaisseau Martin Flepp, un nageur de combat, ancien du commando Hubert. Il pense vite et, des années plus tard, lorsque je prendrai le Commandement des opérations spéciales, il sera mon chef d'état-major. Nous nous connaissions bien, après avoir passé ensemble nos années de classe préparatoire au lycée militaire de Saint-Cyr-l'École. Ce fut donc très facile de rencontrer avec lui les autorités locales, appelées les *elders*, avec lesquels il entretenait d'excellents rapports. C'est également à ses côtés que j'ai rencontré le général canadien David Fraser, chef du commandement régional sud de l'ISAF installé à Kandahar qui vient d'arriver, tout comme moi. Je n'ai aucun lien hiérarchique avec lui. Il est commandant de région. À ce titre, nous l'informions de nos opérations mais le feu vert était donné par Bagram où se trouvait le Commandement des opérations spéciales américaines. Et bien sûr, j'irai aussi avec lui à Bagram pour me présenter à mon chef, le colonel américain Edward M. Reeder, commandant des opérations spéciales pour la coalition. C'est auprès de lui que je prendrai ensuite mes ordres et discuterai des opérations, dans la logique de celles conduites par Martin Flepp.

Avant même de m'y voir affecter, je connaissais Spin Boldak, pour m'y être déjà rendu en reconnaissance lorsque j'étais chef de corps du 13. Cet ensemble de bâtiments en briques est entouré de *bastion walls* et rehaussé de deux tours de guet. On avait l'impression de se retrouver dans un fortin avec son donjon au sommet duquel flottaient trois drapeaux, l'afghan, l'américain et le français plus

haut que les deux autres. Je note que deux pavillons régionaux flottaient : au-dessus des commandos marine, c'était le *Gwenn ha Du* breton et les couleurs basques de l'*Ikurrina* au-dessus du cantonnement des groupes du 1er RPIMa. La promiscuité était réelle et les conditions de vie spartiates. Un chemin de terre d'une longueur de 500 mètres, qui accueillait nos footings, ceinturait le tout. Un peu plus loin, une piste aérienne de fortune avait été établie pour y poser des avions de transport tactique, qui atterrissaient de temps à autre, en particulier durant la période des relèves. Le ravitaillement se faisait grâce aux hélicoptères américains ou aux convois qui s'approvisionnaient à Kandahar. L'endroit était idéal pour y préparer nos actions et les conduire. Notre zone d'opérations jouxtait celle des forces spéciales néerlandaises[2], à notre sud, dans la région du Helmand ; des Canadiens se trouvaient à notre nord et à l'est stationnaient des forces spéciales norvégiennes. Plus loin encore, des forces spéciales néo-zélandaises. Quant aux forces spéciales américaines, elles étaient réparties sur tout le théâtre d'opérations en charge de Ben Laden.

Contrairement à ce que pourrait penser le lecteur, la vie sur cette base isolée, lointaine et environnés d'hostiles, varie tous les jours. Des équipes ou des groupes se trouvent sur le terrain, y partent ou en reviennent, les missions s'enchaînant. Les mises en place se font grâce aux hélicoptères américains qui viennent nous récupérer directement sur notre base. La dextérité des équipages fait mon admiration dans ces zones montagneuses. Lors de déposes en altitude, sur des zones « mal pavées[3] », ils ne font toucher le sol que par la rampe arrière de leur hélicoptère, ou alors une seule des roues du train d'atterrissage pour nous permettre de sortir !

Face aux terroristes

Lorsqu'elles s'y trouvent associées, la guerre en Afghanistan constitue une nouveauté pour les forces spéciales françaises. Durant les dix premières années de leur existence officielle, elles s'étaient trouvées opposées à bien des types

d'adversaires, appartenant à des troupes régulières ou irrégulières, sans doute, mais pratiquement toujours soumises à l'autorité d'un État, y compris lorsque ce dernier sponsorisait en sous-main un mouvement soi-disant autonome. Nos forces se trouvaient alors opposées à des troupes les affrontant directement, soldat contre soldat. En Afghanistan, nous sommes dans une situation bien différente, celle d'un affrontement contre des mouvements terroristes. Ils ne s'attaquent qu'épisodiquement à nous, préférant de très loin les foules civiles désarmées, paisibles, sans vigilance. Qu'elles pratiquent la religion musulmane, comme leurs lâches agresseurs, est aux yeux de ces derniers tout sauf un problème. Ce qui compte pour eux, c'est le nombre de victimes. Plus ils en font, plus ils sont satisfaits !

L'innovation constituée par l'agressivité exceptionnelle de cet adversaire a conduit nos forces spéciales à faire évoluer très rapidement leurs modes d'action, selon des modalités analysées quelques années plus tôt par l'amiral Bill McRaven, dont nous reparlerons. Il avait rédigé dès 1995 un ouvrage théorique sur les forces spéciales. Il y utilise six mots-clés pour définir leur spécificité : simplicité, sécurité, répétition, surprise, rapidité et objectif (adapté)[4]. Je ne peux que les faire miens. En complétant ces qualités technico-opérationnelles, je retiens finalement dix principes clés : précision, audace, vélocité, originalité, imagination, simplicité, entraînement, ruse, ahurissement, sécurité[5]. L'application de ces principes permet de « faire autrement », mot d'ordre et condition de la réussite des forces spéciales. On pourrait m'objecter que ces qualités sont par définition celles de tout bon soldat, qui les met en œuvre individuellement pour les associer à celles des autres et créer une force collective. Certes. Pourtant, quand on est peu nombreux et que nos missions demeurent discrètes, voire confidentielles, l'efficacité dans la mise en œuvre de nos moyens n'est pas une option !

En Afghanistan, nous faisons dans la rusticité. Nos déplacements reposent sur nos véhicules, nos vénérables (et vulnérables) petites jeeps Peugeot P4, ainsi que sur des porteurs plus lourds du type VLRA[6], améliorés et customisés avec des ardeurs de tuners. Sans aucun blindage, nous sommes en mode ultraléger. Avant de partir en mission, nous plaçons des sacs remplis de sable sous nos

fesses et nos pieds pour tenter de nous protéger contre les engins explosifs improvisés. Le médecin-chef du détachement a beau nous indiquer qu'en cas d'explosion, des milliers de grains de sable viendraient se loger dans les blessures, installer ces sacs nous rassure pourtant, alors nous continuons de le faire. La recrudescence de l'emploi des engins explosifs rendait, au fil des mois, nos ennemis de plus en plus inquiétants. C'est ainsi que le caporal-chef Cédric Crupel du 1er RPIMa perd la vie le 17 septembre 2005, quelques mois avant notre arrivée dans le secteur. Le 11 mars 2006, un engin explose sans raison sur la piste menant à notre base avancée, notre FOB (*Forward Operational Base*). Heureusement pour nous, il explosa « accidentellement », en ne tuant que le terroriste. Les voitures-suicides essayant de se jeter contre nos véhicules sont un autre facteur de danger. Il nous oblige à repousser à grands gestes de la main et en montrant notre arme les pick-up afghans qui s'approchent un peu trop près à notre goût. Si cela nous tranquillise, ce n'est pas très bon pour nos relations avec la population, surtout quand nous lâchons une rafale juste devant eux afin de les éloigner.

Le 19 mars, pourtant, un de mes convois de cinq véhicules du 13e RDP rentrant de mission se trouve à proximité de Spin Boldak quand il s'arrête, croyant deviner la présence d'un engin explosif. Le système ne pouvait fonctionner en l'état. Un branchement n'était pas fait. Était-ce un leurre ? À peine reparti, un pick-up cherche à s'insérer dans le convoi puis fonce vers le troisième véhicule de notre colonne en dépit de grands gestes des Français pour indiquer au conducteur qu'il devait s'éloigner. Une première rafale est tirée juste devant. Le véhicule poursuit sa route. Une deuxième rafale l'atteint dans la calandre. Le pick-up finit sa course et prend feu. Heureusement, il n'explose pas. L'homme sort du véhicule incendié, semble chercher à déclencher ce qui semble être une ceinture explosive. Il est tué avant. Dans la voiture, nous trouvons une quantité d'obus entassés. Le système de mise à feu n'a pas fonctionné non plus.

Ce jour-là, la chance était de notre côté. Plus nous avancions dans le temps, plus mes opérateurs se montraient tendus, cherchant la meilleure manière de se protéger. Les gilets pare-balles sont ressortis, tout comme les casques lourds d'ailleurs. Ce n'étaient pas les équipements préférés de nos forces spéciales, je

dois bien le reconnaître. Depuis, les choses ont bien évolué et les équipements de protection se sont très nettement améliorés, tout en gagnant en confort. La légèreté avait ses avantages mais aussi ses inconvénients. Je les ai poussés à s'équiper plus lourdement. Nous n'étions pas dans les vastes étendues africaines mais dans un pays de guerriers qui avaient, entre autres, vaincu les troupes soviétiques entre 1979 et 1989.

Notre centre d'opérations est une ruche à l'activité incessante. Nous tenons des briefings tous les matins pour revoir les opérations en cours, tous les soirs pour les opérations du lendemain, sans oublier les débriefings au retour des missions des uns et des autres. En m'appuyant sur ce qu'avaient fait mes prédécesseurs, mon idée de manœuvre est élémentaire : fouiller les zones pouvant offrir des refuges à nos adversaires, non sans leur interdire les principaux itinéraires d'infiltration depuis le Pakistan vers les régions du Helmand ou de l'Oruzgan. Pour cela, il nous fallait du renseignement. Aussi mes équipes ont-elles réalisé une analyse fine des différents groupes ethniques de notre zone pour déterminer ceux auprès desquels il serait possible de recueillir des informations. Nous nous trouvions dans une zone pachtoune traversée par la frontière afghano-pakistanaise, dans laquelle étaient présents les Noorzaï, très opposés aux Achakzaï, par exemple. Cet antagonisme pouvait se révéler propice au recueil d'informations. Par ailleurs, je me suis rapproché de la police locale, ennemie directe de nos propres adversaires talibans. Quelques jours après notre arrivée, le 16 janvier, un véhicule-suicide provoqua vingt-cinq morts au sein de la police nationale afghane de la ville de Spin Boldak. Ils étaient vraiment de notre côté. Le chef de la police, le colonel Abdul Raziq Achakzai, était un homme très volontaire (le mot est faible), également très affable. Il avait une habitude assez déconcertante, dois-je reconnaître. Les salutations d'usage passaient par une poignée de main. Jusque-là, c'est classique… Ensuite, il ne me lâchait plus les phalanges, à tel point que nous passions la suite de la conversation la main dans la main, devant mes malabars imperturbables, mais *in petto* explosés de rire. Surtout quand nous passions ainsi les troupes en revue ! À la popote, cette affaire m'a coûté un certain nombre de tournées de boissons fraîches…

Raziq Achakzai avait fait du combat contre les talibans le plus important de toute son existence. Il y laissera la vie quelques années plus tard, assassiné en octobre 2018 par un garde du corps du gouverneur de la province. Je ne suis pas dupe et ne vais pas prétendre qu'il nous aurait fourni toutes les informations dont il disposait. Il préférait monter des embuscades lui-même, avec ses hommes, en considérant qu'il s'agissait de son propre pays et qu'il lui revenait de participer à la résolution des problèmes. Nous étions des étrangers, utiles sans doute mais des étrangers tout de même. Plus d'une fois, il nous a appelés pour nous demander si nous pouvions soigner ses blessés. Nous voyions ainsi arriver sur notre base des policiers afghans que nous soignions avec des moyens qui n'étaient pourtant pas ceux d'une antenne chirurgicale. Il nous en saura gré. Il me rendait régulièrement visite pour boire un thé. Nous avons sans doute évité quelques tentatives contre notre base grâce à son action efficace.

Opérations

Bien sûr, nous bénéficions du renseignement électromagnétique recueilli grâce à nos propres capacités d'interception. Des équipiers des régiments de guerre électronique, les 44e et 54e régiments de transmissions, font partie du détachement. Sur la base de Spin Boldak, nous disposons également d'un élément de liaison des forces spéciales américaines, tout comme je dispose auprès de leur chef à Bagram de trois officiers, ainsi que d'un détachement de liaison à Kandahar. Ces relations opérationnelles étroites étaient indispensables pour nous coordonner, obtenir des appuis aériens, des moyens aéromobiles, planifier et recueillir du renseignement, en particulier des photographies et des vidéos d'une étonnante précision envoyées par des drones Predator américains. Nous savions dès cette époque qu'ils deviendraient indispensables. Pourtant, quand notre guerre contre les djihadistes du Sahel débutera dix ans plus tard, nous n'avions toujours pas de drones de ce type, mais uniquement trois exemplaires de type Harfang plus lents avec une autonomie plus réduite : des

mules du renseignement, quand nous avions besoin de pur-sang ! La France avait choisi dans les années 1990 de négliger le développement de drones nationaux pour concentrer tous ses efforts sur les avions Rafale. Elle continue de pâtir de ce choix initial en dépendant des États-Unis pour ces avions sans pilote à bord.

Pendant les quatre mois de mission, le Task Group Arès conduira plus de dix opérations majeures. Chaque groupe action ou équipe de recherche aura passé plus de la moitié de son temps sur le terrain en complète autonomie. Au total, nos véhicules auront parcouru plus de 50 000 kilomètres dans notre zone d’action. Militairement parlant, le bilan est très positif, comme je l’expliquerai au général Henri Bentégeat, chef d’état-major des armées, venu nous rendre visite sur le terrain les 4 et 5 avril 2006. Chef remarquable, calme et fin dans ses jugements, il m’écoute avec attention. Il me semble qu’à l’instar de la ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie, il a rendu visite à pratiquement tous les détachements Arès. Je ne recevrai pas la visite de MAM mais je l’accompagnerai en 2007 à Jalalabad pour sa rencontre avec le dernier détachement, Arès 9, commandé par le colonel Pierre Liot de Nortbécourt.

Où doit se trouver le chef ? Là d’où il pourra le mieux conduire son action comme je l’ai appris à Coëtquidan et comme je l’ai enseigné quelques années plus tard à mes élèves officiers lorsque j’y étais leur instructeur. Lors de la majorité des opérations conduites sous mon mandat, je me trouvais dans le PC de Spin Boldak, prêt à donner les ordres nécessaires ou à demander des appuis à nos alliés américains si le besoin s’en faisait sentir. Ma grande satisfaction était d’être autonome, une fois encore loin de mes chefs mais investi de leur confiance, seul responsable de tous ceux qui m’étaient confiés. Décider lors des briefings celui des modes d’action qui m’étaient proposés, exécuter un choix, décider et prendre ses responsabilités, c’est cela être un chef. Tout n’était pas rose. Nos matériels étaient vieillissants, nous ne recevions pas toujours les moyens demandés, nous nous trouvions régulièrement confrontés à un certain nombre de cas non conformes, sans que cela remette jamais en cause la volonté de réussir. Je mesurais bien la chance qui était la mienne de commander ainsi à l’autre bout du monde un groupement de forces spéciales, dont l’action et les

résultats étaient suivis par le GCOS, bien sûr, mais aussi par le CEMA, la ministre de la Défense et le président de la République en personne. La vocation stratégique des forces spéciales était bien celle-là. C'est justement ce qui me plaisait.

Opération *Tirich Mir*

Les actions de forces spéciales sont souvent menées avec des petits effectifs, le colonel que j'étais n'avait pas sa place sur le terrain. C'est toute la difficulté : rester en arrière quand ma seule envie était de me trouver dans la boue et le danger au milieu de mes hommes, comme j'avais pu l'être au Tchad ou en ex-Yougoslavie. Mais j'avais pris de la bouteille, les officiers de terrain étaient désormais les lieutenants et les capitaines présents à mes côtés. Une fois, pourtant, j'ai tenu à conduire directement une mission où la majorité du groupement était engagée. Nous étions début février, l'opération avait été baptisée *Tirich Mir*[7]. Il s'agissait d'une action offensive conduite d'initiative dans une zone réputée être un fief taleb au nord de notre aire de responsabilité. Tout était prêt. L'action devait durer quatre jours. Nous avions créé une véritable nasse dans laquelle nous espérions pousser notre ennemi. Pour cela, nous bénéficiions d'un grand nombre d'hélicoptères qui allaient nous aider à la mise en place des équipes de recherche et des groupes action engagés.

Quand vient mon tour d'embarquer dans l'un des Black Hawk, je réfléchis vite pour savoir si je n'ai rien oublié. Non, rien. Deux jours auparavant, nous avions procédé à l'infiltration et à l'installation des équipes de recherche sur leurs points d'observation. Leurs premiers comptes-rendus sont arrivés : RAS, pour « rien à signaler ». Leur travail est rendu extrêmement compliqué sur ce théâtre très accidenté. Porter un sac de plus de cinquante kilos sans compter le poids de l'armement et des munitions relève de l'exploit sportif. Dans l'hélicoptère, je m'assure que les relations sont établies avec tous mes éléments et, bien sûr, avec notre base arrière de Spin. Les liaisons ne sont pas tout de suite

excellentes. Surtout, je veux obtenir confirmation que nos amis américains seront en mesure de nous fournir les appuis nécessaires, au cas où.

Après une bonne heure de vol, je me fais déposer sur un promontoire rocheux d'où je ne peux pas tout voir mais d'où je suis sûr de disposer de l'ensemble des liaisons. Avec moi, une équipe de transmission et une protection en mesure de tenir la position si nous étions dévoilés par un groupe de talibans. Un compte-rendu d'interception me parvient. Une escouade d'adversaires se trouve dans la zone et a repéré l'un de nos groupes. Chacun est sur le qui-vive, prêt à engager le feu. Puis, plus rien. Excellent connaisseur de sa région, l'ennemi nous a filé entre les doigts. Manque de discrétion de notre part ? Ou, plus certainement, refus de la sienne d'engager le combat. Le bilan de cette opération est d'avoir sans aucun doute perturbé la liberté d'action des talibans dans cette partie de notre aire d'opérations. À la tombée de la nuit, un hélicoptère est venu nous récupérer sur notre piton. J'étais un peu déçu de ne pas afficher un bilan plus positif, mais nous avions démontré que nous pouvions être partout dans cette zone, y compris à pied au beau milieu des montagnes.

Opération *Makila*

Le fil des opérations se succéda avec plus ou moins de succès, avec des caches d'armes découvertes, des engins explosifs désamorcés, une présence visible dans la zone, jusqu'à l'opération *Makila* au début du mois de mars. Il s'agissait de réduire les menaces dans la vallée de la Maruf. Pour cela, plusieurs actions successives devaient se tenir depuis nos bases de Spin Boldak et de Garang. La première d'entre elles était une reconnaissance depuis Garang sur l'un des versants de la vallée de la Maruf à proximité des villages de Salam Kalay et de Kshatta Shekzay. J'y suis passé la veille avec un détachement du 1er RPIMa en rentrant de Garang où j'avais été rencontrer les autorités locales. Soudain, le réseau radio dans le PC crache : « TIC, TIC, TIC », pour *Troop in contact*. Des forces spéciales du détachement commandé par Georges, un

lieutenant de vaisseau de l'état-major des commandos marine de Lorient, étaient au contact d'une dizaine d'*anti-coalition members* (ACM)[8]. Il est 4 h 20 Z[9], c'est-à-dire 5 h 20 heure de Paris et 8 h 50 dans la vallée de la Maruf. Un groupe action du commando Trepel, une équipe de recherche du 13e RDP, un opérateur d'écoute et son interprète, partis en patrouille une heure plus tôt, sont sous le feu d'une dizaine d'hommes.

C'est le branle-bas de combat à Spin. J'étais assis à mon bureau en train de relire le compte-rendu des activités de la veille avant de l'envoyer vers l'état-major du COS. Tous les hommes de quart se retrouvent autour de la table sur laquelle est étalée la carte de la zone mission de ce Task Unit, ainsi appelle-t-on les détachements légers dans le langage otanien. L'officier conduite, celui qui suit l'opération en cours depuis le PC, essaie de rentrer en contact avec Georges. Le radio de ce dernier lui répond d'attendre car l'action est en cours. On entend dans la radio quelques courtes rafales. L'action est effectivement engagée. Je prie ceux qui ne sont pas d'astreinte de quitter le TOC (*Tactical Operations Center*). Puis je demande si nous disposons d'un drone. L'officier conduite[10] me répond qu'il ne sera pas sur la zone du combat avant une heure, que nous n'aurons pas d'appui aérien avant. La situation se tend, mes hommes sont sous le feu ennemi !

Les lieux du combat

Au cas où l'affaire s'envenimerait, je sollicite le détachement d'alerte pour qu'il se prépare à partir. Compte tenu des enjeux, j'en confie le commandement à mon adjoint d'opérations, Ulysse, un commando marine. Dans le même temps Georges demande une évacuation sanitaire pour Lawrence, le premier-maître Loïc Le Page, durement touché. Il n'est autre que le fils du général Maurice Le Page, créateur du COS en 1992. L'infirmier du groupe lui pratique un massage cardiaque, alors que le combat continue dans le village. Une heure plus tard environ, un hélicoptère américain se pose à proximité du village de Salam Kalay

pour évacuer Lawrence vers l'hôpital militaire canadien de Kandahar. La balle qui l'a atteint, hélas, l'a mortellement blessé. L'annonce de sa mort nous touche et m'affecte particulièrement.

Le combat persiste. Le détachement de Georges continue de se battre et de manœuvrer pour prendre à revers le groupe taleb. L'interprète devra utiliser l'arme de bord du véhicule dans lequel il se trouve en voyant arriver vers lui deux talibans qui se sont mis à lui tirer dessus. Il est 7 h 45 Z quand un hélicoptère de transport se pose à proximité de notre camp de base, à Spin Boldak, accompagné par un hélicoptère d'attaque Apache. Ils vont amener le détachement d'alerte sur les lieux du combat. La machine de guerre américaine est impressionnante et réactive. À leur arrivée sur les lieux, les tirs ont cessé. La fouille du village est lancée. Trois corps de nos adversaires gisent au sol. De nombreuses armes et munitions sont retrouvées, visiblement abandonnées par les combattants pour mieux se transformer en paisibles villageois. Le détachement fera trois prisonniers. Pris les armes à la main, ceux-là ne semblaient vraiment pas être des villageois.

Ils seront relâchés trois jours plus tard sans que nous n'ayons appris grand-chose. Nous disposions en effet d'une équipe de l'unité de recueil de l'information, spécialisée pour interroger les prisonniers, bien entendu dans la stricte application de la convention de Genève. Avoir des prisonniers apporte peu d'informations. Durant les trois jours de détention, j'allais observer, plusieurs fois par jour, la façon dont ils étaient traités afin de m'assurer que tout se passait bien. Nos contacts avec une population locale, très fière, le mot est faible, n'étaient pas faciles. Il ne faut jamais oublier que ce royaume de l'insolence a toujours mis dehors tous ceux qui ont voulu l'occuper, y compris les Britanniques qui se feront étriller en janvier 1842 après avoir évacué Kaboul. Seize mille hommes seront attaqués alors que leur colonne faisait route vers Jalalabad. Ils seront tous massacrés, à l'exception d'un seul[11].

Puis les Afghans chasseront les Russes qui évacueront l'Afghanistan en 1989 dix ans après y être rentrés pour installer un régime à leur main. Y compris ici dans un pays comme l'Afghanistan, on ne refera pas le soldat français réputé pour toujours tisser des liens avec la population civile, avec laquelle il n'est pas

en guerre. Le souci du soldat français est de tout faire pour ne pas se comporter comme le représentant d'une puissance occupante. Nous étions une force de présence venue combattre le fléau taleb et son arme de prédilection, le terrorisme. Il était primordial pour moi que chacun respecte les us et coutumes locaux. C'est la base du savoir-être, puisque nous ne sommes pas chez nous. Nous devons être appréciés de la population, tout en nous montrant fermes et surtout prudents car un grand nombre d'entre eux nous tiennent probablement un double langage.

Durant ma présence, j'ai participé à plusieurs *chouras*, ces réunions d'hommes assis par terre en cercle sous un arbre le plus souvent, ou dans une cour. Nous leur répétions sans cesse que nous étions uniquement là pour les aider à combattre les terroristes, ceux qui commettaient des attentats dont les premières victimes se trouvaient au sein de la population civile. La ville de Spin Boldak elle-même n'aura pas été épargnée. Après l'attentat contre les forces de police, un autre jour, les talibans ont fait exploser une moto sur le marché de la ville, provoquant de nombreux décès. Le dialogue que nous recherchions n'était pas chose aisée : parmi nos interlocuteurs, nous ne savions pas toujours distinguer les protalibans de ceux qui ne leur étaient pas favorables. Pour autant, les allégeances pouvaient se révéler volatiles, évoluant souvent au gré des événements. Dans ce cadre, l'une des consignes que j'avais reçues était de ne pas toucher aux cultures de pavot. Ce n'était pas l'envie qui nous manquait quand on voit les ravages de la drogue sur la jeunesse de nombreux pays occidentaux. Mais nous ne nous leurrons pas, notre action aurait été un coup d'épée dans l'eau. À plusieurs reprises, mes homologues britanniques ont souhaité nous voir intégrer une structure dédiée à l'éradication du pavot, politique mise en place par le gouvernement britannique de Tony Blair dès le début de l'intervention occidentale. Or, qui cultive le pavot si ce ne sont des paysans, bons pères de famille ? Il faut rappeler que cette culture ancestrale est fort rentable. Aussi, détruire les champs de pavot était la manière la plus efficace de se mettre tout le monde à dos. On peut regretter que cette culture toxique aide la population afghane à survivre, mais les roses et le safran rapportent moins que

la principale matière première de l’héroïne ! Cette ambition a fait long feu et la culture du pavot afghan se poursuit de nos jours de plus belle…

Quand, le 28 avril 2006 au matin, je transmets le flambeau au capitaine de vaisseau Bruno de Zélicourt en présence du patron des forces spéciales américaines en Afghanistan, le colonel Edward M. Reeder, je ressens une pointe d’émotion. C’est vraisemblablement la dernière fois que je me trouverai ainsi sur le terrain avec « mes » hommes. Une dernière poignée de main et un dernier salut militaire avant d’embarquer dans l’hélicoptère qui m’emmènera à Kandahar. Puis ce sera Douchanbé, capitale du Tadjikistan, avant de bénéficier de l’Airbus militaire qui nous ramènera vers nos familles.

Arès 8 continuera sa mission à Spin Boldak avant de déménager vers Jalalabad. La nouvelle zone de responsabilité d’Arès, située à plus haute altitude, est très différente de la région de Kandahar, plus froide. La végétation y est plus abondante et de type bocager avec des points de passage obligés, donc piégeables. Les techniques de combat ne seront pas tout à fait identiques. En décembre 2006, la mission Arès se terminera. Arès 9 sera le dernier contingent de forces spéciales présent en Afghanistan jusqu’aux premiers jours de l’année 2010. À partir de mai 2007, un très léger détachement est demeuré en Afghanistan pour participer à la formation de forces spéciales afghanes, au sein de l’*Afghan Commando School* (ACS).

Jehol, du nom du cheval fou de Kessel dans son roman *Les Cavaliers*, sera la nouvelle et ultime mission du COS en Afghanistan. Déclenchée après l’enlèvement des journalistes Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, le 30 décembre 2009, elle se déroulera dans la zone de responsabilité française en Kapissa. Devenu commandant des opérations spéciales, je rendrai régulièrement visite aux détachements successifs de forces spéciales, partout où ils se trouvaient, afin de m’assurer de leur bon emploi et de leur manière de faire. Il s’agissait également pour moi de ne pas perdre le contact avec la réalité du terrain.

1. Michael Barry, *Le Royaume de l'insolence. L'Afghanistan. 1504-2001*, Paris, Flammarion, 1984.

2. Les forces spéciales néerlandaises *Korps Commandotroepen* (KCT) et *Netherlands Maritime Special Operations Forces* (MARSOF) sont regroupées sous un commandement opérationnel commun, le *Composite Special Operations Component Command* (C-SOCC), avec les homologues belges (*Special Forces Group* [SFD]) et danoises *Specialoperationskommandoen* (SOKOM).

3. Expression toute militaire pour indiquer que le sol est très « bahuté », c'est-à-dire irrégulier et d'une horizontalité problématique.

4. Bill McRaven, « Simplicity, Security, Repetition, Surprise, Speed and Purpose », *Spec Ops. Case Studies in Special Operations Warfare. Theory and Practice*, *op. cit.*

5. Leurs initiales offrent un moyen mnémotechnique : le mot PAVOISERAS.

6. Les véhicules légers de reconnaissance et d'appui.

7. Sommet pakistanais, culminant à 7 708 mètres.

8. En Afghanistan, nos adversaires furent appelés talibans, puis *anti-coalition members*. Dix ans plus tard, au Sahel, nous les désignerons d'abord comme « djihadistes », puis groupes armés djihadistes (GAD), puis groupes armés terroristes (GAT), terme plus adapté regroupant l'ensemble des factions.

9. Z pour Zoulou. Temps universel, c'est-à-dire heure du méridien de Greenwich. Synonyme de GMT (*Greenwich Meridian Time*). Très largement utilisé pour dater les opérations militaires, où qu'elles se déroulent dans le monde.

10. L'officier conduite est en charge depuis le PC du suivi d'une opération. Il est en contact radio avec le groupe de combat sur le terrain et peut demander la mise en œuvre, dans le cas présent *via* les détachements de liaison de Bagram ou de Kandahar, de moyens dont ont besoin les combattants : appui-feu (avion), drone, évacuation sanitaire, etc.

11. Le médecin William Brydon, qui put ensuite raconter ce massacre connu comme la bataille de Gandamak.

CHAPITRE 10

LIBYE, OU LE DEVOIR DE PROTECTION

« Notre monde n'a pas besoin d'âmes tièdes. Il a besoin de cœurs brûlants. »
Albert CAMUS

La fin de l'année 2010 sera le théâtre du démarrage d'un événement colossal, sans doute le plus important du début du XXIe siècle : le printemps arabe. Il va durablement chambouler une partie des mondes arabo-musulmans. Le 17 décembre 2010, une insurrection populaire éclate en Tunisie, bientôt suivie par le départ en exil du président Zine el-Abidine Ben Ali. Début janvier, un mouvement démarre sous la même forme en Jordanie, mais le roi Abdallah y fera face avec succès. Le 25 janvier, les Égyptiens descendent dans la rue. Le 11 février, le président Hosni Moubarak démissionne. Et quatre jours après son départ, la population de Benghazi, en Libye, se soulève contre Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis son coup d'État de 1969. À Paris, les autorités ont tardé à trouver la réponse adéquate à ces bouleversements, mais qu'auraient-elles pu faire ? De toute évidence, elles n'ont pas alors les idées claires.

La tourmente et la bagarre

Au CNR, l'ambiance est morose. Le patron, Bernard Bajolet, n'est pas plus satisfait de se sentir écarté des grandes discussions environnant le rôle des services durant la crise qu'il ne l'était dans la période précédente. Il s'ennuie. Je le sens à deux doigts de chanter : « Je veux l'insécurité et l'inquiétude / Je veux la tourmente et la bagarre[1]. » Il sera aux anges d'être envoyé tout au fond de l'enfer : ambassadeur à Kaboul, où les attaques contre les Occidentaux se multiplient. Il rejoindra son poste le 10 février.

Nous sommes, rappelons-le, en 2011. Personne n'est à ce moment vraiment focalisé sur cette région. Au début de son mandat présidentiel, en décembre 2007, Nicolas Sarkozy avait même reçu son homologue Kadhafi à l'hôtel *Marigny*[2], c'est dire… À l'époque, le cœur des réflexions concerne l'Afghanistan. Après son départ de ce pays en avril 2007, le COS n'y avait laissé qu'un petit détachement en Kapissa. Deux de ses membres, équipiers du 13e RDP, seront emportés par une crue soudaine lors d'un orage le 27 septembre 2009, alors qu'ils étaient en phase d'infiltration en zone potentiellement adverse pour y installer un poste d'observation.

Dans les priorités nationales pour la recherche de renseignement, la Libye apparaît à cette époque comme l'un des pays de l'arc de crise courant du Maghreb à la zone afghano-pakistanaise, qui avait été identifié avec justesse dans *Le Livre blanc* de 2008[3]. Mais cela n'est pas une priorité en tant que telle. Peu de temps après que le printemps arabe a touché la Libye, la France décide de soutenir ce mouvement qui s'oppose à la dictature du régime de Kadhafi. De façon inattendue, mais pas inédite, le processus de décision passera par un homme que j'ai déjà croisé à Sarajevo : Bernard-Henri Lévy. Dans les premiers jours de mars, il rencontre à Benghazi les opposants à Kadhafi rassemblés au sein du Conseil national libyen (CNL)[4], dont la France saluera la création le 6 mars. Le lendemain, 7 mars, BHL rencontre Nicolas Sarkozy à l'Élysée et lui lance : « C'est bien simple… S'il y a un massacre à Benghazi, le sang des massacrés éclaboussera le drapeau français[5]. »

Et moi qui vois les choses depuis le CNR, je me pose la même question que lors de l'invasion américaine de l'Irak en avril 2003, suivie de la chute puis de la capture et enfin de la mort de Saddam Hussein. Est-il juste d'intervenir de

l’extérieur pour chasser le leader en place, dictateur ou pas ? Ou bien alors faut-il laisser à la population le soin de prendre son destin en charge, avec la possibilité d’imposer ses options les armes à la main, non sans se tourner par la suite vers le choix de la démocratie, accompagné par des élections régulières ? Je suis d’avis qu’on ne fait pas de bonne politique avec des grands sentiments. Nos intérêts diplomatiques, politiques, économiques doivent être bien définis, afin de les défendre. C’est pour cela qu’au sein même de l’Élysée, les discussions sont intenses.

Mon rôle personnel a été modeste : conformément à mon « profil de poste », il s’est surtout agi pour moi d’orienter les travaux des services de renseignements, en particulier la DGSE et la DRM, afin que le président puisse disposer de l’image la plus précise de ce qui se passait sur le terrain. Malheureusement, le CNR est absent des nombreuses discussions en cours à l’Élysée entre deux pôles aux avis divergents. Au 2 de la rue de l’Élysée, la cellule diplomatique pilotée par Jean-David Lévitte et François Richier, le conseiller pour les affaires stratégiques et de sécurité, est assez réticente, désireuse de s’assurer du soutien américain avant de se prononcer sur l’engagement d’une épreuve de force. À quelques pas de là, au 14 de la rue de l’Élysée, l’état-major particulier du général Benoît Puga et de son adjoint, le colonel Éric Bucquet, n’apporte pas d’objection aux arguments du président Sarkozy, bien décidé à en découdre. Bernard Bajolet n’est plus là et son successeur Ange Mancini n’arrivera qu’à la fin du mois de mars. J’assure en quelque sorte l’intérim. En dépit de mes échanges avec François Richier et Éric Bucquet qui me tiennent au courant des évolutions, je ne suis pas dans le circuit, ce qui me semble relever d’une anomalie pour l’un des services de l’Élysée, celui précisément en charge de la coordination du renseignement !

Notre vision occidentale nous fait souvent pencher vers l’idée que nous avons le devoir de contribuer – par la force armée – au renversement d’un régime honni, voire de l’organiser. Pourtant, regardons de plus près : en Irak en 2003, Saddam Hussein a perdu contre une coalition importante et a fini au bout d’une corde. Nous sommes en 2020, dix-sept ans plus tard. L’Irak est en plein chaos, la situation intérieure n’a jamais été pire. Placée aux ordres d’un pays

étranger, l’Iran, la majorité chiite a mis en place un pouvoir non démocratique qui ne vaut franchement pas mieux que le régime baassiste. Fallait-il vraiment que les États-Unis envahissent ce pays, sous le prétexte fallacieux que Saddam Hussein aurait à sa disposition de soi-disant stocks d’armes de destruction massive dont personne n’a jamais retrouvé la trace ? Je ne le pense pas.

La situation s’analyse dans des termes assez similaires pour la Libye. Bien malin, qui proposerait une solution idéale. Car elle n’existe pas… En Irak comme en Libye, les dictateurs régnaient par la terreur sur des populations divisées entre tribus. Sous Kadhafi, l’État libyen était une chimère, sans même de Constitution. Kadhafi tenait en coupe réglée le pays, tel un chef de gang mafieux. Quand il est mort assassiné le 20 octobre 2011, il se trouvait au pouvoir depuis quarante-deux ans. La face du monde en aurait-elle été changée s’il s’était maintenu aux affaires deux, voire trois ans de plus ? J’entends bien que la répression par le régime aurait malheureusement provoqué des décès qu’il convenait d’éviter. Mais depuis, en presque dix ans de guerre civile, combien de Libyens ont-ils perdu la vie par les armes ? Les questions géopolitiques complexes peuvent souvent être ramenées à des considérations élémentaires.

La guerre à nos portes

Le CNR, on l’a compris, n’a pas été associé à la décision du président Sarkozy de lancer l’opération *Harmattan,* annoncée le 19 mars 2011. L’option d’envoyer sur place des soldats français avait été étudiée, mais les opposants libyens de la région de Benghazi, désormais réunis sous l’appellation de Conseil national de transition (CNT) que Paris soutenait politiquement, avaient été très nets : ils refusaient toute présence de troupes étrangères sur leur sol. L’opération envisagée sera donc exclusivement aérienne au départ, conduite avec des avions puis, comme la situation militaire évoluait peu, des hélicoptères de combat. Au fil des semaines, le refus des Libyens s’est fait moins vigoureux, il est devenu possible d’envisager un envoi de forces françaises au sol, pour les soutenir. La

décision d’engager des forces spéciales alors commandées par le général Frédéric Beth a été prise en Conseil de défense et le nouveau coordonnateur national du renseignement, Ange Mancini, tout juste arrivé à la fin du mois de mars, en a été avisé. Aux yeux des autorités françaises l’envoi de nos soldats sur un tel territoire pouvait provoquer – c’était même souhaitable ! – de bonnes remontées d’informations. La décision présidentielle était d’envoyer à l’origine une trentaine de conseillers militaires au maximum. Le Conseil de défense l’a entérinée et ils ont été mis en place début avril 2011.

L’idée consistait à appuyer les katibas[6] anti-Kadhafi. Une cellule de mise en œuvre opérationnelle a été installée par le COS auprès de leurs forces à Benghazi. L’intention était de disposer d’une appréciation de situation autonome, qui ne soit pas uniquement aérienne, et de pouvoir appuyer le plus précisément et le plus justement possible l’action menée par les forces d’opposition obéissant au CNT. Des officiers de la DRM, certains provenant de la brigade de renseignement de l’armée de terre, ont également été mis en place sous le nom d’opération *Concorde*. Ces missions sur le sol libyen n’ont pas été annoncées. Le détachement du COS en Libye assure plusieurs fonctions : certains de ses membres se concentrent sur le renseignement, quand d’autres vont faire de l’appui, dont le guidage des avions et des hélicoptères de la coalition vers leurs cibles. En revanche, il est bien prévu dans leur mandat qu’ils ne se trouvent pas en première ligne, même s’ils en sont souvent assez proches.

Valère et Bastien

Le président français avait souhaité que les combats se terminent avant le 14 juillet. Quand j’arrive à la tête du COS, le 1er août 2011, ce n’est pas le cas, la situation en Libye demeure très instable. Tripoli tombe le 21 août aux mains des rebelles, Brega, à l’est du pays, le 26. Le premier patron à partir sur le terrain est Valère, un capitaine de frégate, commando marine, chuteur opérationnel. C’est un chat maigre. Dès mon arrivée au COS, je l’appelle. Je l’apprécie beaucoup

tant par sa capacité à réagir vite que par son intelligence des situations. Devenu plus tard patron de l'École des fusiliers commandos, à Lorient, il apparaîtra même dans un film grand public[7].

L'opération *Khalij Surt* (golfe de Syrte) arrivait à point nommé. La mise en place du dispositif français n'a pas été simple : l'arrivée devait initialement se faire par bateau, mais l'état de la mer ne l'avait pas permise. Avec deux jours de retard, ils ont enfin atteint leur destination. Valère sera déposé avec son détachement à Benghazi le 9 avril par un avion de transport tactique du COS. La désorganisation régnait au sein des forces d'opposition (FDO). La situation sur le terrain nécessitait un très net effort de coordination de la part de la rébellion, plutôt malmenée : la ville de Misrata subissait des bombardements très intensifs des forces pro-Kadhafi, celle de Zintan était entièrement encerclée, les combats étaient durs à Ajdabiya. L'attente était vraiment très forte de la part des combattants du CNT. La première réalisation concrète consistera à mettre sur pied un centre opérationnel (CO) avec les SAS britanniques arrivés en même temps que leurs homologues français. Il fallait en urgence homogénéiser l'organisation rebelle. À son arrivée, Valère fera part de son étonnement de découvrir que les rebelles tiennent de leur côté de nombreux autres centres opérationnels, chaque katiba prétendant être le CO principal. Les actions menées par les forces d'opposition ne sont que des coups de main, non coordonnées, sans intention précise de planification, donc sans effet majeur. Ce sont des mouvements de va-et-vient permanents sans réelle conquête de terrain.

Des forces spéciales sont déployées à Misrata dès la fin du mois d'avril sous le nom de détachement Sabrata. Je remarque, lors du premier point de situation que je dirige sur cette opération alors en cours depuis quatre mois, que mon état-major privilégie le soutien à quelques katibas, pas à d'autres. Cette attitude peut se comprendre : au départ, il fallait bien effectuer un tri parmi toutes les katibas présentes, qui chacun estimait en droit de prendre la tête des opérations principales. Cafouillages garantis ! J'ai la conviction que nous devons cesser de prêter main-forte à des privilégiés sélectionnés sur des critères abscons, que notre rôle consiste au contraire à suivre toutes les katibas, assez dispersées sur le terrain. Mon objectif n'est autre que de suivre au mieux une situation pourtant

assez inextricable. À la fois pour les armées et le COS qui avaient besoin d'y voir clair, et pour les autorités politiques parisiennes qui avaient le même impératif. J'ai donc renforcé les moyens sur place.

Le lieutenant-colonel Bastien, un commando de l'air, a succédé en août à Valère qui terminait ses quatre mois de mission. Ce dernier avait réussi un travail remarquable en organisant un centre d'opérations digne de ce nom au profit des rebelles libyens. Il avait permis aux autorités parisiennes d'avoir une vision exacte de la situation opérationnelle. Souvenons-nous, le président de la République piaffait car il estimait que les choses devaient aller plus vite. D'où l'arrivée des hélicoptères sur le théâtre et leur engagement à compter du 4 juin.

Je n'ai donc eu aucun mal à obtenir le renforcement de mes forces spéciales. Nous avions à la fin du mois d'août 2011 environ quatre-vingts soldats sur le terrain. C'est très peu, mais j'ai pu les répartir en plusieurs détachements pour suivre plusieurs katibas différentes, choisies en fonction des objectifs qu'elles cherchaient à atteindre. Un détachement était avec le centre d'opérations de *Khalij Surt* ; le détachement Sabrata à Misrata suivra les insurgés jusqu'à Syrte tout au long du mois d'août ; deux détachements baptisés Jaguar 1 et 2 sont répartis sur le théâtre d'opérations tandis qu'un troisième, nommé Maruf, se trouve dans l'ouest non loin du Djebel Nefoussa. C'est lui qui rentrera le premier dans Tripoli, dès le 22 août, derrière la Brigade du 17 février commandée par Abdelhakim Belhaj, avant même les Britanniques. Jaguar 1 suivra les insurgés jusqu'à Syrte après que le verrou de Brega avait sauté suite à plusieurs mois de combats intenses. Les Français, la Marine nationale comme l'armée et de l'air et les hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre, ont d'ailleurs passé beaucoup de temps à Brega et autour, trop peut-être, déversant de nombreux missiles, obus, bombes. Le détachement Jaguar 2 a suivi les katibas qui se sont rendues jusqu'à Hun, 200 kilomètres au sud de Syrte, en passant par la ville de Waddan. À la mi-septembre j'enverrai un détachement Jaguar 3 à Sebha dans le Grand Sud libyen.

1. André Zirnheld, *Prière du parachutiste*, 1938. Parachutiste du *French Squadron*, intégré à la *Special Air Service Brigade* (SAS Brigade). Premier officier parachutiste français mort au combat à Marsa Matruh (Égypte) en juillet 1942. La *Prière* a été retrouvée parmi les effets personnels du défunt.

2. Pour la petite histoire, c'est dans ce même palais que le CNR s'installera provisoirement après sa création à l'été 2008, avant d'y revenir en 2017, durablement cette fois.

3. *Défense et Sécurité nationale. Le Livre blanc*, Odile Jacob, 2008.

4. Il prendra rapidement l'appellation de Conseil national de transition (CNT).

5. Bernard-Henri Lévy, *La Guerre sans l'aimer*. *Journal d'un écrivain au cœur du printemps libyen*, Paris, Grasset, 2011, p. 97.

6. Dans les mondes africains arabophones, le terme « katiba » désigne une unité de base de quelques dizaines de combattants généralement islamistes, le plus souvent en lutte contre le pouvoir en place sur les territoires qu'ils arpentent.

7. *Volontaire*, de Hélène Fillières, avec Diane Rouxel et Lambert Wilson (2018).

CHAPITRE 11

DANS LES SABLES, SANS PERDRE LE NORD

« Y a des impulsifs qui téléphonent, d'autres qui se déplacent. »
Michel AUDIARD, *Les Tontons flingueurs*

En prenant la décision de répartir des petits détachements sur le terrain libyen, je souhaitais, en tant qu'homme de renseignements, recueillir un maximum d'informations afin que ma vision soit la plus juste et la plus complète possible sur le déroulement des événements. C'est ce qui s'est passé. Les comptes-rendus quotidiens rédigés par ces différents détachements étaient lus avec beaucoup d'attention par l'amiral Bernard Rogel, alors sous-chef d'opérations, comme par le chef du CPCO, le général Didier Castres. J'ai même cru comprendre que ni l'un ni l'autre ne lisaient plus les notes de la DRM et la DGSE, considérant que ces points quotidiens du COS leur permettaient de disposer d'une vision exhaustive de la situation.

Une bataille furieuse

Il est vrai que, rédigés essentiellement par les équipiers du 13, dont c'est précisément le métier, ils rapportent les faits, les pertes, les intentions des katibas, tout en fournissant une brève analyse de la situation. Chacun avait l'impression d'y être, l'odeur de la poudre et du sable chaud en moins. Moi-même, j'étais passionné par leur lecture. J'avais l'impression, depuis mon bureau à Paris, de suivre en direct les à-coups d'une bataille furieuse. Les chefs militaires aiment bien ces relations directes d'un événement. En réalité, ces documents constituaient des bulletins d'informations aussi précis que peuvent l'être les reportages d'un journal télévisé : ils rapportent fidèlement ce qui se déroule sous les yeux des journalistes, sans permettre d'avoir une vision d'ensemble. Celle-ci ne peut relever que d'une représentation plus synthétique, seulement offerte par les services de renseignements, après recoupement et validation des informations provenant de sources multiples. Les analyses effectuées par les services permettent de prendre du recul nécessaire aux décideurs. La vérité est qu'elles sont plus complètes, mais moins palpitantes.

Discrète sur le terrain, la présence des forces spéciales françaises en Libye ne demeurera pas longtemps inconnue. Sans être « officialisée », celle-ci sera révélée par des journalistes fin août 2011, d'abord par le *New York Times*[1], puis par l'AFP, témoin de leur présence[2]. On se trouve dans le cas précis d'une opération « discrète ». Les autorités civiles et militaires françaises ne l'avaient pas annoncée et, quand elle a été connue, ne l'ont pas commentée. Nous aurions préféré une absence de témoins journalistes. Pour autant, leurs reportages n'ont pas mis en péril la présence des opérateurs, n'imposant donc pas la fin de la mission.

Dans le même temps, et afin de nous assurer un soutien en renseignement, deux avions de transport tactique de l'escadron du COS, le Poitou, équipés de leur caméra gyrostabilisée Wescam[3], ont été déployés afin de recueillir des images et de pouvoir appuyer plus directement nos détachements au sol. L'un de ces appareils était basé en Tunisie. Il pouvait aisément survoler la partie nord-ouest de la Libye, où se trouvait le détachement Maruf. Notre second avion avec sa boule caméra demeurait quant à lui basé au Tchad, à Faya-Largeau. Début août 2012, j'ai envoyé dans le nord-ouest de la Libye le détachement Maruf

composé d'une dizaine de FS. Il s'agissait alors pour nous de savoir par nos propres sources ce qui se passait dans cette région. Les armées françaises étaient alors quasi aveugles sur cette partie de la Libye, ce n'était plus possible de continuer de cette façon. Sur place se trouvaient déjà des hommes du service Action de la DGSE. Comme à l'accoutumée, leurs renseignements ne remontaient pas à l'état-major des armées. J'ai donc décidé, en lien avec le CPCO, de mettre en place ce détachement Maruf. Pour ma plus grande satisfaction, la relève entre le COS et le SA s'est très bien déroulée. Ce détachement a retrouvé à cette occasion des SAS britanniques venus avec des membres des forces spéciales qataris en soutien des tribus de Zintan, les Zintanis, et du Djebel Nefoussa.

Ces différents détachements du COS se sont avérés décisifs pour le guidage des hélicoptères qui prenaient les vrais risques en se rendant au contact au plus près de leurs cibles, comme pour les avions qui, eux, volaient plus haut. Lors de mon arrivée, les dossiers d'objectifs transmis proposés au commandement mettaient du temps avant d'être traités car il fallait obtenir l'autorisation du centre de contrôle des opérations aériennes (CAOC[4]) situé à Poggio Renatico en Italie du Nord, où était installé le commandement air de l'OTAN en charge d'*Harmattan*. C'était la procédure. Elle a vite posé un sérieux problème. Voici pourquoi.

Curieusement, nos dossiers d'objectifs, c'est-à-dire nos demandes de frappes aériennes, ne recevaient jamais de suite. Durant plusieurs mois, ils n'ont tout simplement pas été validés une seule fois par la chaîne otanienne. La chose est incroyable, mais bien réelle. Cent vingt dossiers d'objectifs transmis par notre centre opérationnel de *Khalij Surt* n'ont ainsi jamais reçu de validation. Jusqu'au jour où, sur les conseils de Bastien, aviateur et fin connaisseur du fonctionnement décisionnel des centres de commandement air de l'OTAN, j'ai mis en place un officier de liaison auprès du général américain Ralph Jodice, commandant le CAOC à Poggio. À Naples, où se trouvait le commandement de l'OTAN en charge de l'ensemble des opérations, nous avions la chance de disposer du colonel Thierry Gilistro. Il avait servi en Afghanistan au sein du Task Group Arès sous mes ordres. Il était le conseiller forces spéciales auprès du

commandant de l'opération *Unified Protector* conduite par l'OTAN[5], le général d'aviation canadien Charles Bouchard.

On l'aura compris : ces blocages et cette lenteur dans le processus, assez classiques dans des opérations en coalition, ne permettaient pas d'obtenir des résultats immédiats. Une frappe non urgente peut ainsi prendre entre trois et sept jours entre la réalisation du dossier et la décision de frapper. Il faut en effet vérifier l'objectif afin de s'assurer qu'il n'y aura pas de dommages collatéraux. Cela se comprend, mais la perte en efficacité est énorme. Ce qui était particulièrement gênant pour les forces spéciales sur le terrain car des avions les survolaient sans tirer, c'est-à-dire sans les appuyer.

Cela frustrait les katibas que nous suivions, qui attendaient des résultats immédiats dès lors qu'ils étaient accrochés par l'adversaire. Nous étions à leurs côtés, mais l'appui rapproché tardait quand il fallait réduire une résistance. À tel point que notre détachement Sabrata, à l'ouest de Syrte, s'est même vu repoussé par les katibas qu'il était censé appuyer. Dans les faits, les demandes d'appui aérien présentées par nos homologues SAS britanniques étaient satisfaites sans délai, quand les nôtres ne l'étaient jamais. J'évoque ici cent vingt frappes demandées, mais en vain, alors qu'elles étaient justifiées. Il devenait impératif de fluidifier les procédures[6], pour être en mesure d'obtenir un appui direct et quasi immédiat aux avions les plus proches. Ainsi, Bastien a mis en place un système de boucle courte basé sur la transmission de données, grâce à nos radios AN/PRC-117. De cette façon, un opérateur sur le terrain pouvait rentrer directement les données de l'objectif à traiter. Ces dernières remontaient auprès de notre officier de liaison, notre SOLE[7]. Chaque dossier d'objectif était alors intégré dans l'ordre de mission aérienne (ATO)[8] signé par le chef du commandement aérien. En cas de blocage, Bastien appelait Gilistro qui intervenait auprès du général Bouchard. Et miraculeusement, le feu vert arrivait.

En réalité, ces non-validations, ces frappes qui ne se faisaient pas au profit des katibas auprès desquelles nous étions, n'étaient pas perdues pour tout le monde ! Elles étaient conduites au profit des katibas de l'ouest, celles qui se trouvaient en Tripolitaine et, comme c'est curieux !, soutenues par les Britanniques et les Qataris. Sur le théâtre d'opérations, en effet, deux approches

coexistaient. Les Français cherchaient à faire tomber Brega, quand les Britanniques visaient plutôt Tripoli. On retrouvait là l'opposition perpétuelle entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine. Français et Émiratis se trouvaient en Cyrénaïque quand Britanniques et Qataris étaient en Tripolitaine. C'est l'éternel problème de la Libye, divisée en trois régions, la Cyrénaïque à l'est, contre la frontière de l'Égypte qui la revendique sans le dire, la Tripolitaine et le Fezzan. La concurrence entre les deux composantes les plus solides politiquement et économiquement : la Cyrénaïque, capitale Benghazi, et à l'ouest la Tripolitaine, capitale Tripoli. Entre elles, c'est la guerre sans fin. Au sud, le Fezzan pose des difficultés différentes.

Notre nouvelle façon de procéder a changé la donne. Les différents contrôleurs avancés[9] au sein des détachements du COS, en particulier ceux du CPA 10 et du 13, ont pu alors redoubler d'efficacité et notre cote auprès des forces anti-Kadhafi est alors bien remontée. Les objectifs traités pouvaient l'être de deux manières : d'une part, ceux d'urgence modérée, les *deliberate*, exécutés après le circuit de validation par le CAOC. Ils rentraient dans le plan de campagne élaboré par la coalition. Et d'autre part, les tirs décidés dans l'urgence, appelés *dynamic*, réclamés par les équipes au sol et immédiatement exécutés par les avions en vol. Le résultat a été atteint, le nombre d'objectifs traités a été beaucoup plus important qu'auparavant. Surtout, il y avait une réponse directe aux demandes présentées par les combattants rebelles libyens. En complément de la réorganisation des centres d'opérations, ces avancées ont permis aux katibas de progresser plus rapidement vers Syrte, ville natale de Kadhafi.

La mort de Kadhafi

C'est précisément là que celui-ci a fini par être éliminé le 20 octobre. Un drone américain puis une patrouille d'avions français frapperont un convoi quittant Syrte, composé de nombreux véhicules lourdement armés. Les bombes

ne détruiront qu'une partie des véhicules. Tout le monde se souvient des images prises à cette occasion par les antikadhafistes montrant le tyran déchu se réfugiant alors, avec certains de ses comparses, dans une canalisation d'où il est extrait et mis à mort par une foule vengeresse. Kadhafi finissait ainsi comme tant d'autres dictateurs avant lui, Benito Mussolini ou Nicolae Ceauşescu, entre autres. Cet assassinat filmé avait quelque chose de surréaliste, avec un Kadhafi combatif jusqu'à l'ultime instant. Les images de cette élimination chaotique ont eu beau tourner en boucle sur les réseaux sociaux, elles n'ont pas suffi à éteindre les polémiques, ni les théories du complot. Beaucoup, sans le moindre témoignage ni le moindre élément concret, ont voulu y voir la main de la France. Gardons du bon sens ! De mon point de vue et de la place où je me trouvais, j'ai toutes les raisons de penser que le Guide – comme il se faisait appeler – a bien été abattu par des Libyens qui s'opposaient à lui.

J'observe au passage que bien des épisodes révolutionnaires de l'histoire de France nous dispensent sur ce point de donner des leçons aux peuples révoltés. Kadhafi avait assassiné de très nombreux Libyens. Bien sûr, un procès aurait été préférable. Pour les religions du Livre, les choses sont pourtant simples. Le Coran précise : « Ne tuez personne injustement[10]. » Ce qui implique que si la mort punit un massacreur… La Bible n'est guère plus miséricordieuse quand elle professe : « Celui qui prend l'épée périra par l'épée[11]. » Musulmans et chrétiens sont d'accord sur ce point : Kadhafi est avant tout sa propre victime. Ceux qui ont versé une larme ne doivent pas être très nombreux ! Sa mort n'empêchera d'ailleurs pas la Libye de se précipiter dans une autre guerre civile, moins d'un an plus tard.

Pour Valère comme pour Bastien ensuite, la vraie difficulté aura consisté à coordonner sur le terrain, sans prendre des risques inutiles, l'ensemble de ces multiples groupes d'opposants armés dispersés. Avec ces deux remarquables officiers, nous dialoguions régulièrement au téléphone, sans jamais le moindre sous-entendu. Et s'il est arrivé qu'il y ait eu des non-dits, c'est parce que chacun comprenait l'autre sans avoir à expliciter plus précisément. Fort heureusement, le COS n'a pas subi de pertes humaines dans cette crise, ce dont je me réjouis évidemment profondément. Aux yeux de la France, c'est une opération positive.

Les forces anti-Kadhafi ont été efficacement soutenues et tous les liens pris durant cette période ont été utiles par la suite, puisque les chefs des katibas sont demeurés pour la plupart, jusqu’à ce jour, en relation avec la France.

Par ailleurs, les commandos marine sont intervenus à plusieurs reprises sur la côte libyenne, en opérant depuis les bâtiments qui croisaient au large et appuyaient de leurs canons les insurgés. Plusieurs opérations ont été réalisées pour conduire des embuscades de nuit contre les défenses des forces pro-Kadhafi, à proximité de Brega pour commencer. Il s’agissait alors de mener des coups de main de nuit sur les arrières de l’ennemi puis de rembarquer sur les bateaux au large. Les allers-retours s’effectuaient à l’aide de gros canots semi-rigides. C’est l’un des modes d’action préférentiels des forces spéciales de la marine. Il convenait alors de pousser l’adversaire à quitter Brega et à se replier vers l’ouest. Puis, une fois leur repli enclenché, il s’agira d’aller frapper leur échelon logistique le long de leur axe de retour vers Syrte. Ces quelques actions menées en même temps que les frappes délivrées par les frégates françaises étaient directement commandées par l’amiral à la tête de la TF 473, d’abord Philippe Coindreau puis Jean-Baptiste Dupuis, qui croisaient au large du golfe de Syrte. Les effets de ces quelques actions ont surpris notre adversaire car les destructions opérées n’étaient pas le résultat de frappes d’avions, d’hélicoptères ou de canons de la marine. Des interceptions de leurs communications ont permis de savoir que cela occasionnait une certaine crainte chez eux et de fortes interrogations. C’était étudié pour…

La guerre n’est jamais si facile : un jour, une trop grosse mer a empêché les commandos d’accoster. Une autre fois, une approche a été rendue très difficile par une barre suivie d’une falaise abrupte. Nous en avons entendu des vertes et des pas mûres, du genre : « Ah, laissez-moi rire, les commandos marine, supermecs et top du top, ne sont pas capables de regarder sur la carte s’il y a une falaise ?… » L’erreur est humaine !

Ne nous méprenons pas : ce sont bien les rebelles libyens qui se sont battus au sol. Nous étions tout près d’eux, mais quand des armes françaises ont frappé, elles étaient tirées depuis les airs. Pour autant, les forces spéciales ont-elles renversé la situation ? Dans ce contexte si particulier, je pense qu’elles ont bien

contribué à réorganiser le fonctionnement des centres d'opération rebelles, à fournir des conseils, à guider les tirs alliés, les Libyens demeurant toutefois largement maîtres de leur sort. N'oublions pas, cela va de soi, que les bombes, obus, missiles tirés depuis les airs ou depuis la mer lors de l'opération *Harmattan* ont largement aidé la rébellion. Pour autant, la guerre a bien été gagnée au sol grâce à l'engagement des différentes katibas, même si elles n'étaient pas toutes mues par les arrière-pensées aussi nobles qu'elles l'ont prétendu. Leur légitime volonté de renverser Kadhafi s'est souvent doublée de tentations de n'utiliser que la seule force afin d'arriver au pouvoir, en refusant tout processus démocratique.

Libye : changement de régime

Lorsque les forces engagent l'opération *Harmattan*, elles sont dans le droit fil de la résolution 1973 de l'ONU. Pourtant, des voix s'élèveront pour reprocher à la coalition d'agir hors de ce mandat et d'avoir en réalité visé un changement de régime pur et simple, c'est-à-dire l'éviction de Kadhafi de la tête de l'État libyen. À mes yeux, la réalité est un peu plus alambiquée. Dans les faits, il n'y a pas d'État libyen, mais un pays mis en coupe réglée par un dictateur sans foi ni loi, associé à ses fils qui ne valent pas plus cher que lui et aux clans de féaux qui les soutiennent. Un État tel que nous l'entendons, avec un gouvernement, des institutions impartiales, une justice indépendante, des armées soumises à une autorité désignée par le peuple, des citoyens égaux devant la loi et un respect élémentaire des droits humains, rien de tout cela n'existe en Libye.

Stocks d'armes

Bien avant que surviennent les problèmes au Mali, j’avais envoyé au mois de septembre 2011, à Sebha très au sud de la Libye, le détachement Jaguar 3, composé d’une dizaine d’opérateurs. Je voulais savoir ce qui s’y tramait. Bingo ! En nous rendant sur place avec une des katibas libyennes, qui au départ ne voulait pas que l’on aille jusqu’à Sebha, nous avons pu constater *de visu* que des stocks d’armes gigantesques s’y trouvaient toujours. Lorsque la guerre a commencé début 2012 au nord du Mali, les indépendantistes touareg et les djihadistes – que je ne jette pas dans le même sac – étaient allés se ravitailler par-là, en Libye, en armements. La preuve en est que les forces spéciales en visitant les stocks d’armes de Kadhafi, accompagnées par une katiba libyenne, avaient relevé des numéros d’armes stockées. Ces mêmes numéros seront identifiés sur certaines armes prises aux djihadistes quelques mois plus tard au Mali lors de l’opération *Serval*. Même si nous nous en doutions, c’était bien l’une des preuves de l’implication d’anciens de la légion islamique de Mouammar Kadhafi, partis lutter contre l’intégrité du Mali.

Après la mort de Kadhafi le 20 octobre 2011 et un précaire retour au calme, un détachement du COS a rejoint à Tripoli les quelques hommes des forces spéciales qui s’y trouvaient déjà auprès de Pierre Seillan[12]. Ce dernier était l’adjoint du représentant français auprès du CNT, Antoine Sivan. Il fallait être en mesure de continuer à suivre la situation en restant en contact avec les tribus que nous connaissions depuis la campagne de 2011. Les forces spéciales sont donc restées en Libye, le volume des détachements évoluant en fonction de la situation. Dans ce contexte post-première guerre civile libyenne, les détachements successifs retrouveront régulièrement des hommes de la DGSE, jamais bien loin, parfois sur la même base militaire. Chacun a son rôle, les uns remontent des informations à la DRM et au COS, donc aux armées, ceux du service Action à la DGSE. Très rapidement, le COS mettra en place un petit détachement de quelques hommes auprès du gouvernement de Tobrouk.

Trafics en tous genres

À compter de 2013, nous nous sommes trouvés davantage focalisés sur la guerre au Sahel : dans cette région, les djihadistes sont souvent membres de tribus anciennement inféodées à Kadhafi. Toujours présentes en Libye, elles se jouent des frontières étatiques et poursuivent leurs trafics d'armes, de cigarettes, de drogues, éventuellement d'êtres humains candidats à l'émigration illégale. Ceux d'entre eux qui étaient plus ou moins fixés en Libye sont repartis vers le sud, revenant sur leurs terres retrouver leurs familles. En aidant le gouvernement de Tripoli, nous comptions bien recueillir de l'information sur les katibas djihadistes du Nord-Sahel, du Nord-Mali, du Nord-Niger, etc. Mais le 23 avril 2013, un attentat a visé l'ambassade de France qui quitte les lieux à la demande du Quai d'Orsay. Le détachement du COS suit l'ambassade qui s'installe à Tunis. Nos opérateurs reviendront en Libye peu après et s'installeront dans un hôtel à l'est de Tripoli, d'où ils pourront continuer à entretenir des contacts avec les chefs de katibas qu'ils avaient aidés en 2011. La situation demeure très évolutive, surtout quand l'État islamique (Daech) a commencé à conquérir du terrain. C'est l'origine de la deuxième guerre civile libyenne.

Nouvelle guerre civile

En octobre 2014, l'Armée nationale libyenne (ANL) du gouvernement de Tobrouk, commandée par le général Khalifa Haftar, lance une offensive pour tenter de reprendre le contrôle de la ville de Benghazi en grande partie tenue par Daech. En 2015, l'organisation contrôle les villes de Derna et de Benghazi, puis de Syrte. En mai 2016, le gouvernement de Tobrouk, allié au gouvernement d'union nationale (GAN) de Sarraj, lance l'attaque pour reprendre la ville de Syrte. Sa totale reconquête ne sera effective qu'en décembre 2016. Après trois années de combat intense, les forces d'Haftar reprennent la ville. Tout au long de cette période, les forces spéciales françaises seront présentes en Libye à Tobrouk, à Derna, à Syrte et à Benghazi.

Nos forces spéciales n'étaient pas les seules sur place, celles des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Italie s'y trouvaient elles aussi. La présence d'un détachement du COS auprès de l'ANL n'empêchera pas celle d'autres membres des forces spéciales auprès des Misrati lors de la bataille dite « de Syrte », de même que d'autres encore à Tripoli. La France, qui soutient le processus de paix parrainé par l'ONU, et donc le gouvernement de Fayez el-Sarraj, pratique la politique des deux fers au feu. Elle soutient également le général Haftar, autoproclamé entre-temps maréchal.

Dès le mois de mars 2016, le COS renverra quelques officiers à Tripoli alors que le gouvernement d'entente nationale s'y est installé. Et, en juillet 2017, soit peu de temps après avoir été élu, le président Emmanuel Macron rencontrera Fayez el-Sarraj et Khalifa Haftar. Mais les deux frères ennemis ne se réconcilieront pas. En avril 2019, Haftar lance une grande offensive pour prendre Tripoli. Entre-temps et à la suite d'un accident d'hélicoptères causant la mort de trois sous-officiers de la DGSE, le CEMA Pierre de Villiers prend la décision de rapatrier les forces spéciales. Seuls une poignée d'opérateurs resteront à partir de la fin juillet 2016, quelques-uns d'entre eux à Tunis, maintenant le lien et les contacts établis au cours de toutes ces années.

Puis les démons libyens sont repartis de plus belle. Khalifa Haftar venu de la Cyrénaïque veut obtenir le pouvoir avec le soutien de nombreux pays occidentaux, dont la France. À l'heure où j'écris ces lignes fin juin 2020, l'Armée nationale libyenne du maréchal Haftar a été chassée des faubourgs de Tripoli. Toujours soutenu par de nombreux pays, dont l'Égypte, la France, la Russie et quelques autres, Haftar ne renonce pas à renverser par la force Fayez el-Sarraj soutenu militairement par la Turquie. Bientôt dix ans après le début d'*Harmattan*, qui oserait prétendre que c'est un succès ? Là encore, je ne peux que constater la dégringolade de ce pays fort riche dans le chaos. Il déstabilise l'ensemble du Machrek, mais pas seulement : au sud de ses frontières, l'Afrique y puise les armes de ses rébellions, tandis que tous les trafics du continent y aboutissent[13].

Deux fers au feu

Cette position française des deux fers au feu n'est pas simple à tenir dans un pays où les régions s'opposent. La Cyrénaïque s'oppose à la Tripolitaine comme Tobrouk s'oppose à Tripoli. Discrètement, d'anciens officiers des forces spéciales sont demeurés en contact au nom de la France avec les différentes parties. Depuis 2011, ils agissent discrètement, cherchant avec ténacité à jouer l'unité libyenne. Il est vrai que le COS a été présent auprès de tous les partis à l'exception de Daech bien sûr. Néanmoins, parmi les katibas anti-Kadhafi, certaines ne faisaient pas du tout mystère de leur obédience salafiste. Pour faire simple : les forces spéciales avaient des contacts dans tous les camps. Parmi ces hommes, il en est un en particulier, ancien du 13e RDP. Paul (pseudonyme utilisé dans les FS) est l'un de ces acteurs aussi peu visibles qu'importants, qui n'apparaissent pas au grand jour, sinon au détour d'articles de presse peu aimables mais surtout très mal informés. Il est devenu un conseiller du président Emmanuel Macron. Redoutablement efficace sur le terrain, il est entré comme simple soldat au régiment, y devient sous-officier, puis officier, avant de rejoindre l'état-major du COS à l'été 2015. Excellent chef d'équipe, il faisait partie des équipes au sol en Libye en 2011, il y avait noué des contacts qu'il n'a jamais perdus de vue. Il y est retourné à de nombreuses reprises comme il s'y trouve sans doute encore de temps à autres en 2020. Il sera à l'origine des contacts entre le président Macron et les différentes factions libyennes. Il n'a pas fini de placer ses éminents talents au service de la France et du bien collectif.

À l'été 2020, à ma connaissance, les hommes des forces spéciales ne se trouvent plus en Libye, où demeurent peut-être quelques agents du SA. En dépit d'un engagement majeur de la France et d'autres pays depuis 2011, les Turcs et les Russes ont pris pied au sud de la Méditerranée. Les premiers au profit du gouvernement de Fayez el-Sarraj, les seconds au profit de Khalifa Haftar. On pouvait s'y attendre : la Libye est devenue ce que les militaires appellent un « pot de pus », un abcès profondément infecté, où se combattent des intérêts divergents avec des moyens en croissance constante. L'implication de plus en plus importante des Turcs dans ce pays, en soutien au gouvernement de Tripoli

qui ne nie pas sa proximité avec les Frères musulmans, vient bien sûr en appui de revendications stratégiques sur les espaces maritimes sud-méditerranéens et les hydrocarbures. À partir de 2011, le COS a soutenu dans ce pays les intérêts de la France qui a eu avec un autre acteur, la DGSE, deux moyens d'action dans ce pays. Au début de l'été 2020, il est encore difficile de savoir quelles leçons tirer de cette double implication.

---

1. Eric Schmitt, Elisabeth Bumiller, « Airstrikes More Difficult as War Moves to Tripoli », *The New York Times*, 23 août 2011.

2. Hervé Bar, « Libye : des Français et des Britanniques sur le front Est avec les rebelles », AFP, 25 août 2011.

3. Produite par la société américaine L3Harris, cette caméra possède de très hautes performances optiques. Ses composants sont intégrés dans une boule qui peut être placée sous la structure de l'avion ou provisoirement installée dans l'encadrement d'une porte latérale, qui doit alors demeurer ouverte.

4. CAOC : *Combined Air Operations Center.*

5. L'opération *Harmattan* en formait la partie française, l'opération *Ellamy* la partie britannique ; les États-Unis menaient l'opération *Odyssey Dawn* et les Canadiens l'opération *Mobile*.

6. Jean-Christophe Notin, *La Vérité sur notre guerre en Libye*, Paris, Fayard, 2012, p. 471.

7. SOLE : *Special Operations Liaison Element.*

8. ATO : *Air Tasking Order.*

9. Le contrôle aérien avancé est une spécialité ardue, exercée par des experts appelés dans la terminologie OTAN des *Joint Terminal Attack Controllers* (JTAC). Depuis le terrain, ils désignent précisément les objectifs aux aéronefs et/ou à l'artillerie terrestre ou navale. Ils sont notamment chargés de transmettre aux avions en vol les coordonnées d'un objectif au sol, qu'ils « illuminent » éventuellement avec un « désignateur » laser.

10. Sourate 6, 151 ; citée par Henri Tincq : « Que dit le Coran et que ne dit-il pas sur la violence ? », *Slate.fr*, 26 septembre 2014.

11. Mathieu, XXVI, 52.

12. Pierre Seillan, adjoint de l'envoyé spécial français à Benghazi auprès du CNT, Antoine Sivan.

13. Voir aussi Teva Meyer, « La Libye post-Kadhafi, terre de tous les trafics », *in* Alexis Bautzmann (dir.), *Atlas géopolitique mondial 2020*, Monaco, Le Rocher, 2019, p. 68.

CHAPITRE 12

RETOUR EN TERRES AFRICAINES

« *Our children may learn about the heroes of the past. Our task is to make ourselves the architects of the future*[1]. »

Jomo KENYATTA[2]

Dès avant les attentats d'Al-Qaïda sur le sol américain, en 2001, l'activisme djihadiste dans la région du Sahel avait déjà fait parler de lui. En janvier 2000, le djihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar avait fait peser une telle menace sur le rallye Paris-Dakar que celui-ci avait été interrompu pendant quatre jours pour permettre le transfert en avion des concurrents entre Niamey au Niger et Sebha en Libye. Les enlèvements et les assassinats d'Occidentaux se multipliant dans la région, le même Paris-Dakar avait été annulé en 2008. L'année suivante, la France prend l'initiative du plan Sahel. Ce programme était à la fois économique, politique et militaire, l'idée consistant à créer des pôles de développement dans chacun des pays concernés. Pourquoi cette décision ? Parce que dans le Sahel à cette époque, « les nouveaux États n'ont pas réussi à créer une synthèse moderne favorisant l'émergence de nations fondées sur l'égalité des droits et des obligations et offrant des garanties égales pour tous. Les États post-coloniaux demeurent incapables de parachever leur autorité sur leur territoire[3] ».

Le plan Sahel de 2009

Une telle initiative ne pouvait pas avancer sans une amélioration de la sécurité régionale et c'est dans cette perspective que les autorités françaises avaient demandé au COS d'être présent en Mauritanie, au Mali et au Niger. Un détachement « Sakine » (couteau ou petit sabre en arabe tchadien) était déjà présent au Tchad. Nous avons donc mis en place les missions Sabre 1 en Mauritanie, Sabre 2 au Mali, Sabre 3 au Niger, d'abord à Niamey, puis à Arlit. Le tout étant chapeauté par Sabre W, basé à Ouagadougou (Burkina Faso). W étant appelé Whisky dans l'alphabet aéronautique, nous évoquions cet état-major comme Sabre Whisky. Rien à voir naturellement avec la boisson maltée, bien que dans les forces spéciales, on ne néglige pas les bonnes choses !

Pour les autorités françaises, la priorité à cette époque n'était autre que cette volonté de stabilisation de la région, d'abord à travers des pôles de développement économique, et ensuite par une présence militaire, d'entraînement ou d'encadrement des armées locales. Le cas du Tchad étant un peu différent car l'armée française y a bien souvent été présente depuis l'indépendance en 1960. Dès 1969, l'opération *Limousin* vient sauver le président François Tombalbaye des assauts des tribus du nord du pays et, dix ans plus tard, l'opération *Tacaud* lui succède. En 1986, il faut encore mettre la main à la pâte avec l'opération *Épervier*. Depuis cette date, les Français n'ont plus quitté le pays… ou presque. Quand il s'agit en 2008 de consolider le Tchad, les Français se retrouvent en terrain connu !

« Si on gêne… »

Au sud de la bande sahélo-saharienne, le Burkina Faso était en 2008 un pays stabilisé, sous la férule du président Blaise Compaoré et d'un chef d'état-major particulier à poigne, le général Gilbert Diendéré. Ces deux hommes accueillent volontiers le PC de la Task Force Sabre à Ouagadougou. Alors GCOS, le général

Benoît Puga négocie l'accueil de nos avions et hélicoptères sur cette base géographiquement fort bien placée.

Depuis le début des années 2000 et après plusieurs attaques terroristes auxquelles elle ne s'attendait pas, la Mauritanie avait réformé son armée, améliorant grandement son efficacité. Répartis dans le pays découpé en régions militaires, des groupements spéciaux d'intervention, bien équipés et capables d'agir sur tout le territoire mauritanien, avaient été mis sur pied et entraînés par le COS. La stratégie militaire a été radicalement transformée. À l'heure où j'écris ces lignes, la Mauritanie n'a plus subi d'attentat terroriste depuis des années, au point d'être devenue un pays plutôt sûr, mais on ne saurait jurer de rien, nous rappelle le massacre de Kouré (Niger), le 9 août 2020.

Au Mali, le COS a formé bien du monde et nous avions placé un des sous-groupements de la Task Force Sabre dans le village de Mopti-Sévaré, au centre du pays. Alors que Sabre 2 était installé depuis 2010, les autorités militaires maliennes me font savoir en 2012, lors de l'une de mes visites à Bamako, qu'elles souhaitent récupérer cet emplacement. Je réponds que si nous gênons, nous partons… Nous ne sommes pas là pour ennuyer les Maliens, mais pour les aider. S'ils considèrent avoir besoin de cette base, il ne leur reste qu'à s'y installer. Sans hésiter une seconde, j'ai retiré la partie de la Task Force Sabre du Mali. Au Niger, les rapports se sont avérés excellents avec le général Seyni Garba, chef d'état-major nigérien formé à Saint-Cyr au sein de la promotion Capitaine Guilleminot, celle de Pierre de Villiers. Il se montrait demandeur d'un fort soutien français et les choses se sont parfaitement déroulées. Le général Garba m'a toujours reçu avec beaucoup d'égards. S'exprimant très posément, je crois bien qu'il appréciait autant que moi-même nos conversations.

Dans un tel contexte de crise régionale profonde, et ce n'est pas une nouveauté, une présence militaire ne suffit jamais. Les militaires sont là pour gagner la guerre, avant de constituer une force de présence et de sécurité, mais il ne convient pas de leur chercher un autre rôle : ils ne sauraient notamment prendre la place du politique ou apporter des solutions économiques. Or, c'est précisément le malentendu qui prévaut depuis plus d'une décennie dans cette partie du monde, notamment au Mali. C'est peu dire qu'au plan économique, ce

pays est dans une situation difficile. Le taux d'extrême pauvreté est en très légère baisse, mais il atteint tout de même 41,3 % en 2019[4]. La même année, sa place sur un indicateur particulièrement pertinent établi par l'ONU, l'indice de développement humain, est désastreuse : le Mali est en 182e position sur 188 pays étudiés. L'espérance de vie y est inférieure à 59 ans et le revenu annuel par habitant ne dépasse pas 760 euros[5]. Le PIB de ce pays de 20 millions d'habitants atteint avec peine 17,5 milliards d'euros, soit l'équivalent du budget que la firme Netflix consacre à la production audiovisuelle pour l'année 2020. Pourquoi s'étonner dans ces conditions que la frange la plus éduquée de la population cherche à rejoindre l'Europe, singulièrement notre pays et Montreuil en particulier, capitale du Mali en France ?

L'histoire nous enseigne qu'avant la colonisation, les populations du Nord dominaient celles du Sud, plus paisibles. Les guerriers se trouvent au Nord, les populations noires du Sud étant plutôt formées de cultivateurs et de pasteurs. Quand le colonisateur français est arrivé, il a éduqué les populations du Sud, mais pas celles du Nord, bien plus rétives à la présence étrangère. Ces fractures se retrouvent de nos jours. C'est l'une des raisons expliquant que depuis l'indépendance du pays, le 20 juin 1960 (je note en souriant que c'est le jour de ma naissance), personne n'est parvenu à former une armée nationale malienne digne de ce nom. Je ne suis pas certain qu'il faille s'étonner du cas du Mali, dont la fragile unité nationale explose au début de 2012 sous les coups des rebelles proclamant l'indépendance de l'Azawad. Nous l'avons oublié, mais en Europe aussi nous avons vécu de tels épisodes, y compris jusqu'à une période récente puisque celui des Balkans persiste dans toutes les mémoires. Évoquant le XIXe siècle si sanglant en Europe – tout comme le précédent et le suivant ! –, l'historien Nicolas Cadet écrit : « Les mouvements insurrectionnels se développent dans des pays aux structures politiques archaïques, où le pouvoir central est constamment engagé dans de complexes processus de négociations avec des communautés locales très attachées à leur autonomie[6]. »

Bévue à Bamako

Dans le chaos accompagnant la sécession du nord du Mali, les cartes politiques sont totalement rebattues à Bamako. Le 22 mars 2012, un capitaine quadragénaire appelé Amadou Sanogo a perpétré un coup d'État et renversé le président Amadou Toumani Touré (ATT). Cédant aux pressions internationales, il abandonne cependant le pouvoir au bout de trois semaines, mais continue à tirer quelques ficelles. Il n'en demeure pas moins soutenu par les Algériens qui le considèrent, apprendrai-je lors d'une réunion à Paris, comme « charismatique, non corrompu, prêt à lutter contre les terroristes ». C'est surtout un homme puissant, toxique, aussi peu contrôlable que les troupes qui lui sont restées fidèles et se sont installées au camp de Kati à 15 kilomètres de Bamako. Nous sommes entrés en phase de planification opérationnelle. En mai 2012, Jean-Yves Le Drian et ses collaborateurs s'installent au ministère de la Défense. Nous sommes dans la période importante durant laquelle les parties se jaugent et s'observent. Tous les cadres des armées, y compris le GCOS que je suis, ont la ferme intention de se présenter à la nouvelle équipe sous leur meilleur jour en faisant valoir leurs compétences et celles des hommes qu'ils commandent. À Bamako, le 13e RDP ne déroge pas à ses habitudes. Alors que la tension est très vive au Mali, des équipes de recherche ont été envoyées auprès de l'ambassade pour renforcer les moyens de l'attaché de défense. Elles vont ainsi pouvoir faire du renseignement de terrain au profit de la DRM.

Un dimanche que je ne suis pas près d'oublier, deux gars du 13 se voient offrir un jour de temps libre. Dans ces circonstances, deux mots d'ordre s'appliquent : discrétion et professionnalisme. Néanmoins, nos deux lascars n'en ont cure. Étant en phase de relève, et voulant bien faire, ils profitent de cette journée pour se passer des consignes. Violant les règles de sécurité élémentaires, et oubliant que le mieux est toujours l'ennemi du bien, ils empruntent un véhicule du détachement, truffé de matériel de renseignement et prennent la route du camp militaire abritant Sanogo, font une halte devant l'entrée avant de reprendre benoîtement la direction de Bamako. Ils sont évidemment interceptés par les hommes de Sanogo qui les jettent en cellule, avant de démonter la

voiture. Ils y découvrent les appareils photo dont elle était farcie, ainsi que d'autres matériels performants. Sanogo les considère comme des espions et c'est notre attaché de défense – un homme d'expérience connaissant parfaitement le monde militaire malien – qui les sortira de ce mauvais pas. Je laisse le lecteur imaginer dans quel état s'est trouvé le GCOS quand il lui a fallu aller expliquer ce pataquès au directeur de cabinet du nouveau ministre.

Dans des circonstances qui auraient pu s'avérer plus graves, un autre incident s'est produit au Burkina Faso, durant le week-end de l'ascension 2012. À Ouagadougou il fait un temps superbe, et le chef du détachement du COS décide de faire sauter en tandem[7] depuis un hélicoptère le chef d'état-major particulier du président Compaoré, Gilbert Diendéré, et l'ambassadeur de France qui n'était autre, paix à son âme, qu'Emmanuel Beth[8].

Ces hommes d'expérience profitaient de leurs vols, sous leurs voiles perfectionnées, lorsque d'un seul coup se lève un violent vent de sable. Nos paras ont l'impression de reprendre de l'altitude, certains libèrent leur voile principale pour redescendre et ouvrir plus bas leur voile de secours et le tout se termine assez mal. Sans aucun mort heureusement mais on n'est pas passé loin ; l'ambassadeur sera bon pour porter un corset pendant quelques mois. J'appelle Gilbert Diendéré le soir même, qui me dit que tout va bien et qu'il déguste un verre de bon vin. Plus de peur que de mal. Mais, bien entendu, quand vous devez aller raconter l'histoire au chef d'état-major des armées – furibard ! –, et au directeur de cabinet du ministre qui ne l'est pas moins, l'épisode ne vous place pas dans une posture flatteuse. Alors que précisément, on attend de vous des explications convaincantes, l'idée n'est pas alors de se protéger soi-même, mais bien de tenter de préserver ses subordonnés qui ont parfois bien du mal à admettre qu'aussi bon soit-on, on ne saurait prendre dans la vie de tous les jours les risques nécessaires au combat.

Lors de l'une de nos premières réunions avec Jean-Yves Le Drian, à la fin du printemps 2012, nous lui présentons un plan d'opération dérivé du plan Requin, planifié d'assez longue date par le CPCO ; aucune décision n'est prise, mais le COS se prépare à une intervention pour protéger Bamako, en commençant par reprendre la ville de Gao, stratégiquement placée sur le fleuve

Niger, à la limite entre le nord entré en rébellion et le sud du Mali. Il s'agit d'un travail classique d'état-major, durant lequel nous nous organisons pour nous trouver en mesure de prendre l'aéroport de Gao. En revanche, nous avons dit très tôt que la prise de Tombouctou serait un objectif surdimensionné pour le COS. Compte tenu de l'état de la piste, nous ne pouvions pas effectuer de poser d'assaut[9]. C'était en revanche un bel objectif pour un excellent régiment de parachutistes comme le 2e REP, aux effectifs disponibles plus étoffés. Il ne l'a pas manqué, quand il a été parachuté sur la ville le 28 janvier 2013. Quatre jours plus tard, le président François Hollande viendra sur place recueillir les lauriers de cette conquête, qualifiant cette visite de « jour le plus important de ma vie politique ».

Janvier 2013 : menace au Mali

Début janvier, la menace se profile au nord du Mali, la DRM intercepte les communications des chefs djihadistes qui se déplacent vers le sud. Pour confirmer cela, un C130 Hercules du COS décolle de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, le 8 janvier, puis de nouveau le lendemain, avec une caméra Wescam pour préciser les informations. C'est une constante dans les affaires militaires : un renseignement peut avoir le plus grand intérêt, il ne sera considéré comme fiable que s'il est recoupé par au moins une source différente. Typiquement, dans ce cas, les écoutes de la DRM sont confortées par les images de notre avion : la présence de nombreux pick-up est avérée à proximité de Konna. L'emplacement de cette concentration est logique : située le long du fleuve Niger, la ville se trouve à la limite entre le nord et le sud du pays, au carrefour de la RN 6 descendant vers Bamako, de la RN 38 montant vers le nord du pays et de la RN 16 filant vers Niamey. Le C130 a prolongé au maximum sa durée de *playtime*, c'est-à-dire le temps de travail effectif au-dessus de la zone d'intérêt, car nous espérions obtenir le feu vert pour faire intervenir les

hélicoptères Gazelle prépositionnés à Djibo dans le nord du Burkina Faso, non loin donc de la frontière malienne.

Le colonel Ludovic commandant la Task Force Sabre souhaitait engager les hélicoptères de combat en les faisant guider par le C130. C'est un mode d'action efficace, maintes fois mis au point lors des entraînements. Malheureusement, les contraintes techniques n'ont pas permis à l'avion de demeurer sur la zone au-delà du 10 janvier soir. Ludovic était élève à Saint-Cyr dans la promotion générale Delestraint. J'étais l'un de leurs instructeurs, ceux que l'on affuble du surnom de « vorace[10] ». Je le connaissais mieux que d'autres car nous nous retrouvions au club de parachutisme civil de Meucon (Morbihan) pour nous entraîner à la chute libre, en sus de nos séances militaires. Il faisait partie de ces élèves officiers que l'on apprécie pour leur engagement physique, leur optimisme acharné, y compris dans les temps difficiles, et leur soif d'apprendre. Devenu chuteur opérationnel par la suite, il a fait une partie de sa carrière au 1er RPIMa. À la tête de la TF Sabre, je pouvais compter sur un homme avec la tête sur les épaules, audacieux, au caractère bien trempé et doué d'un véritable sens tactique. Tant que nos armées disposeront d'hommes de sa trempe, faits pour l'action, elles seront à la hauteur. Je l'avais désigné en octobre 2012 pour prendre le commandement de l'opération Sabre, en espérant que ce soit lui qui mène, le moment venu, l'action contre les djihadistes. Mais il n'était pas celui que mon état-major envisageait. En choisissant Ludovic, j'étais pourtant convaincu de prendre la bonne option. L'avenir démontrera que je ne m'étais pas trompé. Il s'est révélé l'homme de la situation.

Janvier 2013 : conditions d'une intervention

Dès le 10 janvier, tout le monde a bien compris ce qui se prépare : des colonnes rebelles s'apprêtent à fondre sur Bamako. Elles sont déjà à Konna. Face à une armée moderne, des forces assaillantes de cette dimension ne seraient pas invincibles. L'armée malienne se trouve malheureusement, tout comme le

pays lui-même, dans un état de déliquescence avancé. Elle ne saurait résister victorieusement à l’assaut qui se prépare. Idéalement, des forces terrestres seraient nécessaires pour entraver leur projet. Mais le Mali n’est pas en mesure d’en engager et la France non plus. Ce n’est pas faute de l’avoir proposé, à plusieurs reprises. C’est non ! Le président François Hollande lui-même avait exigé qu’il n’y ait pas de soldats français sur le sol malien. Nous n’avions donc pas obtenu l’autorisation du CEMA d’en disposer, bien que nous ayons établi un ordre d’opérations en ce sens. Le choix du président n’est pas contestable sur le fond. Chef des armées, il doit prendre des décisions tenant compte des propositions des militaires, des avis des diplomates, des relations de la France avec les États de la région. C’est lui qui a les cartes en main. Sa position évoluera, comme nous allons le voir.

Le 10 janvier, sur proposition de Ludovic, je prends la décision de mettre en place discrètement une équipe de liaison et de contact d’une quinzaine d’hommes sur l’aéroport de Sévaré. Je savais alors que l’armée malienne tenait toujours cette piste en bon état et c’était un bon point : elle serait indispensable pour la suite des opérations. Sous le commandement du lieutenant-colonel Cédric, l’équipe est insérée dès le 10 janvier à l’aube, par aéroportage, en profitant de l’appui image du C130 au-dessus d’elle. Compte tenu de sa sensibilité, l’opération a été vérifiée plusieurs fois par mon état-major avant que je la valide.

Le chef du Centre de planification et de conduite des opérations spéciales (CPCOS) est un officier en qui j’ai toute confiance et sur lequel je sais pouvoir compter sans restriction. Le colonel Bertrand Toujouse est issu lui aussi du 13e RDP, chuteur opérationnel et qualifié chef d’équipe. Il a été mon chef du bureau opérations lorsque j’étais chef de corps du 13, avant d’en devenir lui-même le chef de corps quelques années après. On se connaît bien et on s’apprécie. Au fil des années, nous sommes devenus très amis. Il possède, en sus de quelques autres, toutes les qualités que l’on demande à un officier des forces spéciales. Inventif, féru d’innovations en tous genres, il ne se repose jamais sur ses lauriers. Son fort caractère a pu lui valoir certaines incompréhensions dans l’armée ou dans le monde politique, voire des inimitiés. J’ai toute confiance en

lui. Depuis son poste, il planifie, prépare et suit toutes les opérations menées par le COS et me conseille avant les prises de décision. Il restera six ans à ce poste avant d'être promu général et de devenir numéro 2 de la DRM, le 1er septembre 2019.

Le chef de l'équipe de liaison trouve sur place le colonel major Didier Dacko, appelé la veille par Ludovic pour qu'il ne fasse pas feu sur l'avion qui l'amenait. Commandant militaire de la région de Gao, il s'est installé à Sévaré en mars 2012 après avoir abandonné Gao aux djihadistes du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) vainqueurs, le 28 juin 2012, du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) qui convoitaient également la ville. Didier Dacko, qui sera nommé trois années plus tard chef d'état-major général des armées maliennes, est assez résigné lorsque le COS arrive à Sévaré. Lors d'une rencontre à Bamako, il me confiera par la suite à quel point il avait été soulagé de voir un avion français se poser, aussitôt inquiet de le voir repartir.

Décrite quotidiennement par le capitaine Iban, l'un des adjoints de Cédric, dans ses rapports lus avec un grand intérêt, la situation locale est alarmante. Formé au 1er RPIMa, Iban n'en est pas à sa première mission. Il a déjà sillonné l'Afrique et l'Afghanistan, acquérant ainsi une expérience opérationnelle étoffée, faisant de lui un homme dont les avis comptent, car ils sont étayés et sûrs. Ses messages nous inquiétant quelque peu, Ludovic appelle Dacko depuis son PC de Ouagadougou pour que celui-ci lui donne son appréciation de la situation. Le colonel major lui annonce être la dernière ligne d'arrêt face aux colonnes djihadistes arrivant du nord. Il assure disposer du volume d'un bataillon, soit environ quatre à cinq cents soldats. En réalité, nos hommes constateront que ces derniers sont moins de cent pour défendre Mopti-Sévaré. Ludovic rassure Dacko sur l'arrivée prochaine de forces spéciales en plus grand nombre, même si, à cette heure-là, aucune décision n'a encore été prise. Le conseil restreint décisionnel ne devant se réunir autour de François Hollande que le lendemain en fin de matinée.

Conseil restreint

Après avoir vérifié le dispositif défensif avec Dacko, Cédric briefe les équipages des deux hélicoptères de combat Mi24 maliens, depuis peu présents à Sévaré. Il leur demande d'effectuer une reconnaissance et de détruire les pick-up ennemis disposés à l'entrée de la ville de Konna. Pour obtenir du renseignement image sur la situation adverse et voir si les objectifs ont été correctement traités, il fait poser sur le casque des pilotes des caméras GoPro que nous leur fournissons. En fin de matinée, les deux hélicoptères d'attaque décollent vers le nord. Demi-succès ! Car, comme nous le constatons sur les caméras, les pilotes vont se « débarrasser » de leurs roquettes bien plus qu'ils n'appliqueront des tirs ciblés sur les objectifs désignés. Néanmoins, ils détruiront quelques adversaires. Pourtant puissantes et impressionnantes machines de guerre aux capacités éprouvées, ces deux Mi24 ne bougeront plus jamais par la suite.

Le 11 janvier à 12 h 30, à son retour du conseil restreint, le feu vert présidentiel m'est transmis par l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA). L'ordre est aussitôt transmis à Ludovic de faire décoller ses hélicoptères Gazelle afin d'administrer à nos adversaires les preuves de la résolution française, avant qu'ils décident de reprendre leur mouvement vers le sud. Les deux Gazelle décollent alors de Djibo dans le nord du Burkina Faso où elles étaient prépositionnées. L'une équipée d'un canon de 20 mm et l'autre de missiles antichars Hot. Les Gazelle sont des hélicoptères légers et non blindés, mais elles sont tout sauf des « vieux clous ». Leur force réside dans leur agilité et leur discrétion. Ce sont les hélicoptères de combat de l'armée française et du COS depuis de nombreuses années. Elles avaient été engagées en grand nombre lors de la première guerre du Golfe, vingt ans plus tôt. Chacun attend alors l'arrivée des hélicoptères Tigre, véritables forteresses volantes. Mais ces derniers n'ont pas encore été déployés au Sahel. Ils le seront peu de temps après. Dans le même temps, en effet, à la demande de la DGSE, j'avais envoyé au large de la Somalie les deux seuls Tigre dont le COS disposait alors, pour appuyer la tentative de libération de Denis Allex.

Un C130 du COS avait envoyé des images d'emplacement des pick-up adverses, complétées par celles de l'appareil de la DGSE qui survolait également la zone. L'équipage de cet avion léger de surveillance et de reconnaissance (ALSR) va guider les hélicoptères vers l'objectif qu'il observe. Dans le même temps, l'ordre est donné de franchir la frontière également avec un C160 et un C130 pour mettre en place rapidement à Sévaré une équipe de recherche avec ses véhicules de patrouille spéciale (VPS) chargée du renseignement, ainsi que des groupes action. Un groupe action est une unité de combat formée d'une dizaine de soldats des forces spéciales. Chacun a un rôle bien déterminé et indispensable à la bonne marche de l'ensemble, du chef de groupe au radio, et au tireur d'élite sans oublier l'infirmier. C'est la structure de base des forces spéciales. Ces groupes action sont issus des commandos marine, du CPA 10 et du 1er RPIMa. L'équipe de recherche est quant à elle l'unité de base du régiment de renseignements du COS, le 13e RDP. Constitué de quatre à six équipiers en fonction de la mission, chacun y a aussi un rôle bien déterminé, chef d'équipe, observateur, radio… Une nouvelle guerre africaine de la France est sur le point de commencer. Depuis des mois, le COS a pris toutes les dispositions pour s'opposer à l'offensive djihadiste. Il est prêt.

---

1. « Il est bon que nos enfants connaissent les héros du passé. Notre devoir est de faire de nous-mêmes les architectes de l'avenir. »

2. Premier président du Kenya, de 1964 à 1978.

3. Mehdi Taje, « L'importance stratégique du Sahel », *Cahier du CEREM*, no 13, décembre 2009, p. 11.

4. Source : Banque mondiale.

5. *Ibid*.

6. Nicolas Cadet, « Le temps des guérillas XVIIIe-mi-XIXe siècle », *in* Hervé Drévillon (dir.), *Mondes en guerre*, t. II, *L'Âge classique, XVe-XIXe siècle*, Paris, Passés/Composés-Ministère des Armées, 2019, p. 629.

7. Le vol en tandem consiste à faire sauter avec le même parachute un utilisateur expérimenté et un passager « inerte ».

8. 1952-2018, Saint-cyrien, légionnaire, général de corps d'armée, directeur de la coopération militaire et de défense au ministère des Affaires étrangères (2006-2010), il bascule ensuite dans la

diplomatie.

9. Un poser d'assaut consiste à faire descendre rapidement un avion de transport tactique de son altitude de sécurité, puis à le faire atterrir sur une distance très courte pour décharger ses passagers et sa cargaison. Les forces spéciales sont entraînées à faire sortir à grande vitesse leurs véhicules de la carlingue, en posture de combat immédiate.

10. Argot de l'ESM de Saint-Cyr. Désigne un officier, souvent capitaine, encadrant les élèves et les accablant par une discipline dévorante.

CHAPITRE 13

LES FEUX DU DÉSERT

« *In the end, we will remember not the words of our enemies,*
but the silence of our friends[1]. »
MARTIN LUTHER KING, 1968

Le COS est alors la seule force offensive française présente sur le terrain malien. Il a des atouts et non des moindres : tactique éprouvée, moyens terrestres et aériens, puissance de feu, appui performant du renseignement fourni par tous les moyens techniques disponibles. Pour autant, nos adversaires ne sont pas des amateurs, eux non plus. On connaît leurs atouts : souplesse, discrétion, connaissance du terrain, emprise terrifiante sur les populations, armement léger mais abondant… Ne nous fermons pas les yeux : ils nous connaissent, nous et nos moyens techniques, même si je pense qu'ils n'avaient pas mesuré notre capacité de réaction et notre promptitude à nous engager. En outre, notre renseignement aérien a été quelque peu abusé par leurs techniques de camouflage très au point ! Ils savaient se faire invisibles sous la courte végétation de la savane et nous ne découvrirons leur compétence en ce domaine que plus tard, lors d'assauts de nuit contre certaines de leurs katibas. Pour autant, leur descente vers le sud s'avérera une erreur stratégique, puisque la France est intervenue avec succès pour la stopper.

Bruce, la mort d’un brave

Dès réception de l’ordre d’engagement, nos Gazelle décollent. Elles survolent une zone densément investie par les djihadistes débarqués de leurs véhicules dissimulés sous le couvert des nombreux arbustes, en bonne position pour réagir à une attaque aérienne. Pourtant sur zone, l’avion ISR (Intelligence, surveillance, reconnaissance) de la DGSE n’a pu observer ces détails. Emmenés par le lieutenant Damien Boiteux, pseudonyme Bruce, les deux hélicoptères en vol tactique[2] guidés par l’avion se rapprochent de leur objectif. Ils ouvrent le feu sur les pick-up observés par ce dernier et en détruisent au moins deux. Mission accomplie, la France a réagi à l’attaque des djihadistes. Le coup d’arrêt vient de débuter. Malheureusement, au moment de l’esquive et du retour, les deux hélicoptères se font durement accrocher par d’autres pick-up bien camouflés. Nos deux machines sont touchées. Bien amochée, l’une d’elles volera difficilement durant une dizaine de kilomètres avant de se poser très durement, équipage indemne. La seconde, celle dont Bruce est le commandant de bord, n’a été atteinte que par une balle unique. Elle lui sera fatale.

Touché au mollet, Bruce prend un pansement de compression pour se l’appliquer mais, sous l’effet de la douleur initiale, il n’a pas senti que la balle était remontée jusqu’à l’aine. En se posant sur l’aéroport, il est déjà presque vidé de son sang. Le médecin et l’équipe médicale sur place n’arriveront pas à le réanimer en dépit de la transfusion de sang, du massage cardiaque et de leurs soins immédiats. Damien Boiteux est donc le premier soldat français tué au Mali. Quelques heures seulement après la décision du président de la République d’engager une riposte militaire à l’agression djihadiste. Je suis atterré.

Je me trouve alors au CPCO, d’où je conduis et suis les opérations. Quand cette mort est survenue, nous nous sommes remis en question. Aurions-nous mieux fait d’y aller la nuit ? Mais alors, comment aurions-nous pu distinguer la colonne des terroristes, bien planquée ? Alors que le jour, ils bougent. C’est d’ailleurs de cette façon que la caméra de notre Transall les a repérés. Au départ de la mission, les équipages d’hélicoptères étaient très confiants, pas euphoriques bien sûr, mais presque, impatients d’en découdre en démontrant leur

valeur et leur attachement à la France ! Depuis le CPCO, j'avais bien dit à mes gars : « Vous me tenez au courant, minute par minute. » Et puis soudain le silence, j'ai vite compris qu'il y avait un problème ! Quand ils m'ont finalement dit « Voilà ce qui s'est passé », je n'y ai pas cru. Ils étaient encore plus effondrés que moi, entourant sur le tarmac le corps de leur copain…

La seconde Gazelle qui avait été touchée a volé une dizaine de kilomètres cahin-caha, mais le pilote a finalement dû la poser brutalement au sol. On a tout de suite envoyé une équipe de récupération, qui a extrait les deux pilotes et jeté une grenade dans l'hélicoptère pour le brûler et empêcher que les djihadistes s'en servent pour leur propagande…

La triste mission me revient d'aller rendre compte au CEMA de cette mort au combat de l'un de nos pilotes et du crash d'un hélicoptère. Nous le savions tous mais en avons confirmation : l'engagement contre les djihadistes ne sera vraiment pas une promenade de santé et fera sans doute encore couler du sang français. L'amiral Guillaud fait évidemment grise mine. Ce qui se comprend. Depuis le 25 février 2010, date de sa prise de fonction comme chef d'état-major des armées, plus de cinquante soldats français sont morts en opérations, en particulier en Afghanistan. Quand il était chef d'état-major particulier du président Nicolas Sarkozy, je l'avais accompagné en Afghanistan à la fin du mois d'août 2008, au sein d'une délégation composée des numéros 2 de la DGSE, le général Bertrand Ract-Madoux, et de la DRM, l'amiral Jean-Marie Goursaud mais aussi de deux diplomates Philippe Errera et François Richier. Il s'agissait, après l'embuscade d'Uzbin dans laquelle onze soldats français étaient tombés au combat, de rencontrer les chefs militaires de la coalition pour améliorer en son sein le partage du renseignement.

Le CEMA connaît la situation au Sahel. Il avait rendu visite à la TF Sabre moins d'une année auparavant, le 5 mars 2012, et nous lui avions présenté les capacités et options d'une éventuelle attaque contre les djihadistes qui occupaient une partie du territoire malien. C'est Édouard Guillaud qui m'avait nommé à ce poste. Peu féru d'opérations terrestres, il fait confiance à ses subordonnés directs, dont je suis. Il informe le ministre et me charge d'expliquer au cabinet de ce dernier les circonstances, les conséquences et les perspectives.

La mission restait inchangée, nous poursuivons l'attaque vers le nord. À l'unité d'appartenance de Bruce, le 4e régiment d'hélicoptères des forces spéciales (4e RHFS), revient la difficile tâche de prévenir sa famille. Aucune communication officielle ne sera faite avant.

Nous connaissons tous les risques d'une guerre. Mais quand elle éclate, on aimerait contre toute raison qu'elle ne nous prive pas de ces hommes si précieux. La mort de Damien Boiteux résonne tel un coup de tonnerre. Chacun comprend, dans le monde politique et dans l'opinion publique, que la France a ouvert un front en Afrique sahélienne. Du choc naît la crise. Au cabinet de Jean-Yves Le Drian, une réunion se tient en fin d'après-midi pour tenter d'expliquer ce qui s'est passé. Damien Boiteux, qui se verra attribuer à titre posthume les galons de commandant, était un pilote particulièrement expérimenté, tellement heureux de faire partie de ceux qui allaient engager l'ennemi ! Il avait rejoint l'unité d'hélicoptères du COS dès 2007 et avait enchaîné les missions et les opérations extérieures aux commandes de son hélicoptère de combat (Djibouti, ex-Yougoslavie, Côte d'Ivoire, Mauritanie et Burkina Faso). C'était sa troisième participation à l'opération *Sabre*. Il avait toujours regretté de ne pas être assez engagé dans les « bons coups » !

Dans l'antichambre de la guerre

La situation au Mali nous paraît de plus en plus dangereuse quand nous apprenons, grâce aux interceptions de la DRM, qu'une activité anormalement dense est décelée dans le secteur ouest, vers la ville de Diabaly, située à 300 kilomètres à l'ouest de Konna. Nous ne pouvons pas le confirmer faute de renseignements d'origine humaine. Car, cette fois, nous ne pouvions plus compter sur notre avion ! Nous ne possédions, à cette date, qu'un seul appareil équipé de la caméra Wescam, et il était déjà engagé au-dessus de la région de Konna-Sévaré. Notre estimation n'est pas rassurante : les combattants seraient entre 1 500 et 2 000 autour de Diabaly, à bord de dizaines de pick-up. Ces

véhicules seraient soixante-dix dans le « fuseau est », c'est-à-dire celui de Konna et Mopti-Sévaré. Sachant que chaque pick-up peut emporter de dix à quinze combattants, le constat est inquiétant.

Durant toute cette période, je me trouve dans mon bureau au sein du CPCO. « Bureau » ? Il s'agit plutôt d'un antre, tant il est petit et peu ergonomique. Il possède un avantage : un emplacement de choix à proximité de celui du chef du Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) et quelques étages en dessous de celui du CEMA. Donc au cœur de la communauté des opérations. C'était déjà nécessaire pour dialoguer avec mes camarades en charge des opérations conventionnelles, mais dans le cas du lancement de l'opération *Serval*, c'était indispensable.

Non loin se trouvait la permanence du COS que j'avais bien évidemment fait renforcer par des officiers et sous-officiers. La difficulté résidait dans l'éloignement de l'état-major qui se trouvait à Villacoublay depuis l'année 2006, après avoir déménagé de son PC de Taverny. Il était beaucoup plus simple, rationnel et efficace d'avoir les officiers de l'état-major du COS à proximité du CEMA et du CPCO pour conduire les opérations. Même si le Commandement des opérations spéciales est un commandement indépendant relevant du CEMA, il ne peut faire l'impasse sur son lien étroit avec le Centre de planification et de conduite des opérations, afin de coordonner l'action des forces spéciales et celle des forces conventionnelles. Le 11 janvier, en effet, aucun membre des forces conventionnelles, à l'exception des pilotes des avions de chasse qui effectueront des frappes dans la nuit du 11 au 12 janvier, n'est encore engagé au Mali.

Tandis que les opérations se multiplient sur le terrain africain, une guerre de conquête se conduit également à Paris, pour obtenir des mètres carrés supplémentaires. Le ministère de la Défense n'avait pas encore migré dans ses nouveaux locaux du quartier de Balard, et en 2013, il fallait jouer des coudes. Dès le début des opérations, j'ai cherché à récupérer et me faire affecter des bureaux pour les officiers et sous-officiers de l'état-major du COS afin qu'ils se trouvent au plus près des centres de décision, pour avoir un lien direct et physique avec le CPCO. Or, dans les locaux du boulevard Saint-Germain se trouvaient alors l'état-major des armées, l'état-major de l'armée de terre

(EMAT), mais aussi une partie importante de la DRM, et bien d'autres organismes du ministère de la Défense… Nous avons finalement obtenu la mise à disposition de ces pièces supplémentaires ! Jolie victoire… Ces escarmouches bureaucratiques ont eu un effet positif. Dans le cadre de la réflexion du futur Balardgone, entré en service en 2015, nous avons pu définir les espaces nécessaires à l'état-major du COS dont une grosse partie déménagerait de Villacoublay pour rejoindre ce futur ensemble en lisière du périphérique. Le COS y perdra certes une partie de son autonomie, tout en se rapprochant des décideurs et des états-majors d'armée en mesure de lui fournir des moyens supplémentaires, au gré des besoins opérationnels des forces spéciales.

Comme il existe un centre de planification et de conduite des opérations, j'ai transformé, en prenant le commandement du COS, sa division des opérations en un centre de planification et de conduite des opérations spéciales (CPCOS). Mon idée était que le CEMA puisse disposer de deux centres de planification et de conduite, le premier, majeur, pour les opérations dites conventionnelles, et son pendant, plus restreint, pour les opérations spéciales. La préparation des opérations spéciales se fait en effet entre spécialistes des actions non conventionnelles, en petit comité afin d'éviter toute fuite ou toute interprétation erronée, tout en laissant les planificateurs phosphorer en toute quiétude. L'ordre d'opération spéciale est ensuite validé par l'officier général commandant les opérations spéciales. Ensuite, le CEMA donne ou non son feu vert, selon les directives du président de la République, chef des armées, reçues lors des conseils restreints de défense.

Le 11 janvier 2013, les ordres donnés par le président Hollande à l'amiral Édouard Guillaud avaient été très directs : « Stoppez l'ennemi, aidez les Maliens à reconquérir le pays et détruisez les terroristes ! » Le cadre était donc clair, peu propice aux interprétations. Je m'y suis fixé. Pendant la phase de planification, un dialogue s'engage avec les officiers du CPCO. Il n'a pas toujours été très fluide, souvent pour une question de moyens engagés. L'un de leur souci était de s'assurer de leur capacité à nous soutenir avec des moyens en nombre souvent insuffisant, comme les hélicoptères Tigre par exemple. D'autres au CPCO préféraient une progression plus lente et plus assurée pour attendre des troupes

mieux armées et mieux protégées. Or, mon intention était d'agir très vite pour bénéficier de l'effet de surprise et reprendre rapidement le maximum de territoire avant que l'ennemi bousculé ait le temps de réagir. Cette différence d'approche parfaitement compréhensible n'a pas empêché les forces spéciales de conquérir la ville la plus septentrionale de Tessalit le 7 février, quatre semaines après le début des opérations ! L'audace aura été le leitmotiv tout au long de ces semaines. Il n'était pas question de ralentir et encore moins de s'arrêter. Mais, je tiens à le souligner, cela n'aurait pas été possible sans l'appui inconditionnel de l'aviation de chasse à la louable réactivité, ni sans les avions de renseignement de la Marine nationale, de l'armée de l'air, de la DRM et de la DGSE.

Les forces spéciales au début de l'opération sont environ deux cent cinquante au Sahel avant d'être plus que doublées une dizaine de jours plus tard. Elles sont réparties entre leur PC de Ouagadougou, les points avancés de Gorom-Gorom et Djibo au Burkina Faso, Mopti-Sévaré, et très vite dans la région de Diabaly au Mali.

Victoire malienne

Après l'attaque des deux Gazelle le 11 janvier et les bombardements sur la ville de Konna effectués par les avions de chasse français, j'avais aussitôt demandé à Ludovic que son détachement de Mopti-Sévaré se mette en mouvement le plus vite possible vers le nord pour bousculer l'ennemi déstabilisé par les frappes françaises. Je lui avais demandé de se faire accompagner par les soldats maliens présents à Mopti.

La victoire devait être malienne comme le souhaitait le président Hollande. Lors de nos trois réunions quotidiennes au cabinet du ministre de la Défense, les retours que nous recevions des conseils restreints étaient parfaitement explicites. Cela n'a pas été le plus facile à réaliser. Car, durant trois jours, le détachement malien quelque peu hétéroclite a pris la route du nord, mais seulement pour stopper et rebrousser chemin au bout de quelques kilomètres. Les soldats

maliens présents avec nous étaient pourtant ceux qui étaient prêts à résister jusqu'au bout avec le colonel major Didier Dacko, mais ils ne voulaient pas tomber dans une embuscade ! Finalement, le 14 janvier, le débouché eut lieu et, accompagnés par les forces spéciales, les Maliens ont ouvert le feu sur une dizaine de pick-up bien camouflés à proximité de l'endroit où ils s'étaient arrêtés les deux jours précédents. Trois pick-up furent détruits, trois autres récupérés en bon état, les trois derniers parvenant à s'enfuir. Les soldats maliens n'en revenaient pas eux-mêmes et dansaient de joie sur place, me raconta plus tard le chef de détachement parti de Mopti. La reconquête était lancée pour de bon.

Ce délai entre le 11 et le 14 janvier, avant le lancement de l'offensive au sol, fut mis à profit pour envoyer un détachement d'une vingtaine d'hommes vers la ville de Diabaly, où une concentration de pick-up des différents mouvements armés terroristes avait été repérée. Il fallait à tout prix bloquer ce nœud routier d'où les djihadistes pouvaient atteindre Markala et traverser le fleuve Niger, avant de rouler sans encombre jusqu'à Bamako. Face à cette menace, j'autorise Ludovic à y envoyer deux hélicoptères de manœuvre Caracal avec un élément de liaison et de contact, une équipe de contrôleurs avancés capable de guider des avions de chasse pour aider et conseiller la garnison malienne présente dans cette ville. Sur place, la situation est peu reluisante, en dépit d'un effectif suffisant et de forces spéciales passant leur nuit à affiner les positions des soldats maliens, leur donnant des consignes de tir, améliorant la protection des postes de combat et leur camouflage. Au petit matin du 14 janvier, les djihadistes attaquent Diabaly. Malheureusement, la chasse française se trouve aux abonnés absents pour cause d'un avion ravitailleur défaillant. Après avoir reculé une première fois face aux tirs des Maliens, les colonnes djihadistes s'enhardissent et pénètrent dans Diabaly. Les soldats maliens prennent la poudre d'escampette laissant l'ennemi franchir les deux ponts enjambant le canal.

Quant à mon détachement, heureusement positionné à l'est de la ville avec ses deux hélicoptères Caracal, Ludovic lui donne l'ordre de se replier et de reprendre l'air alors que le combat entre Maliens et djihadistes tournait à l'avantage de ces derniers.

La situation devenait vraiment préoccupante. Diabaly tombée, les pick-up ennemis allaient fatalement se diriger vers Markala en dépit de leurs pertes occasionnées par la chasse et un premier hélicoptère Tigre arrivé à Ouagadougou le 13 janvier. Le 14 au soir, il était à pied d'œuvre au-dessus de Diabaly où son armement réussit à détruire une petite dizaine de pick-up armés. Dans le même temps, pour assurer le contrôle du pont sur le fleuve Niger à Markala, un groupe action renforcé, soit une quinzaine d'hommes, est parti de Sévaré par la route. Ils seront rejoints à Markala par un autre groupe arrivant de Bamako. Soit une trentaine d'hommes à Markala face aux colonnes ennemies. Je dois reconnaître que depuis Paris, je n'en menais pas trop large. Car si devant le CEMA et le directeur de cabinet du ministre Cédric Lewandowski et au téléphone au général Benoît Puga, j'assure que tout est sous contrôle. Confiant dans les équipes sur le terrain et ceux qui depuis l'état-major du COS les soutenaient, je croyais fermement en notre bonne étoile. Je n'avais pas trop le choix… et il faut toujours rassurer ses chefs. Eux aussi ont un chef !

Les forces conventionnelles de l'opération *Serval* n'étaient à ce moment pas encore en mesure de nous relever sur nos positions. L'heure était critique : à Sévaré, nous n'avions pas encore pris l'avantage et à l'ouest de Markala-Segou, l'affrontement avec l'ennemi débutait à peine. Seules présentes au sol, mes forces spéciales étaient moins d'une centaine réparties sur plusieurs centaines de kilomètres. Heureusement, une centaine de commandos supplémentaires issus des différentes unités du COS étaient arrivés le 13 au soir prêts à renforcer notre dispositif.

À l'aube du 16 janvier, une colonne commandée par le colonel Paul Gèze, un de mes anciens élèves à Saint-Cyr, chef de corps du 21e RIMa, dont le groupement était basé à N'Djaména, arrive à Markala. Cela me permet de donner l'ordre au détachement du COS présent sur place de décrocher et de rejoindre Sévaré pour renforcer les groupes qui allaient reprendre les villes et villages entre Sévaré et Gao.

Les dix jours suivants, l'offensive française sera menée comme une charge de cavalerie. Ce qui fera écrire à Jean-Christophe Notin que notre action pendant ces premières journées cruciales était « celle d'une centaine de forces spéciales

françaises, incluant infanterie et hélicoptères qui, avec l'appui de l'aviation de chasse, vont changer le cours de l'Histoire[3] ». Cette centaine d'hommes libérera les villes de Konna, Douentza, Hombori et Gossi. Chaque groupe action, équipe de recherche et équipage d'hélicoptère ou d'avion a joué parfaitement son rôle.

Décisions parisiennes

Compte tenu des enjeux et pour prendre le pouls des acteurs sur le terrain, je décide de me rendre sur place à Ouagadougou pour la mise au point de la prise de Gao. Il s'agissait de coordonner la prise du pont sur le Niger qui commandait l'accès routier de la ville de Gao et la prise de l'aéroport. Mais avant, j'ai accompagné le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian à Lorient, son fief. Ce dernier voulait faire connaissance avec les forces spéciales. Bien sûr, ce Lorientais pur sucre connaît déjà très bien « ses » commandos marine. J'avais réuni sur la base des fusiliers marins l'ensemble des composantes des opérations spéciales. Dans l'avion qui nous emmenait, et au moment où nous partagions des sandwichs et un excellent verre de bordeaux dans des gobelets en plastique, je lui ai présenté le mode d'action que j'avais choisi pour la prise simultanée de l'aéroport de Gao et du pont au sud de cette même ville. La salle de briefing n'était pas idéale mais présentait l'avantage de la proximité liée à la taille de la carlingue. Très curieux et désireux de bien comprendre comment devaient se dérouler les différentes phases de l'opération, il m'a posé de multiples questions. Après sa rencontre avec la cinquantaine de membres des forces spéciales qui lui ont été présentés, il m'a souhaité bonne chance.

Avant de quitter Paris, j'avais rendu visite au CEMA et à Cédric Lewandowski l'emblématique directeur du cabinet civil et militaire de Jean-Yves Le Drian, qui souhaite tout contrôler. Il estime, non sans raison, que le ministre, qui conduit la guerre tandis que le chef d'état-major des armées mène les opérations, doit savoir ce qui se passe. D'une intelligence extrêmement vive, on peut lui faire confiance pour mettre immédiatement le doigt sur un point

faible, dont il mesure lucidement les conséquences. Il souhaite être le premier informé de ce qui se passe sur le terrain. Beaucoup ont dit à tort qu'il dirigeait les opérations. En réalité, non. Il réunissait autour de lui, trois fois par jour, les acteurs de la crise. Cela me semble pertinent. Pour cette réunion, qui instruisait les décisions de la guerre, les présents variaient peu : le directeur adjoint du cabinet Jean-Michel Palagos, le chef du cabinet du ministre Jean-Christophe Le Minh, le chef du cabinet militaire du ministre, le général de l'armée de l'air Antoine Noguier, le directeur de la DGSE, le préfet Érard Corbin de Mangoux ou son directeur de cabinet Frédéric Beth, ses homologues de la DRM Didier Bolelli et de la DPSD, Antoine Creux, le sous-chef opérations de l'état-major des armées, et Didier Castres, le chef du CPCO Franck Baduel, le conseiller diplomatique du ministre Nicolas Roche, un diplomate du Quai d'Orsay, en général François Revardeaux, le conseiller communication du ministre Sacha Mandel. Cédric Lewandowski m'a associé à ces réunions, sur la suggestion du chef du bureau réservé, le colonel Éric Vidaud. Ancien chef de corps du 1er RPIMa, ce dernier avait été mon chef des opérations au COS jusqu'au mois d'octobre 2012 (à l'heure où j'écris ces lignes il est le patron du COS). Sans oublier quelques autres colonels de la cellule diplomatique du ministre, le directeur de la délégation aux affaires stratégiques[4] Michel Miraillet, la directrice des affaires juridiques Claire Landais et le général commandant les opérations spéciales, c'est-à-dire moi-même.

Cela faisait beaucoup de monde autour de la table. Mais cette réunion permettait à chacun des acteurs parisiens de la crise de disposer d'un point exhaustif sur tous les aspects, qu'ils soient militaires, diplomatiques, juridiques, prospectifs ou liés à la communication. C'est ainsi que les opérations se préparaient alors. Le CEMA était briefé d'une manière similaire. Il se rendait ensuite à l'Élysée, afin que François Hollande puisse prendre ses décisions.

Depuis le début de l'opération, chacun voulait être averti des évolutions sur le terrain, pratiquement en temps réel. Initialement, un SMS suffirait. Nos téléphones mobiles n'étaient pas sécurisés mais nos adversaires ne disposaient pas de capacités d'interception. Les seuls capables de nous intercepter, c'est-à-dire nos alliés américains, l'ont probablement fait, même si je n'en ai aucune

preuve. Mais nous étions dans le même camp, ils nous soutenaient en nous fournissant du renseignement. Surtout, les informations transmises par ce biais étaient d'une grande sobriété du type « Pont de Gao sous CTRL[5] », « 10 ENI Tango[6] » ou « poser ATT 1 sur piste GAO RAS[7] »… Elles étaient uniquement opérationnelles et rendaient compte d'un fait passé.

---

1. « À la fin, nous aurons oublié les mots de nos ennemis, pas le silence de nos amis. »
2. Pour m'assurer d'une capacité de réaction, j'avais fait positionner trois Gazelle pour être en mesure d'en avoir toujours deux en état de vol. Un vol tactique s'exécute très près du sol, pour éviter la détection.
3. Jean-Christophe Notin, *La Guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 2014, p. 247.
4. Devenu Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) en 2015.
5. « Pont de Gao sous contrôle ».
6. « Dix ennemis tués ».
7. « Premier avion de transport tactique posé sur la piste de GAO rien à signaler ».

CHAPITRE 14

DE NUIT, VERS LA RECONQUÊTE

« Il se souvenait de tous ces vols de nuit où il était rapace, silencieux, nyctalope, surgissant dans des vies qui ne s'y attendaient pas et disparaissant avant que personne n'ait pu vraiment réagir. »
Laurent GAUDÉ, *Écoutez nos défaites*

L'opération *Gao* est déclenchée le 25 janvier à 1 heure du matin. Les moyens à ma disposition et à celle du commandant de la Task Force (COMTF) sont limités mais devraient permettre de réussir avant le lever du jour. Selon les renseignements de la DRM et ceux obtenus par nos propres capteurs du 13e RDP et ceux de nos avions avec caméras Wescam, le pont de Gao est bien tenu par deux groupes d'une trentaine d'hommes chacun. Quant à l'aéroport, il semble occupé, mais faiblement, tout comme la ville d'ailleurs. Les djihadistes paraissent être en partie repliés après les coups très durs que l'armée de l'air et nous lui avions portés depuis le 11 janvier. Néanmoins, la piste d'atterrissage est coupée en trois par de vieux blindés mis en travers pour empêcher des avions de s'y poser.

25 janvier 2013 : opération *Gao*

La totalité de la TF Sabre est engagée sur cette opération. Les moyens aériens ont été nettement renforcés par deux hélicoptères Tigre, forteresses volantes équipées en particulier d'un redoutable canon de 30 mm à l'avant d'une portée de 2 500 m et de roquettes de 68 mm dont la portée est de 4 000 m. Ils peuvent aussi être équipés de missiles. Ils ont l'avantage d'être en partie blindés pour résister aux tirs de l'armement d'infanterie. Trois avions de transport tactique (ATT) supplémentaires, soit cinq au total, mais aussi cinq hélicoptères de manœuvre type Cougar ou Caracal et deux Gazelle.

Au PC de la TF Sabre, l'ambiance est studieuse et concentrée. Chacun est à son poste. Je me suis rendu sur place à Ouagadougou, pour suivre les opérations de près, voir ce qui se passait depuis l'intérieur du dispositif, prendre le pouls. Je ne voulais pas être un chef parisien déconnecté. Enfiler un treillis, se rendre sur le terrain au milieu des hommes, connaître directement leur ressenti exact, savoir ce qu'ils vivent, mesurer la valeur du chef, apprécier la suffisance – ou pas – de ses moyens… Rien de cela ne se mesure convenablement quand des milliers de kilomètres vous séparent. Dans ce cas, ils retiennent un certain nombre de considérations, dont ils ne jugent pas toujours nécessaire la communication au supérieur hiérarchique…

Nous faisons face à un mur d'écrans sur lesquels apparaissent les images en direct des caméras des avions qui vont nous permettre de suivre les combats sur le pont et sur l'aéroport, une carte électronique avec report des positions de nos éléments sur le terrain, une photo satellite de la zone. De plus, nous sommes en mesure d'entendre à la radio et en direct chaque élément engagé dans l'opération.

Le commandant du groupement tactique en charge de la prise de l'aéroport est le capitaine de corvette Georges. Je le connais bien. Il était déjà avec moi en opérations en 2006 en Afghanistan et avait réussi de belles opérations contre les talibans. Je l'ai vu préparer sa mission, briefer ses hommes, s'assurer du moindre détail. Je l'ai salué avant qu'il parte en lui disant comme en Afghanistan : « *Take care* » – « Fais gaffe ». Au sein du PC de la TF Sabre, je connais bien la majorité des officiers et sous-officiers présents. Ils arrivent des différentes unités qui composent le COS. Je me suis trouvé en opérations avec certains d'entre eux où

j’ai déjà été leur chef. La confiance règne, c’est un gage de succès. Pour le moment, quarante hommes sont chargés de la prise du pont et arrivent par la route. Le choix a été fait de les ralentir afin de ne pas alerter l’ennemi qui tient le pont. Afin de s’assurer qu’aucun renfort n’était susceptible de venir dans notre dos, j’avais demandé à mettre en place deux équipes de recherche du 13e RDP sur les hauteurs dominant l’axe de progression principal d’où, grâce à leurs moyens de vision, ils seraient susceptibles de tout voir. Nous avions roulé en effet si vite que je craignais que des éléments ennemis aient été dépassés. Il n’en fut rien heureusement.

Guerriers de la nuit

En début de nuit, les groupes actions motorisées reprennent leur progression avant de s’arrêter à nouveau et laisser un certain nombre d’entre eux débarquer des VPS. La fin de l’infiltration se fera à pied pour prendre par surprise les soixante individus en charge de la protection du pont. La nuit est l’amie des hommes des forces spéciales. De plus, ils peuvent s’y mouvoir facilement en bénéficiant de la supériorité de leurs moyens de vision, d’une plus grande discrétion dans l’approche, même si les bruits périphériques sont moins nombreux, de la baisse de vigilance des adversaires, surtout en deuxième partie de nuit. L’inconvénient est une rapidité moindre dans la progression. Mais la nuit, l’effet de surprise est incomparable. Au cours de nos formations et de nos entraînements, nous apprenons à vivre la nuit, à nous déplacer la nuit, à sauter en parachute la nuit, tirer la nuit…

Tout est en place pour le double assaut. Au PC de la TF Sabre à Ouagadougou, je suis légèrement anxieux. Sabre dispose de l’appui de la chasse qui va commencer par bombarder certains bâtiments de l’aéroport, de quatre hélicoptères de combat dont deux Tigre et d’un renseignement abouti. Pourtant, la part d’inconnu reste importante. Une soixantaine d’ennemis se trouvent en amont du pont et autant à proximité de l’aéroport de Gao.

Le *go* de l'action pour l'assaut est donné par Ludovic. L'appui des tireurs d'élite est en place en dépit d'une progression plus difficile que prévu et plus longue pour éviter un certain nombre d'habitations. Dans la salle d'opérations du PC, la tension est à son comble quand retentit un premier compte-rendu dans le haut-parleur de la radio : « TIC ! » Dans le même temps nous entendons des rafales d'armes automatiques en bruit de fond. Puis plus rien pendant quelques minutes. Les images que nous recevons en direct nous montrent alors une énorme explosion. J'imagine le pire pour les deux groupes action au contact. Et je me pose mille questions : « avons-nous présumé de nos forces et de l'effet de surprise ? », « avons-nous mal évalué notre adversaire ? », « aurions-nous insuffisamment préparé cette action majeure sans la réussite de laquelle la prise de l'aéroport allait être plus compliquée ? ». Personne ne parle au sein du PC. L'attente semble durer une éternité. Il faut rester calme. Chacun sait ce qu'il doit faire. Les paroles sont inutiles. En dépit des images transmises par notre avion équipé de sa caméra, nous avons du mal à discerner ce qui se passe au sol. C'est toujours difficile pour le chef de ne pas être au cœur de l'action, de faire confiance à ses hommes dont on sait qu'ils iront jusqu'au bout, que leur entraînement et leur formation ont été menés avec précision.

Soudain, le compte-rendu tant attendu arrive. Personne n'est touché de notre côté. Un grand « ouf » de soulagement est poussé, même si l'action ne fait que débuter. Il est seulement minuit et l'action va durer toute la nuit. Côté adverse : au moins cinq tués. Alors que le groupe action du 1er RPIMa était discrètement caché avant de monter à l'assaut des défenseurs du pont, des individus se sont approchés d'eux sans les voir. À moins de cinq mètres, le chef de groupe a fait ouvrir le feu et quelques projectiles ont alors atteint un pick-up ennemi bourré d'explosifs. C'est l'origine de la boule de feu que nous avions vue sur nos écrans quelques minutes plus tôt.

Après ce premier affrontement, l'effet de surprise n'ayant plus lieu d'être, la progression des forces spéciales a repris, appuyée par un Tigre qui fera de gros dégâts chez les combattants adverses.

Les quatre ATT[1] avaient décollé entre-temps. L'un d'entre eux, avec sa boule Wescam, effectuait des hippodromes[2] au-dessus de notre zone d'action,

scrutant les éventuels mouvements ennemis et nous permettait de suivre en direct l’action. Les Rafale interviendront également à notre demande et détruiront des renforts venant de l’autre rive du fleuve. Il est environ 1 heure du matin. Le côté sud du pont est tenu par les opérateurs du COS. L’affaire a été chaude. Une bonne quarantaine d’ennemis ont été tués. Quelques-uns se sont malheureusement évaporés dans la nuit et ont rejoint la rive nord. Ne sachant pas si le pont a été piégé, je demande à ce que le franchissement ne se fasse que le lendemain matin.

Il est l’heure pour débuter la prise de l’aéroport de Gao. Deux hélicoptères de manœuvre Caracal ont déposé, alors que se terminait la prise de la rive sud du pont, une cellule de commandement, un groupe action et des éléments du CPA 10 en mesure de nous dire si la piste est viable ou non.

La piste est goudronnée mais elle n’a pas été utilisée depuis plus d’un an car les djihadistes l’ont coupée en trois en plaçant en son travers des chars légers d’origine russe PT-76. Du PC de Ouagadougou, nous suivons leur progression. Le groupe action fonce vers la tour de contrôle qu’il investit. Fort heureusement, elle n’est pas tenue. Les commandos de l’air foncent vers la piste pour évaluer sa viabilité. Le compte-rendu du chef de mission nous arrive moins d’une heure plus tard : « Piste utilisable sur la portion entre le début de piste et le premier PT-76 – aéroport ne semble pas tenu. » C’est au tour du premier avion, un C130, de se mettre en approche. La nuit est bien avancée. Il est 2 heures du matin. C’est la meilleure heure pour des attaquants. C’est l’heure la plus difficile pour ceux qui veillent, car la nuit est déjà bien entamée et le lever du jour semble encore très éloigné. La tension est à nouveau à son comble au sein du PC. Si l’adversaire ne semble pas présent sur la piste, il peut toujours arriver en nombre.

Certes, la mort de plusieurs dizaines d’entre eux sur le pont peut avoir refroidi leurs ardeurs, mais il est préférable de rester vigilants. Surtout si les équipages du Poitou, l’escadron de l’armée de l’air dédié au COS, s’entraînent régulièrement à effectuer des poser d’assaut, cela fait longtemps que cela n’a pas été pratiqué en opérations. Les quelques centaines de mètres qui séparent le seuil de piste du premier blindé en travers paraissent soudain très courts en regardant

les images qui nous arrivent en direct. Les équipages sont allés s'entraîner sur une même longueur de piste à Bobo-Dioulasso. C'est le *drill*, c'est-à-dire la répétition jusqu'au geste parfait. Il a l'avantage de permettre de faire baisser le stress au moment de l'action.

Quelques minutes

Pour le moment, plus un bruit n'est perceptible alors que nous voyons le premier avion en approche sur le grand écran devant nous. L'image de la caméra Wescam est en noir et blanc mais chaque détail est bien net. Chacun retient sa respiration au moment où les roues de l'avion touchent le sol. On voit très bien la poussière qui se soulève au moment où le pilote enclenche la *reverse* pour freiner. Cette poussière enveloppe l'avion, risquant d'empêcher le pilote de voir le PT-76 dont il se rapproche à grande vitesse. S'il n'arrive pas à faire demi-tour à temps, l'avion se crashera sur le blindé. Je n'ose même pas imaginer les conséquences, piste bloquée, action interrompue, *quid* de nos vingt hommes sur la piste de Gao sans renfort immédiat ? Sans compter les blessés ou les tués dans un tel crash ? Mais non ! L'avion vire sur lui-même, sa rampe s'abaisse. Deux véhicules de patrouille spéciale (VPS) s'en extraient à grande vitesse et foncent sécuriser les abords de la piste pour empêcher toute tentative ennemie. L'avion reprend de la vitesse, sa rampe se referme et il redécolle vers la nuit, alors que le deuxième avion est déjà en courte finale. Il n'est resté que quelques minutes sur la piste.

Même si je suis soulagé par ce premier poser réussi, je ne soufflerai qu'après le troisième, qui se fera lui aussi sans encombre. Je ressens un vrai sentiment de fierté et ne peux m'empêcher de féliciter Ludovic et son état-major. La pression retombe d'un coup. Pourtant, nos opérateurs sont en zone ennemie. Mais en posture favorable : nous sommes quatre-vingts sur l'aéroport. Quarante sur le pont. Les hélicoptères Tigre comme la chasse peuvent intervenir très rapidement en soutien. Après voir rendu compte de ce succès, quelques heures de repos me

feront du bien. Je demande à Ludovic de faire de même. Il est en effet indispensable de garder la tête froide et les idées claires. Surtout, un chef fatigué peut rapidement devenir un chef fatigant. Rien de tel alors pour perturber un fonctionnement d'état-major.

Au lever du jour, juste après l'heure de la prière, des combattants ennemis viennent se frotter à notre défense. Ils sont aussitôt neutralisés. Ce fut le cas à hauteur du pont et à proximité de l'aéroport. Le lendemain encore, le 26 janvier en milieu de journée, cinq pick-up ennemis se présentent à l'entrée du pont avec l'intention d'en découdre. Ils sont durement accueillis par les tireurs d'élite. Un certain nombre réussissent néanmoins à s'enfuir à pied en se faufilant dans les ruelles du village en amont du pont, malgré l'intervention d'un Tigre et d'un avion de chasse. Sans doute voulaient-ils rejoindre le nord et l'Adrar des Ifoghas ou la Timétrine. Nous retrouverons plus tard un certain nombre d'entre eux dans ces contrées.

La mission est réussie. Il va désormais falloir tenir jusqu'à l'arrivée des soldats de Serval. Les premiers arriveront par aéroportage vingt-quatre heures plus tard et la majorité quarante-huit heures plus tard par la route. Ludovic me propose de déplacer une partie de son PC de Ouagadougou à Gao, d'où nous pourrions poursuivre notre conquête vers le Nord et Kidal, qui sera le prochain bond. Les élongations sont en effet gigantesques et les temps de réaction doivent être raccourcis. Ludovic n'oublie pas les leçons de Clausewitz[3], me propose de récupérer le maire de Gao réfugié à Bamako avec un de nos avions et d'accompagner son retour dans sa ville. C'est ainsi que nous avons permis à ce dernier de rejoindre ses administrés. Coiffé de son chapeau de cow-boy, Sadou Harouna Diallo sera accueilli le 1er février 2020 en héros, alors même qu'il avait fui sa ville au moment de sa conquête par AQMI. Il lance à ses administrés : « Aux Touareg et Arabes, les portes de Gao leur sont grandement ouvertes. Ils peuvent rentrer sans aucune crainte, la sécurité est là, il n'y a aucune inquiétude pour eux. » Merci qui ?

1. ATT : avion de transport tactique. À cette époque, il s'agit essentiellement de Transall et de Hercules. Au COS, on parle plutôt d'avion de transport et d'assaut (ATA).

2. Trajectoire ovale d'un avion au-dessus d'un point donné.

3. « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », *in* Carl von Clausewitz, *De la guerre*, [1832], Paris, Flammarion, 2014.

CHAPITRE 15

MALI, À L’ASSAUT DES TERRORISTES

« *Llegar al área y no poder patear al arco es como bailar con tu hermana*[1]. »
Diego MARADONA

Suite au succès de la crise de Gao, je rentre à Paris, même si franchement j’aurais préféré rester avec Sabre. Mon devoir de GCOS est pourtant de rentrer pour rendre compte, continuer de piloter les actions menées par Sabre, mais surtout planifier la suite. À mon retour, mes discussions au cabinet du ministre avec mes interlocuteurs civils ou militaires et mes conversations téléphoniques, avec l’état-major particulier, le général Benoît Puga en tête, me convainquent qu’un boulevard s’est ouvert devant nous. Chacun semble avoir pris conscience que l’audace et la hardiesse déployées par les forces spéciales se sont avérées très payantes et relativement peu coûteuses en vies humaines, malgré le décès de Damien Boiteux. Une guerre qui aurait pu être longue pourrait finalement bien être plus courte que prévu, grâce aux capacités du COS. Je ne vais pas m’en plaindre !

Je vais ainsi rapidement proposer de partir à la conquête de Kidal, tout au nord du pays, où le MNLA semble vouloir prendre le contrôle de la ville après l’évaporation des djihadistes du MUJAO, d’AQMI et d’Ansar Dine. Chacun semble enchanté. Seul Ludovic va me demander de surseoir à cette décision.

28 janvier 2013 : prise de Kidal

Après que Serval avait rejoint Gao, tenant désormais l'aéroport et la ville elle-même, Ludovic me fait part de son souci de faire prendre du repos à l'ensemble de la Task Force Sabre, engagée depuis le 10 janvier contre un ennemi combatif.

Mais à Paris, personne n'entendait pour autant en rester là. Les résultats s'avéraient conformes aux objectifs fixés, et si ce n'est la mort de l'un d'entre nous, nous aurions eu toutes les raisons de nous réjouir : nous avions réduit de nombreuses résistances adverses et libéré les villes et villages placés sous la coupe des djihadistes. Les forces spéciales avaient été acclamées partout où elles étaient passées. L'ennemi était en déroute et chacun de nous heureux et fier. Il fallait poursuivre l'offensive vers le nord. Lors des réunions quotidiennes dans le bureau de Cédric Lewandowski, personne autour de la table n'avait les idées bien claires sur la manière dont il conviendrait de traiter les Touareg de Kidal. Étaient-ils amis ou ennemis ? Le MNLA, l'un des partis touareg non djihadiste, avait rappelé dès le 26 janvier, au lendemain de la prise de Gao, qu'il était maître de la capitale de l'Azawad. Raisonnablement, on ne pouvait les laisser fanfaronner de la sorte, ni laisser s'établir dans les faits le *statu quo ante*, cette partition nord/sud qui avait précipité le Mali dans le chaos et l'aventure : au sud du fleuve Niger vit 90 % de la population malienne et 10 % au nord. Cet Azawad dont le MNLA avait proclamé unilatéralement l'indépendance l'année précédente.

Après la reprise de Gao et Tombouctou, certains de mes camarades de l'état-major des armées se montraient plutôt réticents à une action immédiate sur Kidal. Les effectifs dédiés à l'opération *Serval* n'étaient pas encore complètement déployés sur le sol malien. À leurs yeux aussi, il convenait de marquer une pause. Mais du côté politique, le point de vue dominant penchait plutôt vers une action rapide. Le ministre de la Défense poussait en ce sens comme le président de la République. Le général Puga s'en faisait d'ailleurs le relais. Aussi ai-je rapidement proposé d'envoyer Sabre à Kidal, ce qui a été accepté d'emblée. J'ai donc averti Ludovic : « Le repos sera pour plus tard, nous

allons prendre Kidal. On va se préparer pour y être le 28 janvier soir. » C'était la première fois qu'une légère divergence sur la façon de faire apparaissait entre nous. Rien de grave, bien sûr. Chacun était fatigué et aspirait à un peu de repos amplement mérité, sinon nécessaire. La confiance mutuelle entre le chef opérations du COS, Bertrand Toujouse, Ludovic et moi était telle que nous nous disions tout, sans fioriture. C'est aussi l'une des caractéristiques des parachutistes en général et des forces spéciales en particulier : se dire en face ce que l'on pense, même si cela fait un peu grogner. Mais à la fin, c'est au chef de prendre la décision, car il est précisément là pour ça et pour en endosser ensuite les conséquences.

Sans rechigner, Ludovic remisa ses objections au fond de son sac, puis mit tout en œuvre pour réussir la mission donnée. Si pour beaucoup les forces spéciales peuvent sembler indisciplinées car elles enfilent des tenues adaptées, portent des coupes de cheveux légèrement plus longues que la moyenne, non sans prendre parfois des postures excentriques, elles possèdent en réalité une perception très aiguë de la mission et une vraie intelligence de la discipline.

La guerre, c'est de la politique

Mon souci majeur concernait le mode d'action. Comment donc allions-nous aborder les Touareg présents à Kidal : adversaires ou partenaires ? Cette question pourtant cruciale est demeurée un bon moment sans réponse claire. Les Touareg sont en effet organisés en société très hiérarchisée, quasi féodale à mes yeux, entre tribus nobles et tribus esclaves, se retrouvant sur une pratique experte de la guerre, moins de ses lois internationalement reconnues. Nombre d'entre eux avaient combattu l'armée malienne. Qui en particulier, parmi eux, avait participé au massacre d'Aguelhok survenu le 24 janvier 2012, soit un an plus tôt ? Plus de 80 soldats maliens (les chiffres varient entre 82 et 143 tués) ont été chacun exécuté d'une balle dans la tête ou égorgé, alors qu'à court de munitions, ils avaient déposé les armes. Parmi les rebelles ayant combattu l'armée malienne

à Aguelhok et susceptibles d'avoir commis ce crime de guerre se trouvaient des membres du MNLA et du groupe Ansar Dine. Certains[2] évoquent même la présence d'AQMI lors de ce massacre.

Politiquement, la prise de l'aéroport de Kidal ne serait donc pas chose aisée, très loin de là. Cette grande ville (25 000 habitants) du sud de l'Adrar des Ifoghas, massif montagneux lunaire et inhospitalier, n'a rien à voir avec Gao. Cette dernière se trouve dans la partie méridionale du Mali dont les habitants ont la peau de couleur noire. Et à Kidal, ils ont la peau blanche. Il faut traduire cette remarque : dans le Mali du Sud, l'armée malienne se trouve chez elle. Quand nous y avons conduit des opérations, elle se trouvait avec nous, à nos côtés. Mais Kidal… Nos alliés maliens nous poussent en disant : « Oui, il faut reprendre Kidal, il faut qu'on y soit, il faut virer le MNLA. Ce sont des terroristes. » Sauf que ce n'est pas aussi simple. On le sait d'ailleurs : la France et son administration affichent depuis longtemps une attitude ambiguë vis-à-vis des Touareg.

Ce peuple d'origine berbère riche d'une forte culture guerrière et de tradition nomade n'a jamais tenu compte des frontières issues de la colonisation : des portions immenses du Mali, de l'Algérie, de la Libye, du Niger, du Burkina Faso sont pour eux une zone d'évolution unique et cohérente. Et partout, ils s'estiment opprimés, pas toujours à tort. Force est de l'admettre, leur vision n'est pas rejetée par la France, bien qu'elle se garde de chatouiller la susceptibilité ombrageuse des États concernés.

À la tête du COS, sur le point d'engager contre Kidal une action offensive, je me trouve donc très partagé. Qui est vraiment ce MNLA qui tient la ville ? Et mes gars que je vais y envoyer, devront-ils ouvrir le feu ou pas ? Les désarmer, ou pas ? Les considérer comme des facilitateurs dans la lutte contre les terroristes pourrait être une option, mais peuvent-ils être des alliés ? Je demande à Cédric Lewandowski, puis à Benoît Puga, ce qu'ils en pensent. En termes pratiquement identiques, ils me répondent que « le MNLA n'est pas l'ennemi de la France, jusqu'à preuve du contraire ». Sous-entendu, tant qu'ils ne vous tirent pas dessus. J'ajoute *in petto* : ce ne sont pas des amis non plus. Je repense très

fort à la célèbre formule du cardinal de Retz : « On ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment. »

Pour la prise de la ville, nous montons une opération similaire à celle de la prise de l'aéroport de Gao : assaut héliporté pour rapidement analyser l'état de la piste, puis poser d'assaut pour la mise en place de groupes action avec leurs véhicules. Pour éviter de se faire tirer dessus lors des différents posers, je demande à Ludovic d'appeler, à Kidal où il se trouve, le chef militaire du MNLA, Najim[3]. La DGSE nous fournit le numéro. La conversation est directe : « Cette nuit, nous allons nous poser à Kidal. Je vous demande de rester neutres. Pas d'attitude agressive. Canons vers le sol. Si vous nous tirez dessus, nous vous tirons dessus. »

Dans la nuit du 28 janvier, nos hélicoptères sont donc envoyés à Kidal avec un détachement bien costaud pour s'assurer de l'état de la piste d'aviation, qui s'avère parfaitement praticable. Dès le feu vert du chef de mission, nous faisons poser rapidement les avions tactiques et nos hommes débarquent avec leurs véhicules, Ludovic en tête. Il a parfaitement maîtrisé cette affaire en dépit de la tension initiale. Dans le monde des forces spéciales, comme ailleurs, la notion de confiance est essentielle, je lui ai sans limites accordé la mienne. Il fallait que le patron de la TF Sabre soit un officier dont je puisse être sûr à 100 %. Jusqu'alors, quand nous arrivions et après que les populations se soient assurées de la nature du vainqueur, elles nous entouraient, lançant : « Vive les Français ! » À Kidal, c'est différent. Les gens ne nous sont pas hostiles, mais scandent : « *Azawad*, *Azawad !* » Dans la réalité, nous ne sommes plus au Mali, mais dans un pays différent : l'Azawad. Ludovic confirme aux responsables locaux que les Français ne feront pas la guerre s'ils ne sont pas agressés, qu'ils ont besoin de leur aide pour retrouver les otages d'Areva[4] et de preuves de bonne volonté.

Entente avec les Touareg

Le terrain d’entente avec les Touareg n’est autre que la lutte contre les terroristes. Le discours du MNLA nous convient. Ils expliquent à Ludovic qu’ils ne forment pas un mouvement djihadiste, qu’ils se battent tout comme nous contre Iyad Ag Ghali, le leader d’Ansar Dine, Mokhtar Belmokhtar et Abou Zayed. Nous sollicitons un lieu pour nous installer, qu’ils nous fournissent non loin de la piste, comme nous le souhaitions. Il est temps que les diplomates s’en mêlent. Il est d’ailleurs clair aux yeux de tous les responsables français que nous nous trouvons dans une dimension beaucoup plus politique que militaire. L’homme clé de la région s’appelle Bilal ag Sharif (ou Acherif). C’est l’amenokal (chef coutumier) de l’Adrar des Ifoghas et nous pensons qu’il se trouve dans de bonnes dispositions à notre égard, puisqu’il n’a pas refusé de recevoir Ludovic. De toute évidence, il n’a jamais eu la moindre intention de laisser s’engager une bataille contre l’armée française. Il était nécessaire de dialoguer avec le MNLA composé d’indépendantistes fiers, que nous respections en confiant les discussions initiales avec eux à un colonel de premier plan.

Pour engager le dialogue sur le terrain politique, qui ne pouvait demeurer bien longtemps celui de Ludovic, le Quai d’Orsay crée une « mission Mali-Sahel » qu’il confie à Gilles Huberson. Un choix que je juge excellent. Gilles est un ami, condisciple en classe préparatoire, puis dans ma promotion de Saint-Cyr. En sortant de Cyr, il a choisi la gendarmerie et deviendra commandant militaire de l’hôtel de Matignon, du temps d’Édouard Balladur puis d’Alain Juppé. Il a ensuite bifurqué vers le Quai d’Orsay, a passé quelques mois à la direction de LVMH, avant de reprendre la carrière diplomatique. L’envoyer à Kidal était un choix excellent. Il est éclectique, empathique, possède un certain bagout, sait négocier et faire des merveilles. Un soir, alors que nous sirotions un whisky, il m’a suggéré de prendre la même voie que lui : « Tu ne voudrais pas être ambassadeur à Bamako ? C’est un poste génial !

– Non, non, Gilles, je n’ai pas envie d’être ambassadeur à Bamako. »

Chacun son truc…

Petite fleur

À Kidal, Gilles est donc l'homme de la situation. Sa mission est claire : établir un contact politique de la France avec le MNLA, en passant par Bilal ag Sharif. Le 4 février, cet émissaire discret est amené sur place par un avion du COS. Pour l'anecdote, il est parti là-bas en costard-cravate et j'avais dit à mes gars : « Vous l'accueillez convenablement, c'est un bon mec… » Je pensais naïvement qu'ils lui prêteraient un duvet. Eh bien, non ! L'envoyé du Quai s'est gelé toute la nuit, enroulé dans sa veste, m'a-t-il dit. Sans rancune…

Son message tient en trois points : pas d'indépendance de l'Azawad ; participation des dirigeants locaux dans la vie politique malienne, accord intérimaire de cantonnement ; plus une petite fleur : pour le moment, pas de désarmement du MNLA. Huberson nous explique que ce mouvement est surtout générationnel, au positionnement politique manquant souvent de clarté. Ils nous ont fait passer des textes, dans lequel nous ne lisons pas la revendication d'indépendance.

Pendant ce temps, les autorités maliennes à Bamako nous battent froid, nous accusant carrément de trahison pour avoir établi des relations avec le MNLA, auquel elles reprochent de pratiquer le terrorisme. J'invite le lecteur qui ne l'aurait pas fait à voir l'excellent film *Timbuktu*[5], qui expose parfaitement la problématique malienne. Les groupes djihadistes veulent instaurer la charia, détruisent les mausolées à Tombouctou, imposent des règles contraires à la culture malienne, en interdisant par exemple aux jeunes d'écouter de la musique. Ces méfaits ne viennent pourtant pas du MNLA… Ne le cachons pas : parmi les populations noires, il existe une forme de racisme envers les Touareg, réellement délaissés par l'État central. À Kidal, où vit le tiers de la population d'Azawad, il n'y a pas d'eau courante ni électricité car ils manquent de pétrole pour faire fonctionner la centrale électrique, pas d'hôpital, un dispensaire dans lequel on ose à peine s'aventurer, pas d'école, pas de téléphone, ni Internet… Quand on dit que les problèmes du Mali sont d'abord des problèmes de développement, on est dans le vrai ! Gilles Huberson a tenté de fédérer autour de lui un dialogue Nord-Sud, en relevant que le Nord était vraiment très mal loti ! Il a si bien réussi sa

mission qu'il a été ensuite nommé ambassadeur de France au Mali, succédant à Christian Rouyer.

Le MNLA est maître sur ses terres de l'Azawad, sur lesquelles à l'époque les forces armées maliennes (FAMA) ne se rendent pas. La situation est d'une complexité rare. L'ancien commandant militaire de Kidal, El Hadj Ag Gamou, était passé au Niger avec ses troupes pour éviter de combattre les indépendantistes, nous voulions prendre appui sur lui. Problème : dans la société targi, il appartenait à une tribu de basse extraction, pas à une famille noble. De ce fait, son avis était déconsidéré par ceux qui, comme Bilal ag Sharif, tenaient le haut de la dune. Il faudra encore bien des années pour que l'État malien retrouve son autorité sur l'Azawad. Mais le 13 février 2020, trois cents soldats des forces armées maliennes sont arrivés paisiblement à Kidal, escortés par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), pour se réinstaller dans le camp numéro 1, à l'entrée de la ville, dont ils avaient été chassés huit ans plus tôt. Beau symbole de la reconstruction de l'unité nationale malienne. Pourvu que ça dure. La guerre est pourtant loin, très loin d'être terminée !

---

1. « Avoir le ballon sans tirer au but, c'est comme danser avec sa sœur. »

2. Laurent Touchard, « Retour sur le drame d'Aguelhok », *Jeune Afrique*, 21 octobre 2013.

3. De son vrai nom Mohamed Ag Najem, il est un ancien de la Légion islamique de Mouammar Kadhafi.

4. Le 16 septembre 2010, AQMI enlève à Arlit (Niger) plusieurs ressortissants français et deux employés africains des sociétés Areva et Sacom. Ils seront libérés en octobre 2013.

5. *Timbuktu* (2014), de Abderrahmane Sissako, avec Ibrahim Ahmed, dit Pino, et Toulou Kiki.

CHAPITRE 16

MALI, ÉVOLUER EN MILIEU INSTABLE

« La négociation est une technique de combat. »
Éric VUILLARD, *La Guerre des pauvres*

Après la prise de Kidal, mon idée fut d'atteindre au plus vite le septentrion malien afin d'y pourchasser ceux des combattants ennemis qui s'y étaient réfugiés, dont le tristement fameux Iyad Ag Ghali, qui possédait une résidence de l'autre côté de la frontière, côté algérien, dans la ville mitoyenne de Tinzaouaten. Pour cela, il était nécessaire de s'emparer de la ville de Tessalit et de la piste d'aviation qui la jouxte. Cette capture permettrait de terminer la phase de reconquête entamée le 11 janvier. Nous y rendre rapidement ne laisserait certes pas le temps de respirer, mais permettrait d'asphyxier nos adversaires. La dynamique du succès était avec nous, il ne fallait surtout pas la laisser tomber. La prise de Tessalit, c'est la poursuite de l'action vers le nord, l'idée étant d'arriver assez rapidement sur la frontière algéro-malienne de façon à tenir l'ensemble du Mali et d'empêcher les groupes djihadistes de prospérer librement sur le territoire malien.

Je connaissais les intentions de l'état-major de Serval, qui avait planifié de conquérir Tessalit après avoir pris Tombouctou. Mais j'ai voulu finir ce que

nous avions commencé le 11 janvier. J'ai donc fait accélérer l'ensemble du dispositif, Serval inclus.

7 février 2013 : objectif Tessalit

Sans doute était-ce un peu prétentieux de ma part, mais je tenais à ce que tous les risques pris au cours du mois se concrétisent par la prise de la ville de Tessalit. Ainsi, nous allions pouvoir nous consacrer à la recherche des otages, objectif jamais perdu de vue, ainsi qu'à la recherche des chefs djihadistes. Certains de mes camarades ont pu me reprocher, sans jamais me le dire, d'être allé un peu vite en besogne. J'aurais mauvaise grâce à les démentir, mais j'avais rendu compte de mes intentions aux trois décisionnaires appliquant les instructions du président Hollande : le CEMA Édouard Guillaud, le directeur de cabinet du ministre de la Défense Cédric Lewandowski, et sans aucun doute le général Benoît Puga. Tous marchaient dans le sens de l'Histoire et moi avec eux. À peine s'étaient-ils abstenus de bloquer cette initiative qu'elle était déjà mise en œuvre.

Il vaut mieux arriver par surprise, l'atout et maître-mot d'une opération spéciale. C'est la sidérante stupéfaction suivant l'attaque qui donne aussitôt l'ascendant sur l'adversaire. Lors d'une opération de ce type, on considère que pour gagner, il faut bénéficier d'un rapport théorique de trois assaillants contre un défenseur. Mais on atteint cependant rarement cette proportion idéale avec les forces spéciales.

Il ne leur est pas interdit d'attaquer à moins de un contre un. Et ce qui permet de rendre ce rapport de force favorable, alors qu'il ne l'est pas sur le papier, c'est cet effet de surprise, le choc qu'il provoque ! Ceux qui ne s'attendent pas du tout à se trouver face à un adversaire qu'ils n'ont ni vu ni entendu venir se retrouvent décontenancés. Comme le dit si bien l'expression populaire, ils « en restent sur le cul » durant quelques secondes ou quelques minutes que l'assaillant met à profit pour prendre l'avantage. Autant à Kidal

nous savions que l’aéroport n’était pas tenu et que l’on pouvait sans doute dialoguer avec les Touareg, autant à Tessalit nous n’avions aucune assurance : impossible de poser un avion au risque de le faire cribler de balles. Le choix est vite fait : je donne le feu vert à une opération menée par des chuteurs opérationnels.

Voilà comment la prise de Tessalit s’est déroulée : nous disposions d’un bref créneau pour nous y rendre, avant que nos adversaires s’y renforcent ou qu’ils filent tous vers l’Algérie. Pour nous emparer de la piste de l’aérodrome de Tessalit, j’ai utilisé les moyens aériens du COS, en larguant des chuteurs opérationnels depuis nos avions C130, de nuit et tous feux éteints, à plus de 4 000 mètres. Nos adversaires, insomniaques, entendaient fréquemment des avions passer la nuit, depuis le début de l’opération. L’effet de surprise fut ainsi préservé : comment auraient-ils pu imaginer que des gens armés puissent tomber d’un avion, ouvrir leur parachute et ensuite se poser près de Tessalit pour prendre possession de l’aéroport et y faire poser des avions ? Si nous n’avons pas pris le risque de poser les paras sur les pistes, c’est que cet objectif aurait pu être tenu par des adversaires que nous n’aurions pas vus, faisant de nos parachutistes des cibles faciles.

Un gros pépin

Nous avons connu un très sérieux incident à cette occasion, puisque l’un des chuteurs s’est trouvé obligé de libérer sa voile principale. Ce qui l’a fait repartir en chute libre, lui, son sac de 50 kg rempli de munitions, plus son arme et son équipement individuel. Le temps qu’il déclenche son parachute de secours, il s’est trouvé séparé de son groupe action formé de dix chuteurs. Constatant qu’il ne voit plus son équipier, le leader se dit qu’il rejoindra le groupe au sol. Sauf que quand ça ne veut pas… L’opérateur atterrit en effet un peu durement et casse son GPS. Il se déséquipe, conserve ses JVN (jumelles de vision nocturne) et se demande quelle direction il doit prendre. Il se trouve que fort pertinemment

avant cette mission, ce parachutiste avait demandé qu'on lui apprenne quelques notions d'orientation aux étoiles. On lui avait alors expliqué la base la plus élémentaire, la Grande Ourse : « Tu prends la queue de la casserole, tu la prolonges cinq fois et là tu tombes sur l'étoile Polaire. Le nord est là… et il ne bougera pas. Du coup, tu sais où sont l'est, l'ouest et le sud, c'est pas compliqué ! » De fait, il s'infiltre en se souvenant de la leçon. Simultanément, l'avion du COS resté au-dessus du groupe va guider l'un vers les autres.

Il faut savoir que chaque parachutiste est équipé d'une balise SILEX qui permet une géolocalisation en direct. Ainsi, les positions sont suivies au PC. Sauf qu'à cette époque nous avions une balise pour deux. Coup de chance, c'est lui qui l'avait ! La balise émet, elle est repérée au PC de Ouagadougou, où l'on voit qu'elle demeure immobile. Là, on se dit que soit le parachutiste est au mieux blessé, soit pire… En fait, il avait intentionnellement laissé la précieuse balise sur son parachute bien caché pour le retrouver ensuite.

Finalement, l'opérateur égaré finira par retrouver son groupe. En principe, on estime qu'un para tout équipé peut parcourir 10 kilomètres en une nuit. Dans un pays africain hors piste, on compte la moitié. Le groupe action se pose rassemblé et devait donc se trouver à 3 ou 4 kilomètres de son objectif. Ses membres sont entraînés pour se voir, pour rester ensemble en toutes circonstances, la devise officieuse des chuteurs ops étant « paumés mais groupés ». Les trois groupes qui avaient été largués arrivent aux abords de l'aéroport de Tessalit au nord de l'Adrar des Ifoghas, pour constater qu'il n'était pas gardé ! Nous avons donc pu faire poser rapidement des avions tactiques et débarquer du monde avec des véhicules du COS selon le même scénario vécu à Gao et à Kidal. La ville de Tessalit a été prise sans un coup de feu le 7 février et le COS s'y est établi jusqu'à ce que la brigade Serval arrive vers le 10 février. Entre-temps, le détachement motorisé que j'avais envoyé depuis Kidal[1] est également arrivé à Tessalit après bien des péripéties. Il avait évité la voie routière principale, par crainte des mines et engins explosifs. Ce qui était tout à fait louable et sage compte tenu du contexte.

Indiscutablement, la prise de Tessalit est une réussite militaire, et aussi politique. L'arrivée dans le Nord avait été bien gérée bien que l'armée malienne,

cette fois, ne nous ait pas accompagnés si haut sur son propre territoire. Le bilan des combats était largement en notre faveur. Je ne parlerai pas d'épopée, mais les témoignages en soutien du COS et des forces spéciales ont tous été dithyrambiques. À tel point qu'un jour, je reçois un appel téléphonique du général Puga me prévenant d'une visite probable du président Hollande à notre état-major de Villacoublay, afin de nous féliciter.

Pour l'anecdote, mon chef d'état-major, le capitaine de vaisseau Bertrand de Gaullier des Bordes, me propose alors d'offrir au chef de l'État la montre du COS, en réalité celle des nageurs de combat du commando Hubert, avec le numéro 1 de la série limitée. Une pure merveille ! J'imagine que cette sublime Ralf Tech WRX « T » Millenium Hybrid[2] dévoilée plus tard à Saint-Mandrier lors de la remise du millième brevet de nageur de combat, le 23 juillet 2014, attend toujours François Hollande dans l'une des armoires fortes… Car, en fait, il n'est jamais venu !

Des djihadistes évaporés

Dans la phase initiale de l'offensive, des combats frontaux se sont déroulés à Konna, à Douentza, à Diabaly, à Gao, à Markala. Puis les djihadistes se sont évaporés dans la nature. Pousser jusqu'à Tessalit permettait de savoir s'ils étaient effectivement réfugiés plus au nord. De là, certains ont pu basculer au sud de l'Algérie, d'autres sans doute sont repartis vers le Niger et vers la passe de Salvador par où transitaient tous les trafiquants, entre le Niger et la Libye… Certains se sont repliés dans l'Adrar des Ifoghas ou dans le massif du Timétrine. Quand on consulte une carte de la région, on se dit que ce n'est qu'un gigantesque désert de cailloux et de sable. Mais en réalité, on y trouve de l'eau et on peut y vivre. Les vieilles cartes tracées par nos anciens dans les années suivant la Première Guerre mondiale, et que nous sommes allés chercher dans les archives, comportent même des indications de puits ! Il y a vraiment de l'eau dans l'Adrar des Ifoghas. Quand les légionnaires du 2e REP s'y sont risqués, ils

ont pourtant eu extrêmement chaud, les semelles de leurs rangers ont fondu au contact des pierres brûlantes… mais ils ont découvert des zones cultivées !

La fin de cette reconquête au profit de l'État malien signifiait qu'il fallait désormais trouver les endroits où notre adversaire se cachait et où il retenait nos otages. Après un temps de reconditionnement de quarante-huit heures, c'est-à-dire une remise en état des hommes et des matériels, j'ai demandé au commandant de la Task Force Sabre de monter une reconnaissance de l'ouest du désert malien, donc de toute une partie du Sahara et en particulier de reconnaître la ville de Taoudenni située aux confins du Nord-Ouest malien. Pari un peu fou de trouver, dans les mines de sel à proximité, des otages et des combattants ennemis. Pour cela, j'ai renforcé le détachement de Sabre 1 qui participait à la formation de six groupements spéciaux d'intervention (GSI) mauritaniens à Atar au cœur de la Mauritanie. Suite aux attaques terroristes, l'armée mauritanienne divisée en région militaire et très statique avait pris, fin 2008, la décision de créer ces GSI et avait demandé au COS de les former. Grâce à une vraie volonté et une capacité à repenser son organisation, la Mauritanie va mieux.

Dès janvier 2013, après la première offensive et notre arrivée sur Gao, les djihadistes se sont évaporés. Comment les retrouver dans l'Adrar des Ifoghas ? Nous ne pouvons pas improviser une opération dans cette zone complexe. Avec les services de renseignements, nous nous demandons s'ils ne pourraient pas être cachés dans les environs ou dans la ville de Taoudéni, très au nord, dans la pointe nord-ouest du Mali, où se trouvent de nombreuses mines de sel gemme à ciel ouvert. Mais on n'a pas idée des distances dans ce gigantesque pays ! Monter si haut, cela revenait à faire un Paris-Dakar ! J'ai donc fait partir des opérateurs sur des véhicules depuis la ville d'Atar en Mauritanie. Les Mauritaniens ont accepté de nous accompagner tant que les forces spéciales progresseraient dans leur pays. Mais dès le franchissement de la frontière avec le Mali, ils rentreraient vers leur base d'Atar. Ce raid d'environ 1 500 kilomètres entre Atar, Taoudenni et Aguelhok allait durer une dizaine de jours, connaître beaucoup de péripéties dont un grand nombre de crevaisons, mais n'aura pas permis de découvrir des groupes djihadistes et encore moins nos otages.

Équipée désertique

Les opérateurs du COS ont mené à cette occasion une équipée désertique exceptionnelle : ils ont connu de multiples petites galères et n’ont trouvé personne à Taoudéni, sinon des Touareg. Mais aucun djihadiste ! Et ils sont repartis par les mêmes moyens, direction Tombouctou, puis Gao, puis retour au Burkina Faso. Toutes les composantes du COS développent cette compétence à se déplacer de façon autonome dans le désert, pour y recueillir du renseignement et, le cas échéant, y combattre. Chaque unité possède en son sein une de ces unités élémentaires spécialisées désert : escadron pour le 13e RDP, compagnie pour le 1er RPIMa, ou commando de marine. Leur terrain d’entraînement se trouve à Djibouti où l’on apprend à vivre dans la chaleur, à s’économiser, à boire de l’eau préalablement rafraîchie, à faire halte au bon moment, à se diriger et à communiquer. Ce fut néanmoins l’occasion de contrôler cette immense zone dans laquelle seules les caravanes transportant du sel gemme extrait des mines de Taoudenni, ou d’autres ingrédients… circulent habituellement.

Au cours de son périple, ce détachement de Sabre sera régulièrement ravitaillé par des parachutages de nourriture et d’essence et éclairé ou appuyé par quelques hélicoptères. Expérience immense pour ces forces spéciales qui ont traversé et franchi le Sahara méridional à l’instar de leurs grands anciens méharistes. Je ne le cacherai pas : j’aurais vivement apprécié d’avoir quelques années de moins pour me trouver en mesure de participer à cette formidable mission.

Le COS n’est pas passé en Algérie, tout en entamant durant cette période, je peux aujourd’hui en faire état, un discret dialogue avec les Algériens. Nous leur avons proposé de nous affecter des officiers de liaison. Ils ont refusé cette offre et n’ont jamais voulu échanger autre chose que des numéros de téléphone. Quand nous les appelions, ils répondaient sans rien nous dire concernant les mouvements de katibas djihadistes qu’ils auraient pu observer. Alors que, non sans raison, nous possédions la conviction qu’Iyad Ag Ghali se trouvait bien dans la partie algérienne de Boughessa. Les Algériens nous assuraient du contraire, sans doute le protégeaient-ils. Très franchement, un examen sur place

s'imposait, et cela aurait sans doute été jouable. Mais il n'aurait pas été question d'en aviser les autorités algériennes, ce qui aurait fait entrer une telle mission dans la catégorie des opérations clandestines. Qui n'entrent pas dans nos prérogatives. En cas de problème, voire d'une capture qu'il faut toujours intégrer aux hypothèses, souvenons-nous du problème rencontré par le 13e RDP en Irak vingt-trois ans plus tôt, il aurait été impossible de dissimuler la vraie nature de ces soldats français : même si nos forces spéciales sont composées d'éléments divers, la majorité a la peau blanche, ne parle ni l'arabe ni le tamashek… Bref, c'était impossible.

Relations avec Sabre

Sur le terrain, les relations entre Sabre et les autres composantes n'ont pas toujours été simples, il faut bien le reconnaître. Cette difficulté tient au fait que le COS est un commandement qui relève directement du CEMA. À ce titre, le général commandant le COS (GCOS) que je suis planifie ses propres opérations qui sont ensuite validées par le CEMA, voire par le président de la République lorsqu'il s'agit d'actions contre des preneurs d'otages et de libérations d'otages, par exemple. Au Mali, nous aurions été dans ce cas de figure en cas d'opération montée pour libérer les quatre otages d'Arlit. Par ailleurs, compte tenu de la sensibilité des opérations menées par les forces spéciales et des modes d'action particuliers mis en œuvre, tout n'est pas partagé afin de ne pas compromettre l'opération. Enfin, comme dans toute relation humaine, le poids des caractères de chacun compte beaucoup.

Il faut bien comprendre que dans la majorité des cas, le COS n'agit pas dans les mêmes zones ou fuseaux que les forces conventionnelles. Il n'y a donc aucun problème lié à la superposition des actions. Les frictions peuvent survenir lorsque les uns et les autres partagent la même zone d'évolution. C'est pourquoi j'ai cherché en permanence à bien différencier ces dernières. Dans la séquence de libération, c'est-à-dire tout au long du mois de janvier, nous étions en avance

de phase et n'avons rencontré aucun souci. Chacun agissait dans le secteur imparti. Mais il pouvait arriver que nous ayons besoin des mêmes moyens, en particulier drones, hélicoptères d'attaque Tigre et appui-chasse. Ce qui occasionnait des choix difficiles pour le CPCO qui coordonnait ces capacités supplémentaires. Je dois reconnaître que l'équipe à la tête du CPCO, le vice-amiral Franck Baduel, un officier de marine très précis et très rigoureux, et le général Patrick Bréthous, pilote d'hélicoptère et ancien chef de corps du 4e RHFS, donc un ancien du COS (il commandera par la suite la Brigade des forces spéciales terre), m'a donné satisfaction dans la majorité des cas. Ce dont je leur sais gré.

Dès lors que la situation s'est figée, les relations avec Serval sont devenues moins harmonieuses. À plusieurs reprises, j'ai indiqué au commandant de la Task Force Sabre, Ludovic, qu'il lui appartenait de tout mettre en œuvre pour fluidifier les rapports avec Serval. Qui devait notamment être informée sur notre idée de manœuvre, afin d'intégrer nos initiatives dans leurs propres mouvements et ne pas venir perturber nos actions. Les choses sont donc claires. Pour limiter les tensions, je prends des initiatives destinées à éviter que les cadres de la TF Sabre ne se prennent les pieds dans le tapis, comme dans le cas suivant. Le renseignement concernant les cibles de grande valeur (*High-Value Targets* – HVT), susceptibles de faire l'objet d'une attaque ciblée par l'une ou l'autre des forces, doit être partagé entre Sabre et Serval. Le renseignement sur les otages doit être conservé par Sabre. Il ne s'agit pas d'un caprice. Le renseignement doit être d'abord recueilli, puis recoupé pour être validé. Mais ensuite, il doit encore être partagé avec ceux qui se trouvent le mieux à même de l'exploiter. Dans le cas des otages, le COS était sans conteste le mieux à même d'agir, en raison de son aguerrissement incomparable et de ses capacités exclusives. Mais d'abord, il faut empêcher les ennemis de nuire. Ce n'est pas une mince affaire !

---

1. Kidal avait été prise le 28 janvier.

2. Pour les amateurs : mouvement RTH002, boîtier en titane pur à 99,8 %, hypoallergénique et amagnétique, lunette en *Ceramfine*, étanche à 1 000 mètres. Source : *Le Point Montres*, 8 octobre

2014.

CHAPITRE 17

SUCCÈS ET DÉCEPTIONS

« Pour juger, il faut comprendre, et quand on comprend, on n'a plus envie de juger. »
André MALRAUX

La vie de terroriste n'est pas une sinécure. Un chef djihadiste ne peut pas préparer tout seul ses enlèvements, méfaits et autres massacres. Il doit rencontrer ses acolytes, se mettant alors en danger. Le 3 juin 2020, dans la nuit, l'émir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, Abdelmalek Droukdel, a été tué par les forces spéciales françaises dans les environs de la ville de Talhandak à proximité de la frontière entre le Mali et l'Algérie. C'est un beau succès que de placer hors d'état de nuire un malfaiteur de cet acabit, que le COS recherchait depuis des années, appuyé par la DGSE, la DRM et nos alliés américains. Ce renseignement de source technique ISR/US et d'origine informatique est directement transmis par les forces spéciales américaines (US SOF) à leurs homologues françaises (FRA SOF). Des procédures sont mises en place, qu'il n'est pas possible de décrire davantage. Mais elles peuvent être particulièrement efficaces, comme la preuve nous en a été donnée par la traque de Droukdel.

La mort d’Abdelmalek Droukdel

Il avait pris la tête du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en 2003. Le 25 janvier 2007, ce groupe prête allégeance à Oussama Ben Laden et devient Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Pour Droukdel, l’objectif est simple : « La France est notre ennemi numéro un, l’ennemi de notre religion et de notre communauté. »

Droukdel commença à sévir en Mauritanie avec AQMI, en enlevant et en assassinant des Français et des soldats locaux, ce qui aura comme conséquence directe l’annulation du rallye Paris-Dakar de 2008. En tant que chef du bureau réservé du ministre de la Défense Hervé Morin, j’ai alors participé à plusieurs réunions au Quai d’Orsay dans le bureau de Philippe Étienne (directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner de 2007 à 2009). La décision d’annuler le rallye n’a pas été facile à prendre. Pour les organisateurs comme pour le gouvernement mauritanien, c’était un coup rude. Mais l’assassinat le 24 décembre 2007 de quatre touristes français par un groupe d’AQMI, de même que des renseignements obtenus par la DGSE ne laissaient plus la place au doute. Le danger était grand de voir AQMI commettre une attaque contre le célèbre rallye.

À partir de 2008, AQMI multipliera les enlèvements, les attentats et les assassinats, non sans entreprendre la destruction systématique des mausolées de Tombouctou. Ce qui les fera traiter de « barbares » par Laurent Fabius[1].

Depuis le 11 janvier 2013, début de l’opération *Serval* suivie de l’opération *Barkhane*, de nombreux chefs de katibas, qualifiés de *High-Value Targets* (HVT), ou des subordonnés importants, des *Medium Value Targets* (MVT), ont été tués. Ces décès ennemis se sont produits lors d’affrontements directs contre nos forces au sol, ou durant des frappes d’artillerie, comme dans le cas d’Abou Zayed. Ils sont aussi victimes de frappes air-sol, pas des avions et des drones. En lien avec la DRM et la DGSE, mais aussi avec l’aide de renseignements américains, nos forces spéciales consacrent leurs efforts à retrouver leurs traces. Ce qui consiste à chercher une aiguille dans un hangar de bottes de foin. Souvenons-nous des années mises par la gendarmerie et la police françaises pour

retrouver le berger de Cargèse, Yvan Colonna, en Corse ! Ou des efforts qu'il faudra vainement mettre en œuvre pour retrouver Radovan Karadžić en Bosnie, avant que le gouvernement serbe le lâche et le livre à la communauté internationale. Le but, pourtant, n'est pas toujours de tuer ces cibles. Nous cherchons à les retrouver pour tenter de les arrêter tout en sachant très bien qu'ils se battront jusqu'à la mort pour devenir des martyrs. L'exception est sans doute l'ancien officier de la marine marchande Gilles Le Guen, le « djihadiste breton », qui s'est rendu le 29 avril 2013 aux membres du COS venus le cueillir de nuit. Jean-Yves Le Drian l'avait alors qualifié de « paumé qui devient terroriste[2] ».

Ainsi, le 3 juin 2020, les forces spéciales sont intervenues contre un petit groupe débarqué de son pick-up identifié comme transportant une personnalité de moyenne importance (MVT), voire une personnalité de haute importance (HVT), sans qu'au départ le COS sache avec certitude s'il s'agissait de Droukdel. Néanmoins, les Américains avaient de très fortes présomptions grâce à leur renseignement probablement d'origine électromagnétique, c'est-à-dire des interceptions. Les informations recueillies permettaient de savoir que les personnes suspectées utilisaient un gros 4×4 de couleur claire sans signe distinctif particulier. Repéré par un drone Reaper MQ-9, celui-ci a alors été suivi pendant deux jours. Ce temps a permis à la Task Force Sabre de monter une intervention héliportée. Profitant d'un arrêt prolongé du 4×4, la quinzaine d'opérateurs des forces spéciales montent à l'assaut, dès leur mise à terre, d'un amas de rochers derrière lequel se trouvent les djihadistes. Au-dessus de leur tête, le drone de surveillance observe la scène et deux hélicoptères de combat, un Tigre et une Gazelle, sont aux aguets. Dès l'arrivée des opérateurs sur les lieux, deux djihadistes cherchent à fuir et en sont empêchés par les tirs des hélicoptères. L'un des fuyards sera rattrapé et fait prisonnier. Les autres tirent avec leurs kalachnikovs, se défendent et meurent les armes à la main. Parmi eux, Abdelmalek Droukdel et un certain Toufik Chaïb, responsable de la propagande d'AQMI, seront identifiés.

Recherché depuis de nombreuses années, l'émir d'AQMI se trouvait donc au Mali. Or, pendant toutes ces années, nous n'avions pas obtenu le moindre indice

sur sa présence dans cette zone, contrairement à celle de ses lieutenants. Il était réfugié en Algérie plutôt dans le sud, comme Iyad Ag Ghali. Serait-ce le changement de régime en Algérie qui repousse les djihadistes vers le Mali ? Ou bien la concurrence acharnée entre la mouvance de Droukdel et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), sur fond de négociations secrètes avec le gouvernement de Bamako[3] ?

L'élimination de Droukdel survient au lendemain d'un entretien téléphonique entre le président Emmanuel Macron et son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune. Selon le compte-rendu de l'Élysée, les deux chefs d'État « ont fait le point sur la situation au Sahel et en Libye et ont affirmé leur volonté de travailler ensemble pour la stabilité et la sécurité dans la région ». Je discerne un lien entre ces deux faits. Pour autant, la mort de Droukdel ne réglera pas le problème du Sahel même si c'est un résultat positif, d'ailleurs salué par la presse américaine qui a comparé ses effets à ceux des neutralisations de Ben Laden ou de Baghdadi. Une fois encore, le COS a montré son savoir-faire et son exceptionnelle capacité de réaction.

Mali 2020 : la situation en cours

Au printemps 2020, la situation se trouve toujours très loin de la stabilité au Sahel. Après les renforts annoncés en février au sommet franco-africain de Pau, l'opération *Barkhane* compte 5 100 militaires français. Selon la ministre des Armées, preuve que la situation n'est pas bonne, il s'agit d'« accentuer la pression » sur les groupes armés terroristes qui agissent dans le Liptako-Gourma, en particulier l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), à travers des opérations menées conjointement avec les forces des pays du G5 Sahel. En sus des Français, l'ONU déploie les 13 500 personnels[4] de la MINUSMA, essentiellement africains. Oserais-je dire qu'une addition de faiblesses ne fait pas une force ? Ces soldats africains sont équipés, en principe convenablement formés, sont soldés, et pourtant rien ne se passe !

L’obstacle ? Nous sommes en Afrique et la situation n’est pas fameuse. Parmi les élites locales, la priorité n’est paradoxalement pas celle de la sécurité du continent ou des nations concernées par ces entreprises de déstabilisation. Avant les problèmes les plus graves (éducation, sécurité, développement, etc.), d’autres priorités s’imposent. Que l’on ne compte pas sur moi pour employer des termes vagues ou user de la langue de bois ! L’un des problèmes des pays africains est celui de l’alternance démocratique. Qu’observe-t-on du nord au sud et de l’est à l’ouest du continent ? Quand un homme politique tient le pouvoir, trop souvent acquis les armes à la main, il n’entend plus le lâcher, y compris en faisant modifier la Constitution pour l’autoriser à se maintenir. Car en détenant le pouvoir politique, on fait vivre sa famille, sa tribu, son ethnie, on entasse des millions ou des milliards.

La corruption passive est forte, les prébendes juteuses pour les affidés et les armées souvent transformées en gardes prétoriennes. Jusqu’à ce qu’elles basculent dans un autre camp ! L’expérience concrète nous apprend qu’elles fonctionnent mal en se montrant incapables, à l’exemple de l’armée malienne, d’assurer seules la sécurité du pays. Aujourd’hui, les capacités techniques d’une armée se mesurent en particulier à leur faculté à intégrer une coalition internationale, si possible à la commander. Pour atteindre cet objectif, il faut du temps et des moyens. Il est au moins nécessaire d’avoir des armées nationales sachant prendre en considération la diversité de leurs populations. Je ne prétends pas que ce soit facile et me souviens de la célèbre formule du maréchal Ferdinand Foch : « J’ai beaucoup moins d’admiration pour Napoléon depuis que j’ai commandé une coalition. »

En Afrique, comme ailleurs, il est effectivement ardu de commander une coalition dont les composantes affichent des attentes différentes, des savoir-faire distincts, des équipements hétéroclites. Soyons nets, bien que ce ne soit pas politiquement correct, certaines armées africaines engagées dans la MINUSMA ne sont en place que pour une seule raison : l’ONU finance cet engagement. Il devient donc possible de payer les soldats, qui ne touchent habituellement pas leurs soldes, dans ces armées par ailleurs sous-équipées, sous-entraînées et sous-motivées, de ce fait incapables de faire face à leurs adversaires. Au Sahel, les

Africains se battent contre des groupes terroristes, mais ces derniers ne forment pas une armée. Ils organisent des rezzous, c'est-à-dire des coups de va-et-vient, comme cela se passe depuis des éternités. Hier en Europe – souvenons-nous de l'enlèvement des Sabines – ou en Asie, l'histoire du monde est pleine de ces épisodes qui se poursuivent en Afrique aujourd'hui ! Entre la fin de la Première Guerre mondiale et le début de la Seconde, dans plusieurs pays africains, de nombreuses escarmouches se sont produites avec des commandos armés – que nous n'appelions pas encore « katibas » – issus de tribus hostiles.

Une forte émotion m'a saisi lors d'une visite au cimetière militaire français d'Atar, en Mauritanie, dont les portes sont celles du Fort Saganne[5] dans le film éponyme. Cuisant sous un soleil de plomb, ce cimetière est remarquable, entretenu avec soin, avec sa partie chrétienne et sa partie musulmane, celle des soldats africains qui se battaient aux côtés des Français. Sur les tombes de ces derniers, une multitude de noms d'officiers, de sous-officiers et de soldats morts au combat dans les années 1920. J'y ai ainsi découvert la tombe du capitaine Louis de Girval, parent de l'une de mes amies, tombé au combat de Treyfia le 2 avril 1925, avec dix-sept de ses méharistes. Nous sommes alors à la fin de la guerre du Rif[6]. La lucidité n'est pas une faiblesse : en ces temps lointains comme aujourd'hui, la France se battait sur ces terres amies contre des groupes armés formés surtout de trafiquants de tous poils, dont elles gênaient les trafics de tabac, de drogue, d'êtres humains et d'armes. Rien n'a vraiment changé. Ces populations ont un choix à trois options : être commerçant, trafiquant ou djihado-terroriste. La solution reste donc la réaffirmation d'un plan Sahel revu et corrigé. Les trois piliers de l'édifice à construire identiques à ce qu'ils sont depuis des décennies : la sécurité sans laquelle il n'y a pas de liberté, le développement économique qui garantit à tous un cadre de vie acceptable et enfin une bonne gouvernance, par des élites uniquement préoccupées du bien-être de la population. À chaque fois que j'ai pu discuter avec des Africains, quels que soient le pays ou la zone dans lesquels j'étais engagé, et leur demander quelle était leur première aspiration, la réponse a toujours été identique : la justice.

En attendant que ces vœux se réalisent, la mission de Barkhane aujourd'hui au Mali demeure bien entendu primordiale. Le moment est toutefois venu de trouver un terme à cette présence française. Avec pour risque dans le cas contraire de transformer l'armée française en une force d'occupation suscitant l'hostilité de la population. J'en veux pour preuve les propos saugrenus de l'ambassadeur du Mali en France. Toumani Djimé Diallo avait évoqué, à propos de l'armée française et de ses légionnaires, de soi-disant « débordements qui posent problème. […] Dans les Pigalle de Bamako, vous les retrouvez, tatoués sur tout le corps, en train de rendre une image qui n'est pas celle que nous connaissons de l'armée[7] » française. Or, les militaires français au Mali demeurent cantonnés dans leurs bases. Ces propos choquants, venant du représentant d'un pays que la France soutient à bout de bras au prix de trop nombreuses pertes humaines, ont été à juste titre condamnés par le gouvernement français.

L'une des solutions résiderait peut-être dans le retrait de la majorité de la force militaire française, pour ne conserver qu'une capacité de réaction rapide avec une ossature de forces spéciales dotée d'hélicoptères nombreux, dont certains avec des capacités de transport lourds qui manquent depuis des années à l'armée française, pour intervenir de façon ponctuelle sur des points chauds. La lucidité est une vertu militaire. Je ne peux que constater qu'en 2013 nous avions enrayé la progression terroriste. Ce coup d'arrêt leur a fait mal. Les Français ne peuvent pourtant pas pacifier le Mali, régler ses tensions politiques, reconstruire son État à la place des Maliens. Pour cela, il fallait reconstruire une armée malienne digne de ce nom et cela a été tenté. Quel en est le résultat aujourd'hui ? Qu'on ne vienne pas sur ce terrain jeter la pierre aux pays amis du Mali. De nombreux États européens et les États-Unis y ont apporté leur contribution, mais il convient d'être honnête et franc, comme on doit l'être avec ceux que l'on aime : les élites maliennes n'ont pas pris le taureau par les cornes. Tant qu'elles ne l'auront pas fait, il ne faut pas qu'elles espèrent une solution extérieure.

Je suis moins inquiet sur les effets de cette présence sur l'armée française. Bien sûr, *Barkhane* coûte cher à nos concitoyens. J'observe que, tout d'abord, cette mission est utile : l'Afrique est toute proche de nous. Elle nous envoie dans

des conditions épouvantables ses enfants les plus ardents, qui n'ont pas d'espoir de vie meilleure sur leur continent miné par l'insécurité et le terrorisme. Lequel prospère sur les inégalités, la pauvreté et le désespoir de la jeunesse. Le combattre est une nécessité, pour que les déséquilibres ne s'aggravent pas et pour réunir les conditions d'une vie meilleure pour tous en Afrique. Par ailleurs, leur présence dans le Sahel offre aux armées françaises une expérience opérationnelle importante. Si l'armée de terre veut demeurer une armée de premier plan, donc être capable d'intervenir efficacement et de durer sur le terrain, y compris dans des conditions extrêmes comme dans le Nord-Mali, elle doit conduire des missions de ce type. Si elle veut être en mesure d'engager le feu, donc d'aguerrir ses soldats, cette présence lui est très utile. Il est vrai que sur le terrain, le résultat tarde à venir et que bien des causes du conflit perdurent : séparés par le fleuve Niger, le Mali du Sud et sa population noire, ainsi que le Mali du Nord avec ses populations arabe et targi au nord, ne semblent pas près de s'entendre, malgré de (tout) petits pas… Le Nord compte 10 % de la population et le Sud 90 %, nous l'avons vu. Pour cette mauvaise raison, les gouvernements maliens ne s'intéressent pas davantage au Nord de leur pays que par le passé. Tant que cela n'aura pas évolué… n'espérons pas de progrès.

---

1. Europe 1, 6 juillet 2012.

2. Condamné en 2015 à huit ans de prison, il a été libéré le 25 février 2019 du centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe, six ans après son arrestation.

3. Bernard Lugan, « Les véritables raisons de la mort d'Abdelmalek Droukdel », *Conflits*, 6 juin 2020.

4. 11 953 militaires et 1 507 policiers fin 2019. Source : « Rapport du secrétaire général de l'ONU sur la situation au Mali », Conseil de sécurité des Nations unies, 30 décembre 2019.

5. Film d'Alain Corneau (1984), avec Gérard Depardieu et Philippe Noiret. D'après le roman de Louis Gardel, *Fort Saganne*, Paris, Seuil, 1980.

6. De 1921 à 1926, les Espagnols renforcés par l'armée française en 1925 et 1926 combattirent dans le Rif, au nord du Maroc, contre des rebelles locaux conduits par Abd el-Krim. Vaincu, il fut déporté sur l'île de la Réunion. Sur ce conflit, voir Vincent Courcelle-Labrousse et Nicolas Marmié-Maniglier, *La Guerre du Rif. Maroc, 1921-1926*, Paris, Tallandier, 2008 ; « Texto », 2020.

7. Audition par la Commission de la défense et des affaires étrangères du Sénat, 26 février 2020.

CHAPITRE 18

NOS COUSINS DE LA DGSE

« Il n’est pas de problème dont une absence de solution ne finisse par venir à bout. »
Henri QUEUILLE

Revenons en Libye, en 2011. Lorsque le COS est envoyé sur le terrain, la découverte de la présence d’autres militaires français déjà en place en Libye ne provoque pas notre stupéfaction. Sans que quiconque nous en ait avisés, nous apprenions que le service Action (SA) de la DGSE y a envoyé du monde, sans doute issu des CPIS et CPES, du côté de Tripoli, en appui aux Zentanis (habitants de la ville de Zentan). Sur la carte, s’agissant des forces étrangères discrètement déployées dans ce pays, les choses nous apparaissent relativement clairement : les Émiratis (*United Arab Emirates Special Forces* – UAESF) ne sont pas loin de Benghazi, avec le COS. À l’ouest du pays, vers Tripoli, se trouvent plutôt des Qataris, des Britanniques du 22nd SAS et nos amis du SA. Mais de ces derniers, personne ne nous dit rien !

Notre famille de sang

En prenant ma fonction de commandant des opérations spéciales, je l'apprends de la bouche des officiers de mon état-major. Je demande alors à mes chefs que le COS puisse lui aussi s'approcher de Tripoli (Tripolitaine). Mon idée est à ce stade d'obtenir plus d'informations sur cette région capitale, qui allait devenir l'objectif majeur. Le CEMA m'accorde cette autorisation, et j'envoie un détachement léger pour étudier les manières d'aider les antikadhafistes dans cette partie de la Libye. Je dois à la vérité de répéter sur ce fait que les camarades du SA y ont bien accueilli leurs cousins du COS, avant de quitter la zone. Sont-ils ensuite demeurés ailleurs en Libye ? Je l'ignore, mais je le suppose. Je me suis vraiment réjoui d'apprendre que lorsque ces unités se sont croisées sur le terrain, cela a donné lieu à une bonne coordination et une bonne entente.

C'est vrai que si on les prend individuellement, ces soldats apparaissent pour ce qu'ils sont : des frères d'armes, voire des frères de sang. Sur place en Libye, il n'y a vraiment pas eu de problèmes entre eux. L'opérateur des forces spéciales ressemble à s'y méprendre au clandestin du SA. D'ailleurs, parmi ces derniers, un bon nombre sont d'abord passés par les unités du COS. Sinon, ils sont passés de façon quasi systématique par des unités parachutistes ou les troupes alpines et n'ont pas pu accéder aux forces spéciales au début de leur carrière. Ils rejoignent alors directement les unités du SA.

Les mises en place du SA sont du ressort exclusif de la DGSE, qui gère ces affaires avec le chef d'état-major particulier du président de la République, tout en rendant compte au secrétaire général de l'Élysée, voire au président lui-même. À tout le moins, je l'imagine…

Le CPCO comme le COS sur le terrain n'ont pas davantage leur mot à dire que le CEMA. C'est chacun chez soi. Il n'y a pas de coordination sauf si la DGSE présente des demandes aux armées. Les deux unités, dont les modes d'action sont souvent proches, sont pourtant très dissemblables. Le COS est un élément des forces armées. Il agit certes discrètement, majoritairement en uniforme, cela dépend du contexte et du silhouettage et ses « gestes », comme ceux de n'importe quel soldat français, sont attribuables à la France et revendicables par elle. Il n'est pas question une seule seconde de sortir des clous.

Le SA, en revanche, est une unité clandestine qui comprend plusieurs composantes et se trouve employée par la DGSE tout en dépendant de l'état-major de l'armée de terre qui affecte le personnel, le paye et l'équipe. Par principe, ses actions ne sont pas attribuables (aucune d'entre elles ne peut désigner la France) et sont non revendicables. C'est-à-dire que la France, qui a décidé ces opérations, ne les endosse pas, ni ne reconnaît les avoir conduites. Concrètement donc, en Libye, le SA portait une tenue civile. Sauf que dans ce cas précis le COS s'est vu contraint de demander à chacun de ses membres de laisser son uniforme au vestiaire, à la demande des Libyens eux-mêmes qui, nous l'avons vu, refusent mordicus de reconnaître la présence de troupes étrangères à leurs côtés. De ce fait, les uniformes étrangers étaient proscrits.

Nos personnels sont donc partis dans une tenue de contractor, qui ressemble à un équipement de randonneur. On l'achète dans le commerce, dans les boutiques Au Vieux Campeur ou Decathlon, en version couleur sable, avec des chemises amples, des pantalons à poches plaquées, tenues assez souples, pratiques et efficaces, ainsi que des chaussures adaptées.

Cette question du port de l'uniforme, ou pas, n'a, de mon point de vue, plus lieu d'être. La tenue doit être adaptée à l'environnement afin de ne pas être vu ou reconnu pour ce que l'on est. Sinon, il n'y a plus de discrétion. Ce qui compte, c'est la « revendicabilité », ou non, de l'action. Si celle-ci est reconnue en cas de découverte de l'opération, elle n'est pas clandestine, même si sa réalisation est discrète. Si l'action n'est pas revendiquée même en cas d'échec, alors elle est clandestine. Ce cas de figure n'arrive plus jamais car aujourd'hui tout se sait très vite, en particulier *via* les réseaux sociaux diffusant les images prises par les smartphones. La limite entre action clandestine et action discrète est de ce fait devenue très ténue, voire inexistante. À telle enseigne que le gouvernement français n'annonce jamais l'envoi de ses forces spéciales dans une opération, pas plus qu'il ne le fait pour le SA, bien sûr. Un jour, sans doute, l'histoire de la présence du SA en Libye sera écrite dans son intégralité. Elle s'est en tout cas trouvée brutalement mise au jour à l'été 2016, lorsqu'un drame s'est produit.

2016 : tragique offensive

Le soutien du SA au maréchal Haftar et à son armée nationale libyenne (ANL) n'a pas toujours consisté à lui prodiguer des conseils. Les clandestins présents à ses côtés lui ont aussi prêté main-forte. La preuve en a été apportée le 17 juillet 2016. Ce jour-là, un hélicoptère MI-35 de l'ANL décolle de l'aéroport de Benina, où se trouvent à la fois des hommes du COS et des compatriotes appartenant au service Action. Selon ce que l'on m'a rapporté de ce drame, cet appareil menait une action offensive directe lorsqu'un missile antiaérien a été tiré en riposte contre lui, par les milices pro-Daech. À bord de l'appareil qui se crashe immédiatement, tous les membres de l'équipage sont tués, dont trois sous-officiers du CPIS, l'une des unités du SA. Leurs corps ont été exhibés de manière inhumaine et barbare.

Leur détachement prétendait auprès de ses interlocuteurs libyens faire partie des forces spéciales. Ils portaient un uniforme alors même que les hommes du COS se trouvaient en tenue civile. Et lorsque l'on parle des forces spéciales françaises, on évoque le Commandement des opérations spéciales. Certains médias ont brièvement, mais imprudemment, avancé cette thèse. Pas par hasard : les équipements portés par les défunts pouvaient le laisser penser. Dans les faits, il arrive à la DGSE d'utiliser sans la moindre autorisation une soi-disant appartenance au COS comme une couverture. Nos homologues étrangers, tout comme les forces que nous appuyons, s'y perdent, car ils ne comprennent plus qui est qui et qui fait quoi. Bien qu'elle le démente, la DGSE utilise bel et bien cette couverture. Ses avions vont même jusqu'à utiliser sans vergogne les immatriculations de ceux du COS. Cela crée un mélange des genres qui n'est bon ni pour les uns, ni pour les autres : le flou, c'est toxique. D'autant que dans la majorité des cas, les détachements du COS sont envoyés en mission sans être avertis de la présence éventuelle d'hommes du SA. La DGSE, quant à elle, exige de savoir où se trouvent les hommes du COS. Et obtient systématiquement satisfaction. Mais pourquoi donc ? Elle peut même placer un officier de liaison aux côtés des forces spéciales, comme ce fut le cas en Syrie lors du premier déploiement du COS à proximité de Manbij. L'inverse ne s'est jamais produit.

Le rapport de force entre les forces spéciales et la DGSE est si disproportionné, l'autonomie de cette dernière dans l'appareil d'État est telle que les protestations sont vaines.

Le tragique épisode de la mort de trois soldats français du SA en Libye sera l'occasion, non souhaitée, pour la France de reconnaître une première fois[1] sa présence clandestine dans le pays. Le gouvernement d'union nationale présidé par Fayez el-Sarraj fera alors part de son mécontentement, au point d'évoquer une violation de son territoire.

---

1. La seconde se produira en juillet 2019, lorsque des clandestins – ou supposés tels – du SA oublieront dans une position abandonnée, Garian, dans le djebel Nefoussa, non loin de Tripoli, par les forces d'Haftar, des missiles antichars Javelin portant les numéros d'un lot vendu par les États-Unis à l'armée de terre française. Pour plus de détails : Jean Guisnel, *Histoire secrète de la DGSE. Au cœur du véritable Bureau des légendes*, Paris, Robert Laffont, 2019, p. 135-139.

CHAPITRE 19

LE FAIT DU PRINCE

« Esther, que craignez-vous ? Suis-je pas votre frère ? »
Jean RACINE, *Esther*, II, 7

Début 2010, les services français recherchaient Pierre Camatte parmi les otages européens au Sahel. Celui-ci avait été enlevé dans la nuit du 24 au 25 novembre 2009 et détenu par AQMI, branche Abdelhamid Abou Zeïd. Le président Nicolas Sarkozy décide d'engager une opération de vive force. C'est un risque, il le sait, il le prend, il est dans son rôle. Avant que l'opération elle-même soit montée, une phase de préparation était nécessaire. Pour une raison que j'ignore toujours aujourd'hui, le commandement est confié au service Action, renforcé pour l'occasion de moyens humains du COS et d'hélicoptères. S'agissant d'une opération purement militaire, je persiste à penser que le pilotage aurait dû en être confié au COS, éventuellement renforcé par le SA. Certains camarades au sein du SA ont admis quelques années plus tard qu'ils partageaient mon point de vue. Telle ne fut pas l'option retenue. N'en parlons plus ? Eh bien non, parlons-en, justement ! Le moment est venu.

2010 : l'affaire Pierre Camatte

Avant l'opération, les chuteurs opérationnels du SA se sont donc entraînés pour le saut puisque la mise en place devait se faire par parachute à quelques kilomètres du lieu de l'assaut, qui serait atteint à pied. Je n'étais pas présent sur place, puisque à cette époque j'étais affecté à l'Élysée. Des camarades des forces spéciales m'ont néanmoins raconté leur surprise devant la manière dont ont fonctionné les chuteurs du service Action. Les entraînements au saut ressemblaient à la bataille d'Angleterre avec des gens dans tous les sens, éparpillés en l'air, pas assez habitués à se regrouper en vol après l'étape de la chute libre, à suivre leur leader, à se placer dans la disposition que nous appelons « en petit train », les uns derrière les autres. Tout le monde doit suivre de façon étagée afin que chacun se pose au même endroit. Je sais bien que les chuteurs ne pratiquent pas un sport de masse, mais dans les unités du Commandement des opérations spéciales, ces pratiques sont impératives, elles ne se discutent pas. Lorsque les gens ne sont pas assez aiguisés, on les renvoie de ferme autorité à l'entraînement afin de s'assurer que le jour où ils partiront en mission, on puisse les utiliser dans différentes configurations.

Les unités de forces spéciales ne sauraient fonctionner sans de fortes individualités. Ce critère est évalué lors du recrutement, puis confirmé ensuite. Bien sûr, chacun doit être capable de performances exceptionnelles au plan individuel, dans tous les domaines nécessaires à sa spécialité, mais il s'agit de ce que l'on appelle dans le langage populaire un « pont aux ânes » : chacun doit faire la preuve qu'il peut le franchir, tout en étant conscient que les réelles épreuves commencent de l'autre côté, au moment où les qualités personnelles doivent être mises au service d'une ambition collective. Il est bien sûr intéressant qu'un parachutiste soit capable de prouesses techniques. Pourtant, elles deviennent inutiles, voire invalidantes, si elles ne sont pas placées dans un cadre commun, au service de la mission. Ici, la métaphore d'un yacht de course fonctionne bien. Il peut parfois être mené par un homme seul, mais il va plus vite, plus loin, tout en traversant mieux les tempêtes quand il est mené par un

skipper et son équipage, entraînés tous ensemble et ayant appris à affronter le gros temps côte à côte.

Si les nageurs de combat du COS et leurs camarades de la DGSE sont capables de performances techniques ébouriffantes, nous l'avons vu, il n'en va pas différemment de l'ensemble des opérateurs du COS, toutes armées d'origine confondues. Ces derniers s'entraînent ensemble et répètent leurs gestes à l'envi, jusqu'à ce qu'ils soient parfaits. Les groupes ou les équipes demeurent constitués de façon homogène pour de longues périodes. Dès lors qu'ils ne sont pas en opérations, les entraînements se multiplient sur tous les terrains et dans toutes les conditions météorologiques. Les tirs se succèdent aux tirs, les sauts de jour ou de nuit également. Mais surtout, ils sont très souvent sur le terrain et acquièrent une expérience irremplaçable.

L'opération de libération de Pierre Camatte n'eut finalement pas lieu car après des tractations, l'otage sera libéré le 23 février 2010 en échange de la libération par la justice malienne de quatre terroristes d'AQMI dont Hamada Ould Mohamed Kheirou, fondateur du MUJAO. Ce dernier n'a plus reparu depuis 2014 et est de ce fait présumé mort, sans certitude. Quant à Idris Ould Mohamed Lemine, libéré avec lui, il deviendra kamikaze en commettant un attentat suicide à la voiture piégée contre une caserne de l'armée mauritanienne à Néma (Mauritanie) en août 2010. Les soldats mauritaniens ont tiré sur le véhicule qui approchait, le faisant exploser avant qu'il atteigne les murs de la caserne. Les autorités mauritaniennes et algériennes protesteront énergiquement contre ces libérations.

Michel Germaneau, l'échec

Le 19 avril 2010, un autre Français, Michel Germaneau, ingénieur en retraite de 78 ans, est enlevé par un chef d'AQMI, l'islamiste algérien Abdelhamid Abou Zeïd. Pour le compte d'une association spécialisée dans l'éducation et la santé, Germaneau s'apprêtait à rendre visite à une école ouverte l'année

précédente dans le village d'In-Abangharet. Travaillant ardemment sur ces affaires, la DGSE avait trouvé un camp dit « des Familles » où vivaient femmes et enfants. Les combattants djihadistes y revenaient de temps en temps. À l'écart, la DGSE avait repéré une tente et les analystes s'étaient dit que Michel Germaneau pourrait y être retenu.

Deux options sont alors proposées au président Sarkozy, le 14 juillet 2010. Ce dernier avait décidé d'agir à la suite d'un communiqué d'AQMI annonçant la future exécution de l'otage. La première option est une opération planifiée par le SA. Elle prévoit une action conjointe avec les Mauritaniens. La seconde option est une opération préparée par le COS qui ne prévoit pas d'action conjointe avec les Mauritaniens. Je ne sais sur quels critères le choix a été fait, mais la première solution est retenue[1]. Sans doute s'agissait-il d'associer des acteurs locaux, en l'occurrence des Mauritaniens que le service Action avait contribué à former. Lors de cette opération qui se déroula le 23 juillet 2010, l'otage ne fut malheureusement pas découvert, ni *a fortiori* tiré des griffes de ses geôliers. Le chef d'AQMI, Abou Moussab Abdelwadoud, publia quelques jours plus tard un communiqué revendiquant l'assassinat de l'otage, « pour venger (ses) six frères tués dans la lâche opération de la France ». Vérification faite, la tente dans laquelle il était censé se trouver abritait une mitrailleuse lourde de fabrication russe.

Chien et chat au Mali

Les relations avec la DGSE sur le Mali n'ont pas dérogé à la règle : elles ont été efficaces, sinueuses, pleines de non-dits et de sous-entendus. Dans les faits, Bernard Bajolet avait suivi l'attitude de son prédécesseur Érard Corbin de Mangoux : il ne comprenait pas l'intérêt de la mission Sabre conduite à partir de 2009 par le COS et répartie entre la Mauritanie (Sabre 1), le Mali (Sabre 2), le Niger (Sabre 3) et le Burkina Faso (Sabre Whisky). Le service de renseignements extérieur et son directeur général Érard Corbin de Mangoux

s’étonnaient même dans les cercles du pouvoir que des militaires du COS puissent être présents dans la zone, avant même qu’une opération militaire « officielle » y ait été lancée dans les règles. Ce qui n’était à ses yeux pas le cas au Tchad avec l’opération *Épervier*. J’avais croisé durant un mois à l’Élysée le préfet Érard Corbin de Mangoux alors conseiller de sécurité intérieure du président Sarkozy. Ancien commissaire de marine entré dans la préfectorale, c’est un homme pondéré au rire facile. Mais arrivé à la tête de la DGSE en octobre 2008, son sens de l’humour semblait s’être évanoui ! Sans le moindre embarras, la DGSE jugeait tout simplement que la présence de membres du COS au Sahel constituait une gêne pour sa propre action !

Ce n’était évidemment pas le cas, à condition bien sûr que l’on analysât cette situation du point de vue des impératifs nationaux français, en faisant abstraction des intérêts « boutiquiers » de Mortier[2]. De fait, les différents détachements Sabre constituaient des moyens d’information de grande valeur que la DRM et le COS orientaient pour mieux connaître et comprendre les événements de la bande sahélo-saharienne (BSS). Il faut le dire : fortes de leur rôle formateur auprès des armées des pays du Sahel, les forces spéciales recueillaient du renseignement. Cette gigantesque zone, aussi vaste que l’Europe, était jusqu’alors, aux yeux de la DGSE, sa chasse gardée où ses propres forces spéciales, les troupes clandestines du service Action, pouvaient agir à leur guise, c’est-à-dire avec un contrôle minimal. Pour ma part et sur ce terrain, je n’ai jamais su qu’il puisse exister une raison légitime à cette concurrence, pourtant bien réelle. À mon sens, elle n’avait pas lieu d’être. Il aurait été bien préférable et bénéfique pour les intérêts français de prévoir une coopération. Je la souhaitais, mais j’étais bien seul !

C’est à mon avis un exemple à méditer pour l’avenir en termes de retour d’expérience. La DGSE avait acquis en effet au fil des années une excellente connaissance de la zone. Nombreux ont été les hommes du service Action à parcourir le Sahel avec des légendes parfois curieuses, plus ou moins adaptées aux circonstances. Leur but était souvent de redécouvrir des points d’eau que les cartes de l’époque coloniale, toujours disponibles, mentionnaient déjà avec précision ! À supposer qu’ils aient remisé leur hostilité à notre endroit, leurs

acquis auraient été précieux aux différents Sabre, d’autant plus que certains détachements du SA étaient basés à proximité. Ces clandestins étaient visibles comme le nez au milieu de la figure, tout comme leurs hélicoptères de manœuvre sans cocarde, mais bien repérables comme étant militaires et français. Leur mission prioritaire consistait à former des services action locaux, quand celle du COS était de former des unités d’intervention. Lorsque l’on connaît la difficulté de disposer dans certains pays de soldats motivés, de les entraîner, de les former et de les engager, sans même parler de leur pénurie chronique en équipements adaptés, cela me semble redondant. Y compris au regard des moyens, certes efficaces, mais limités, dont dispose la France.

À Ouagadougou, la DGSE disposait d’une petite équipe au sein de l’ambassade, comme dans de nombreux autres pays. Son chef de poste se trouvait en liaison régulière avec la TF Sabre basée au camp Bangré, à quelques kilomètres au nord de la capitale. Les relations étaient cordiales, chacun bénéficiant des connaissances de l’autre. Mais, selon moi, cette présence épisodique n’était pas assez efficace. Il aurait été préférable de disposer d’un officier traitant de la DGSE à demeure au sein du PC de Sabre, avec un poste de travail qui lui aurait permis de fournir des réponses à nos questions. Et d’être alimenté en direct en informations remontant de nos détachements sur le terrain. Chacun y aurait gagné.

Il ne faudrait pas déduire de ces lignes que le mécontentement prévalait. Je reconnais bien volontiers qu’au moment où la France s’engageait militairement, avec ses forces spéciales à la pointe, la DGSE a été présente, fournissant un appui efficace. Lors du début de l’opération, leur avion ISR et le renseignement qu’il nous a fourni nous auront été particulièrement utiles.

Ma proposition s’est avérée plutôt longue à instruire, car la DGSE n’aime pas se mélanger avec d’autres Français. « Cela pourrait présenter des risques ! » ai-je trop souvent entendu. J’ai donc proposé au numéro 2 de la direction du renseignement, Marc, et au numéro 2 de la direction technique, Bruno, de se rendre sur place avec moi. Avec ces deux responsables que je connais très bien, dont l’un est un ami personnel, nous avons effectué un aller-retour depuis Paris, à la fin du mois de février 2013. À Ouagadougou, je leur ai présenté nos moyens,

nos capacités, nos objectifs, et nos manques… En particulier en matière de renseignement. Je leur ai parlé de synergie, de réactivité, d'efficacité opérationnelle, de succès pour nos armées et pour la France. Conquis, ils se sont montrés enthousiastes. Et pour cause, la TF était un outil efficace, particulièrement réactif. Eux disposaient de renseignements d'excellente qualité. Suite à leur visite et conformément à mes vœux, un officier de liaison de la DGSE s'est installé à demeure dans notre campement. Les choses pouvaient ainsi aller beaucoup plus vite. Cette décision que je qualifie de positive avait sans doute une arrière-pensée car au sein même du service, les relations entre le service Action, bras armé de la DGSE, n'ont jamais été idylliques avec la Direction du renseignement. Aux yeux de cette dernière, il s'agissait donc d'une belle opportunité de montrer au sein du service extérieur combien il était plus facile de travailler avec le COS qu'avec le SA.

---

1. Voir aussi Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, *Histoire secrète des services spéciaux français*, Paris, La Découverte, 2006, p. 591-592.

2. Appellation fréquente de la DGSE dont l'établissement principal est situé boulevard Mortier, dans le XIX[e] arrondissement de Paris.

CHAPITRE 20

DENIS ALLEX, NOTRE FRÈRE D'ARMES

« *Criticism may not be agreeable, but it is necessary. It fulfils the same function as pain in the human body. It calls attention to an unhealthy state of things*[1]. »
Winston CHURCHILL

Lorsque je prends le commandement du COS à l'été 2011, celui-ci n'est pas du tout impliqué dans l'affaire Denis Allex, cet agent de la DGSE enlevé à Mogadiscio (Somalie) le 14 juillet 2009. Bien sûr, tout le monde sait qu'il s'agit d'un soldat français aux mains d'un adversaire atroce, les shebab somaliens. À ce stade, elle ne concerne encore que la seule DGSE, tout occupée à retrouver sa geôle. Depuis l'Élysée, où j'avais été l'un des adjoints de Bernard Bajolet, alors coordonnateur national du renseignement, j'avais pu suivre une partie du dossier. Même si, pour une raison que j'ignore, c'est davantage l'état-major particulier qui suit ce dossier en liaison avec notre service extérieur. Au début de l'été 2012, nous continuons à ne rien savoir mais nous sentons bien une forme de frémissement. Et puis, en juillet 2012, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian fait le choix d'annoncer, contre toute attente et sans doute pour faire bouger les lignes, que l'otage a été localisé.

Localisation

Nous nous doutons bien que des initiatives sont déjà à l'étude pour tenter de le libérer. Logiquement, la DGSE aurait pu mettre en œuvre sa spécificité : agir en civil, pour s'infiltrer en faisant passer ses agents pour ce qu'ils ne sont pas. J'admets cependant que quand on est blanc de peau dans un pays comme la Somalie, c'est compliqué. Dès lors que l'on monte une opération avec un groupe d'assaut, ça devient une opération militaire. Le COS est fait pour ça. Une opération clandestine, c'est autre chose : trois ou quatre personnes subtiles et rusées, au grand maximum. Pressentant qu'on s'oriente vers une action de vive force, je fais alors valoir au chef du SA de l'époque, le colonel Raphaël, qu'il faudra dans ce cas concevoir une opération militaire lourde, impliquant à tout le moins un appui puissant du COS. J'ajoute que dans mon esprit, cet appui ne sera pas compté. Ce dont il aura besoin, nous le fournirons, hommes, matériel et savoir-faire. Ce professionnel compétent, que je connaissais bien par ailleurs et qui a fait toute sa carrière au SA, affiche un point de vue différent. À ses yeux, les hommes du CPIS de Perpignan, d'où venait Denis Allex, « sont les plus adaptés et les plus motivés » pour mener eux-mêmes une opération de libération. Il me présente son argument clé : « Tu sais, Christophe, je dispose de cinquante commandos surarmés, surentraînés, qui savent très bien le faire. On est très forts pour ça ! » Je lui réponds que je n'ignore rien de ses atouts, que ses hommes sont effectivement performants, certains avec des individualités exceptionnelles, mais qu'il est irréaliste de penser qu'ils pourraient conduire seuls une telle action, qu'elle devra, j'en suis absolument persuadé, être coordonnée avec d'autres.

Lors de cette discussion initiale, j'ignorais encore que ce serait au final une opération gigantesque à l'échelle française, une action interarmées et interalliée qui ferait intervenir les trois composantes (terre, air, mer). C'est loin d'être un détail, car on considère qu'une armée est moderne lorsqu'elle sait faire fonctionner ces trois entités à la fois, dans une parfaite symbiose des spécificités de chacune. Je mis également en avant le fait que dans cette région du monde, nous Français manquions de certains moyens, qu'il faudrait demander un appui aux Américains. Interarmées, l'opération serait donc aussi interalliée.

Cela ne s'improvise pas : conduire une opération de concert implique de travailler avec des procédures harmonisées, dans une langue étrangère qu'il faut maîtriser, avec des réseaux radio parfois incompatibles qu'il convient d'ajuster. Dans la perspective d'une opération associant les Américains, une forte implication du COS était nécessaire : il s'entraîne et conduit en permanence des actions avec l'OTAN pour roder les procédures. Le jour où le conflit éclate, agir ensemble n'est pas un problème. Le SA prise davantage sa spécificité, synonyme dans ce cas d'isolement. En réalité, ses atouts deviennent dans ce cas des faiblesses : sa légèreté, sa discrétion, sa clandestinité ne sont pas compatibles avec une opération conduite par cinquante hommes. Il s'agit dans ce cas d'une vraie opération militaire, qu'ils n'ont jamais conduite dans leur longue histoire. Je le dis tout net à Raphaël : ce n'est pas une bonne idée. Pourtant, c'est bien celle que l'état-major de la DGSE retiendra et que le directeur général Érard Corbin de Mangoux promeut. Je pense qu'on court au désastre.

Je me rends alors auprès du CEMA, l'amiral Édouard Guillaud. Nous sommes quelques jours à peine avant l'entrée au Mali et la DGSE m'a finalement demandé de lui prêter deux hélicoptères d'attaque Tigre. Ces deux derniers accompagnés par un petit état-major tactique ont déjà embarqué sur le bâtiment de la marine affecté à cette mission clandestine. Je lui dis : « Amiral, la DGSE est en train de monter une opération pour libérer Denis Allex, il me semble que c'est une opération qui devrait plutôt être menée par le COS. » Je lui expose mes arguments : le COS a l'habitude de travailler avec ses homologues américains et britanniques, tout comme avec l'armée conventionnelle. Or, telle qu'elle est montée, la libération de Denis Allex est une opération militaire interalliée et interarmées avec des bâtiments de la Marine nationale, des chasseurs-bombardiers et des drones américains, des hélicoptères et des équipages du 4e RHFS, donc du COS. Ils accompagneront une cinquantaine d'hommes du SA au sol, allant de ceux qui assureront la couverture à ceux qui monteront à l'assaut. Mes raisonnements ne convaincront pas ceux qui auraient dû l'être, persuadés par un ultime argument du directeur de la DGSE : le SA se devait de conduire l'assaut et la récupération de l'otage à sa façon, car Denis Allex était issu de leurs rangs, frère d'armes dont il leur revenait d'assurer le

sauvetage. Édouard Guillaud m’avait d’ailleurs expliqué que je devais le comprendre : « C’est leur type, Christophe, et ils veulent y aller eux-mêmes, c’est compréhensible. » Je lui explique mon désaccord, que nous ne jouons pas dans un film américain, où le gars se rengage parce qu’il veut aller sauver son copain. Dans ce cas, on devient totalement subjectif, on pénètre le terrain du sentiment, au lieu de rester neutre, froid et objectif.

Je n’ai jamais compris ce raisonnement. En quoi Denis Allex n’aurait-il pas été un frère d’armes de chacun des hommes et de chacune des femmes des armées françaises en général et du COS en particulier ? Calculerions-nous notre proximité et notre solidarité avec chaque otage que nous devons arracher à son sort funeste ? Non ! Dans tous les cas, on se sent totalement investi. Le fait d’appartenir à la même unité entre dans l’équation, c’est humain et on m’a dit le plus grand bien de Denis Allex. Pour autant, il était surtout un homme injustement détenu dans des conditions terribles, que nous devions sauver.

En direct

On a quand même vu des choses très curieuses. Nous échangeons des officiers de liaison entre l’USSOCOM et le COS. Ces affectations réciproques sont un gage de coopération efficace et d’échanges rapides d’informations autant que de bonnes pratiques entre les chefs. Or, qu’avons-nous constaté ? Durant l’opération en Somalie, l’officier américain se trouve pendant l’assaut à l’ambassade de son pays place de la Concorde, où il peut voir les images du drone américain en direct. La météo n’était pas bonne cette nuit-là, il y avait de nuages, et pas de lune. Le drone n’a donc pas tout vu, mais il a pu transmettre de bonnes images de temps à autre. Elles étaient également reçues à bord du BPC afin de permettre au directeur des opérations de la DGSE, et au chef du SA, de suivre l’action en direct. Deux avions de chasse américains étaient également en vol, prêts à appuyer les hommes du CPIS si besoin était.

De mon côté, je me trouve au CPCO. J'avais demandé de pouvoir suivre l'action en direct, car deux Tigre du 4e RHFS – sous contrôle opérationnel du COS – se trouvaient, nous l'avons vu, à bord du Mistral. Au CPCO, au milieu de la nuit, nous suivons sur un écran minuscule des petits points lumineux mobiles balisant les cinq hélicoptères engagés dont trois du GAM 56 (56e groupe aérien mixte) et les deux « miens ». Heureusement que les Tigre se sont trouvés là !

Pourtant, cette présence n'avait pas été vraiment souhaitée par le chef du SA, qui s'estimait en mesure de conduire sa mission sans l'aide des Tigre, avec ses seuls hélicoptères d'assaut Caracal. Machines superbes pouvant transporter des combattants et les soutenir, dont la puissance de feu n'a toutefois strictement rien à voir avec celle des Tigre. Je ne sais qui est à l'origine de cette demande néanmoins présentée au COS. Je pense qu'elle est venue du directeur des opérations de la DGSE, qui connaît bien les opérations militaires. Mais que n'ai-je entendu lors de la mise en place de nos appareils de la part du chef du SA !

Notamment que leur présence serait tolérée, pas plus : « On les prend, à condition qu'ils restent loin de notre zone d'action et de manœuvre », ai-je entendu dans les heures précédant l'opération. Or, ils se sont avérés plus qu'indispensables : salvateurs, lorsque les shebab ont accueilli les Caracal qui venaient rechercher les commandos par des tirs nourris de kalachnikov, formant une « boule de feu[2] ». De nombreux projectiles les ont atteints et si les Tigre blindés ne s'étaient pas trouvés là pour riposter avec leurs puissants canons de 30 mm, les choses auraient vraiment tourné au vinaigre ! Les témoignages recueillis auprès de pilotes participants sont explicites : sans les Tigre, on rejouait *La Chute du faucon noir*[3]. On se souvient qu'en Somalie au début du mois d'octobre 1993, les Américains avaient vécu une expérience dramatique : en tentant d'arrêter un leader somalien, ils avaient perdu un hélicoptère et dix-neuf rangers de la Delta Force. Un désastre.

On m'objectera, je le sais, que je ne devrais pas remuer le couteau dans la plaie. Que je ne serais pas fondé à revenir sur un épisode malheureux, que personne n'a le droit de critiquer ce qui a été fait. On pourrait aussi me dire que le linge sale ne se lave qu'en famille ! Je suis très net sur ce point : je ne porte pas, loin de moi cette idée, une appréciation négative sur ce que d'autres ont

décidé. Nul ne l'ignore : les hommes du CPIS se sont battus comme des princes, faisant preuve d'un courage exemplaire, certains le payant de leurs vies. Ce que prétend néanmoins l'officier français que je suis, pas totalement dénué d'expérience opérationnelle, c'est que nous avons assisté à un mélange des genres. Il doit être mis à plat, décortiqué pour que cette erreur ne se reproduise pas et qu'on puisse bien se répartir les rôles, chacun agissant avec ses moyens et ses compétences, dans la cour qui est la sienne, pour une meilleure efficacité. De ce fait, la prochaine fois nous aurons davantage d'atouts pour sauver un nouvel otage. Je ne dis évidemment pas que le COS aurait à tout coup réussi cette mission si elle lui avait été confiée. Ce qui ne m'interdit pas de penser que nous aurions pu faire autrement, en mettant plus de chances de notre côté.

Expérience du combat

Le cœur de la question, c'est l'expérience du combat. Les opérateurs des forces spéciales ne cessent depuis trente ans de faire la guerre ensemble et de combattre sous tous les cieux. D'Afghanistan au Mali, de Centrafrique en Irak, de Libye en Syrie, ils ont acquis des aptitudes et un aguerrissement collectif que peu d'autres, c'est un simple fait, possèdent en France ou en Europe. Il n'est qu'à voir les constellations de décorations ornant leurs poitrines, elles parlent pour eux. Ce ne sont certes que des médailles, il ne faut pas leur donner plus d'importance qu'elles n'en ont. Elles n'en illustrent pas moins leurs interventions, leur expérience acquise pour la grande majorité d'entre eux, sous le feu. Ils ont connu le combat, ils ont surmonté leurs peurs, en entendant les balles siffler ils ont développé un sens aigu de la survie et de l'initiative. Était-ce bien le cas des hommes du CPIS qui sont allés chercher Denis Allex ? Ou bien certains ont-ils connu ce jour-là leur baptême du feu ?

Dans une opération aussi ardue, aussi complexe, aussi sensible, aussi risquée, on aurait gagné, je le pense vraiment, à utiliser les talents de gens habitués à combattre ensemble, à se côtoyer épaule contre épaule, sous la

mitraille. Tel est le cas des groupes action des forces spéciales, formés soit d'opérateurs du 1er RPIMa, soit de commandos marine, soit des commandos de l'air du CPA 10, ainsi que du 13e RDP pour le recueil du renseignement. On s'est interdit d'utiliser cette capacité-là en Somalie, je le regrette amèrement. J'espère seulement que les raisons de ce choix ne tiennent pas aux querelles de chapelle.

Il est aussi possible que le COS n'ait pas été engagé en Somalie, alors même que l'intervention au Mali se profilait, qui allait, il est vrai, mobiliser ses ressources. M'aurait-on seulement posé la question, j'aurais répondu que le COS se serait trouvé en mesure de conduire simultanément une opération dans la durée au Mali et une autre plus ponctuelle en Somalie. La meilleure preuve en est la mise à disposition de deux hélicoptères Tigre, que nous n'avons pas discutée une seule seconde. Peut-être a-t-on également estimé en haut lieu que dans l'éventualité d'un échec, on aurait pu éviter des questions délicates, puisque la DGSE était en œuvre. L'officier de liaison américain affecté à mon état-major m'a dit : « Si une affaire comme celle-là avait eu lieu aux États-Unis, une commission d'enquête parlementaire aurait tout de suite été mise sur pied. » Telle n'est pas la pratique française. Je conclurai sur cette affaire en me souvenant de ma conversation avec le directeur des opérations de la DGSE, qui se trouvait à bord du Mistral. À ce très bon camarade, nous étions ensemble à la présidence de la République, lui à l'état-major particulier et moi à la coordination du renseignement, j'ai présenté mes condoléances et exprimé ma tristesse sur un échec que je ressentais comme collectif, pour nous tous militaires. Pour laver tout soupçon d'arrogance, on peut rappeler aussi que les libérations d'otages ne sont pas une science exacte, que le COS aussi a connu des morts dans ses rangs et dans ceux des otages[4].

Partager l'essentiel

Nous partageons l’essentiel avec le CPIS : le consentement au risque, donc l’acceptation de perdre la vie en sauvant celle des autres. Les forces spéciales mènent la mission jusqu’au bout, avec succès ou pas, comme on l’a vu avec la perte de deux commandos marine, Cédric de Pierrepont et Alain Bertoncello, lors d’une libération réussie d’otages français au Sahel, dans la nuit du 9 au 10 mai 2019. Mes camarades du CPIS ne voient pas les choses différemment. Lors de l’opération en Somalie, ils perdent malheureusement Denis Allex, mais aussi deux autres combattants : le capitaine Patrice Rebout et le sergent-chef E. C’est chèrement payé et je salue le courage de ceux qui sont montés à l’assaut en prenant tous les risques et plus encore pour libérer leur – notre – camarade.

On tire volontiers des leçons des succès. Pour les revers, c’est souvent un peu plus difficile. Comment en identifier les causes des manquements ? Ce retour en arrière, ce retour d’expérience que nous appelons un RETEX, est indispensable et doit être fait systématiquement. C’est une obligation. Car on voit se confirmer qu’un échec ne peut pas être dû au hasard. La « faute à pas de chance », ça n’existe pas. Bien souvent, on relève un manque de renseignement fiable, une absence de centralisation et de concertation lors de la planification de l’opération, une interopérabilité défaillante entre les acteurs et enfin l’insuffisance des exercices avant la mission. Or, ce point est fondamental. L’entraînement préalable, le drill, est crucial. Les acteurs doivent se connaître et s’être entraînés ensemble. C’est notamment ce qui leur permet de ne pas tomber dans l’excès de confiance, soit en surestimant leurs capacités, soit en sous-estimant celles de leurs adversaires. Voire en n’accordant pas une importance suffisante aux éléments naturels…

Après chaque opération, il convient donc de procéder, la tête bien rafraîchie, à ce qu’on appelle un retour d’expérience (RETEX). Je ne connais pas celui que la DGSE n’aura pas manqué de rédiger. J’observe néanmoins que tous les atouts n’avaient pas été réunis. Premier point : l’infiltration entre le poser des hélicoptères Caracal et la prison de Denis Allex s’est révélée plus longue et difficile que prévu. Le renseignement n’était pas aussi complet que souhaité, la nuit noire et sans lune qui avait été choisie était en réalité très éclairée, avec des feux de camp partout. Il ne devait y avoir personne sur l’itinéraire de

l'infiltration. En fait, les « clandestins » croisent une personne qu'ils tuent. On ne se trouve déjà plus dans l'univers de l'action clandestine, mais dans celui d'une opération spéciale, avec des appuis importants fournis essentiellement par les forces armées américaines et par la Marine nationale française. Je regrette vivement qu'il n'y ait eu aucun RETEX commun entre le service Action et le COS. Il aurait justement permis de s'enrichir les uns des autres, de nos compétences communes, de nos différences aussi. Ce que je crois comprendre, c'est que le SA lui-même a tiré la conclusion que des opérations de ce type ne sont pas à sa dimension. Je partage depuis longtemps ce point de vue, nous avons besoin d'une capacité d'action clandestine, formée d'individus aux compétences exceptionnelles. Dans ce cas, on a confondu les registres. Le CPIS n'était ni formaté, ni organisé, ni équipé, ni assez aguerri pour engager en solo une telle opération.

---

1. « La critique peut déplaire, mais elle est nécessaire. Elle possède le même rôle que la douleur pour le corps humain : elle attire l'attention sur ce qui ne va pas. »

2. Lors d'une attaque d'un aéronef à basse altitude, une riposte efficace consiste à utiliser contre lui toutes les armes disponibles, y compris de petit calibre, pour former une sorte de « boule » qui touchera l'appareil.

3. Titre français du film américain *Black Hawk Down* (2001), de Ridley Scott, avec Josh Hartnett et Ewan McGregor.

4. Nous y reviendrons dans un second volume.

CHAPITRE 21

SA, OU LA RÉFORME IMPOSSIBLE

« *That men do not learn very much from the lessons of history is the most important of all the lessons that history has to teach*[1]. »
Aldous HUXLEY, *Collected Essays*

Nous sommes en mai 2013, quelques mois après l'échec du sauvetage de Denis Allex. Bernard Bajolet est directeur général de la DGSE depuis le 10 avril. Il réfléchit à la succession du chef du service Action, Raphaël, m'appelle et me confie qu'il a deux noms en tête. L'un est un chasseur alpin, Nicolas Le Nen, l'autre un para-colo[2]. Les deux ont déjà servi au SA. Je lui réponds qu'il a deux solutions, mais que compte tenu de ce dont je me souviens de nos échanges lorsque j'étais son adjoint au CNR, il me semble qu'il désire un homme disposé à réformer le SA. Il acquiesce et je lui donne alors mon opinion : « Nicolas Le Nen est celui qui aura le courage de le faire et répondra à tes attentes. »

Et, en effet, Bernard Bajolet choisit Le Nen. Je ne sais si mon avis a compté mais j'ai compris que le nouveau directeur général veut replacer le SA au cœur de ses missions. Revenir aux actions clandestines et se différencier de ce que fait le COS. Il ne veut plus d'opération militaire du type de celle menée lors de la tentative de libération de Denis Allex. Le colonel Le Nen ne laisse personne indifférent. C'est un homme d'engagement, il a marqué en particulier par son commandement du 27e bataillon de chasseurs alpins. Engagé comme patron du

groupement tactique interarmes (GTIA) en 2009 dans la vallée de la Kapissa, il a gagné ce que l'on a appelé la bataille d'Alasaï. Il est par ailleurs auteur de plusieurs ouvrages dont l'un coécrit avec un autre spécialiste du sujet[3].

Le nouveau chef du SA n'a pas fait les choses à moitié. Il a bousculé un certain nombre de caciques, qu'il s'est durablement mis à dos. Plusieurs anciens se sont fait un plaisir de lui glisser des bâtons dans les roues, trouvant un écho favorable dans les rangs même du SA. Et pourtant ! Il y avait tant de choses à faire…

Accidents trop nombreux

Le nombre d'accidents mortels à l'entraînement y est inacceptable et amène à se poser des questions. Il est anormal de perdre des hommes à l'exercice. La formation est telle que l'on habitue les gens à être toujours en dehors des clous et de la réglementation. Ce qui est nécessaire lors des missions. Mais il y a une différence entre une mission réelle et une formation. Perdre un agent en mission est déjà très dur, malgré une conscience aiguë des risques encourus, mais à l'instruction des mesures de sécurité sont vitales, au sens propre du terme. La vie n'a pas de prix que l'on soit agent dans un service ou simple quidam.

Les incidents à l'étranger, toujours à l'entraînement[4], avec des conséquences diplomatiques qui ne sont jamais neutres, incitent également à la réforme. Le Nen a donc cherché à transformer son service, sans être toujours bien compris en interne, mais avec l'appui de Bernard Bajolet. Celui-ci, quand il était coordonnateur du renseignement, poussait déjà à une remise en cause profonde de l'organisation, des méthodes du SA. Il se trouvait en cela en phase avec le général Jean-Louis Georgelin[5], qui répétait, prêtant la formule à Jacques Chirac : « Avec la DGSE, le coefficient de foirage est élevé ! »

Malgré bien des discussions en interne et de vraies remises en question, cette volonté de réforme du SA n'a pas, selon moi, abouti. Est-elle toujours d'actualité et le successeur du réformateur Nicolas Le Nen, Helmut, a-t-il poursuivi dans

cette voie ? Je ne le sais pas. Ce pur produit maison, nageur de combat, recentrera-t-il l'action de son service pour le différencier de ce que fait le COS ? Une autre idée de Bernard Bajolet lors de son passage au CNR était de pousser à la réduction du nombre des emprises domaniales de la DGSE, notamment dans la région de Perpignan où elles sont nombreuses[6] à Saint-Laurent-de-la-Salanque, à Opoul, mais aussi de regrouper les trois centres d'entraînement plutôt vers Orléans. Cette idée semble être restée lettre morte, le nombre d'emprises n'ayant pas évolué.

Visions passéistes

Personne ne m'a jamais officiellement demandé mon avis sur une réforme du service Action, ce qui n'est certes pas suffisant pour que je ne le donne pas. D'autant plus que deux officiers de cette maison se sont exprimés sur le sujet, un certain Jean-Luc[7], puis le général Nicolas Le Nen dans la revue des saint-cyriens. Je n'ai pas été étonné par leurs arguments, défendant et illustrant la spécificité du SA, parfois teintées de romantisme quand ils comparent les agents du SA à des « héros obscurs de l'armée des ombres de Kessel[8] ». Je les entends, les respecte et surtout ne nie pas, bien au contraire, qu'il faille conserver une capacité clandestine pour la France. Nous divergeons cependant sur sa nature, car à mes yeux elle ne saurait perdurer sous sa forme actuelle, donc sous celle de la France libre et de la Résistance. Cette vision ressemble à ces insectes figés dans l'ambre depuis des millions d'années : ils ont l'apparence de la vie, brillent quand on les regarde sous le bon angle, mais sont bel et bien des témoins du passé. Le général de Gaulle lui-même avait fustigé les retardataires dans un célèbre discours : « On peut regretter la douceur des lampes à huile, la splendeur de la marine à voile, le charme du temps des équipages. Mais, quoi ? Il n'y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités[9]. »

Nos amis du SA, quand ils s'expriment, ne parlent pas du présent, ni même de 1992. Leur référentiel, c'est le Bureau central de renseignements et d'action

(BCRA) et les années noires de la clandestinité dans la lutte contre le nazisme. Ses agents ont contribué à la victoire des alliés et de la France libre en 1945. Les traditions militaires qui en découlent sont belles et doivent être respectées et saluées. Mais croit-on vraiment qu'avec les méthodes d'alors, on tiendrait tête à une Gestapo des temps modernes ? Si c'est le cas, on commet une sérieuse erreur… Les temps ont changé. Bien sûr, les évolutions techniques ont été majeures et largement prises en compte. Mais je ne parle ici que des militaires de deux des composantes du SA, ceux qui sont formés et employés pour les zones de crise.

En 1992, BATX[10] et Gafam[11] n'étaient pas encore nés ou bien, comme Apple et Microsoft, n'avaient pas encore pris le pouvoir technologique sur la planète. Quant à Internet, il vagissait dans ses langes. Soyons lucides : de nos jours et mis à part dans quelques pays que la technologie n'a pas atteints massivement (mais pour combien de temps encore ?), la clandestinité n'est plus de mise : les documents d'identité biométrique la condamnent, tout comme les technologies de reconnaissance faciale. Je connais fort bien ces dernières évolutions. Mon expérience professionnelle actuelle me permet d'affirmer que les technologies les plus efficientes existent déjà pour que très bientôt des caméras installées dans la rue, dans les aéroports, les musées, les centres commerciaux, déjà capables de vous reconnaître et de vous identifier par la seule prise de vue de votre visage, puissent être interconnectées avec les bases de données des services de police. Certains pays utilisent dès à présent cette technologie pour le suivi de leur propre population, comme en Chine bien sûr, mais aussi à Singapour. Durant l'année 2020, la France elle-même débat des moyens de traquer les suspects d'infection par le virus Covid-19. Que se passera-t-il quand un agent clandestin de la DGSE devra révéler à l'assurance maladie les noms de ses contacts et voisins de bureau décelés par les applications contenues dans son téléphone mobile ?

Situation figée

Depuis la création du COS en 1992, il y aura bientôt trente ans, rien n'a évolué sur la refonte pourtant nécessaire des forces militaires d'action clandestine. Les conclusions des quelques réflexions menées ont toutes été immédiatement retoquées par la puissance de frappe de la DGSE, sans que nos autorités militaires et politiques n'interviennent. Le sujet est-il tabou ? La seule vraie étude a été menée par deux sénateurs, Jacques Gautier et Daniel Reiner[12]. Elle a aussitôt été rejetée par la DGSE. Comme les deux auteurs du SA cités ci-dessus, son argument porte sur le maintien de la capacité de la France à mener des actions clandestines. Je suis pour, évidemment. Le vrai sujet est le suivant : n'y a-t-il pas redondance et doublons entre les unités militaires du SA et du COS ?

Au sein du SA, je distingue bien les deux fonctions : les hommes du CPIS[13] ou du CPEOM[14], tout comme ceux du GAM[15] 56, exercent des métiers assimilables à ceux du COS. Le CPES[16] basé à Orléans est constitué d'agents destinés à agir en zone dite « normalisée », contrairement aux composantes du SA dont les agents opèrent en zone de crise. Ces derniers procèdent comme des militaires, utilisent le même type de vecteur aérien que ceux utilisés par le COS (Transall C160, Hercules C130, DHC-6 Twin Otter, hélicoptères Cougar ou Caracal), se retrouvent ensemble sur les mêmes théâtres d'opérations (Tchad, Afghanistan, Libye, Irak, Syrie, Mali, Niger, Mauritanie, etc.), participent à la formation et l'instruction opérationnelle de militaires de même pays (Mauritanie, Niger, Irak…), tout comme de groupes de l'opposition armée (Syrie entre autres). La question à mon sens mérite d'être posée. Une réforme est-elle possible afin de gagner en efficacité ?

Les arguments des opposants à un tel progrès sont toujours les mêmes et reposent sur un mot : « revendicable ». L'action menée par la France peut-elle lui être attribuée ou non ? Peut-on remonter jusqu'à l'État commanditaire d'une opération clandestine ?

Il faudrait qu'on m'explique très longtemps quelle serait la vraie différence entre les nageurs de combat du COS et ceux du CPEOM. Les nageurs de combat du commando Hubert, donc du COS, suivent exactement le même stage de formation, le fameux « cours nageurs », à ceci près que les uns appartiennent à la

marine alors que ceux du SA appartiennent à l'armée de terre. Quand j'interroge mes camarades de la DGSE, ils me répondent que leurs nageurs de combat sont clandestins. Mais encore ? Quand on sort à la palme d'un sous-marin noir en immersion, ce navire est discret, c'est vrai, mais il n'est pas (du tout) clandestin. Sa présence est « attribuable » à la France, sa signature acoustique est française. Mon argument faisant mouche, ils poursuivent : « Oui, mais bon, quand ils vont récupérer un type sur une côte, c'est clandestin. » Ce que le commando Hubert fait d'ailleurs exactement de la même façon… C'est-à-dire clandestinement, s'il le faut, ou discrètement. Un exemple illustre à merveille cette situation.

Peu après l'élection de François Hollande, à l'été 2012, le général syrien Manaf Tlass, jusqu'alors soutien du régime de Bachar el-Assad, avait été exfiltré de Syrie par les nageurs de combat de la DGSE[17]. Opération clandestine, jusqu'à ce que quelques jours plus tard, le général lui-même déclare sur BFM TV : « Des services français m'ont aidé à sortir de Syrie et je les en remercie. » Il ne faut guère de temps pour que le ministre Jean-Yves Le Drian le confirme lors d'une conférence de presse : « Si [le général Tlass] le dit, c'est que ce doit être vrai. Je ne puis pour ma part faire aucun commentaire[18]. » Il n'a pas donné la marque des jet-skis utilisés pour le faire sortir ni le nom du yacht « ami » qui l'a recueilli… Mais pour ce qui est de l'action « clandestine », on en est très loin ! Donc, dès lors que la France la revendique, on est dans le cadre de l'opération discrète, pas clandestine. Quand la clandestinité ne résiste que quelques jours, ce n'est plus de la clandestinité.

J'observe incidemment que les nageurs du CPEOM disposent d'un bâtiment de soutien à la plongée (BSP), l'Alizé, armé par la Marine nationale et identifié sans conteste possible comme un navire français, puisqu'il arbore le pavillon tricolore et autres marques de nos navires de guerre. Où se trouve donc la clandestinité de ce navire ? Sa présence dans n'importe quel port du monde n'est-elle pas « attribuable » à la France et « revendicable » par elle ? Si, bien sûr… Je regrette que les nageurs des commandos marine ne puissent pas profiter de leur propre petit bateau gris, comparable à l'Alizé. À moins bien sûr que ce bâtiment très peu utilisé puisse être partagé entre les commandos marine et les nageurs du CPEOM.

À l’armée de terre, qui soutient également le CPIS en fournissant les personnels, leur équipement et leur solde, je demande en quoi c’est utile pour elle… Il n’y a d’autre réponse que l’organisation actuelle permet à des jeunes militaires de se faire plaisir, que cette perspective permet de les attirer, qu’une sélection offrant cette perspective est un atout. J’admets la pertinence de l’argument. Tout en rétorquant qu’un jeune motivé fera aussi son métier avec plaisir au COS. Et celui-ci a besoin de renforcer ses effectifs.

J’avais émis cette idée avec une arrière-pensée précise : celle d’intégrer à terme, compte tenu de la similitude des missions, environ cinq cents personnes du SA (CPIS et CPEOM) qui se trouvaient disponibles, bien formées, et auraient renforcé nos effectifs, tout en apportant des savoir-faire utiles. Cette pensée n’étant pas partagée par beaucoup d’acteurs, dois-je l’admettre, elle n’a pas vu le jour. Mais à mon sens, la question mérite toujours d’être posée. Ces hommes de grande qualité auraient enrichi le COS. Quand on parle d’effectifs, il faut toujours avoir en tête cette réalité constante : pour se trouver en mesure de mettre en place trois cents hommes sur le terrain, il en faut neuf cents, car au moment où ces trois cents partent, trois cents autres se préparent à les rejoindre pour leur succéder. Trois cents autres viennent de rentrer et se remettent en condition en reprenant les formations. Durant ces trois périodes, l’entraînement ou le maintien en bonne condition physique sont des impératifs constants. En théorie, on se trouve sur des cycles de quatre mois, qui doivent être intégrés dans un ensemble de douze mois.

J’insiste sur la vraie question qui concerne le besoin – ou pas – de deux types de commandos de nageurs de combat, les uns qui appartiennent à la marine, tout en étant affectés au COS, les autres qui appartiennent à l’armée de terre et qui servent au service Action. Je ne vois pas l’utilité de deux unités distinctes ! En Libye, pendant l’offensive, nos commandos marine se sont rendus sur des plages pour observer et entrer dans des ports, regarder comment nous pourrions préparer la destruction par explosifs de vedettes libyennes… Ce n’est pas toujours simple ! Cela ne s’est pas fait. Mais si l’une des vedettes avait explosé, l’action aurait-elle été clandestine ou spéciale ? La France l’aurait-elle

revendiquée ? Je ne le pense pas. Pas plus qu'elle n'a revendiqué telle ou telle frappe, ni la présence de ses forces spéciales.

---

1. « Que les hommes n'apprennent guère des leçons de l'histoire est la plus importante de toutes les leçons que l'histoire peut enseigner. »

2. Les troupes « coloniales » étaient celles spécialisées dans les affectations aux colonies. Elles ont pris l'appellation de troupes de marine en 1958. Mais dans l'armée de terre, on les désigne souvent comme « la colo ». Un para-colo est un parachutiste des troupes de marine.

3. Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *Principes de contre-insurrection*, Paris, Economica, 2010.

4. Jean Guisnel, « Pataquès en Bulgarie pour la DGSE », *Lepoint.fr*, 1er novembre 2011.

5. Bien connu pour son franc-parler, Jean-Louis Georgelin a été CEMP de 2002 à 2006, puis CEMA de 2006 à 2010, avant de devenir grand chancelier de la Légion d'honneur de 2010 à 2016. En 2019, il a été nommé président de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

6. « Le département quadrillé par les sites militaires sensibles », *L'Indépendant*, 17 juillet 2015.

7. Jean-Luc, « Forces spéciales, forces clandestines : dissemblances, synergies, interopérabilité », *Revue Défense nationale*, no 776, janvier 2015.

8. Joseph Kessel, *L'Armée des ombres*, Alger, Charlot, 1943. Réédition Pocket, 2001. Le film éponyme de Jean-Pierre Melville, avec Lino Ventura, Simone Signoret et André Dewavrin (colonel Passy du BCRA dans son propre rôle), est un chef-d'œuvre sorti en 1969 ; Nicolas Le Nen, « De la clandestinité », *Le Casoar*, no 229, avril 2018.

9. Allocution radiotélévisée, 14 juin 1960.

10. Ce terme regroupe les entreprises technologiques chinoises les plus puissantes : Baidu (créée en 2000), Alibaba (1999), Tencent (1998) et Xiaomi (2010).

11. Google (créée en 1998), Apple (1977), Facebook (2004), Amazon (1994) et Microsoft (1976).

12. Daniel Reiner, Jacques Gautier, Gérard Larcher, *Rapport d'information sur le renforcement des forces spéciales françaises*, Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Sénat, 13 mai 2014.

13. Centre parachutiste d'instruction spécialisée à Perpignan.

14. Centre parachutiste d'entraînement aux opérations maritimes.

15. Groupement aérien mixte.

16. Centre parachutiste d'entraînement spécialisé.

17. Le 30 août 1991, le général libanais Michel Aoun avait été exflitré de la même façon par le commando Hubert.

18. Nathalie Guibert, « Le Drian confirme que Paris a aidé le général Tlass à quitter la Syrie », *Le Monde*, 13 septembre 2012.

CHAPITRE 22

L’HABIT NE FAIT PAS LE MOINE

« Ne craignez jamais de vous faire des ennemis ; si vous n’en avez pas, c’est que vous n’avez rien fait. »
Georges CLEMENCEAU

Je ne sais pas comment cela se passe au GIGN aujourd’hui, mais je n’ai pas oublié que lors de mes dernières visites avant de quitter le service actif, ces gendarmes portaient des tenues civiles adaptées et utilisaient des voitures banalisées. Pour les forces spéciales dont les actions se conduisent en principe sous l’uniforme, je dois nuancer : l’uniforme, c’est un silhouettage, en fonction de l’endroit où l’on se rend. Nous l’avons vu : en forêt, on se déguise en arbre, et en ville on se transforme en citadin. Si l’environnement politico-social l’exige, il peut arriver qu’il soit nécessaire de se vêtir en civil. Dans ce cas, il n’est pas question de se départir de sa qualité de soldat français. La plaque d’identité métallique, le *dog tag*, est autour du cou de l’opérateur, de même que sa carte d’identité attestant son statut. En revanche, quelle que soit la tenue, y compris donc en uniforme, on ne porte jamais de nom ni de galon en condition opérationnelle. Ce qui compte, c’est le savoir-faire du chef d’équipe !

Voie britannique

Lieutenant, adjudant, capitaine ? Ce n'est pas le sujet dans ces instants. Je l'affirme : prétendre abruptement que le COS opère en uniforme et le SA en tenue civile, c'est méconnaître la réalité. Les personnels de la DGSE ne portent pas de tenue militaire et s'habillent en civil ? *So what ?* Je constate que nos voisins d'outre-Manche sont plus pragmatiques : le port de l'uniforme dans l'armée britannique n'est pas lié au fait que vous soyez militaire, mais à votre situation opérationnelle. Il n'existe pas de force clandestine aux pratiques assimilables à celles de forces spéciales. Ce sont ces dernières qui assurent les missions clandestines, si nécessaire. Au cours de la guerre civile qui a sévi vingt ans (1968-1998) en Irlande du Nord, les militaires combattaient l'*Irish Republican Army* (IRA), qui les ciblait… Ces derniers, des SAS, les affrontaient en civil. Je pense que nous aurions grand intérêt à réfléchir à la manière dont fonctionnent ces Britanniques, auxquels nous n'avons aucune leçon à donner. Eux agissent, selon les cas, dans la clandestinité ou dans la discrétion. Ce sont à peu de chose près les mêmes compétences qui sont utiles à ces deux types de missions : il ne faut pas être vu et il ne faut pas être pris. Car si l'on est repéré, ou pire fait prisonnier, il sera possible de remonter jusqu'à la France, même si l'action se veut clandestine.

On répond souvent à cet argument que l'identité fictive (IF) exige des savoir-faire particuliers, des entraînements spécifiques, etc. Mais qui peut avoir recours de nos jours d'une identité fictive ? Pas pour passer une frontière, nous l'avons vu, car les passeports sont désormais biométriques… Ou alors, on ne retournera jamais plus dans le pays considéré. Les vrais faux passeports, c'est fini, tant de choses sont interconnectées. Il existe des techniques sophistiquées et pesantes pour en tenir compte, comme l'emploi de documents volés, mais ce que j'entends surtout chez mes amis du SA, c'est : « Crois-tu qu'on passe devant les douaniers pour entrer dans un pays ? » Dans certains d'entre eux, il est vrai que c'est encore possible. Pas pour longtemps…

On l'a bien compris : dans mon esprit, la question de la tenue des clandestins n'est que le symptôme d'une affection plus profonde, qui touche les organes

vitaux. Car la vraie question porte sur la chaîne de commandement. Pour ma part, je pense que l'organisation britannique a du bon. La France et le Royaume-Uni, comme d'autres États, pratiquent l'action clandestine. Je pense que c'est une méthode judicieuse offrant au décideur politique une capacité d'action située tout en bas de la gamme des moyens de force vive dont il dispose. Chez nos voisins britanniques, cette capacité d'action de vive force clandestine de type forces spéciales, donc « non attribuable » et « non revendicable », est confiée aux SAS. C'est-à-dire aux armées. Ces militaires possèdent la double capacité d'agir clandestinement, ou pas. En France, c'est différent. La capacité existe, mais elle est confiée à la seule DGSE… Ce n'est pas une bonne idée. Jean-Luc, l'un des auteurs cités plus haut, estime « qu'à l'instar de la dissuasion nucléaire, les forces clandestines concourent à l'indépendance et à la souveraineté nationale ». Je lui fais observer que c'est parfaitement exact, comme c'est le cas de l'armée française dans son ensemble. Comme pour toutes les opérations militaires, le secret est préservé le plus tardivement possible pour la réussite même de l'action.

Je suis totalement convaincu qu'on ne peut plus s'en tenir à la dichotomie actuelle. C'est mon constat de praticien : en uniforme ou pas, le SA veut effectuer des missions qui devraient revenir aux forces spéciales. Et ces dernières, en uniforme ou pas, vont peut-être – parfois – un peu au-delà de leur savoir-faire. La grande différence, c'est que les forces spéciales sont engagées quand le CEMA est conduit à le faire, dans une chaîne hiérarchique précise et éprouvée : il ne les active pas de son propre chef. Et la décision d'engager les forces spéciales est prise en conseil de défense restreint.

Il n'en va pas de même pour les gens de Cercottes (CEPS), intégrés au service Action, ni pour deux autres services de la Direction des opérations, les très discrets service Mission (SM) et service Opérations (SOP). Tous ceux-ci sont clandestins par nature, leur fonction est utile et doit perdurer dans le cadre actuel. Ils mènent des vies parallèles, vont louer un appartement qu'ils habitent de temps à autre, pour parfaire leur légende. Mais tout le SA ne vit pas de cette façon. Que ceux qui le font pour d'excellentes raisons continuent, je n'y vois pas

d'inconvénient, bien au contraire. C'est nécessaire. Il existe tant de façons de servir la France !

Un débat douloureux

S'il s'agit d'être discret, les forces spéciales connaissent le sujet ! Les autres militaires, *a fortiori* nos concitoyens ou la représentation nationale, ne savent pas nécessairement où elles se trouvent. Quand elles ont été entraperçues en Libye par un journaliste, elles n'ont pas été précisément dévoilées. La mise en place de la TF Sabre dans les pays africains du Sahel n'a pas été révélée publiquement. Peu de monde le savait. Chaque jour, des hélicoptères, des avions, des commandos sur leurs embarcations rapides fendant la mer mènent leurs activités opérationnelles dans la plus grande confidentialité.

Les responsables militaires connaissent tous les chemins qui les conduisent très régulièrement à l'Assemblée nationale et au Sénat, devant les commissions parlementaires spécialisées, pour y être auditionnés, souvent à huis clos. Dans les premiers mois de l'opération *Serval* au Mali, deux députés préparant un rapport d'information sur la conduite de cette guerre d'un genre nouveau m'ont interrogé. Avec Christophe Guilloteau et Philippe Nauche, j'ai pratiqué l'ouverture et ils ont fidèlement présenté mon point de vue dans leur document publié en juillet 2013[1].

L'année suivante, la publication d'un rapport sénatorial a fait quelque bruit[2]. Ses auteurs m'ont auditionné, tout comme ils ont rencontré les autres anciens patrons du COS, et leur document reproduit assez fidèlement les préoccupations des militaires, qui ne les ont pas cachées à ces représentants du peuple français. Parmi les auteurs, les sénateurs Jacques Gautier et Daniel Reiner, je connais surtout le premier, devenu un ami, homme consciencieux, ouvert et plein d'humour, par ailleurs fana mili de stricte obédience. Il a pour les armées les yeux de Chimène. Avec dans le cœur une zone tout entière dédiée aux forces spéciales : il aime le COS et ses hommes d'un amour touchant, tout en vouant

une dévotion particulière au 1er RPIMa. Ce rapport s'est révélé fort utile, car il a fait prendre conscience à tous ceux qui s'intéressent aux forces spéciales « ouvertes » ou clandestines de quels enjeux entouraient cette question. Le rôle des parlementaires n'est pas de faire plaisir à tel ou tel. S'agissant des affaires militaires, il consiste à s'informer – donc à alerter les Français – sur les sujets de l'heure, puis d'en tirer des leçons pour l'avenir. En ce sens, la mission sénatoriale a été accomplie. En accord avec ses conclusions, qui prônaient l'intégration d'une partie du SA par le COS, j'en espérais une sorte d'électrochoc chez les décideurs. Il ne s'est pas produit. Cela ne change rien à mon point de vue, plus partagé qu'on ne le croit au sein même de la DGSE. Je discute souvent avec mes amis de la DGSE, dont il ne faudrait surtout pas croire qu'ils ont l'esprit bloqué. J'en veux pour preuve une discussion en juillet 2019 avec un haut responsable du service. Je lui demande s'il serait prêt à intégrer une partie du SA au sein du COS ? Il choisit le pas de côté en me répliquant que la DGSE est fort satisfaite de mon départ de l'institution, car je posais, selon lui, « les vraies bonnes questions ». Soupçonnant quelque dessein caché, mon interlocuteur s'interrogeait toutefois sur mes intentions. Je n'ai eu qu'à lui confirmer ma conviction : « La question mérite d'être posée et une réflexion conduite. »

Je persévère quelques années après mon retour dans la société civile. Le citoyen que je suis, au-delà du militaire que je fus, patron des opérations spéciales puis de la DRM, ne voit toujours pas aujourd'hui l'intérêt de disposer de deux outils à finalité similaire. Ces deux appareils sont discrets, extrêmement réactifs, ont une faible empreinte au sol et leur action reste réversible jusqu'au dernier instant. Leur rapprochement ne s'est pas fait hier ? Je pense qu'il est toujours temps d'y réfléchir. Ce chapitre me vaudra sans aucun doute quelques critiques. Et alors ? Ces deux unités se côtoient depuis bientôt trente ans et se retrouvent régulièrement en superposition. Les coriaces au cuir épais et au cœur ardent qui les composent sont des frères d'armes, prennent les mêmes risques, sont dévoués corps et âme à la République et à la réussite de leur mission. Une réflexion est nécessaire. Je l'appelle de mes vœux. J'espère que nous pourrons en reparler demain…

1. Christophe Guilloteau, Philippe Nauche, *Rapport d'information sur l'opération Serval*, Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, 18 juillet 2013.

2. Daniel Reiner, Jacques Gautier, Gérard Larcher, *Rapport d'information sur le renforcement des forces spéciales françaises*, *op. cit*.

CHAPITRE 23

COOPÉRATIONS

« *One can only abjure violence because others are prepared to endure violence on their behalf* [1]. »
George ORWELL, *Notes on Nationalism*

Nous sommes en octobre 2012. Depuis quatorze mois, je commande le COS et j'ai amplement eu le temps de confirmer un élément essentiel : l'une des clés de notre efficacité, c'est l'anticipation. Associée à un renseignement efficace, elle est primordiale. Nous comprenons que les événements consécutifs au printemps arabe, en Syrie, mais aussi en Irak, pourraient bien conduire le gouvernement à nous demander de nous rendre sur le terrain. Sans que nous en sachions davantage, et même sans avoir reçu de consigne particulière, il nous appartient de nous y préparer. On sait peu qu'au Moyen-Orient, l'une des meilleures armées – bien entraînée, bien équipée, bien commandée – n'est autre que celle de la Jordanie.

Collaboration avec la Jordanie

Les Jordaniens recueillent un excellent renseignement humain sur ce qui se passe à leur frontière avec la Syrie, ou sur les soubresauts du Liban. Quand les troubles ont commencé au Moyen-Orient début 2011, nous n'étions pas du tout engagés dans cette région, il nous fallait des points d'appui. Nous connaissions un fort besoin de renseignement, pour voir ce qui se passait, être capables de recueillir des informations et de les comprendre pour être en mesure de proposer ensuite des initiatives. Si nos missions devaient nous conduire un jour dans la région, l'expertise des Jordaniens, sinon leur appui, nous serait d'une aide précieuse. Je décide de m'y rendre. Nous avions la chance de disposer depuis de nombreuses années à Amman d'un officier de liaison efficace, qui organise ma visite. Rendez-vous est pris avec notre ambassadrice sur place, Corinne Breuzé, enchantée de l'excellence de nos relations avec les forces spéciales jordaniennes et de ma volonté de les développer encore. Puis je rencontre mon homologue, le général Khalid Mahmoud Bani Yaseen, des forces spéciales jordaniennes, le *Joint Special Operations Command* (JSOC)[2].

Nous les connaissons de longue date, depuis qu'elles ont travaillé avec nos unités en plusieurs occasions, surtout sur l'aéroport de Sarajevo dans les années 1990. Le roi Abdallah II de Jordanie qui les avait commandées à partir de 1994 est convaincu de leur utilité. Il avait mené auparavant une carrière militaire dans la cavalerie et il portait un intérêt marqué aux capacités et au rôle de l'armée française. J'ai demandé à le rencontrer. La réponse ne s'est pas fait attendre. Il y était très favorable. Je le rencontre le 18 octobre. Durant mon mandat de GCOS, j'ai eu deux entrevues avec cet homme affable, très accueillant, qui me demandait de lui parler en français, avant de me répondre en anglais : « Les portes sont ouvertes, vos propositions de formation, de coordination avec nos forces spéciales sont très appréciables. »

Lors de ma première visite, mes collègues jordaniens m'ont présenté leur savoir-faire, me montrant comment leurs propres forces spéciales savaient descendre en rappel la tête en bas, effectuer rapidement leur parcours du combattant, tirer avec leurs armes. Je portais sur leurs efforts un regard amical, car ils ignoraient sans doute que quelle que soit l'armée en piste, elle veut que son savoir-faire impressionne le visiteur. Or, je dois dire qu'à la maison, en

France, je n’étais pas privé de ces démonstrations de compétence, pour l’avoir fait moi-même lorsque j’étais plus jeune. Mon idée à ce moment-là était de monter un partenariat avec eux pour me trouver en mesure d’intervenir en Syrie ou en Irak dans un futur que, sans avoir besoin d’être devin, j’estimais assez proche. Il fallait pour cela participer à un état-major qu’ils avaient monté et qui permettait de mieux comprendre l’organisation de nos futurs adversaires. Les Jordaniens n’étaient pas isolés de ce point de vue, bien que leur position géopolitique fût alors compliquée, comme elle le demeure aujourd’hui. Postés à la frontière sud de la Syrie, ils bénéficient du renseignement israélien ainsi que d’un fort soutien égyptien et bien sûr américain, face à des menaces communes. La Jordanie n’est pas neutre, mais cherche la position la plus équilibrée possible, sans injurier l’avenir. Au-delà de ces relations, il y avait bien sûr dans leur état-major des Américains et des Émiratis rencontrés à cette occasion. Il me semblait que la France se devait d’y être. J’ai donc envoyé, peu de temps après, un détachement de liaison.

Coopération Arabie Saoudite

Au Moyen-Orient, sans doute plus encore qu’ailleurs, il est indispensable de disposer d’alliés. Et en sus de la Jordanie, nous avons développé une coopération de bon niveau avec l’Arabie Saoudite. Elle n’est pas un acteur unique de la zone du golfe Persique, mais y possède un grand poids politique et diplomatique. La position française mise en œuvre par le COS consistait pour l’essentiel à contribuer à la formation des forces spéciales saoudiennes. Après une première période conclue par l’exercice Tigre 1 qui s’est déroulé en Arabie Saoudite en 2011, nous avons réalisé l’exercice Tigre 2, qui s’est déroulé en Corse, à partir de la base de Solenzara, du 1er au 18 octobre 2012. Il s’agissait de mener une « opération spéciale », par la mise en application du plan de coopération militaire bilatéral élaboré en 2005 et engagé depuis 2010. Le chef d’état-major français Édouard Guillaud et son homologue saoudien le général Hussein

Abdallah Al Qobeil sont venus sur place inspecter le dispositif. La partie saoudienne comptait environ 350 personnels, accompagnés par des C-130 Hercules et des hélicoptères Black Hawk. Pour les déplacements de leurs officiers, ils avaient loué de superbes Mercedes, noires et dotées de plaques minéralogiques allemandes. Nous avons dû leur demander avec délicatesse que leurs hélicoptères ne se posent pas directement dans la cour de leur hôtel, ni même à proximité comme ils l'avaient suggéré, pour ne pas gêner les autres clients et les touristes. Ce n'est pas le seul point qui a rendu ces manœuvres peu banales : alors que nous avions fermement interdit à tout le monde de sortir, j'ai appris qu'une bagarre avait éclaté à la sortie d'une boîte de nuit, entre des commandos marine et des noctambules locaux.

Je veux croire que certains commandos ont roulé des mécaniques dans la boîte de nuit et commencé à regarder les jeunes femmes corses d'un peu trop près. Résultat : une vraie grosse bagarre, avec voiture cassée, etc.

Le second incident, plus sérieux, s'est produit lors de l'embarquement de dix-huit véhicules de l'armée saoudienne sur un navire qui les reconduisait en Arabie Saoudite. Quelle ne fut pas la surprise de découvrir que des petits cochons avaient été peints sur le bas des caisses… Scandale ! Les enquêteurs de la gendarmerie ont retrouvé les bombes de peinture ; elles avaient été utilisées avec des pochoirs par des opérateurs du COS qui ont été identifiés et bien sûr sanctionnés. Je ne me suis pas trouvé dans une position très facile quand j'ai dû aller annoncer cette grave insulte au CEMA et au cabinet du ministre. J'ai écrit une lettre d'excuses à mon homologue saoudien en lui disant combien cette faute et cette erreur de notre part étaient totalement inappropriées. Je l'ai prié de m'en excuser et il n'y a pas eu de suite. La vie de GCOS peut parfois se révéler surprenante. L'on passe de la plus grande satisfaction d'une mission réussie à un profond désarroi devant des bêtises qui ne devraient même pas être imaginées par des soldats de cette qualité.

La relation s'est poursuivie, avec l'objectif de faire monter en puissance les FS saoudiennes, qui disposent d'un bon camp d'entraînement à Tabuk. Les formations y sont assurées par des anciens des forces spéciales, employés par la

société Défense conseil international afin de leur apprendre à utiliser des matériels français acquis par le royaume.

Coopération Ussocom

En matière de forces spéciales, notre partenaire de choix demeure le Commandement des opérations spéciales américain (Ussocom)[3]. Durant mon temps de commandement du COS français, je dois dire que les choses se sont passées au-delà de ce que l'on est en droit d'attendre d'un allié. Mon homologue américain, l'amiral William H. « Bill » McRaven, avait pris ses fonctions six mois avant moi. Ce Texan atypique avait commencé des études de journalisme, avant de bifurquer vers l'US Navy. Il y a dirigé l'*Underwater Demolition Team 21/SEAL Team 4*, commandé le *Seal Team 3*, puis le *Naval Special Warfare Group One*, a été le premier patron du *NATO Special Operations Forces Coordination Centre*, avant de diriger les forces spéciales américaines en Europe jusqu'en 2008, puis de prendre la tête du *Joint Special Operations Command* (JSOC). Début 2011, il devient le patron de l'USSOCOM, basé à Tampa (Floride). Surtout, il est tout auréolé du succès de l'opération de neutralisation de Ben Laden à Abbottabad au Pakistan le 2 mai 2011 lors de l'opération connue sous le nom de *Neptune's Spear* (*Trident de Neptune*). Nous Français avons beau être fiers de disposer du COS, il faut bien admettre que nous ne jouons pas exactement dans la même cour que nos amis américains : leurs forces spéciales comptent soixante-neuf mille membres, quand Bill McRaven en prend la tête ! Auteur d'un livre important sur les opérations spéciales[4], il pense rapidement et efficacement, sans passer par des chemins de traverse. Je l'ai apprécié dès ma première visite à Tampa, où il était basé. Son accueil a tout de suite été très chaleureux. Aussitôt, il salue l'engagement de la France dans la lutte contre le terrorisme et le travail fait par les forces spéciales françaises.

À l'occasion des vingt ans d'existence du COS, j'invite à un colloque à l'École militaire à Paris Bill McRaven et le patron du JSOC, Jo Votel. Ce

colloque, présidé par le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, sera un moment d'échanges passionnants avec celui qui venait de mener l'opération *Neptune's Spear* contre Ben Laden. À cette occasion, interrogé par un journaliste, j'explique qu'avec les forces similaires des pays étrangers « nous nous enrichissons de nos méthodes et de nos différences[5] ».

Au début de l'année 2013, je retournerai le voir aux États-Unis pour lui demander des moyens dans le cadre de notre intervention au Mali. Je suis direct avec lui et lui demande que les États-Unis prêtent des drones au COS, et tout autre moyen qui nous serait nécessaire sans que nous en disposions. À une question claire, réponse précise : « Demande-moi ce dont tu as besoin, tu l'auras. » Il me confirma que dans le genre de combat que nous menons, il est nécessaire de disposer de drones : « Il faut avoir des yeux en permanence au-dessus de l'endroit où tes hommes agissent. C'est indispensable. »

C'est ainsi que l'USSOCOM a déplacé vers le Niger le vol de ses drones qui survolaient jusqu'alors plutôt le nord de l'Afrique, à partir de la base de Sigonella en Sicile, les plaçant à notre disposition de telle sorte que nous pouvions demander qu'ils passent au-dessus de points que nous avions choisis. Ils conservaient bien sûr le bénéfice des images prises. Leur objectif était de retrouver les assassins de leur ambassadeur J. Christopher Stevens tué à Benghazi le 11 septembre 2012 par AQMI et de trouver Mokhtar Belmokhtar. C'était une évolution importante pour nous car nous pouvions ainsi bénéficier d'un flux d'images beaucoup plus important. Mais un autre point s'est avéré décisif.

Solidarités concrètes

Dès les premiers contacts avec nos adversaires dans le Sahel, nous avons récupéré sur le terrain différents GPS, téléphones et appareils photo qui pouvaient nous apprendre beaucoup de choses. Un jour de 2013, nos hommes ont trouvé un de ces terminaux GPS dans un campement de djihadistes. Nous ne

disposions malheureusement pas des moyens de l’analyser aussi rapidement que nous l’aurions souhaité. Nous avons donc demandé à l’USSOCOM s’ils en avaient la capacité. Ils nous ont envoyé une équipe de quatre hommes qui ont fouillé dans tous les composants. C’est ainsi que nous avons obtenu une multitude d’informations : points de passage et itinéraires fréquentés grâce aux GPS, de même que les plots où ils avaient enterré carburant, armes, munitions et vivres… Ce qui nous a permis de leur offrir quelques mauvaises surprises. Nous avons aussi recueilli des preuves irréfutables que depuis le fin fond du Mali ou du Niger, ils se rendaient jusqu’en Tunisie. En rasant la frontière algérienne, ils transitaient par la passe de Salvador entre le Niger et la Libye, avant de revenir ensuite au Mali par le même itinéraire. Au passage, ils allaient se procurer l’armement en Libye dans les anciens stocks de l’armée de Kadhafi. Nous n’avions pas seulement trouvé des GPS, mais aussi des téléphones cellulaires et satellitaires. Les numéros de téléphone d’un certain nombre de combattants djihadistes s’y trouvaient, ainsi que leurs localisations régulières, des photos de lieux, de personnes et de visages, très utiles par la suite. Si elle ne disposait à cette époque que de faibles capacités en ce domaine, la DRM développera ensuite rapidement ces compétences.

Le renseignement technique est fort utile pour suivre les chefs djihadistes qui connaissent pourtant l’indiscrétion de leur boîtier de téléphone Inmarsat ou Thuraya, mais ne parviennent pas à se priver de leur usage. Dès qu’ils ont su que nous nous trouvions dans le nord du Mali, ils laissaient leurs téléphones éteints, ne les allumant qu’en cas de besoin. Quand ils le faisaient, ils s’éloignaient d’abord de plusieurs kilomètres de leur bivouac afin que celui-ci ne soit pas repéré.

Notre collaboration avec les FS américaines n’a jamais cessé d’être un sujet de satisfactions pour le GCOS. Nous nous rendions assez régulièrement à Stuttgart, notamment pour rendre visite soit au *Special Operations Command Africa* (SOCAF) qui s’y trouvait basé, soit au *Special Operations Central Europe* (SOCEUR) avec lesquels nous avions établi un lien opérationnel étroit.

J’observe d’ailleurs qu’à la DRM, j’ai conservé des relations utiles avec le commandant de l’USSOCOM qui avait succédé à McRaven. Avec Jo Votel,

nous discutions surtout de la situation en Afghanistan et en Afrique. Sur ce dernier terrain, les Américains voyaient bien à quel point les Français s'impliquaient dans la lutte contre les groupes armés terroristes (GAT), prenant plus que leur part du fardeau. Je ne veux pas dire par là que nous aurions été seuls. Les Américains étaient à nos côtés. J'avais d'ailleurs ouvert plusieurs postes pour y accueillir des officiers de liaison de forces spéciales alliées. Ainsi, j'ai accueilli un lieutenant-colonel américain de l'US Army, Vince M., à notre état-major de Villacoublay. Un officier canadien arrivera plus tard. Vince s'est très rapidement intégré et a permis d'établir d'excellents contacts avec nos homologues. Apprécié de l'ensemble de l'état-major, il a fait un travail remarquable durant trois ans. Le COS lui doit beaucoup dans la qualité de nos relations avec l'USSOCOM. Pour autant, nos relations étaient également excellentes avec les Suédois, les Canadiens et les Tchèques, curieusement plus intenses qu'avec les Allemands. Avec les forces spéciales belges, polonaises et néerlandaises, les contacts étaient encore moins fréquents, chacune des unités du COS tissant ses propres liens avec les unités européennes dont elles se sentent proches. Quant aux Britanniques, ils demeurent… britanniques. J'ai rendu visite à Hereford au patron du 22nd SAS, dont le véhicule de service, une BMW Série 7 dernier cri, m'a rendu, je le confesse, un peu envieux. Nos liens étaient bons et cordiaux, car nous sommes souvent engagés non loin les uns des autres. Mais ce ne sont pas des liens aussi amicaux que ceux tissés sur les terrains d'opérations avec les Américains.

---

1. « Si quelqu'un peut abjurer la violence, c'est que d'autres sont préparés à la subir à sa place. »

2. *Joint Special Operations Command* – Commandement interarmées des opérations spéciales chargé de diriger et de coordonner les unités de forces spéciales de l'armée américaine (terre, marine, air et marines).

3. *United States Special Operations Command*.

4. Bill McRaven, *Spec Ops. Case Studies in Special Operations Warfare. Theory and Practice*, *op. cit*.

5. *In* Entretien avec Jean-Louis Tremblais : « Nos forces spéciales sont un rempart contre le terrorisme », *Le Figaro Magazine*, 9 décembre 2012.

CHAPITRE 24

LE COS AU LEVANT

« Vers l’Orient compliqué, je volais avec des idées simples. »
Charles DE GAULLE, *Mémoires de guerre*

À partir de mars 2011, le printemps arabe gagne la Syrie, de grandes manifestations réclamant la démocratie et la fin du régime dictatorial du président Bachar el-Assad. Ce dernier s’engage dans une répression féroce qui a fait en dix ans des centaines de milliers de morts et jeté des millions de réfugiés sur les routes. Profitant de cette situation, de nombreux groupes djihadistes s’y sont installés, la seule force organisée de résistance à leur fulgurante progression étant celle d’un peuple paria sans État, les Kurdes. Ils vivent à cheval sur la Syrie, l’Irak, la Turquie et l’Iran, politiquement opprimés dans chacun d’entre eux. Le 10 juin 2014, lorsque Daech prend la ville de Mossoul, en Irak, je ne suis plus à la tête du COS, mais à celle de la DRM. J’observe bien entendu d’un œil attentif la manière dont les forces spéciales françaises vont être sollicitées. La plus évidente des raisons n’est autre que le rôle joué par la DRM : elle œuvre au premier chef pour l’état-major des armées, donc en priorité au profit des troupes engagées sur le terrain.

Mise en place au Kurdistan

Dès le début de l'été 2014, l'opération *Hydra* va être déployée en appui des peshmergas à Erbil et à Souleimaniye, les deux capitales du Kurdistan irakien. La première citée est tenue par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et la seconde par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Il y a, en effet, sur le terrain deux administrations kurdes : celle d'Erbil dirigée par la famille de Massoud Barzani et celle de Souleimaniye dirigée par la famille de Jalal Talabani, décédé en 2017.

Un élément du COS sera également mis en place pour instruire les peshmergas à l'utilisation du canon de 20 mm dont la France leur cédait quelques exemplaires. Cette arme très prisée dans l'armée française est particulièrement performante bien que son utilisation comme son entretien ne soient pas des plus aisés. Ce don a permis à la France de renforcer les forces spéciales du détachement Hydra, par des instructeurs issus du 1er RPIMa, qui se sont installés à Souleimaniye pour former et conseiller les combattants kurdes. Initiative très inhabituelle : les commandos de Bayonne seront accompagnés, bien entendu avec l'accord des plus hautes autorités civiles et militaires françaises, par le journaliste Didier François. Il reviendra avec des reportages pour Europe 1 et *Paris Match*[1], première officialisation de la présence des forces spéciales françaises sur le sol irakien. Il verra la Task Force Hydra déjà déployée depuis le mois de juin. Bien sûr, la présence de ce détachement est également l'occasion pour les autorités parisiennes de disposer d'une évaluation autonome de la situation.

L'effort français au profit des Kurdes n'est pas toujours bien perçu par les autorités irakiennes qui craignent de nous voir soutenir l'irrédentisme kurde, une fois Daech mis hors de combat. C'est pourquoi, en passant à Bagdad le 18 septembre 2014 avant de rejoindre Erbil pour rendre visite aux forces spéciales et au personnel de la DRM chargé de la recherche du renseignement, je rencontre les différentes autorités militaires locales. Pour commencer, je tiens des réunions avec mes homologues des différents services de renseignements irakiens, Falih Al-Fayyadh alors conseiller à la sécurité nationale irakienne, le

général Kamel Bidan directeur de la DGIS (*Defense General Intelligence Services*), le général Hatem al Maqsoussy le directeur du renseignement militaire, et le CEMA, un Kurde, le général Babaker Baderkhan Shawkat Zebari pour établir des liens et des procédés de travail. Je me présente aussi au patron de l'*Iraqi Counter Terrorism Service* (ICTS), Talib Shaghati Mosharry Alkinani, un homme puissant dans l'appareil irakien. Lors de notre rencontre, je suis impressionné par son importante protection armée. Il faut dire que les chefs militaires irakiens ont souvent payé de leur vie leur position et leur engagement antiterroristes. Nous avons efficacement collaboré, sur une base tacite de donnant-donnant : de précieux renseignements de première main sur la région récompensent notre aide militaire décisive. Je le vois ensuite à chacun de mes passages en Irak et il me rendra visite à Paris.

Le respect de la souveraineté irakienne, sur lequel les autorités de Bagdad se montraient sensibles, imposait l'étape à Bagdad avant de se rendre à Irbil ou à Souleimaniye, chez les Kurdes. Officiellement, notre relation avec l'ICTS était basée sur les échanges de renseignements, rien de plus. Mais rapidement, les activités du COS au Kurdistan irakien l'ont intéressé de plus en plus nettement. À tel point qu'un détachement de liaison français sera mis en place auprès de lui. Réciproquement, il avait affecté auprès de nos forces spéciales à Erbil un ancien pilote de Mirage F1 irakien francophone qui assurait la liaison avec l'ICTS à Bagdad, nous n'avions pas de problème de compréhension.

Le détachement du COS grossira de façon importante, appuiera les unités kurdes et fera parfois le coup de feu avec elles, sans être en première ligne. Il s'est plutôt agi d'un soutien, certes efficace, pour guider les avions de la coalition qui bombardaient. La DRM appuie mon précédent commandement au maximum de ses moyens, notamment en envoyant des analystes du renseignement au sein du détachement COS et en louant les avions ISR[2] à la compagnie aérienne privée CAE, équipés de caméras aux exceptionnelles performances et d'antennes d'interception. Nous avons mis à la disposition du COS tout ce que nous avions de meilleur en matière de renseignement. J'y étais particulièrement attaché, je souhaitais que les forces spéciales disposent du maximum de renseignements opérationnels utiles à leur mission. Ces moyens

étaient « nationaux », à savoir que les informations recueillies étaient destinées aux forces françaises venues appuyer les Kurdes. Cette aide s'est avérée essentielle, et les moyens aériens français se sont montrés indispensables. La coalition conduisant l'opération *Inherent Resolve* savait que nous disposions de ces avions déclarés, qui n'étaient donc pas clandestins et n'ont pas éveillé de susceptibilités.

Soutenir ou appuyer : nuances

Dans le langage militaire, l'appui et le soutien sont des choses vraiment différentes. « Appuyer », dans l'acception militaire du terme, veut dire qu'on est prêt à tirer ou à tirer sur la position de l'ennemi. Par exemple, pour aider une force qui monte à l'assaut, ou qui défend un point sensible. Un appui se conduit avec des feux directs. Le « soutien » est une autre notion. Il s'agit de fournir des moyens qui vont aider l'action principale, sans nécessairement entrer dans l'action physique ou cinétique. Cela peut être de la formation technique, de l'entraînement, de la familiarisation avec de nouveaux armements. Auprès des Kurdes, nous étions surtout dans une posture de soutien. Cela ne veut pas dire que nos forces spéciales ne peuvent pas se défendre, qu'elles ne sont pas armées. Cela signifie que si jamais les gens qu'on soutient se retrouvent en difficulté, on ira les appuyer. C'est ce qui s'est fait à plusieurs reprises, y compris lors d'affaires marquantes. Nos tireurs d'élite en particulier ont aidé à plusieurs reprises les peshmergas dans leur progression vers les lignes ennemies tenues par les djihadistes. Cet appui français s'est également concrétisé à de nombreuses reprises à l'aide d'avions car nos FS possèdent une capacité reconnue dans le guidage vers leur cible de ces appareils, quelle que soit leur nationalité. Le soutien aux Kurdes s'est encore traduit par la fourniture de renseignements, sous la forme d'images satellites ou d'interceptions, recueillies à leur profit par des avions légers équipés de boules optroniques[3], intégrant des caméras à haute résolution et disposant de capacités d'interception des

communications. Les forces françaises ne pourraient pas davantage se passer des drones de renseignement que de ces avions pilotés. La technique est indispensable pour le recueil du renseignement. Mais l'avantage d'un équipage à bord, c'est son intelligence humaine, c'est irremplaçable !

Grâce à ces moyens, nous avons pu apprécier les compétences tactiques des combattants de Daech, entraînés, aguerris, inventifs, qui utilisaient les véhicules-suicides, bourrés d'explosifs, avançant tout droit vers les lignes amies kurdes, sans dévier d'un centimètre de leur route. Il est arrivé que nous ne disposions que d'un laps de temps très court pour réagir. Plusieurs fois, il est arrivé, heureusement, de les détruire avant qu'ils se fassent exploser sur un barrage. Les moyens de riposte immédiate sont dans ce cas peu nombreux. Des avions de combat en patrouille au-dessus de la zone peuvent intervenir, guidés par les Français au sol. Les camions-suicides bourrés d'explosifs utilisés par Daech sont appelés VBIED, sigle en anglais désignant les *Vehicle-Borne Improvised Explosive Devices*, sont protégés par un blindage rudimentaire mais très efficace, ne laissant libre qu'un sabord destiné au conducteur. Il est arrivé qu'à travers ce minuscule orifice, un tireur d'élite français placé à plusieurs centaines de mètres parvienne à atteindre le conducteur, l'empêchant de frapper sa cible. Non pas par un coup de chance, mais grâce à un entraînement incessant. Et des nerfs d'acier…

De son côté, Daech a fait preuve d'une redoutable imagination en bricolant des drones conçus à partir de pièces banales accessibles dans le petit commerce, qui ont malheureusement eu des effets dévastateurs en larguant des grenades avec une grande précision. Non sans envoyer des images de bonne qualité, sans tarder diffusées par les terroristes sur les réseaux sociaux. Deux membres des forces spéciales, appartenant au commando parachutiste de l'air CPA 10, seront d'ailleurs blessés le 2 octobre 2016 par l'un de ces engins piégés.

Le lecteur connaît les subtilités de la vie politique française, avec des partis antagonistes, des familles de pensée écorchées, recomposées, tirant à hue et à dia, des personnalités ambitieuses, parfois recommandables et parfois moins. Ces distinctions françaises sont minimes à côté de ce qui se passe chez les Kurdes. Politiquement, il faut s'accrocher pour comprendre leurs divisions ;

entre les Kurdes syriens et les Kurdes irakiens, il n’y a pas grand-chose à voir. Mon propos n’est pas ici d’entrer dans les déchirures profondes et les controverses entre les différentes tendances kurdes, mais de m’en tenir à une réalité : le but commun de tous les Kurdes était de lutter contre Daech ; et nous étions à leurs côtés dans cette guerre dont l’enjeu n’était autre que leur survie.

On nous a accusés, à tort, de n’être présents dans cette région du monde que pour cibler individuellement des terroristes, afin de les abattre l’un après l’autre. Tel n’a pas été le cas des Français, appliquant en ce sens une politique différente de celle des Américains. Nous étions à leurs côtés et nous aussi essayions de taper sur les chefs. Mais nous ne nous trouvions pas là-bas pour cibler des Français nommément désignés. Les forces spéciales déployées au sein de la TF Hydra ont fait un excellent travail. Mossoul a fini par être libéré. Certes, ce sont les peshmergas qui ont fait le plus dur. C’était leur guerre. Nous étions là pour les aider à la gagner contre un ennemi commun qui était Daesh et empêcher qu’ils puissent reconduire des attaques sur le sol français comme ils l’avaient fait en novembre 2015.

Le COS en Syrie

Quand les Américains ont basculé en Syrie en décembre 2015, les forces spéciales françaises les ont accompagnés. Non sans raison : un regroupement était largement préférable dans un camp unique, en facilitant ainsi la protection, la logistique, entre autres. Dans de telles circonstances, la puissance de la machine de guerre des FS américaines était particulièrement rassurante. La décision s’est prise *via* les présidents américain et français, François Hollande et Barack Obama. Depuis quelque temps déjà, les forces spéciales américaines voulaient pénétrer dans la zone kurde syrienne, tout comme leurs homologues françaises. L’état-major à Paris n’y était pas très favorable pour une raison fort compréhensible : en cas de pépin, notamment de blessés sur le terrain, la question de la récupération rapide des victimes et de leur évacuation se posait

vraiment. Après les attentats parisiens de novembre 2015[4], les forces spéciales américaines ont contacté les Français pour leur dire que c'était l'occasion d'y aller. La chaîne militaire américaine a convaincu le président Barack Obama qui fait de même avec le président Hollande lors de l'un de leurs entretiens téléphoniques post-attentats. Sans l'annoncer, François Hollande demande alors au ministre de la Défense et au CEMA que nos hommes accompagnent les Américains. Ce qu'ils font bien sûr. Les forces spéciales sont bien un outil stratégique.

Les Français opéreront alors conjointement avec les Américains et les SAS britanniques. Chacune des trois Task Force avait sa zone d'opérations et conduisait ses opérations de façon autonome, jusqu'à un certain point. Il y avait bien entendu une coordination entre les actions des uns et des autres. Il ne peut en être autrement. Même si parfois nos camarades américains ne disaient pas tout, gardant pour eux des renseignements qui nous auraient été utiles. Dans ce cas, la motivation n'est pas la volonté de dissimulation, relevant plutôt de la volonté de ne pas dévoiler des sources.

Le COS peut agir de manière autonome et purement nationale, ou bien s'insérer dans une force multinationale. Tel a été le cas en Syrie, à partir de la fin de l'année 2015. Les opérateurs français étaient associés à leurs camarades du JSOC, unité subordonnée à l'USSOCOM, cette fois pour aider les forces démocratiques syriennes (FDS) qui comptent des combattants arabes comme kurdes. En septembre 2017, l'adjudant Stéphane Grenier du 13e RDP est tué dans cette région. Je n'ai pas connu cette affaire, mais il est clair que ce sous-officier se trouvait dans une zone dangereuse, au sein de la population qu'il protégeait, comme toujours avec les soldats français qu'ils appartiennent aux forces spéciales ou pas. C'est notre marque de fabrique : dans la conception française, un militaire en mission est par définition cordial avec la population au sein de laquelle il se trouve.

Dans ce cas, c'est avec les Arabes syriens et les Kurdes – tels les YPJ (*Yekîneyên Parastina Jin*) – que la Turquie considère comme des terroristes, mais… qui nous ont appuyés avec vigueur dans la lutte contre Daech. On mesure ici les contradictions de la situation au Moyen-Orient : nous soutenons des

combattants, les Kurdes, peuple paria sans État. Citoyens de non-droit, non reconnus par la communauté internationale et écartelés entre essentiellement trois pays : l'Irak, l'Iran et la Turquie. Victimes de Daech, ils se sont battus contre eux, ont fait des milliers de prisonniers venus de nombreux pays, dont la France. Nous sommes de leur côté les armes à la main. L'État syrien les poursuit et ils forment l'ossature de l'opposition à Bachar el-Assad, que la France combat, elle aussi. La Turquie bataille à la fois contre nos amis kurdes et nos adversaires syriens. Ce pays de l'OTAN, appartenant donc à la même alliance stratégique que la France, fait la guerre à des gens au courage immense, qui combattent à nos côtés contre le terrorisme. Ils se battent aussi aux côtés de l'allié américain sur lequel on s'appuie, qui est notre partenaire primordial et ne lésine pas sur les moyens consacrés à cette guerre.

Le 30 mars 2018, à la suite de l'invitation à l'Élysée des leaders kurdes par Emmanuel Macron, la Turquie révélera les emplacements des forces spéciales françaises en Syrie. Cette traîtrise m'est restée plantée en travers de la gorge !

Puis, Washington a trahi sa parole. En octobre 2018, le président Donald Trump prétend contre l'évidence : « Nous avons vaincu l'État islamique, ma seule raison d'être là-bas. » Cette déclaration faite sur son compte Twitter n'est qu'une demi-surprise. Dès son arrivée au pouvoir, en janvier 2016, il avait prévu de retirer les troupes américaines et n'attendait qu'un prétexte, réel ou inventé. Moins de deux ans plus tard, l'annonce fait pourtant l'effet d'une bombe, en ouvrant pour de bon la porte au tragique abandon des Kurdes par les États-Unis[5]. Cette déclaration qui intervient quelques jours avant les élections américaines de mi-mandat du 12 novembre 2018 était purement opportuniste et à visées électoralistes intérieures. Devant l'opposition du Pentagone et la consécutive levée de boucliers internationale, elle n'a pas été vraiment suivie d'effets. Mais un an plus tard, rebelote. Après avoir laissé croire au président turc Recep Tayyip Erdoğan qu'il ne s'opposerait pas à une offensive de son armée en territoire syrien, contre les Kurdes protégés par les forces spéciales américaines, le commandement en chef des armées de Washington décide de procéder au retrait immédiat des forces spéciales en Syrie. Lors de ce départ aux allures de

débandade, les soldats américains abandonnent en rase campagne leurs protégés kurdes mais aussi leurs alliés français laissés dans une posture inconfortable.

De la part d'un allié tel que les États-Unis, on ne s'attend pas à un revirement aussi soudain, sans qu'il ait été planifié, discuté entre états-majors et entre alliés. C'est donc une vraie surprise, et je crois savoir que c'est bien la façon dont l'état-major du COS et les officiers du CPCO l'ont vécue. Je ne suis toutefois pas certain que les Américains soient partis tout de suite. Il se pourrait bien qu'ils aient quitté certaines bases, tout en demeurant secrètement sur d'autres, fort heureusement. Pour autant, cette politique manque singulièrement de clarté ! Dans un contexte d'une complexité extrême, l'implication des forces spéciales françaises en Syrie illustre parfaitement l'utilité de ce type d'unités. Déployées en petit nombre, elles ont une faible « empreinte au sol ». Mais elles expriment sans ambiguïté la solidarité de la France avec les acteurs qu'elle soutient, et sa défiance envers ceux qu'elle combat. Cette présence n'est ni commentée ni dissimulée. Accessoirement, elle ne compte que de façon marginale dans les dépenses militaires nationales. Tout en permettant d'agir très efficacement grâce à ses équipements ultraperformants, au profit d'alliés qui n'ont pas accès à ce type de matériels. Clairement, ces forces offrent un rapport coût-efficacité remarquable. Mais elles ne sont pas les seules…

---

1. Didier François, « Avec les Français en Irak », *Paris Match*, 9 octobre 2014.

2. Intelligence, surveillance, reconnaissance.

3. Technique d'imagerie mêlant l'optique et l'électronique. Ces équipements permettent de filmer de nuit et de distinguer les émetteurs de chaleur (moteurs, corps humains) en faisant appel aux technologies infrarouges et d'intensification de lumière.

4. Le 13 novembre 2015, une vague d'attentats meurtriers secoue Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) et Paris, provoquant cent trente morts et des centaines de blessés. Une cellule de Daech dirigée de Raqqa (Syrie) les a organisés depuis la Belgique.

5. « In Shift, Trump Orders US Troops Out of Syria », *Wall Street Journal*, 19 décembre 2018.

CHAPITRE 25

LE COS ET LES AUTRES…

« À la guerre, l'ennemi est très important, pour ne pas dire irremplaçable.
C'est même l'élément le plus irremplaçable de la guerre. »
Pierre DESPROGES[1]

Le 11 février 2013, je reçois un appel du chef d'état-major particulier du président, Benoît Puga. Il a un ordre à me transmettre : « Une équipe du GIGN va vous rejoindre à Ouaga. Dans le cas où vous trouvez les otages, leur capacité de négociation pourrait être utile. Ils viennent à quatre. Accueillez-les bien. » C'est sans problème : j'apprécie vivement le GIGN commandé deux fois par l'un de mes très bons amis Denis Favier. Nous nous connaissons alors depuis plus de trente ans. Issus de la même promotion de Saint-Cyr, nous avons partagé la même chambrée à Coëtquidan. Une douzaine d'années plus tôt, j'avais travaillé en grande proximité avec le GIGN lors de mes missions de recherche de criminels de guerre en Bosnie. Le GIGN et l'EPIGN (les deux unités sont intégrées depuis 2007 dans un GIGN renforcé) avaient déployé alors des équipes pour mettre en place des capteurs sophistiqués.

Nos amis du GIGN

En 2013, cette équipe aux ordres du colonel G. ne restera pas longtemps à Ouagadougou. Rapidement, nous avons compris qu'ils venaient plus pour tenter de participer à l'action contre les groupes armés djihadistes que pour préparer d'éventuelles négociations avec les preneurs d'otages, à supposer que nous les trouvions. Un matin, au cours d'une liaison entre le PC de Sabre et l'ambassade de France, ils ont eu un accrochage avec un Burkinabé en mobylette. Compte tenu de la densité des deux roues dans la circulation, de telles frictions étaient parfois inévitables. Mais au lieu d'emmener ce Burkinabé blessé vers un dispensaire, comme ils auraient dû le faire, ils l'ont conduit au PC de la TF Sabre dont l'installation n'était absolument pas connue par la population locale. Cet incident navrant par son manque de professionnalisme a sonné le glas de la coopération avec le GIGN au Sahel. L'équipe a donc pris un vol retour pour la France.

Cet incident n'enlève strictement rien à l'excellente coopération qui a toujours existé entre ces deux unités militaires, GIGN et COS. Il peut parfois y avoir des tensions comme ce fut le cas lors de la libération du Ponant. Ce voilier de luxe de la compagnie CMA CGM avait été pris en otage le 4 avril 2008. Le président de la République Nicolas Sarkozy décide de ne pas laisser faire. Apprenant ce détournement, les négociateurs du GIGN sont tout de suite entrés en contact avec la cellule de crise mise en place par CMA CGM à Marseille, siège social de la société. Mais lors de la première réunion interministérielle à Matignon, le chef du cabinet militaire du Premier ministre François Fillon, le général de corps d'armée aérienne Jean-Marc Denuel, s'emporte contre l'officier du GIGN présent, rappelant que chacun ne fait pas ce qu'il veut dans la République, que les actions doivent être coordonnées sous l'autorité du Premier ministre. Comme toujours dans le milieu fermé des forces spéciales, la réactivité prime : moins on laisse de temps aux terroristes ou aux preneurs d'otages, mieux c'est. L'amiral Marin Gillier, alors patron des commandos marine (ALFUSCO) à Lorient, est alors désigné comme patron de l'opération *Thalatine*[2] à la suite du déclenchement du plan Pirate-mer par le Premier ministre au titre de l'action de l'État en mer.

Ce plan existe depuis la prise du navire de croisière *Achille Lauro* en octobre 1985 par des Palestiniens du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) d'Abou Abbas, entre Gênes et Tartous. Ainsi, les unités françaises, commandos marine de la Force maritime des fusiliers marins et commandos (FORFUSCO) et gendarmes du Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), dédiées au contre-terrorisme maritime, s'entraînent chaque année à la libération d'un bateau. Cette fois encore, chacune des unités cherche à se présenter comme l'acteur principal : avançant qu'il s'agit d'un bâtiment français, les gendarmes estiment qu'ils se doivent d'être à la manœuvre ; les marins jugent quant à eux qu'il s'agit d'une action de l'État en mer dont ils sont le bras armé. Les deux officiers Marin Gillier pour la marine et Denis Favier pour le GIGN seront donc « tarponnés » (parachutés en mer) pour rejoindre le *Jean Bart*, l'une des deux frégates présentes pour mener l'action. En dépit de ces vicissitudes égotiques, l'opération sera un succès grâce à l'excellence de ces deux unités. Le commando Hubert plongera de nuit sous le bateau afin d'étudier la coque. Cette étude est indispensable avant l'action envisagée pour les jours suivants. Le même commando Hubert interviendra à nouveau le 14 septembre pour libérer l'équipage du *Carré d'As IV* détournée deux semaines avant, le 2 septembre. Il interviendra encore en avril 2009, sur la Tanit, opération durant laquelle le skipper Florent Lemaçon sera tué par l'un des commandos. Lequel ira ensuite se présenter à la veuve Chloé Lemaçon sur la demande de l'amiral Marin Gillier, son chef. Je suis resté très circonspect devant cette initiative, car si c'est un homme qui a tiré, c'est un groupe qui a mené l'action.

Ces frictions n'empêchent pas le COS et le GIGN de partager le même but, l'efficacité et la fulgurance dans l'action. Pour ma part, j'ai toujours entretenu d'excellents rapports avec le GIGN dont je mesure avec beaucoup de respect les savoir-faire. Au-delà de notre travail en commun dans les Balkans, leur plus belle opération aura été la libération des otages de l'Airbus à Marignane en 1994. Même si cela fait plus d'un quart de siècle, elle reste l'un des plus beaux exemples de réussite d'une opération spéciale, tous les otages ayant été libérés et les terroristes neutralisés. Dans une organisation passée du COS, le GIGN faisait d'ailleurs partie du « deuxième cercle » du COS. Cette notion de deuxième

cercle n’existe plus en tant que telle. Elle soulignait, lors de la création du COS en 1992, la possibilité de faire appel à ces unités pour conduire des opérations nécessitant un appui ou la présence d’autres compétences. En réalité, ces unités n’étaient pas directement employables par le COS. Il fallait demander l’aval de l’armée d’appartenance. Ce qui n’était pas simple et pouvait manquer de réactivité. C’est d’ailleurs ainsi que le 13e RDP n’a rejoint le premier cercle en tant que tel que le 1er août 2002, même s’il était régulièrement engagé avec les autres unités du COS.

Les cousins du RAID

Le service de la police nationale appelé Recherche, assistance, intervention, dissuasion (RAID) a été créé en octobre 1985 avec pour premier chef Ange Mancini. Il deviendra plus tard le deuxième coordonnateur national du renseignement en succédant à Bernard Bajolet en mars 2011. J’ai donc eu la chance d’être l’un de ses adjoints pendant quelques mois avant de prendre le Commandement des opérations spéciales à l’été 2011. Ange Mancini est une légende. Ancien policier devenu préfet de Guyane, des Landes puis de la Martinique, tout le monde pense qu’il est corse alors qu’en réalité il est né à Monaco. Calme, posé, c’est ce que l’on appelle un grand flic. Alors que le GIGN évolue dans la zone gendarmerie, à dominante rurale, le RAID a été créé pour intervenir en zone police, en milieu urbain. « C’est un outil de résolution de crises », dira Ange[3]. Leurs méthodes d’intervention ne sont pas très différentes, et certaines des techniques mises en œuvre se rapprochent de celles du COS…

Durant l’été 2011, peu de temps après mon arrivée à Villacoublay où était implanté l’état-major du COS, le patron du RAID prend contact avec moi. Leur état-major est situé tout à côté. Nous passions régulièrement à proximité lors de nos séances de footing. Amaury de Hauteclocque, leur chef, m’invite à déjeuner pour faire connaissance. Les deux unités se côtoient peu. Le RAID intervient en effet sur le sol français, contrairement au COS dont les actions se déroulent sur

les théâtres d’opérations extérieures. Il me demande dans quelle mesure son unité pourrait bénéficier des hélicoptères du Groupement interarmées d’hélicoptères (GIH). Cette unité basée à Villacoublay, rattachée au 4e régiment d’hélicoptères des forces spéciales, est en effet employée par le COS. Sa vocation est d’être prêt à intervenir sur le sol national au profit du GIGN en particulier comme il participe à l’entraînement et aux missions des forces spéciales. La demande d’Amaury m’apparaît logique, l’hélicoptère étant, il est vrai, un moyen majeur d’intervention rapide. Pourquoi le RAID n’en bénéficierait-il pas, dès lors que la police ne dispose pas en propre de ce type de machines ? Dans mon esprit, cela permettrait d’entraîner encore mieux les équipages avec de nouvelles méthodes de travail et d’action. D’autant que nous avons tous le même but : intervenir vite pour protéger nos concitoyens. Ma réponse est donc positive, même si je sais qu’il me faudra vaincre bien des réticences dont l’une majeure : nous ne dépendons pas du même ministère. Les choses, fort heureusement, se feront, et mon plaisir est de savoir que certaines opérations menées par le RAID le sont avec le concours d’hélicoptères du GIH, comme lors d’une opération à la prison de Condé-sur-Sarthe en mars 2019[4] contre un détenu radicalisé. C’est par de petits pas de ce type que la sécurité de nos concitoyens se renforce !

Depuis, certaines unités du RAID ont participé à des exercices en commun, baptisés Gorgones et organisés par le commandement des forces spéciales terre, basé à Pau, avec le 1er RPIMa, le 13e RDP et le 4e RHFS. Les partages de savoir-faire et de bonnes pratiques sont essentiels entre toutes ces unités particulières pour rester au plus haut niveau d’excellence.

Nos camarades ombrageux

Dès ma prise du Commandement des opérations spéciales, en août 2011, je fais le tour des chefs d’état-major d’armée ; pour le GCOS, ce sont des chefs indispensables, car ils mettent à la fois les moyens matériels et les hommes qui

ne se trouvent sous mes ordres. Ma première visite sera pour le patron de l'armée de terre, le général Bertrand Ract-Madoux. Il vient d'être nommé à ce poste. Je le connais bien car il était commandant en second du 2e régiment de chasseurs à Verdun lorsque j'y suis arrivé comme capitaine en décembre 1990, et surtout il était numéro 2 de la DGSE, alors que pour ma part, j'étais l'un des adjoints du coordonnateur national du renseignement. Aussi m'étais-je souvent trouvé en relation avec lui, ce qui a facilité un dialogue déjà aisé. Je me rends ensuite auprès du chef d'état-major de la marine, l'amiral Bernard Rogel, qui venait lui aussi de prendre ses fonctions.

Avec ces deux armées, l'organisation en vigueur est à mes yeux satisfaisante : chacune s'est dotée d'un commandement unique dédié au suivi de ses forces spéciales pour leur entraînement, leur équipement et leur réglementation. L'armée de terre dispose alors d'une Brigade des forces spéciales terre (BFST) devenue depuis Commandement des forces spéciales terre (CFST). La marine dispose, quant à elle, d'un commandement appelé Force maritime des fusiliers marins et commandos (FORFUSCO), sous l'autorité de l'amiral commandant les fusiliers marins et commandos (ALFUSCO). Mon ultime visite sera le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jean-Paul Paloméros. Celui-ci me reçoit très aimablement. Pour ma part, je souhaite lui faire part de mes réflexions sur la composante air des forces spéciales.

En effet, contrairement aux deux autres armées, l'armée de l'air dispose pour chacune de ses composantes de structures spécifiques, dépendant de différents commandements intermédiaires. Les commandos regroupés au sein du CPA 10, les avions de transport et d'assaut de l'escadron Poitou, les hélicoptères de l'escadron Pyrénées étaient alors placés dans des chaînes hiérarchiques différentes. Cela me pousse à proposer au général Paloméros de les regrouper au sein d'une même entité afin que l'état-major du COS puisse dialoguer avec un seul interlocuteur. Je lui explique que cela serait plus efficace tant pour l'armée de l'air que pour le Commandement des opérations spéciales. Je ne sais lequel m'a entendu, s'il s'agit du général Paloméros ou de son successeur, le général Denis Mercier. Mais je note que l'évolution s'est faite lentement en passant en 2013 par la création d'un bureau des forces spéciales gérant le seul CPA 10, puis

un bureau des forces spéciales air (BFSA) en 2015 prenant en charge l'ensemble des forces spéciales de l'armée de l'air, à savoir les commandos, les avions du Poitou et les hélicoptères du Pyrénées. L'organisation de l'armée de l'air se rapprochera de celle des autres armées à l'été 2017, avec la création par le général André Lanata, chef d'état-major, d'un poste d'officier général forces spéciales air. Le premier titulaire de ce poste sera Louis Fontant, un commando de l'air. Petite révolution que de voir un officier non pilote commander des unités volantes, comme l'escadron Poitou. Il aura donc fallu six années pour que cette organisation se mette en place, même si la naissance que j'appelais de mes vœux d'une brigade des forces spéciales air demeure toujours à l'état d'étude.

Le deuxième sujet abordé avec le général Paloméros concerne l'intégration du CPA 30 au sein des forces spéciales de l'armée de l'air. Il s'avérait en effet que ses membres renforçaient régulièrement ceux du CPA 10, servant en quelque sorte de réservoir de compétences et de soutien. Et aussi d'antichambre pour ceux désireux d'intégrer le CPA 10. Mais alors, pourquoi ne pas augmenter les effectifs du CPA 10, voire intégrer le CPA 30 comme unité du COS à part entière ? Presque dix ans plus tard, le sujet n'est toujours pas tranché. Le CPA 30 œuvre à la manière d'un groupement d'appui aux opérations spéciales (GAOS) comme celui créé officiellement pour l'armée de terre en juin 2015 dans le cadre du modèle « Au contact » lancé par le général Jean-Pierre Bosser lorsqu'il était CEMAT. Les forces spéciales disposent ainsi d'un vivier de spécialistes pouvant être facilement associés aux opérations spéciales. Ces derniers peuvent armer des patrouilles légères d'appui électronique, des équipes de topographes et cartographes, des analystes d'images de drones et satellites, des équipes d'interrogation de personnes capturées ou déplacées, des équipes d'intervention NRBC (nucléaire, radiologique, biologique et chimique), des équipes cynophiles. Ils proviennent de différentes unités de l'armée de terre du 54e régiment de transmissions (Haguenau, Bas-Rhin), du 28e groupe géographique (Haguenau), du 61e régiment d'artillerie (Villiers-le-Sec, Haute-Marne), du 2e régiment de hussards (Haguenau), du 2e régiment de dragons (Fontevraud-l'Abbaye – Maine-et-Loire) et du 132e régiment d'infanterie cynotechnique (Suippes – Marne). Dans la marine, un GAOS n'existe pas

formellement, mais elle a créé à cette fin, le 11 septembre 2015, le commando Ponchardier. Il comprend des spécialistes également utiles aux opérations spéciales : transmetteurs, mécaniciens, armuriers…

Lors de ma rencontre avec le général Paloméros, le troisième sujet et non des moindres concerne l'emploi possible par le COS de tous les hélicoptères Caracal de l'escadron 1/67 Pyrénées. En effet, seuls deux d'entre eux sont alors dédiés aux opérations spéciales et ils sont depuis peu basés à Pau avec ceux du 4e RHFS. Les autres sont prévus pour faire de la recherche de pilotes éjectés, ce que l'on appelle du SAR, pour *Search and Rescue,* et se trouvent sur la base aérienne de Cazaux (Gironde). Or, si l'on regarde de plus près, la recherche et le sauvetage de pilotes éjectés ou dont l'avion s'est crashé ressemblent bigrement à ce que savent faire les forces spéciales. Dès lors, pourquoi ne pas intégrer franchement l'ensemble de l'escadron Pyrénées au COS ? Quelques années plus tard, le 31 janvier 2018, le vice-amiral Laurent Isnard, alors commandant des opérations spéciales, a prononcé la pleine capacité opérationnelle de cette unité lors d'une cérémonie sur la base aérienne de Cazaux. Au-delà de la recherche de pilotes abattus, mission spécifique à l'armée de l'air, il peut être employé dans le cadre du contre-terrorisme maritime, mission typique des forces spéciales. De plus, l'escadron Pyrénées demeure la seule unité des armées françaises à maîtriser le ravitaillement en vol des hélicoptères, opération ardue rendue possible par l'installation d'une longue perche. Cela ouvre des perspectives très intéressantes sur des interventions héliportées dans la profondeur d'un territoire adverse, et je comprendrais que le GCOS lorgne des machines aussi performantes. Car, à ce jour, seuls deux Caracal (sans perche) se trouvent à la disposition exclusive du COS. La situation n'a donc pas évolué depuis dix ans.

L'hélicoptère est un moyen indispensable pour les forces spéciales. On peut en distinguer trois types. Le premier est l'hélicoptère d'attaque et d'appui comme le sont les Tigre et encore aujourd'hui les Gazelle. Le deuxième est l'hélicoptère de manœuvre (HM) de type Puma, Cougar, Caracal ou NH90. Ces hélicoptères font ce que l'on appelle de l'aérocombat, c'est-à-dire qu'ils sont engagés en appui des troupes au sol. Ils peuvent transporter rapidement un groupe de combat d'une dizaine d'hommes équipés d'un point à un autre sur le

théâtre d'opérations. Le troisième type, enfin, est l'hélicoptère de transport lourd, dont les armées françaises ne disposent malheureusement pas, contrairement à toutes les armées importantes du monde. Les modèles les plus utilisés dans le monde occidental sont de deux types, les Black Hawk et les Chinook. Ces hélicoptères de transport lourds permettent de transporter vingt-cinq hommes et leur barda. Ils manquent terriblement à l'armée française et au COS, toujours demandeur ! Je m'exprime en mon nom propre, mais c'était la même chose pour mes prédécesseurs et toujours vrai pour mes successeurs, qui doivent en réclamer à nos alliés de l'OTAN, qui en disposent tous[5], lors de nos opérations dans le cadre de *Barkhane*, par exemple. Leur absence dans l'inventaire français est une navrante stupidité, invalidante et encore plus inacceptable aujourd'hui que naguère.

---

1. Pierre Desproges, *Manuel de savoir-vivre à l'image des rustres et des malpolis*, Seuil, coll. « Points », 1981.

2. Voir Jean Guisnel, Viviane Mahler, *Pirates de Somalie*, Paris, Grasset, 2012.

3. Christophe Cornevin, « Ange Mancini, ou l'histoire d'un superflic », *Le Figaro*, 28 novembre 2019.

4. Jean-Dominique Merchet, « Les hélicos du GIH transportent le RAID à Condé-sur-Sarthe », *L'Opinion*, 5 mars 2019.

5. La *Royal Air Force* (RAF) dispose de 60 CH-47 Chinook. L'Allemagne de 65 CH-53 Sea Stallion et a lancé un appel d'offres pour 45 à 60 hélicoptères lourds, soit des Chinook, soit des King Stallion.

CHAPITRE 26

VALORISER L'INNOVATION

> « L'innovation, c'est une situation qu'on choisit parce qu'on a une passion brûlante pour quelque chose. »
>
> Steve JOBS

En prenant la tête du COS, j'étais évidemment un officier comblé. Être désigné pour commander des forces spéciales était pour moi une forme d'aboutissement de mon parcours militaire. Il ne s'agissait désormais pas de m'endormir sur des lauriers attribués par mes chefs, mais bien pour moi de faire reconnaître par tous la valeur des unités intégrées dans ce commandement exceptionnel. Certes, tout le monde en parle, elles sont dans tous les esprits, cependant elles manquent de la vraie reconnaissance qu'elles méritent aussi bien dans le grand public que dans les armées. Leur petit côté mythique ne les desservait pas, mais elles se trouvaient parfois jalousées par une part de la hiérarchie militaire, au point d'avoir du mal à faire valoir les priorités justifiées par les spécificités de leurs missions. À tout le moins, était-ce mon sentiment. J'ai donc cherché une manière de communiquer sur la réalité, à savoir que le COS n'est pas composé de « commandos frappe à l'aube[1] » ni d'acrobates, mais de soldats. Et qu'il s'agit d'une unité militaire atypique, tout en étant commandée avec un vrai professionnalisme, un état-major au complet, une hiérarchie, des missions spécifiques et des moyens pour les engager.

Innovations techniques

Les forces spéciales doivent disposer d'équipements compatibles avec leurs interventions, c'est-à-dire de matériels spécifiquement conçus pour eux. Il doit les aider à s'infiltrer, à rester discrets, à observer, à se déplacer, à tirer, à détruire, à entrer en liaison, à rendre compte, à se protéger. Par définition, les forces spéciales sont peu nombreuses. Elles utilisent aussi ces équipements dans des conditions opérationnelles extrêmes. Les armées ne rechignent donc pas (trop) à les doter un peu plus rapidement que les troupes conventionnelles. Financièrement parlant, les modestes quantités ne sont pas toujours un atout, car les effets de série ne jouent pas. Mais techniquement, quelle aubaine ! Il est également possible de leur faire tester des outils en priorité. Chaque unité les évalue dans son domaine de spécialité, par exemple la vision nocturne, le tir de précision, l'avionique, les équipements de l'homme. Tout y passe, des rations lyophilisées aux batteries portables rechargeables, des tissus dévorant la transpiration aux textiles athermiques absorbant la chaleur émise par le corps, aux véhicules, GPS, drones…

Chacune des unités du COS développe avec fierté du matériel qui lui soit propre. Toutes disposent à cet effet de cellules dédiées à l'innovation et s'appuient beaucoup sur l'expérience acquise par les opérateurs sur le terrain. C'est ce que les Anglo-Saxons appellent le *bottom-up*, du bas vers le haut. Certains industriels appuient techniquement ces développements en interne. C'est ainsi que le 13 travaillera beaucoup sur l'évolution des techniques de camouflage ou des drones miniatures, le 1er RPIMa sur l'évolution de l'armement comme sur les véhicules de patrouilles ou des kits de bréchage pour pénétrer dans des bâtiments, les commandos marine sur les vecteurs d'infiltration maritime, les commandos de l'air sur différents systèmes en rapport avec la troisième dimension. La recherche de la réduction de la charge du combattant est un commun dénominateur. J'ai ainsi été enchanté d'apprendre, après mon départ du COS, qu'un officier du 13e RDP, et ancien du 1er RPIMa, avait développé au sein du régiment le système portatif d'observation des tirs aux armes légères (SPOTAL), dispositif élégant qui permet de visualiser sur une

tablette, instantanément depuis le pas de tir, les impacts sur des cibles jusqu'à une distance de 2 500 mètres. Le projet destiné à l'entraînement des tireurs d'élite a été récompensé par la Mission pour le développement de l'innovation participative (MIP) du ministère des Armées, qui accompagne les développeurs jusqu'à l'industrialisation de leur invention. Un véritable esprit « start-up » anime chacune de ces unités.

L'une des gageures est l'obsolescence rapide d'une partie des équipements des FS, utilisés intensivement. Le besoin d'en changer rapidement est bien réel, ce qui n'est pas vraiment dans les habitudes des armées. Les problèmes économiques sont constants, car de tels équipements sont objectivement assez chers. Par ailleurs, certains industriels ne veulent pas les étudier sur fonds propres, à tout le moins pas avant d'avoir reçu l'assurance de s'en voir ensuite attribuer le marché. Il est vrai que les FS s'adressent surtout aux PME ou ETI, en règle générale plus réactives que des entreprises de taille plus importante.

SOFINS

Puisque le 13e RDP si cher à mon cœur venait de s'installer au magnifique camp de Souge, non loin de Bordeaux, je lui ai proposé d'accueillir une manifestation originale, dédiée aux équipements. 2012 était l'année du vingtième anniversaire de création du COS, mon idée consistait à profiter de cet anniversaire pour mieux le faire connaître à travers un salon dédié à l'innovation. Le COS, en effet, se devait d'inventer les équipements militaires de demain en proposant des solutions innovantes et en développant des équipements qui répondent aux besoins opérationnels des forces spéciales. Pour parvenir à surprendre l'adversaire, les FS doivent chercher à anticiper et être toujours à la pointe.

Souge était le lieu idéal : les visiteurs professionnels venus de dizaines de forces spéciales du monde entier pouvaient essayer les engins, effectuer des tests, utiliser la piste pour les véhicules, se servir des armes au champ de tir,

suivre des démonstrations de savoir-faire, le tout sur trois jours, avec des conférences à la clé, certaines ouvertes aux journalistes et d'autres pas, pour développer des idées… Le concept du *Special Operation Forces Innovation Network Seminary* (SOFINS) est né en octobre 2012. La vocation de ce salon était de faire se rencontrer le monde des forces spéciales avec celui des PME françaises, qui savent réaliser des petits bijoux technologiques. Nous mettions ainsi en corrélation le rêve de l'ingénieur et celui de l'opérateur des forces spéciales pour imaginer et produire un outil performant, correspondant aux attentes de chacun. Le premier s'est tenu du 9 au 11 avril 2013. Étaient réunis dans un même lieu les forces spéciales et les industriels qui les équipent. Pour permettre à ces derniers, une centaine d'entreprises étaient présentes, d'échanger avec des utilisateurs potentiels, j'ai aussi invité un grand nombre de mes homologues. Trente-cinq ont répondu à l'appel et sont venus avec des délégations nombreuses. Je ne cacherais pas que la technique servait ici de tremplin à une action diplomatico-militaire de bon aloi. Ce salon tombait à point nommé car Jean-Yves Le Drian venait de lancer son plan PME Défense[2]. J'ai obtenu très rapidement l'assurance de sa venue. De nombreuses autorités militaires dont le CEMA Édouard Guillaud et le DRM Didier Bolelli étaient également présentes. Sur place, l'appui (au sens civil du terme !) de la députée de la 6e circonscription Marie Récalde et des maires des communes avoisinantes dont celui de Martignas-sur-Jalle, Michel Vernejoul en particulier, s'est révélé fort utile, alors même que les sceptiques étaient légion et que la guerre au Sahel avait débuté. Cette première édition a été un véritable succès. J'ai moi-même été surpris de voir que cela répondait à un véritable besoin. J'ai bien sûr félicité le colonel Guillaume Le Segretain du Patis, chef de corps du 13, qui dès l'origine m'avait dit combien il fallait profiter de la nouvelle implantation de son régiment car celui-ci était désormais basé à proximité de nombreuses petites et moyennes entreprises utiles pour les FS. J'ai aussi félicité le lieutenant-colonel Vincent Rapp, un pilote ancien commandant de l'escadron Poitou, qui lui aussi m'avait dit : « Mon général, pour les 20 ans du COS, organisons un salon dédié aux FS. » Je l'avais au départ pris à la légère. Mais à la réflexion et après l'avis d'un petit cercle de civils et de réservistes du COS que je réunissais régulièrement

comme un think-tank afin de faire germer des idées nouvelles, je leur ai dit : « On y va, mais on ne peut pas se rater. Nous devons mettre tout en œuvre pour que cela soit une réussite incontestable ! » Nous étions en octobre 2012 et n'étions pas du tout conscients que les choses allaient brusquement basculer vers une guerre au Mali, moins de trois mois plus tard.

La quatrième édition s'est tenue au printemps 2019 en présence de délégations de plus de cinquante pays différents et avec un nombre d'exposants doublé. Ce salon dédié aux professionnels réunit désormais toutes les forces spéciales, y compris clandestines, donc, et les services de renseignements français. Chacun peut tester sur place les matériels des exposants. Ce type de manifestation manquait en Europe[3]. Notre intention de départ consistait également à aider les PME françaises partenaires du COS à trouver des débouchés à l'étranger.

Pour confirmer les liens avec les industriels, nous avons lancé les matinées des SOFINS destinées à leur faire connaître nos besoins en termes de bateaux, d'horlogerie, d'optique, de vision nocturne, d'alimentation sur le terrain. Sans oublier l'énergie avec les batteries solaires, les fusils qui tirent dans les coins, etc. Je me suis alors tourné vers mon imaginatif ami Benoît de Saint Sernin, qui a l'idée lumineuse d'inventer un club, le Cercle de l'arbalète, qui met en musique cette relation indispensable. Il préside depuis la deuxième édition aux destinées de ce salon. Je crois savoir qu'une cinquième édition de SOFINS a été prévue pour le printemps 2021. J'y vois une belle réussite, dont j'ai tout lieu d'être fier. Ce principe qui m'anime de faire entrer les gens en relation, de partager les compétences, de favoriser l'innovation, tout cela se retrouve dans le SOFINS.

---

1. Titre de la version française du film *Commandos Strike at Dawn* (1942) de John Farrow, avec Paul Muni, Anna Lee.

2. Lancé en décembre 2012, ce plan de soutien économique s'adresse à toutes les PME travaillant dans le cadre des programmes d'armement conduits par la Direction générale de l'armement (DGA) comme à celles qui répondent aux besoins d'achats courants du ministère de la Défense.

3. L’un existe aux États-Unis, le *Special Operations Forces Industry Exhibition* (SOFIC) et un autre en Jordanie, le *Special Operations Forces Exhibitions* (SOFEX).

CHAPITRE 27

LA MOITIÉ DU MONDE

« La femme serait vraiment l'égale de l'homme le jour où, à un poste important, on désignerait une femme incompétente. »
Françoise GIROUD

Les femmes sont la moitié du monde. Sauf dans les forces spéciales… En ces temps où l'égalité entre les sexes est un sujet d'actualité, la question de l'accès et de la place des femmes dans les forces spéciales demeure une thématique sensible. Elle m'a souvent été posée. Il n'existe pas de vision véritablement claire sur ce sujet, même si les mentalités évoluent. Il est intéressant à ce titre de noter la sortie du film *Volontaire* en 2018 avec Lambert Wilson et Diane Rouxel[1]. C'est l'histoire d'une jeune femme qui entre dans la Marine nationale et désire rejoindre l'élite en devenant commando marine. Aucune des difficultés rencontrées par cette femme tenace et volontaire n'est occultée. Elle finit après bien des épreuves par accéder au port du béret vert[2], sans malgré tout devenir véritablement commando, donc sans être « labellisée » force spéciale.

Lieutenant féminin

Ce film est juste sur la difficulté des épreuves physiques, sans masquer les efforts surhumains à conduire dans la durée malgré une fatigue intense. Il montre également très bien l'incompréhension, voire l'hostilité, de ses homologues masculins. La marine, sans doute avant d'autres armées, a su donner des responsabilités aux femmes comme commandant de bateaux et surmonter des tabous comme celui de l'intégration de femmes dans les équipages de sous-marins. Un point amusant est le fait que le commandant de l'École des fusiliers commandos, qui joue son propre rôle dans le film, est lui-même un commando marine. Et pas le moindre ! Philippe Vautrin fut l'un des principaux acteurs de l'action du COS en Libye en 2011. Alors ? Une femme peut-elle être une opératrice des forces spéciales ou une équipière de recherche ? Les mentalités ont-elles évolué dans ce domaine ? Lorsque j'étais chef de corps du 13e RDP, un lieutenant féminin du régiment demande à me rencontrer. Elle est responsable du pliage et de la réparation des parachutes, lourde responsabilité comme chacun peut l'imaginer. Elle est également dans le civil une parachutiste sportive de haut niveau. Je la reçois dans mon vaste bureau. Moment toujours impressionnant pour celui qui n'y vient que très rarement. En règle générale, seuls les adjoints directs y ont accès, avec les personnels qui « passent au trapèze » et sont susceptibles de recevoir une sanction lourde. Autres visiteurs possibles du bureau du chef de corps : ceux qui sont promus ou félicités.

La question du lieutenant Valérie est directe : « Mon colonel, voilà deux ans que je sers au 13. C'est un régiment de forces spéciales, je veux en être et suivre les six mois de stage pour devenir chef d'équipe de recherche aéroportée. Seriez-vous d'accord ? » Le même stage que celui que j'avais suivi une vingtaine d'années plus tôt. Avant de lui répondre, je tentais de l'imaginer, jeune femme de 1,65 m avec son sac à dos de plus de 50 kg, la nuit en infiltration et au petit matin une pioche ou une pelle à la main pour creuser la cache à partir de laquelle elle pourrait observer. Elle est sportive certes, mais j'ai vu tant d'échecs, de jeunes hommes qui pourtant physiquement semblaient tenir la route. Mais, elle, Valérie pouvait tenir la route. Pourquoi ne le pourrait-elle pas ? Parmi ceux qui avaient réussi, certains avaient des gabarits très légers. J'avais suivi et contrôlé tant d'équipes et moi-même creusé tant de caches et marché des centaines de

kilomètres avec tout mon barda en autonomie complète avec mon équipe de recherche. J'avais pourtant du mal à l'imaginer. Lui donner sa chance ? Ne courrais-je pas le risque qu'elle ne réussisse pas ? Si elle réussissait, ne mettrais-je pas en péril une structure qui existait depuis quarante ans ? Bien sûr, il faut penser autrement et voir le bénéfice que l'on pouvait en tirer pour la recherche de renseignements. On ne peut se départir de la moitié de la population, même si en 2003 les femmes ne représentaient qu'à peine 10 % des effectifs du régiment.

« Bravo pour votre audace »

Je la regarde alors droit dans les yeux et droit dans mes bottes et lui dis : « Valérie, bravo pour votre audace. J'admets être gêné par votre question. Vous faire suivre le prochain stage chef d'équipe, pourquoi pas ? Mais allez-vous tenir ? Dans la durée ? Je ne voudrais pas que vous en soyez échec car cela serait pire que tout. Le régiment dira, à part quelques-uns sans doute, mais qu'est-ce qui lui a pris de faire cela ? Pourquoi une femme dans une équipe ? dans la même cache, sans se laver pendant plusieurs jours ? Je pense que les esprits ne sont pas mûrs. Bien sûr, je pourrais prendre la décision tout de suite. Je ne le ferai pas. Ma réponse est donc non. »

Aujourd'hui, je sais que je me suis trompé ! Je me voulais audacieux. Je ne l'ai pas été. L'audace, c'est Valérie qui en avait fait preuve. En phase avec l'esprit même des forces spéciales. Avant qu'elle sorte de mon bureau, je lui ai dit : « Merci d'être venue me poser directement la question. Je vous inscris sur le prochain stage PEM (Peloton élève moniteur). Votre dossier sera en numéro 1. » Ce stage, avec celui de chuteur opérationnel, permet à l'issue de pratiquer la chute libre militaire. Il est donc très prisé. Valérie rejoindra deux ans plus tard la DGSE avec son stage dûment réussi, bien sûr, en poche. J'ai agi finalement comme tous ceux qui ne voulaient pas de femmes dans la police, dans les pompiers, dans les armées, dans le gouvernement, dans la diplomatie. Je fais

aujourd’hui amende honorable. Est-ce la sagesse ? Non, tout simplement la réalité. Comment ne pas s’appuyer sur l’autre moitié des talents du monde ?

Au 13, sans être en équipe de recherche et sans être très nombreuses, les femmes, petit à petit, ont pris des rôles de plus en plus opérationnels comme dans les équipes de transmission, d’exploitation et d’analyse du renseignement, mais aussi comme largueur, rôle essentiel dans le cadre des mises en place par aérolargage. Bien des années plus tard, devenu général commandant les opérations spéciales, j’ai choisi comme assistant militaire un officier supérieur de l’armée de l’air. Cette dernière, le lieutenant-colonel Virginie Le Goff, forte de son expérience opérationnelle acquise au sein du CPCO et de l’état-major du COS, a rempli son rôle avec efficacité. Elle était chargée de préparer les dossiers et donc d’en connaître toute la teneur, ce qui l’obligeait à être en lien direct avec tous les chefs de division de l’état-major. C’est la fonction indispensable. Bien sûr, des femmes étaient présentes dans les différents états-majors des unités de forces spéciales. Mais, je dois le reconnaître, principalement dans les fonctions de soutien. La résistance culturelle est forte contre leur intégration dans les forces combattantes.

Sur ce point encore, je n’ai sans doute pas été suffisamment allant. Si l’on compare les forces spéciales françaises à celles d’autres pays, nous ne sommes pourtant pas si en retard, car le début de leur intégration est très récent. La lecture du rapport rédigé par la Britannique Madeleine Moon pour l’Assemblée parlementaire de l’OTAN en 2018 confirme que bien peu de pays ont commencé à intégrer des femmes dans les rangs des forces spéciales : la Norvège en 2014, les États-Unis en 2017 et le Canada en 2018… La France ne doit pas rater le coche car, comme l’écrit Mme Moon, « l’intégration des femmes dans ces unités fournit aux États membres de l’OTAN de nouvelles capacités opérationnelles précieuses[3] ».

Costaud, mais pas seulement

Dans les forces spéciales, il ne suffit pas d'être un malabar. La condition et les qualités physiques sont bien sûr des prérequis mais, au-dessus des bonnes jambes, il faut un bon cerveau. Les deux font la paire… L'une des plus belles intelligences que j'ai rencontrées dans les forces spéciales est incarnée par Mélusine. Issue de la Marine nationale puis entrée comme officier dans l'armée de l'air, colonel en 2020, elle a foulé la glaise et le sable de nombreux théâtres d'opérations. Compte tenu de sa connaissance du Moyen-Orient et surtout du théâtre syrien, je l'ai recrutée à l'état-major du COS à l'été 2013 à sa sortie de l'École de guerre. Arabisante, ayant effectué un parcours universitaire solide sur le monde musulman, elle avait déjà parcouru toute la Syrie et vécu dans plusieurs autres pays du Moyen-Orient dans les années 2000. En 2012, elle avait été chargée par Gérard Araud, alors représentant de la France au Conseil de sécurité des Nations unies, d'accompagner en Syrie le général Robert Mood, Norvégien placé à la tête d'une mission *ad hoc* de l'ONU[4], destinée à surveiller l'application du plan de cessez-le-feu et de retour à la paix civile du représentant spécial des Nations unies Kofi Annan.

Mélusine y établit le contact avec les katibas de l'Armée syrienne libre (ASL) hostiles au gouvernement syrien, est retenue une journée avec son équipe par un groupe d'Al-Qaïda (ultérieurement connu sous le nom de Jabhat al-Nusra) dans la région de Deir ez-Zor. Elle gagne également la confiance des soldats de l'armée régulière syrienne et enquête avec d'autres observateurs sur les massacres et tortures de civils. Dotée d'un caractère bien trempé, extrêmement tenace, elle s'est imposée dans un milieu fermé, dur et souvent machiste. Souvent ne sont reconnus dans cet univers que ceux qui ont passé tous les tests et franchi toutes les étapes, en un mot ceux qui ont été initiés. Je dois bien admettre que cette épreuve informelle, dont la qualité des critères n'est pas garantie à 100 %, n'en demeure pas moins une redoutable manière de sélectionner, dont les résultats conviennent au commandement. Mais à ce jour les femmes en sont encore exclues. Pourtant, Mélusine a participé à cinq missions au Levant, toujours rappelée par les chefs de détachement successifs, la Task Force Hydra, auprès de nos alliés kurdes et arabes dans les Kurdistan irakien et syrien.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) sont soutenues par la coalition internationale et en particulier les Américains, les Britanniques et les Français. Largement dominées et dirigées par les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG/J), ces forces, qui ont su rallier à elles des milliers de combattants arabes, sont actives dans le Nord syrien et combattent l'État islamique au prix de pertes considérables. Mélusine sera l'une des dernières, avec une partie du groupement de forces spéciales françaises dans lequel elle servait, à quitter la zone suite à la décision du président Trump de retirer du nord de la Syrie les forces spéciales américaines qui s'y trouvaient, entraînant l'invasion immédiate des forces turques et la progression rapide des forces russes et syriennes dans la région. Reprenant un surnom qui lui avait été donné par la population en 2012, les combattants arabes la surnomment la Mouqralita, la « combattante ». Le charismatique commandant des FDS, le général Mazloum[5], chef de guerre kurde issu du PKK d'Abdullah Öcalan, lui accorde sa confiance, l'intègre étroitement à ses forces sur le terrain comme au sein de son état-major rapproché dans les moments les plus sensibles, lui ouvre toutes les portes pour garantir le succès de ses missions. Grâce à elle, les informations dont disposent les Français sur les intentions kurdes et la situation sur le front sont d'une grande exactitude, car de première main.

Trahison des alliés

Le témoignage de Mélusine, lors du départ de nos forces spéciales du Nord syrien à la fin du mois d'octobre 2019, est saisissant : « Défaite de l'Occident, par trahison de ses alliés. Le désespoir des Kurdes était immense devant ce qu'ils considéraient comme une immense trahison américaine mais aussi de la coalition, en soutien de laquelle ils avaient accepté de se battre et de mourir. Alors que les forces turques encadrant d'anciens coupeurs de têtes investissaient la région terrorisant les populations, les Forces démocratiques syriennes ont distribué une partie de leurs stocks d'armes à la population, puis ceux qui

n’étaient pas partis au front ont détruit ce qui pouvait l’être devant l’arrivée imminente des Turcs et de leurs supplétifs : stocks d’armes, QG, archives, infirmeries, dortoirs, caméras de surveillance téléopérées. Nous sommes partis à temps grâce à la force du groupe que nous formions, avec l’amertume de ceux qui abandonnent leurs amis[6]. » Cet officier a vécu comme les autres au sein des forces spéciales des moments cruciaux depuis des années. Spécialiste du recueil de renseignements et des missions de liaison-contact, reconnue pour sa connaissance du Moyen-Orient, elle a fini, après de nombreuses vicissitudes, calomnies, vexations misogynes et années indues d’attente, par être promue au grade de colonel.

Il me faut également évoquer ces nombreuses jeunes femmes, toutes hautement diplômées, généralement analystes à la Direction du renseignement militaire, qui ont rejoint les forces spéciales comme réservistes. Elles l’ont fait sans se préoccuper de leur grade et dans la plus grande discrétion. Employées, en particulier au sein du 13e RDP, dans les équipes de traitement et de diffusion du renseignement, leur apport s’est avéré indispensable. Projetées en opération, elles ont été sur le terrain, pour certaines non loin des combats. Tout comme leurs camarades masculins, elles ont connu des moments très difficiles, ont assisté à des attentats. Mon admiration pour leur engagement et leur dévouement est sans limites.

Alors, toutes ces femmes, aussi vaillantes et combatives les unes que les autres, sont-elles des opératrices des forces spéciales ? Oui ! Elles appartiennent bien à cette communauté particulière. Elles en ont adopté les codes, l’humilité et le sens du devoir. Certes, elles n’ont pas subi ni suivi les épreuves initiatiques d’une sélection extrêmement physique. Mais elles ont connu beaucoup de moments très rudes, en particulier à leur début un sentiment de rejet, psychologiquement ardu à surmonter. Il leur a fallu dépasser dans bien des cas leurs limites. Celles que j’ai citées comptent à mes yeux parmi les meilleurs des membres des forces spéciales. Dans un futur proche, quelques femmes réussiront très certainement les tests de sélection pour intégrer l’une des composantes combattantes, comme c’est le cas dans les Navy Seals américains. En

septembre 2019, une candidate a réussi ces tests. Ceux-ci leur étaient ouverts depuis 2016. Il faut donc marcher sur leurs traces.

---

1. Film d'Hélène Fillières (2018) avec Lambert Wilson et Diane Rouxel. Vingt ans plus tôt (1997), le film de Ridley Scott *GI Jane* (*À armes égales*) avec Demi Moore et Viggo Mortensen avait déjà traité le sujet de la femme commando.

2. Qui se porte avec l'insigne à gauche, héritage britannique. On ne doit pas le confondre avec le béret des tenues de repos et d'exercice de la Légion étrangère, d'un vert plus clair et qui se porte à droite.

3. *Les Forces d'opérations spéciales de l'OTAN dans l'environnement de sécurité contemporain*, *op. cit*.

4. *United Nations Supervision Mission in Syria* (UNSMIS).

5. Mazloum Kobani Abdi. Source : Robin Wight, « How Trump Betrayed the General Who Defeated ISIS », *The New Yorker*, 4 avril 2019.

6. Correspondance avec Mélusine, reprise ici avec son accord.

CHAPITRE 28

LA MORT EN FACE

« Un homme est bien fort quand il s'avoue sa faiblesse. »
Honoré DE BALZAC, *La Peau de chagrin*

J'ai bien souvent, hélas, côtoyé la mort, mais jamais autant qu'au Rwanda en 1994. Il ne s'agissait pas de personnes tuées à la machette, comme cela s'est produit durant le génocide, mais de victimes du choléra qui mouraient alors en masse. La tragédie d'une guerre fratricide entre Hutus et Tutsis s'est trouvée amplifiée par la diffusion du choléra au sein d'une population qui fuyait les combats et les exactions. Je n'ai jamais vu autant de morts de ma vie, enterrés dans des fosses communes par des soldats français, grâce à des engins de chantier. Pour pouvoir supporter de telles scènes, il faut parvenir à s'en détacher, si on le peut, à ne pas se projeter en se disant : cette dame pourrait être mon épouse, ces enfants pourraient être les miens. C'est aussi là que j'ai rencontré pour la première fois des psychiatres du service de santé des armées que la France avait envoyés pour aider ces fossoyeurs.

Hommes atterrés

Les familles enroulaient les cadavres dans des nattes et les laissaient sur le bord de la route. Lesquels étaient ramassés par les soldats français, qui les enterraient dans un sol volcanique, creusé à l'explosif. Des sapeurs du 45e bataillon du génie de l'air se sont chargés de cette tâche avec une humanité et un respect admirables, au prix de leur propre santé. Un soldat ne choisit pas les conditions dans lesquelles il se trouve face à l'horreur et à la mort. Je garde précieusement en mémoire ce propos d'un de ces hommes atterrés par la mission qu'on leur avait confiée, me disant à propos de l'un de ces cadavres qu'il allait ensevelir dans des conditions dantesques : « On essaie de ne pas lui faire mal. » Envoyé à des milliers de kilomètres de chez lui pour conduire cette mission terrible, il n'avait en tête que le respect dû aux morts. D'où qu'ils viennent…

J'ai rencontré pour la première fois la mort en opérations, lors de ma mission initiale en ex-Yougoslavie en 1992. L'un des convois logistiques qui assuraient la liaison entre Belgrade et Sarajevo avait été pris sous le feu en arrivant sur l'aéroport de Sarajevo. Cette fois-là, je n'étais pas à la tête de l'escorte. Quand il s'est agi de repartir en mission, je n'ai pu faire autrement que de repenser à ces deux camarades tués quelques jours plus tôt sur l'itinéraire que j'allais emprunter. C'est la première fois où je me suis vraiment dit que je pouvais y laisser ma peau. Jusqu'alors je pensais que cela ne m'arriverait pas. Je me suis alors posé mille questions sur les raisons de mon engagement, sur mon épouse, laissée au loin, sur les hommes placés sous mes ordres et leurs propres interrogations. Mourir à la guerre n'est pas un sujet neuf. Des centaines d'œuvres l'évoquent, depuis la nuit des temps. Quand je me suis trouvé dans la situation d'y réfléchir pour de bon, les temps avaient changé, croyait-on. À tel point que dans les années 1990, nous étions dans la pensée d'une « guerre zéro mort », dont le prototype, en quelque sorte, aurait été la guerre du Golfe de 1991. Les progrès de l'optronique, de la géolocalisation et des réseaux étaient censés préserver les forces amies en autorisant les frappes à distance de sécurité. Comme si, dans une guerre, il pourrait ne pas y avoir de mort, si ce n'est celle des combattants frappés par nos armes.

En 1995, lorsque je suis retourné en Bosnie avec la force de réaction rapide, j'étais officier de communication. Je devais accompagner pour le service de

relations publiques des armées l'arrivée des canons de 155 mm AUF1 sur les hauteurs de Sarajevo pour faire cesser le siège de la ville par les Serbes. Au cours du déplacement en jeep P4, l'une d'elles s'est retournée, projetant à l'extérieur le sergent-chef Régis Auzereau de l'Établissement cinématographique et photographique des armées (ECPA). Nous étions le 11 août. La tête de ce malheureux a percuté le sol, le tuant sur le coup. Quelle tristesse infinie, nous riions quelques instants auparavant en buvant un café sur le capot de nos véhicules lors d'une pause. J'ai aussitôt rendu compte au colonel Dominique de Corta qui dirigeait l'ECPA. Puis, je me suis assuré que le corps de notre camarade était bien pris en charge pour être rapatrié en France avec tous les honneurs qui lui étaient dus. À mon retour à Paris trois semaines plus tard afin de débuter les cours de l'École de guerre, j'ai rencontré sa jeune épouse, enceinte. Que lui dire si ce n'est que son mari n'avait pas souffert ? Comment partager son immense détresse ? De tels instants vous marquent pour toujours.

Une compagne permanente

Dans une société contemporaine où l'on n'évoque rarement la mort, sinon quand elle est massive comme en cas de pandémie, cette réalité accompagne en permanence les forces spéciales en opérations. Généralement, un aumônier est présent à leurs côtés. Les armées disposent de quatre aumôneries (catholique, protestante, israélite et musulmane) et un religieux est déployé sur le terrain en fonction des disponibilités et des besoins. Ce clerc est un soutien moral. Il apporte une capacité d'écoute distanciée, est en mesure de dispenser des mots réconfortants. Même si son interlocuteur n'appartient pas à sa religion, voire s'il est non-croyant, il sait qu'il pourra trouver auprès de lui une oreille attentive et exempte de jugement. C'est important.

Il faut savoir regarder la mort en face, sans la défier. Dans la relation intime que chacun entretient avec elle, il est nécessaire d'y avoir réfléchi en étant prêt aussi bien à l'infliger à son adversaire qu'à la recevoir de lui. Cette relation forte

et profonde est personnelle, sa maîtrise est une composante de ce qu'on appelait naguère le « calme des vieilles troupes » : leur rapport à la mort est individuel, intime. L'un de mes prédécesseurs s'adressant au premier détachement partant en Afghanistan avait dit, paraphrasant Winston Churchill : « Il y aura du sang, de la sueur et des larmes. » Même si c'était vrai, ce que les gars savaient parfaitement, ils n'ont pas aimé qu'on leur parle de cette façon, ces propos avaient été mal ressentis. Avant le départ en opérations, comme dans toute l'armée française, le commandement s'assure que les partants ont bien contracté une assurance-vie. Bien entendu, la République verse des indemnités en cas de décès, n'abandonne ni les veuves, ni les orphelins. L'assurance-vie, c'est autre chose : un capital complémentaire viendra soulager les familles si jamais le malheur arrivait. Ne serait-ce qu'avec ces précautions prises avant le départ, par petites touches, personne ne peut ignorer la part de risques.

En 2003, lorsque je deviens chef de corps, le premier détachement du Task Group Ares est parti un mois plus tôt pour l'Afghanistan. *Via* les réseaux informels du régiment, les officiers restés sur place ou *via* mon épouse Maïalen, les familles concernées sont informées régulièrement. Le rôle des compagnes des soldats est insoupçonné mais bien réel et surtout indispensable. Je leur voue une vraie reconnaissance. C'est ce qui fait la force de ces villes de garnison. Dieuze est une petite garnison, les gens se rencontrent au supermarché Match ou chez le boucher. Militaire ou non, chacun(e) a un rôle à jouer pour repérer des indices de mal-être dans une famille, si une compagne ou une épouse ne va pas bien. Ce n'est pas une obligation, mais dans notre petit cercle, certaines jouent à fond le rôle, discrètement, de façon consensuelle et acceptée. Maïalen qui a découvert le monde militaire en se mariant avec moi a rempli ce rôle à merveille, s'investissant sans compter auprès de celles dont les maris et compagnons étaient placés sous ma responsabilité en particulier durant les missions. Elle a fait de son souci des autres son métier en choisissant d'être infirmière. Qu'elle soit ici remerciée.

Quand le drame ultime, la mort, survient sur le terrain, c'est un moment difficile et douloureux : un malheur insupportable. Même si cela n'est pas toujours vrai, on ne peut manquer de considérer cette disparition comme un

échec, comme l'épreuve la plus lourde qui puisse tomber sur un groupe, une équipe, la Task Force et le commandement. Cela m'est arrivé le 4 mars 2006 durant l'opération *Makila*, intégrée à l'opération *Héraclès Porte Sud*, quand le premier maître Loïc Le Page (Lawrence) du commando Trépel a été tué, pris sous le feu de talibans contre lesquels il se battait avec son groupe. Ensuite, j'ai rencontré chacun de ses compagnons d'armes, éplorés après la perte de leur camarade. Les yeux tournés vers leurs chaussures, ils m'ont écouté leur dire qu'on sait tous que cela peut nous arriver, tout en espérant qu'on n'aura jamais à y faire face. Mais quand cela survient, ça fait mal et la tristesse nous envahit, parfois la colère. Pour ceux qui croient, on prie pour notre camarade et surtout on va penser à sa famille. Lawrence avait une épouse et deux enfants. Quand la mort vous serre le cœur, quand les mots de réconfort semblent inutiles, quand le moral est en berne et la tristesse insupportable, le chef n'a malheureusement pas assez de temps pour réfléchir, occupé par des tâches indispensables. Le premier point consiste à ne pas rendre ce décès public. À savoir qu'on ne saurait accepter une indiscrétion qui conduirait à faire connaître un décès au combat, alors que la famille n'a pas encore été avertie. Il est compréhensible que nos gens soient indiscrets dans ces circonstances, qu'ils veuillent se confier à des proches, rassurer leur propre famille.

À cette époque, les téléphones portables étaient interdits en opérations et nous coupions les lignes fixes dès qu'une opération était en cours. La règle est intangible. *Dura lex, sed lex*. Dès les minutes suivant le décès, il convient de prévenir l'état-major du COS, généralement par téléphone, puis de rédiger dans un délai maximum de trois heures le message EVENGRAVE[1], et encore s'assurer que toute la partie appelée la chancellerie, dévolue dans la société civile à un officier d'état-civil, est bien traitée. La moindre des choses, c'est d'écrire à l'épouse, en évoquant les circonstances héroïques, et en lui assurant qu'elle sera soutenue. Je n'ai pas eu à me forcer pour lui dire combien j'appréciais Lawrence.

J'ai reçu ce jour-là un appel téléphonique du chef d'état-major de la marine, l'amiral Alain Oudot de Dainville. Il a été d'une remarquable délicatesse. Il tenait à nous dire combien il était avec nous, en particulier avec ses commandos

marine placés sous mes ordres. Puis vient le temps des cérémonies militaires, honneurs rendus sur la base de Spin Boldak au soldat tombé pour la France, moments rituels qui aident aussi à affronter la disparition : la veillée funèbre, une messe, la levée du corps, le drapeau en berne, les chants. Puis la si poignante Ramp Ceremony qui s'est tenue à Kandahar, tous les soldats de la coalition présents sur la base faisant la haie d'honneur, tandis que les camarades de Lawrence portaient le cercueil jusque dans l'avion, qui le reconduira en métropole. Comment ne pas avoir le cœur en miettes dans de tels instants ?

Hommage citoyen

Quelques années après la mort de Lawrence, la nature des marques publiques de respect a changé. Lorsque des soldats meurent au combat, un hommage citoyen bienvenu leur est rendu avant la cérémonie officielle. Le gouverneur militaire de Paris, le général Bruno Dary, a en effet organisé à partir d'août 2011 une cérémonie informelle sur le pont Alexandre-III. Sur l'avenue conduisant aux Invalides, tous ceux qui le désirent peuvent venir saluer le corbillard, ou parfois son sinistre cortège, entouré par une escorte motocycliste de la garde républicaine, sans autre cérémonie que leur présence muette. En France, ce rite républicain et citoyen manquait. J'ai trouvé cette initiative excellente. Après la mort du pilote de Gazelle Damien Boiteux le 11 janvier 2013, j'ai accueilli sa dépouille aux Invalides, retrouvant dans ce lieu hautement symbolique sa compagne Valérie, son fils Lucas et ses parents Marie-Claire et Alphonse. Instants terriblement émouvants car ils n'avaient pas revu qui son compagnon, qui son père, qui son fils, après son départ pour le Mali, avant de le retrouver dans son cercueil. On ne saurait avoir que des mots de compassion et de soutien. Pour ma part, j'étais l'autorité militaire qui avait monté l'opération et donné les ordres. On se sent alors très responsable ! Tout en se disant que le risque de perdre la vie est inhérent à ce métier, on se projette vers les familles de chacun de ses subordonnés, et aussi vers ses propres enfants, sa propre épouse,

en se demandant ce qu'on souhaiterait qu'il soit fait si jamais un tel malheur nous arrivait.

Les politiques et nos morts

La mort de ceux que l'on a envoyés au combat au nom de la République exige considération, tact et discrétion. De tels décès ne sont ni les conséquences d'un accident de la circulation, ni celles de catastrophes naturelles. Ces morts sont celles d'hommes ayant choisi de combattre au sein d'une armée professionnelle, qui s'entraînent en permanence pour le succès des armes de la France, selon la formule consacrée, qui font de leur mieux, et plus encore. Si le sort du combat les livre à la mort, ils n'en sont pas des victimes. Et quand ils tombent, c'est en la regardant en face, droit dans les yeux. J'avais fort apprécié les propos tenus par Mgr Luc Ravel, évêque aux armées, lors des obsèques de quatre soldats français tués lors d'un attentat-suicide dans la province de Kapissa en Afghanistan : « Le risque appartient au soldat. Il faut le lui laisser. Quitte à lui pardonner[2]. »

J'ai toujours trouvé bizarre qu'après l'embuscade d'Uzbin[3], le président Sarkozy se soit déplacé en Afghanistan pour s'incliner sur place devant les dépouilles, en demandant à leurs camarades assommés de « relever la tête ». J'avais bien compris le geste politique et l'avantage d'être sur le terrain pour y rencontrer des chefs militaires, sentir en direct comment cela s'était passé. Et sans doute, nos hommes ont-ils bien ressenti de pouvoir parler au président de la République. En revanche, pour nos adversaires, quelle belle incitation à tuer des soldats français ! S'ils font déplacer le chef de l'État à chaque fois, quel succès de communication ! Pour autant, trois des décisions de Nicolas Sarkozy m'ont semblé plus que justifiées. La première concerne l'attribution à tous les soldats morts au combat, y compris dans la période contemporaine et en OPEX, de l'appellation « mort pour la France[4] », qui ne leur était pas reconnue. Cette juste mesure, qui implique notamment l'inscription obligatoire de leur nom au

monument aux morts de leur commune, donne du sens au décès d’un soldat. Dès qu’on réfléchit aux morts au combat, on s’interroge souvent : « Pour qui sont-ils morts ? » Quand on est reconnu « mort pour la France », personne ne se pose plus la question. Et pour les familles, cela veut dire quelque chose…

Deuxième excellente décision : l’élévation au grade supérieur. C’est une juste reconnaissance du sacrifice d’un militaire. Et en plus, concrètement en termes de retraite reversée et de pension, ce sont des ressources pour la famille, personne ne s’en plaindra ! Enfin, Nicolas Sarkozy a réalisé une petite révolution en accordant la Légion d’honneur à tous les militaires tués au combat. Auparavant, dans de telles circonstances, la médaille militaire était attribuée aux non-officiers et la Légion d’honneur aux officiers. Que tous en bénéficient, c’est une belle mesure, une vraie marque justifiée de reconnaissance de la nation. Je n’épiloguerai pas sur ceux qui la distribuent comme un hochet mondain, ni sur ceux qui la reçoivent sans l’avoir méritée. Chacun est libre d’en penser ce qu’il veut…

La solidarité collective, la camaraderie, la fraternité sont essentielles pour se soutenir dans les épreuves. Quand un soldat meurt, la communauté qui l’entoure se resserre autour de la famille. Ces soldats sont dans la force de l’âge, jeunes et motivés, ils ont souvent fondé une famille ou sont en voie de le faire. En écrivant ces pages, j’ai une pensée émue pour ces deux solides dragons du 13 morts noyés en Afghanistan dans une coulée de boue, le 27 septembre 2009. L’équipier, le brigadier Gabriel Poirier, n’avait que 23 ans et son chef d’équipe, l’adjudant Yann Hertach, en avait 38. Ce dernier a plongé dans le courant derrière son équipier pour tenter de le rattraper, donnant sa vie pour celui dont il avait la responsabilité. Deux forces de la nature morts loin de chez eux, chacun laissant un père, une mère ou une épouse, quoi qu’il en soit une famille anéantie derrière lui, Yann quittant aussi deux toutes petites filles. Quand on voit les monuments aux morts parsemant nos campagnes, on se souvient que les temps anciens ont été accompagnés de carnages inhumains, bien pires encore. La mort n’en est pas moins insupportable et un chef militaire doit placer la protection de la vie humaine au premier plan de ses préoccupations. C’est à tout le moins un

devoir d'humanité qui nous différencie de ceux qui jettent des kamikazes dans les foules pour provoquer des massacres les plus monstrueux possibles.

Le moral des troupes

La vie militaire n'est pas toujours une partie de plaisir pour les familles. C'est vrai pour les forces conventionnelles, et davantage encore pour les forces spéciales. Très sollicitées, peu nombreuses, elles se trouvent sur le terrain plus souvent qu'à leur tour, le plus couramment pour des périodes intenses de recherche de renseignement, de prises de contact, d'alerte ou de combat, avec des balles qui sifflent et des périodes vraiment épouvantes. C'est d'autant plus pénible pour les familles qu'elles ne savent en général pas où leurs chers et tendres se trouvent exactement, ni ce qu'ils font. Quand les hommes sont sur le terrain, ils sont à leur affaire, dans un cadre tactique précis, avec des camarades, des chefs, une mission, des armes et autres équipements à entretenir, etc. Leur attention est constamment sollicitée, ils sont sur le qui-vive. Ils ne sont pas les seuls dans ce cas, mais ils doivent trouver en eux la force de décrocher quand ils rentrent chez eux.

L'augmentation des engagements difficiles en Afghanistan a conduit l'armée de terre en particulier à imaginer la création d'un « sas de décompression » à la fin d'une opération extérieure. Les forces spéciales n'étaient pas incluses dans ce système car les y associer aurait encore ajouté des journées d'absence aux périodes hors du domicile, déjà fort nombreuses. En tant qu'officier général commandant les opérations spéciales, je m'étais néanmoins posé la question. En interrogeant des opérateurs, je me suis rendu compte qu'en réalité, ils se montraient plutôt favorables à cette coupure entre les deux mondes qu'ils fréquentaient : celui de la mission pour une période et celui de la vie de garnison et de famille pour le reste du temps. Or, certains opérateurs ont connu des combats très durs et le retour dans les familles n'est pas toujours simple. La chute de tension est brutale. Ce temps succinct de retour au calme limite, voire

évite le nombre de syndromes posttraumatiques. Il contribue à permettre aux partenaires primordiaux du combattant, sa famille, d'amortir le choc du retour. Durant le sas, le dialogue et les échanges avec d'autres qui ont connu les mêmes coups émotionnels sont essentiels.

Durant mon temps de chef de corps de 2003 à 2005 à Dieuze, j'avais demandé une étude sur ce sujet au patron des ressources humaines du régiment, notamment sur le taux de divorces. À dire vrai, j'étais assez inquiet : le rythme des interventions était assez élevé. Avec les missions en Afghanistan et ailleurs, donc des absences fréquentes pouvant être longues, le taux de divorces aurait pu être élevé. Or, pas du tout ! En 2004, il était équivalent au taux moyen de divorces en France dans les années 1970, donc inférieur au taux moyen un quart de siècle plus tard. Il faut bien percevoir qu'un régiment pour l'armée de terre ou un commando pour la marine ou l'armée de l'air forme un large groupe social, souvent plus soudé que ceux que l'on connaît dans la vie civile. Les gens y sont moins isolés, se soutiennent, se connaissent. Le chef de corps se trouve très au contact des hommes qu'ils soient soldats, marins, aviateurs, parachutistes, officiers-mariniers, sous-officiers, ou officiers. Directement ou averti par les subordonnés, on voit très bien celui qui se trouve en surchauffe, ou celui dont le moral est en berne.

Dans nos unités, de nombreux moments de convivialité un peu festifs sont organisés, au régiment, entre familles, c'est encore l'occasion de percevoir les évolutions : qui va bien ou qui a besoin de davantage d'attention. Dans ces moments, ceux qui se trouvent en souffrance peuvent exprimer leurs sentiments et même ceux qui essaient de les cacher finissent par montrer qu'en ce moment, c'est pas terrible. Repartir au combat dans de telles conditions ne serait pas raisonnable. Alors, on s'organise tranquillement et on va trouver un poste plus tranquille, par exemple la formation des jeunes, pour faire retomber la vapeur. Nos unités gèrent elles-mêmes leur personnel et il n'est pas si difficile de placer quelque temps en réserve de la République celui qui subit un coup de fatigue physique ou morale, ou qui a des soucis familiaux. Tout se gère dans le dialogue. Nos hommes sont comme on dit de « bons mecs », ils acceptent sans problème ce type de solution.

1. Les événements devant faire l'objet d'un compte-rendu immédiat aux autorités civiles et militaires de la défense sont classés en EVENGRAVE (événement grave) et EVENIMP (événement important). Ces derniers ne sortent pas, dans un premier temps, de la chaîne de responsabilité militaire.

2. Mgr Luc Ravel, *Homélie lors de l'Hommage national aux Invalides pour Thierry Serrat, Stéphane Prudhom, Pierre-Olivier Lumineau, Yoann Marcillan*, 14 juin 2012.

3. Le 18 août 208, une patrouille de l'ISAF formée essentiellement de soldats français a été attaquée et tombée dans une embuscade. Dix soldats français et leur interprète ont été tués.

4. Loi n° 2012-273 du 28 février 2012.

ÉPILOGUE

FORCES SPÉCIALES, FONCTION STRATÉGIQUE

« David mit la main dans son sac et en sortit une pierre qu'il tira avec la fronde. Il atteignit le Philistin au front ; la pierre s'enfonça dans son front et il tomba face contre terre. »
SAMUEL XVII, 49

En France, les forces spéciales sont organisées autour du Commandement des opérations spéciales, le COS. Ce dernier est commandé par un officier général à deux ou trois étoiles relevant directement du chef d'état-major des armées. Il peut puiser en fonction des missions qui lui sont confiées au sein d'un vivier composé aujourd'hui de 4 000 hommes. Il était, en 2013, composé de 3 000 hommes. Début 2013, les choses ont évolué. On a réduit notre empreinte en Libye, on a quitté l'Afghanistan, et quelques mois plus tard, on entame les opérations au Mali, on prête main-forte aux camarades du SA en Somalie, la Task force Auriga se déploiera en décembre en RCA (République centrafricaine) dans le cadre de l'opération *Sangaris*, dans un environnement chaotique et une situation militaire des plus confuses, parfois mal appréciée. À tel point qu'un des participants aux réunions chez le directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian ira jusqu'à prétendre que l'opération serait un « pique-nique militaire ». Il n'en a

rien été, bien au contraire. Les forces spéciales arrivées au nord-est du pays par le Tchad mèneront quelques combats de rencontre avec les Séléka à partir de la ville de N'Délé.

Dès mai 2012, l'équipe de Jean-Yves Le Drian avait connu une mise en route immédiate, avant d'atteindre sa vitesse de croisière. Les événements ont beau se multiplier, la nouvelle équipe y fait face efficacement, prenant lucidement la mesure des difficultés. Le conseiller spécial du ministre, Jean-Claude Mallet, remplit l'office de tête chercheuse.

Il veille à tout, travaille jusqu'à pas d'heure, vit en ascète et veut que, avec des moyens contraints, les armées s'organisent au mieux. Il a bien perçu que ces dernières trouvent la situation des forces spéciales vraiment excellente : la surchauffe permanente, les effectifs ramassés, les moyens comptés ? Tout cela convient à nos chefs. Ils aiment moins les réclamations constantes du GCOS en petits comités – en cela, je ne fais que suivre les traces de mes prédécesseurs – et le sentiment que nous avons tous au COS d'être systématiquement oubliés dans les moments cruciaux. C'est-à-dire lorsque les plus hautes autorités civiles et militaires en viennent à l'augmentation des moyens budgétaires, donc à la juste adéquation entre les effectifs et les missions qu'on nous ordonne de conduire. Là, le COS est à mes yeux mal servi et, naturellement, je le dis. Un jour de janvier 2013, juste après le coup d'arrêt porté aux terroristes maliens, Jean-Claude Mallet me croise dans le hall de l'Hôtel de Brienne. Une question le turlupine. Il n'y va pas par quatre chemins, bien qu'il soit le seul au cabinet, avec le ministre, à ne pas me tutoyer et me lance « à la Mallet » : « Mon général, comment faites-vous pour mener toutes vos missions avec aussi peu d'hommes ? » Je saisis la perche en lui répondant que c'est notre boulot, que nous savons faire autrement. Il me demande alors si les hommes du COS ne sont pas trop épuisés, me demande s'il m'en faudrait davantage. Ma réponse fuse : il m'en faudrait mille de plus mais aussi des hélicoptères et des drones !

Je m'attendais à lui voir tordre un peu le nez, mais pas du tout ! Jean-Claude Mallet avait compris, comme d'habitude… Il acquiesce et on n'en parle plus. Le débat reste largement interne. Quand la presse me pose cette question des effectifs, je réponds que : « Notre dimension est la bonne. Si tous mes vœux

étaient réalisés, le COS compterait peut-être une centaine d'hommes supplémentaires, notamment pour renforcer l'état-major. […] Nous sommes contraints de garder la tête froide, de savoir que nous ne pouvons pas tout faire, tout le temps et partout[1]. » Je dois m'exprimer avec diplomatie : l'état-major des armées peut entendre en privé mes revendications, mais n'a pas la moindre intention de les satisfaire.

Pourtant, le « vrai » chiffre de mille est resté dans les esprits et ma demande s'est trouvée progressivement suivie d'effets : Jean-Claude Mallet s'est montré convaincu par mes arguments et il a agi… Je ne me suis pas fait que des amis à cette occasion, car cette augmentation s'est produite au grand dam des armées. Certains de mes camarades sont parfois allés jusqu'à y discerner une « traîtrise » (j'ai bien entendu ce mot) de ma part, alors même que l'armée française se trouvait encore dans la phase de réduction des effectifs consécutive à la révision générale des politiques publiques (RGPP) conduite à la hache par Nicolas Sarkozy. Pourtant, la nécessité de cette augmentation de mille hommes était indiscutable, alors même que le nombre de nos missions et des sollicitations gouvernementales augmentait.

Finalement, le renforcement des effectifs accepté par Jean-Claude Mallet s'est bien produit. Je ne l'ai pas connu en tant que commandant des opérations spéciales car tout ce qui touche les effectifs prend toujours du temps. La preuve ! Après avoir subi une réduction du nombre de leurs personnels, les unités du COS les ont vu augmenter : au 13e RDP et au 1er RPIMa, des équipiers, des opérateurs, du personnel de soutien ont été réinjectés. Les marins ont pu créer un commando supplémentaire en 2015, le commando Ponchardier. L'armée de l'air a pu grossir le nombre de ses commandos au sein du CPA 10. Il est désormais appuyé par le CPA 30, où il va puiser le personnel nécessaire au renforcement des détachements qu'il envoie en mission. Les états-majors ont également été un peu renforcés. Au final, le COS dispose d'un réservoir de 4 000 personnes. J'ai donc eu raison de me battre pour cela, en dépit des critiques faites à mon encontre.

Le désamour des armées

Je regrette vraiment que certains chefs militaires persistent à ne pas aimer les forces spéciales. Ils estiment à tort qu'elles seraient des « danseuses » désireuses d'attirer la lumière, en s'exonérant des principes militaires, tout en se montrant relativement indisciplinées. D'où leur conclusion : il serait préférable d'investir ailleurs et de s'en passer ! Ce n'est pas d'aujourd'hui que nos armées expriment une certaine défiance pour ce qui n'est pas dans la norme. Ce fut le cas de la force d'action rapide (FAR) créée au début des années 1980. Quelques chefs militaires n'ont eu de cesse de dissoudre cet état-major arguant qu'une armée à deux vitesses ne saurait exister. Quelle vision à courte vue ! Pour conduire de vraies guerres dans le monde d'aujourd'hui, il est primordial de disposer d'unités capables de réagir dans l'instant. La légèreté en est la condition. Les troupes mieux armées, plus blindées, plus nombreuses et donc plus puissantes, sont indispensables pour la suite. D'abord, le coup d'arrêt immédiat provoqué par l'effet de sidération et de surprise des forces spéciales. Et ensuite, l'arrivée des forces conventionnelles. Ce fut le cas au Mali en janvier 2013, nous l'avons vu.

Il serait injuste de prétendre que tous les hiérarques veulent jeter le COS avec l'eau du bain. Selon quelques-uns, il serait possible de renforcer ponctuellement les forces spéciales par des éléments appartenant aux plus expérimentées des unités conventionnelles, le temps d'une mission. Si cette perception peut paraître intellectuellement satisfaisante, elle ne tient toutefois pas la route. Surtout, elle traduit une profonde méconnaissance du fonctionnement des forces spéciales : les associer à des unités conventionnelles appliquant d'autres principes de fonctionnement ferait courir de vrais risques lors d'opérations. Au COS, chacun connaît l'autre, applique les mêmes méthodes et les mêmes que lui, et sait pouvoir s'appuyer sur son épaule. La confiance n'est ici pas un vain mot. C'est la base même de la réussite ou non d'une mission.

Le niveau stratégique

L'opération spéciale est de nature stratégique. Elle engage la France au plus haut niveau. À ce titre, elle est souvent marquée par la présence effective du chef dans la boucle opérationnelle. C'est ainsi que l'on a vu une photographie du président Barack Obama en salle de situation lors de l'opération *Neptune's Spear* conduite par l'amiral Bill McRaven à Abbottabad (Pakistan), pour mettre Oussama Ben Laden hors d'état de nuire. On a également vu le président Nicolas Sarkozy téléphonant aux forces spéciales avant l'assaut du voilier *Le Ponant* le 11 avril 2008 lors de l'opération *Thalatine*.

Ce fut encore le cas lorsque le général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, appela directement après son saut sur Birao en mars 2007 l'officier qui avait commandé l'opération. Un poste des Forces armées centrafricaines (FACA), encadrées par des soldats français, avait été attaqué par des rebelles. Quarante-huit heures après l'attaque, un « assaut vertical » conduit par une soixantaine de chuteurs opérationnels du COS est lancé. Ces chuteurs sont commandés par Rémi B., un ami de longue date avec lequel j'ai partagé mes années en prépa à Saint-Cyr-l'École et mes premières années au 13e RDP. Il a ensuite fait toute sa carrière au 1er RPIMa. Chuteur opérationnel lui-même, il me racontera plus tard avoir pourtant préféré, cette nuit-là, sauter comme passager d'un parachutiste équipé d'un parachute tandem, pour être plus concentré sur sa mission. Cette prise nocturne foudroyante d'un aéroport sera suivie par un poser d'assaut d'avions du COS. Grâce à cet effet de surprise maximal, la situation est rétablie en quelques heures. Rapidité de réaction et compétence des opérateurs ont été un véritable gage de réussite.

Michèle Alliot-Marie, lorsqu'elle était ministre de la Défense, a rendu visite, de façon quasi systématique, à tous les détachements du COS successifs en Afghanistan. Et le président Jacques Chirac, pour son adieu aux armées comme président de la République, se rendra à Bayonne, à la citadelle Bergé, où les honneurs lui seront rendus par des forces spéciales des différentes unités. Je faisais partie de la délégation en tant que membre du cabinet de MAM.

J’ai également mesuré personnellement la dimension stratégique du COS lors de l’opération *Serval*. Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian avec son directeur du cabinet civil et militaire souhaitait vivre en quasi-direct l’atteinte des objectifs par les forces spéciales, comme d’ailleurs le général Puga à l’état-major particulier, pour pouvoir en informer le président directement.

La nature stratégique est encore soulignée par le fait que la prise de décision est très directe, les intermédiaires sont peu nombreux depuis le chef des armées jusqu’à l’exécutant sur le terrain.

Nos perles rares

Dans le monde entier, depuis le début des années 2000, on assiste à un vrai engouement pour les forces spéciales. Toutes les armées veulent s’en doter. S’agit-il d’un effet de mode, donc voué à un désintérêt rapide, ou au contraire d’une nouvelle forme d’engagement, d’une pratique originale de l’art de la guerre ? L’usage de la ruse, de la discrétion, de cette capacité à réaliser des actions spectaculaires avec de faibles moyens, tout cela attise la curiosité. Ces pratiques sont vieilles comme le monde et impliquent une disproportion flagrante. Les assaillants doivent se trouver en position d’infériorité, numérique et en matière d’armement. Ce sont des petits qui attaquent des gros, des David contre des Goliath. Ils appartiennent certes à des armées puissantes, mais eux mettent en œuvre les techniques qui sont aussi celles des guérilleros, des francs-tireurs, des partisans. Ils ne sont pas enfermés dans des citadelles, y compris intellectuelles. Ils sont légers, vifs, agiles, pour surgir là où personne ne les attend. Les forces spéciales n’appliquent pas la raide discipline des armées conventionnelles. Elles font la guerre autrement et cela les rend attrayantes.

Les forces spéciales ont aujourd’hui très bonne presse, le mot est faible. Y compris dans les armées, les places offertes par les unités du COS sont particulièrement prisées. Ces places sont limitées. Pour y avoir accès, il faut bien sûr passer et réussir des tests de sélection physiques, psychologiques et

médicaux. C'est la règle commune : officier, sous-officier, officier marinier, soldat, marin ou aviateur, tout le monde passe par ces épreuves.

Dans les écoles d'officiers de l'armée de terre, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr (ESM) et l'École militaire interarmes (EMIA), l'élève tenté par ce choix fait savoir en fin de scolarité qu'il demande à obtenir l'« aptitude FS ». Il commence par passer des tests, qu'il réussit ou pas. Ceux qui obtiennent la reconnaissance de cette aptitude et en fonction de leur classement choisissent une école d'application. Après une année, toujours en fonction de leur classement et des places ouvertes, ils choisissent d'aller au 13e RDP ou au 1er RPIMa. Pour les pilotes d'hélicoptère du 4e RHFS, c'est un peu différent car les candidats doivent d'abord devenir pilotes avant de pouvoir choisir le 4, également en fonction de leur classement de sortie. Il en va de même dans la Marine nationale : celui qui choisit d'être commando peut le faire après un cursus à l'École navale ou à l'École militaire de la flotte, et aussi en recrutement direct. Même chose pour les officiers des commandos parachutistes de l'air choisis parmi les basiers[2], toujours en fonction des deux critères : classement et réussite aux tests.

Pour les officiers mariniers ou les sous-officiers, le processus de sélection est similaire, c'est-à-dire intégrer une école de maistrance ou de sous-officiers, puis passer les tests, et en fonction de son rang de sortie choisir l'unité de son choix, compte tenu bien sûr de l'armée d'appartenance. Les engagés quant à eux peuvent signer un contrat directement avec le régiment de leur choix pour l'armée de terre après avoir passé les tests de sélection. Les matelots suivent d'abord une formation de fusilier avant de suivre le cours commando.

Les principes du recrutement des forces spéciales sont comparables dans toutes les armées. En tant que GCOS, j'ai d'ailleurs tenu à ce que le très haut niveau d'exigence en vigueur soit préservé. Les processus de sélection étaient bien en place, organisés et suivis. Les indispensables capacités physiques ne sont pas tout. Elles doivent être complétées par une stabilité psychologique éprouvée et par des capacités de réflexion, d'imagination et d'apprentissage intellectuels que tout le monde ne cultive pas. C'est en ce sens que les membres des forces spéciales sont des soldats d'élite. Si tout le monde a le droit d'y postuler, seuls

les meilleurs peuvent espérer y être appelés. Ce ne sont ni des surhommes, ni des supermen. Pris séparément, ces talents que j'ai énumérés se retrouvent chez d'autres parfois plus développés. Ce qui importe dans les forces spéciales n'est autre que cet équilibre entre les capacités intellectuelles et physiques. Elles ne sont d'ailleurs pas reconnues dans les seules armées : sans surprise, elles sont plébiscitées dans le monde civil, où les anciens des forces spéciales se reconvertissent en général sans trop de difficultés !

Dès les premiers tests d'aptitude, on passe donc en premier lieu par une analyse psychologique du candidat. Il doit être équilibré, plus « secondaire » que « primaire », c'est-à-dire que les recruteurs privilégieront la réflexion, la maîtrise de l'impulsivité et des émotions. Je prends sans doute un risque en écrivant avec mon cœur, mais la vérité est là : toutes les unités ou composantes des forces spéciales n'ont pas besoin que leurs personnels possèdent tous des atouts similaires, aussi bien physiquement que psychologiquement. On comprend aisément qu'un nageur de combat doit se comporter comme un poisson dans l'univers marin. Non pas seulement savoir nager tel un dauphin, mais aussi se mouvoir au sein de l'élément liquide avec aisance et confiance dans toutes les conditions imaginables. Moi qui ai beaucoup sauté en parachute, j'ai toujours ressenti une forme d'admiration envieuse devant ces camarades capables de sauter comme moi d'un avion volant très haut, pour se poser dans l'eau – on appelle cette manœuvre le tarpon – avant de se diriger ensuite vers leur objectif en palmant dans la nuit noire… Au 13e RDP, on ne demande pas ce savoir-faire ! Ce qu'on veut en revanche, c'est que l'observateur ne tombe pas en dépression nerveuse après dix jours dans un trou de souris. Pour faire du renseignement, on se doit d'être posé, tranquille et réfléchi.

À nos amis du 1er RPIMa, on réclame des qualités encore différentes, qui ne se travaillent pas de la même manière et n'ont pas pour but d'atteindre les mêmes résultats. On veut de la réactivité, de la spontanéité, de la décision juste et rapide en situation complexe. Mais tous, dans chacune des armées, nous allons rechercher des personnes plutôt humbles, capables de s'insérer sans délai dans un groupe pour aussitôt travailler en équipe. On a moins besoin des individualités flamboyantes, que des gens capables de s'adapter à toutes les

situations. Chacun tient son poste, quel que soit son grade ou sa fonction. Les équipes des forces spéciales sont souvent minuscules : jeune officier formé à commander des sections de trente à trente-cinq hommes, je me suis retrouvé à la tête d'équipes de quatre ou cinq personnes. Et dans les forces spéciales, peu importe qui fait le boulot : on prend les mêmes quarts de veille heure après heure, on mange ensuite avec la même cuillère dans la même gamelle, et quand l'observateur se réveille avant de prendre son poste, celui qui est dispo lui prépare son café. Et l'officier lui chauffe son déjeuner, si c'est à lui de le faire, sans chercher à faire « péter les galons » ! L'humilité est essentielle, tout autant que cette qualité primordiale à mes yeux : l'intelligence de situation, c'est-à-dire la capacité à prendre le temps de la réflexion pour agir le plus judicieusement possible. La tête bien faite est une qualité nécessaire. Elle n'est pas suffisante.

Les tests physiques ne sont pas des parties de plaisir et, là encore, tout le monde ne possède pas les mêmes aptitudes. Les formations et les stages sont physiquement durs : les épreuves sont épuisantes, le manque de sommeil accablant, le froid et la faim constants. Le pire, c'est que c'est fait pour ! De temps en temps, il faut placer le cerveau en position off et ne se donner pour seul mot d'ordre que : « Vous en faites pas les gars, je vais tenir, je tiendrai. » Ces périodes ne sont bien sûr que de l'entraînement, elles sont mises à profit pour étudier la personnalité des gens, voir celle qui se dégage, celle du type qui garde le sourire même dans la pire adversité, les pieds dans la boue. Je me souviens d'un exercice durant lequel il a plu pendant huit jours. À la fin, nous n'avions plus rien de sec, mais nous n'avions pas le droit de faire du feu, notre cache s'est trouvée inondée, nos pieds trempés n'étaient que des plaies. Quel est le but de cet entraînement ? Résister, tenir… Si on ne surmonte pas ce type de difficulté, qu'en sera-t-il au feu ? Ou dans n'importe quelle situation de stress ?

J'aime beaucoup la devise « être et durer », titre de l'hymne du 3e RPIMa. « Être » évoque cette indispensable capacité à résister à toutes les épreuves qui s'acharnent sur soi au combat, quand « durer » n'est autre que le besoin de s'économiser, de ne pas jeter d'un seul coup toutes ses forces dans l'affrontement. Le bon *crossman* fait de même : s'il a 10 kilomètres à effectuer, il ne va pas tout de suite partir en sprint puis finir à la ramasse. Il va moduler son

effort. Durer, c’est cela, pour « aller au-delà du possible[3] », car rien, jamais, n’est impossible.

---

1. Forces spéciales, « Nous ne pouvons pas tout faire, tout le temps et partout », *Lepoint.fr*, 16 avril 2013

2. Le personnel navigant vole, tandis que les « basiers » – techniciens, commandos, mécaniciens, contrôleurs aériens, etc. – demeurent sur les bases.

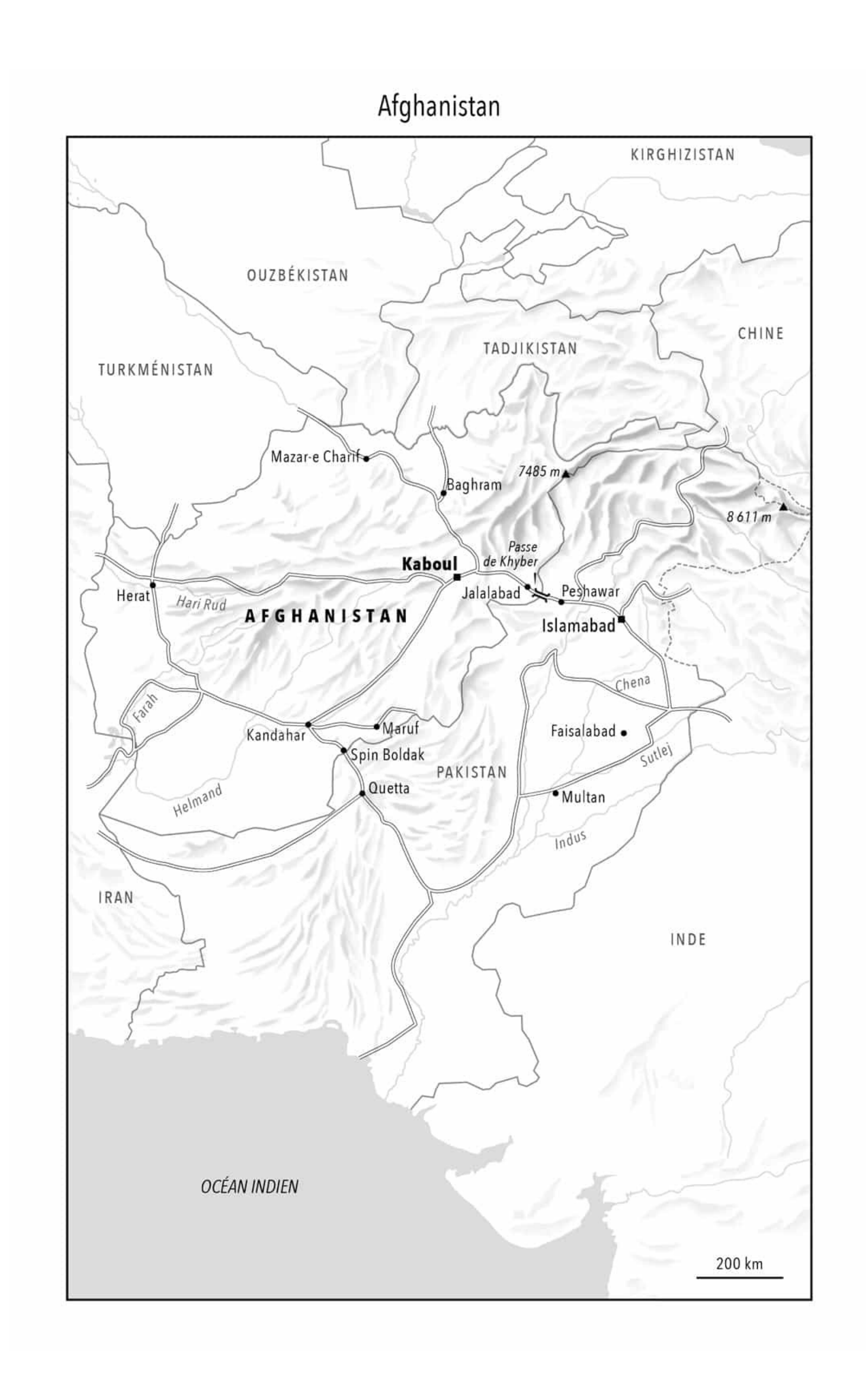
3. Devise du 13e RDP.

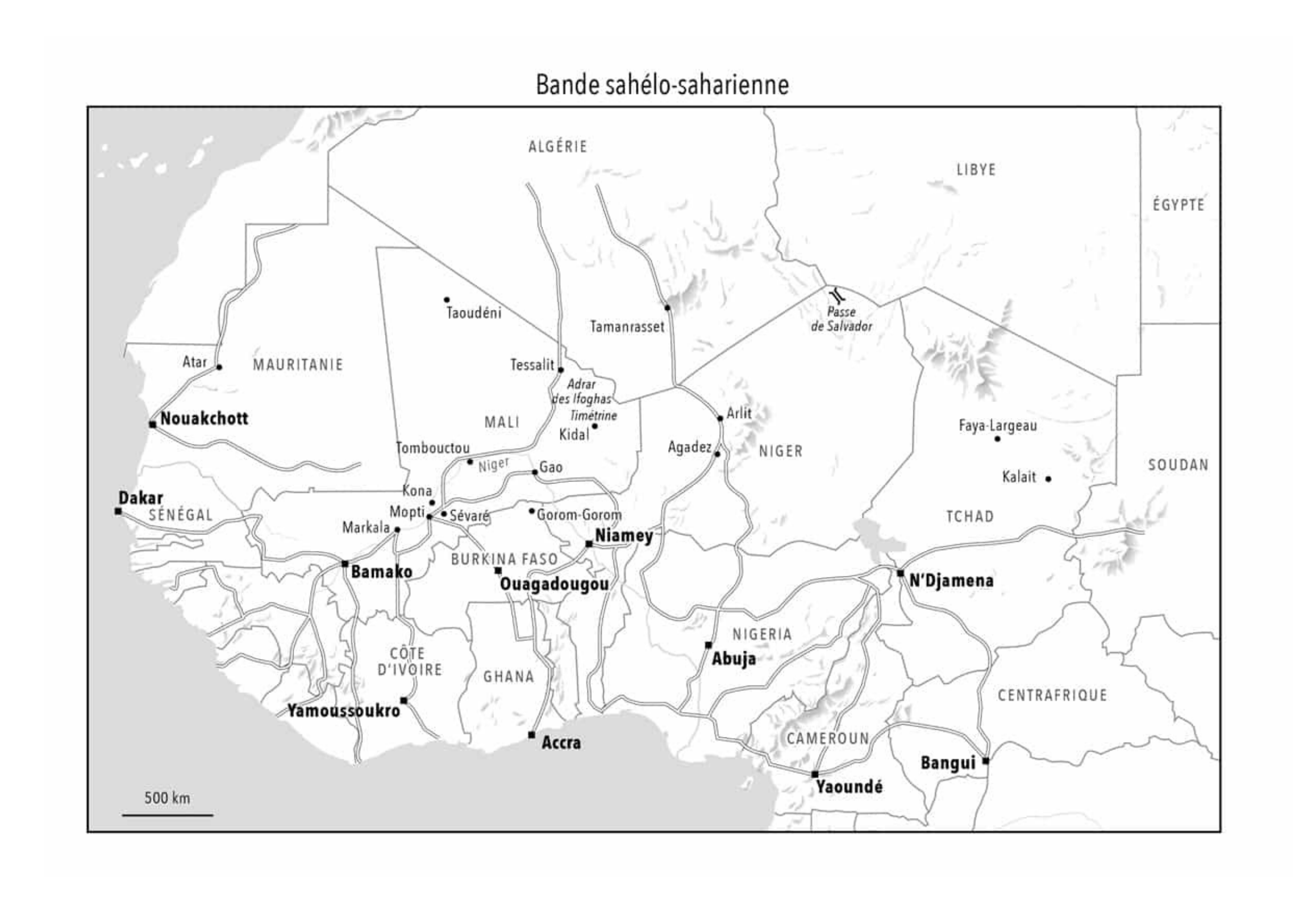
Cartes

Ex-Yougoslavie



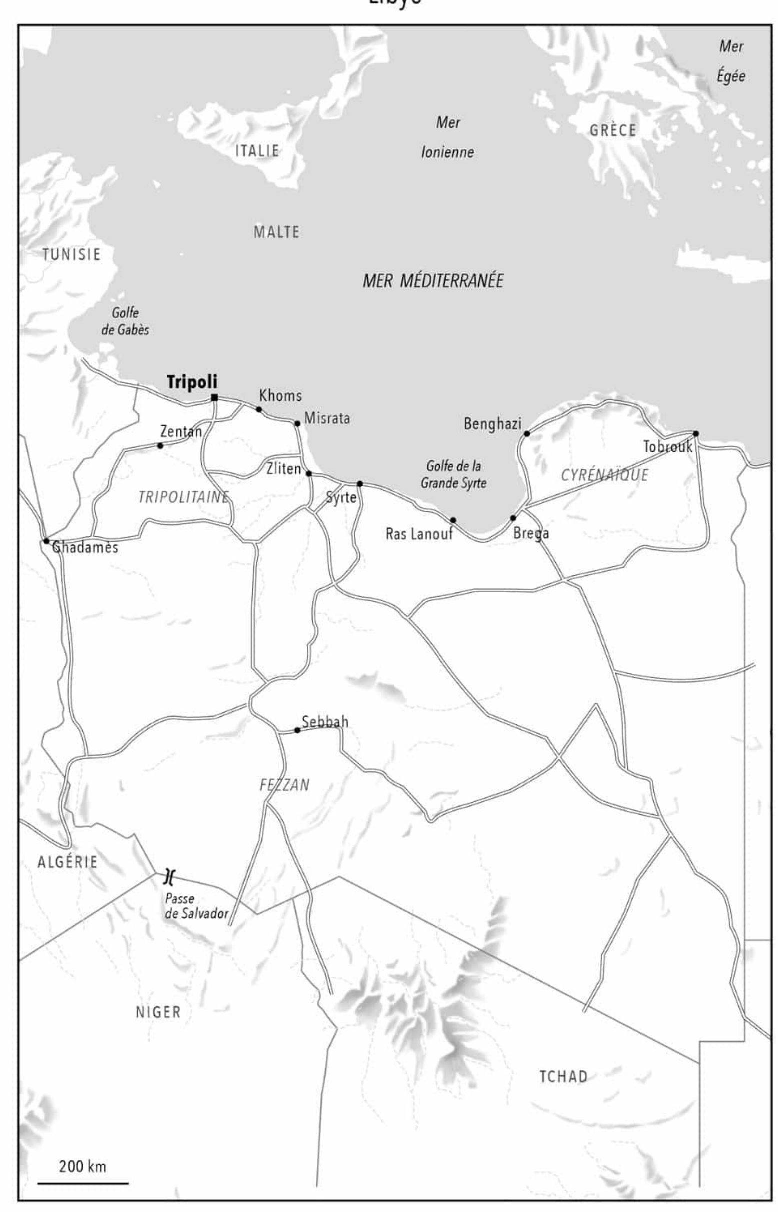
Afghanistan



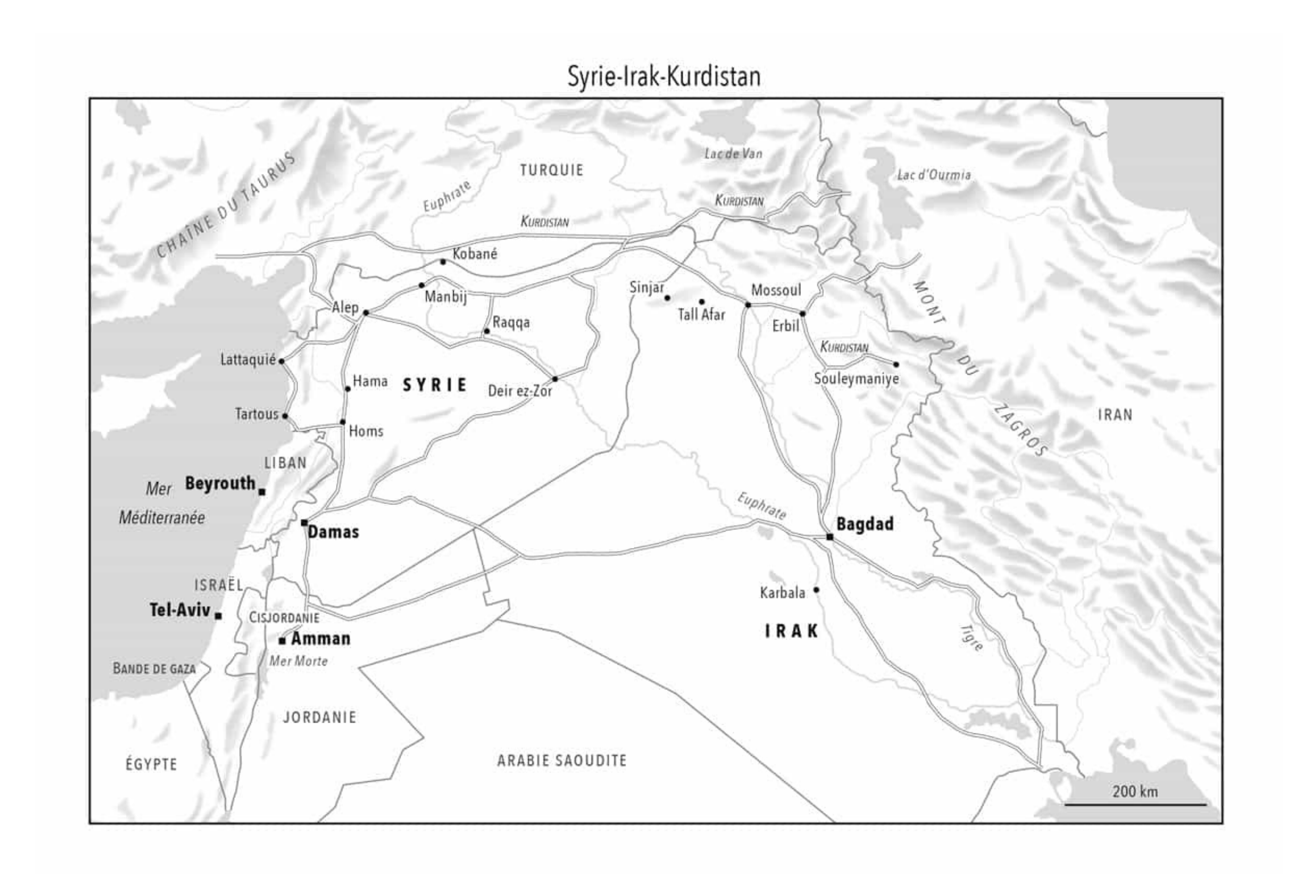


Bande sahélo-saharienne

Libye


Mer
Égée
Mer
Ionienne
GRÈCE
ITALIE
MALTE
TUNISIE
MER MÉDITERRANÉE
Golfe
de Gabès
Tripoli
Khoms
Misrata
Zentan
Benghazi
Tobrouk
Golfe de la
Grande Syrte
CYRÉNAÏQUE
Zliten
TRIPOLITAINE
Syrte
Ras Lanouf
Brega
Ghadamès
Sebbah
FEZZAN
ALGÉRIE
Passe
de Salvador
NIGER
TCHAD
200 km

Syrie-Irak-Kurdistan



Glossaire des sigles

ABC : Arme blindée cavalerie
ACM : Anti-coalition members
ACS : Afghan Commando School
ALAT : Aviation légère de l’armée de terre
ALFUSCO : Amiral commandant les fusiliers-marins et les commandos
ALSR : Avion léger de surveillance et de reconnaissance
ANL : Armée nationale libyenne
AQMI : Al-Qaïda au Maghreb islamique
ASL : Armée syrienne libre
ATO : Air Tasking Order
ATT : Amadou Toumani Touré
ATT : Avion de transport tactique
ATA : Avion de transport et d’assaut
BATX : Baïdu, Alibaba, Tencent et Xiaomi
BCRA : Bureau central de renseignements et d’action
BSFA : Bureau des forces spéciales air
BFST : Brigade des forces spéciales terre
BOI : Bureau opérations instruction
BPC : Bâtiment de projection et de commandement
BSP : Bâtiment de soutien à la plongée
BSS : Bande sahélo-saharienne
CAOC : Centre de contrôle des opérations aériennes

CEMA : Chef d’état-major des armées
CEMAT : Chef d’état-major de l’armée de terre
CEMP : Chef de l’état-major particulier de la présidence de la République
CENTCOM : Central Command
CEPS : Centre d’entraînement parachutiste spécialisé
CERM : Centre d’exploitation du renseignement militaire
CFST : Commandement des forces spéciales terre
CICR : Comité international de la Croix-Rouge
CIEF : Centre interarmées d’évaluation et de fusionnement
CINC : Centre d’instruction des nageurs de combat
CIR : Comité interministériel du renseignement
CJSOTF : Combined Joint Special Operations Task Forces
CNCIS : Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité
CNL : Conseil national libyen
CNR : Coordonnateur national du renseignement
CNT : Conseil national de transition
CO : centre opérationnel
COIA : Centre opérationnel interarmées
Comfoscan : Commandement des forces d’opérations spéciales du Canada
COMTF : Commandant de la Task Force
COS : Commandement des opérations spéciales
CPA 10 : Commando parachutiste de l’air numéro 10
CPA 30 : Commando parachutiste de l’air numéro 30
CPCO : Centre de planification et de conduite des opérations
CPCOS : Centre de planification et de conduite des opérations spéciales
CPEOM : Centre parachutiste d’entraînement aux opérations maritimes
CPES : Centre parachutiste d’entraînement spécialisé
CPIS : Centre parachutiste d’instruction spécialisée
CRAP : Commando de recherche et d’action dans la profondeur
CRGI : Centre de renseignement géospatial interarmées
CROS : Conseiller pour le renseignement et les opérations spéciales
CSC : Combat Survival Course

C-SOCC : Composite Special Operations Component Command
DAMI : Détachement d’assistance militaire et d’instruction
DCRI : Direction centrale du renseignement intérieur
DGA : Direction générale de l’armement
DGIS : Defense General Intelligence Services
DGPN : Direction générale de la police nationale
DGRIS : Direction générale des relations internationales et de la stratégie
DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure
DGSI : Direction générale de la sécurité intérieure
DICOD : Direction de l’information et de la communication de la défense
DMNSE : Division multinationale sud-est
DNI : Director of National Intelligence
DPSD : Direction de la protection et de la sécurité de la défense
DRM : Direction du renseignement militaire
DRSD : Direction du renseignement et de la sécurité de la défense
DST : Direction de la surveillance du territoire
ECMM : European Community Monitoring Mission
ECPA : Établissement cinématographique et photographique des armées
EIGS : État islamique dans le Grand Sahara
EMA : État-major des armées
EMAT : État-major de l’armée de terre
EMIA : École militaire interarmes
EMP : État-major particulier du président de la République
ENI : Ennemi
ENSOA : École nationale des sous-officiers d’active
EPIGN : Escadron parachutiste d’intervention de la gendarmerie nationale
ESM : École spéciale militaire
ETAP : École des troupes aéroportées
EUFOR : European Union Force
EVENGRAVE : Événement grave
EVENIMP : Événement important
FAMA : Forces armées maliennes

FACA : Forces armées centrafricaines
FAR : Force d'action rapide
FDR : Front patriotique rwandais
FDO : Forces d'opposition
FDS : Forces démocratiques syriennes
FFA : Forces françaises en Allemagne
FIT : Forward Initial Training
FOB : Forward Operational Base
FORFUSCO : Force maritime des fusiliers marins et commandos
FORPRONU : Force de protection des Nations unies
FPLP : Front populaire de libération de la Palestine
FRA SOF : France Special Operations Forces
FRR : Force de réaction rapide
FS : Forces spéciales
GAFAM : Google, Apple, Facebook, Amazon
GAD : Groupes armés djihadistes
GAM 56 : 56e groupe aérien mixte
GAN : Gouvernement d'union nationale
GAOS : Groupement d'appui aux opérations spéciales
GAT : Groupes armées terroristes
GCMA : Groupe de commandos mixte aéroporté
GCOS : Général commandant les opérations spéciales
GCP : Groupement de commandos parachutistes
GIC : Groupement interministériel de contrôle
GIGN : Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale
GIH : Groupement interarmées d'hélicoptères
GMT : Greenwich Meridian Time
GOR : Groupement d'observation et de recherche
GPS : Global Positioning System
GRI : Groupement de recueil de l'information
GSI : Groupements spéciaux d'intervention
GSIGN : Groupement de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale

GSPC : Groupe salafiste pour la prédication et le combat
GTIA : Groupement tactique interarmes
HM : Hélicoptère de manœuvre
HVT : High-Value Target
ICTS : Iraqi Counter Terrorism Service
IF : Identité fictive
IFOR : Implementation Force
IRA : Irish Republican Army
ISAF : International Security Assistance Force
ISR : Intelligence, surveillance, reconnaissance
JSOC : Joint Special Operations Command
JTAC : Joint Terminal Attack Controllers
JVN : Jumelles de vision nocturne
KCT : Korps Commandotroepen
KSK : Kommando Spezialkräfte
LVMH : Louis Vuitton Moët Hennessy
MAM : Michèle Alliot-Marie
MARSOF : Netherlands Maritime Special Operations Forces
MINUAR : Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda
MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MIP : Mission pour le développement de l'innovation participative
MMFL : Mission militaire française de liaison
MNLA : Mouvement national de libération de l'Azawad
MUJAO : Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest
MVT : Medium Value Target
NGA : National Geospatial-Intelligence Agency
NSA : National Security Agency
OGT : Officier de guidage terre
ONU : Organisation des Nations unies
OPEX : Opération extérieure
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord

PDK : Parti démocratique du Kurdistan
PIFWC : Person Indicted For War Crimes
PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan
PC : Poste de commandement
PEM : Peloton élève moniteur
PNCD : Pôle national de cryptage et de décryptement
RAF : Royal Air Force
RAID : Recherche, assistance, intervention, dissuasion
RAS : Rien à signaler
RDC : République démocratique du Congo
RDP : Régiment de dragons parachutistes
REP : Régiment étranger de parachutistes
REFORGER : Return of Forces to Germany
RETEX : Retour d’expérience
RGPP : Révision générale des politiques publiques
RHFS : Régiment d’hélicoptères des forces spéciales
RIMa : Régiment d’infanterie de marine
RPIMa : Régiment parachutiste d’infanterie de marine
SA : service Action de la DGSE
SACEUR : Supreme Allied Commander in Europe
SAR : Search and Rescue
SAS : Special Air Service
SAS Brigade : Special Air Service Brigade
SCRT : Service central du renseignement territorial
SD : SicherheitsDienst des Reichsführers SS
SFG : Special forces group
SFOR : Stabilization Force
SGDN : Secrétariat général de la défense nationale
SGDSN : Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale
SIRPA : Service d’information et de relations publiques des armées
SIRPAT : Service d’information et de relations publiques de l’armée de terre
SM : Service Mission

SMS : Short Message Service
SOCAF : Special Operations Command Africa
SOCC : Special Operations Component Command
SOCEUR : Special Operations Command Europe
SOE : Special Operations Executive
SOF : Special Operations Forces
SOFEX : Special Operations Forces Exhibition
SOFIC : Special Operations Forces Industry Exhibition
SOFINS : Special Operations Forces Innovation Network Seminary
SOKOM : Specialoperationskommandoen
SOLE : Special Operations Liaison Element
SOGH : Saut opérationnel à grande hauteur
SOP : Service Opérations
SOTGH : Saut opérationnel à très grande hauteur
SPOTAL : Système portatif d'observation des tirs aux armes
TF : Task Force
TIC : Troop in Contact
TOC : Tactical Operation Command
TPIY : Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
TRACFIN : Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins
UAESF : United Arab Emirates Special Forces
UCLAT : Unité de coordination de la lutte antiterroriste
UNSMIS : United Nations Supervision Mission in Syria
UPK : Union patriotique du Kurdistan
USSOCOM : United States Special Operations Command
US SOF : United States Special Operations Forces
VBIED : Vehicle Borne Improvised Explosive Devices
VLRA : Véhicule léger de reconnaissance et d'appui
VPS : Véhicules de patrouille spéciale
YPG/J : Unités de protection du peuple
YPJ : Yekîneyên Parastina Jin

ZHS : Zone humanitaire sûre
ZPNU : Zone protégée par les Nations unies

Orientations bibliographiques

« Forces spéciales, la guerre autrement », *DSI-Défense et sécurité internationale*, hors-série n° 53, avril-mai 2017.

Défense et sécurité nationale. Le livre blanc, Paris, Odile Jacob, 2008.

ARBOIT Gérald, « La patrouille perdue », Note historique n° 8, *Centre français de recherche sur le renseignement*, novembre 2007.

ARQUILLA John, *From Troy to Entebbe. Special Operations in Ancient and Modern Times*, Lanham, University Press of America, 1996.

AUSSARESSES Paul, *Services spéciaux : Algérie (1955-1957)*, Paris, Plon, 2001.

BAUD Jacques, *La Guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, Paris, Le Rocher, 2003.

BENTÉGEAT Henri, *Chefs d'État en guerre*, Paris, Perrin, 2018.

CALMAT Manuelle, *Commandos marine. Au cœur des tempêtes*, Paris, Éditions du Rocher, 2019.

CHAPLEAU Philippe, MARILL Jean-Marc (dir.), *Dictionnaire des opérations extérieures de l'armée française. De 1963 à nos jours*, Paris, Ministères des Armées/Nouveau Monde, 2018.

CHÉRON Bénédicte, *L'Image des militaires français à la télévision (2001-2011)*, Paris, Études de l'Irsem, 2012, n° 21.

CRAWFORD Steve, *The SAS at Close Quarters*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1993.

DE LA BILLIÈRE Peter, *Looking for Trouble. SAS to Gulf Trouble*, Londres, HarperCollins, 1995.

DÉNÉCÉ Éric, *Histoire secrète des forces spéciales*, Paris, Nouveau Monde, 2007.

DIAZ Charles, MANCINI Ange, *Histoire du RAID illustrée*, Paris, Mareuil Éditions, 2019.

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE, *Exercice du métier des armes dans l'armée de terre. Fondements et principes*, Paris, EMAT, 2009.

FALIGOT Roger, GUISNEL Jean (dir.), *Histoire secrète de la Ve République*, Paris, La Découverte, 2006.

GAGET Robert, *Au-delà du possible*, Paris, Jacques Grancher, 2002.

GUISNEL Jean, *Histoire secrète de la DGSE*, Paris, Robert Laffont, 2019.

HERNAULT Thomas, *L'Évolution de la doctrine d'utilisation des forces spéciales françaises*, Paris, L'Harmattan, 2015.

KEMP Anthony, *The SAS at War (1941-1945)*, Londres, Penguin, 1991.

LE PAUTREMAT Pascal (dir.), *Forces spéciales. Nouveaux conflits, nouveaux guerriers*, Paris, Autrement, 2003.

LE PICHON Yann, *Guerre éclair dans le Golfe*, Paris, Jean-Claude Lattès/ADDIM, 1991.

MALOUBIER Bob, *Plonge dans l'or noir, espion !*, Paris, Robert Laffont, 1986.

MASSE Jacques, *Nos chers criminels de guerre*, Paris, Flammarion, 2006.

MCNAB Andy, *Action immédiate*, New York, Dell Publishing Company, 1996.

MCRAVEN William Harry « Bill », *Spec Ops. Case Studies in Special Operations Warfare. Theory and Practice*, New York, Random House Publishing Group, 1995.

–, *Si tu veux changer ta vie, commence par faire ton lit*, Paris, Dunod, 2018.

MERCHET Jean-Dominique, *Une histoire des forces spéciales*, Paris, Jacob-Duvernet, 2010.

–, *De la cavalerie aux forces spéciales. L'histoire du 13e régiment de dragons parachutistes*, Paris, Pierre de Taillac, 2015.

NOTIN Jean-Christophe, *La Vérité sur notre guerre en Libye*, Paris, Fayard, 2012.

–, *La Guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 2014.

PÂRIS DE BOLLARDIÈRE Jacques, *Bataille d'Alger, bataille de l'homme*, Paris, Desclée de Brouwer, 1972.

ROSIER Jacques, LECLÈRE Étienne, *Les Forces spéciales françaises dans la guerre du Golfe*, Paris, LBM/ECPAD, 2011.

ROYAL Benoît, *L'Éthique du soldat français*, Paris, Economica, 2010.

SELLIER Jean, *Atlas des peuples d'Afrique*, Paris, La Découverte, 2005.

STRAWSON John, *Le Régiment SAS*, Paris, France Empire, 1985.

TANGUY Jean-Marc, *Les Scorpions de Spin Boldak*, Paris, Nimrod, 2013.

–, *Commandos français. Les missions des forces spéciales*, Paris, Altipresse, 2013.

TANGUY Jean-Marc, MAUNOURY Jeff, *Forces spéciales*, Paris, Nimrod, 2011.

TENENBAUM Élie, *Une odyssée subversive. La circulation des savoirs stratégiques irréguliers en Occident (France, Grande-Bretagne, États-Unis) de 1944 à 1972*, thèse de doctorat en histoire, IEP de Paris, 2015.

TERESTCHENKO Michel, *Du bon usage de la torture ou comment les démocraties justifient l'injustifiable*, Paris, La Découverte, 2008.

TRASTOUR Daniel, *La Guerre sans armes*, Saint-Denis, Publibook Des écrivains, 2001.

VÉDRINES Marc, DE SAINT-SERNIN Benoît, *Forces spéciales*, t. I : *1991. Tempête du désert* ; t. II : *Chasse à l'homme dans les Balkans*, Paris, Glénat, 2017-

2019.

Remerciements

Après trente-six années de loyaux services, j’ai pensé que le temps était venu de prendre le chapeau mou. N’emportant que mes souvenirs, les bons et les autres, et ma gratitude pour notre pays, la France, servi avec passion. Je ne désirais pas revenir à la vie civile sans partager avec mes concitoyens les leçons apprises durant ma carrière. Pourquoi ne pas publier des mémoires ? J’ai tergiversé pendant deux années : ces événements devaient-ils être racontés de l’intérieur ? Lors de la promotion de son livre, un cher ami m’a présenté son éditrice, Nathalie Riché. Elle me lance : « Mais pourquoi n’écririez-vous pas ? » Comme à tous ceux qui avaient eu la même idée, y compris moi-même, j’ai répondu : « Peut-être, un jour ; l’heure n’est pas encore venue. » C’était mal connaître Nathalie, qui me rappelle et me convainc de rencontrer à nouveau Xavier de Bartillat, patron des éditions Tallandier, qui m’avait rendu visite dans mon bureau de la DRM en 2016, avec Jean-Christophe Notin, historien du temps présent, dont j’apprécie beaucoup les ouvrages. Il m’a convaincu. Il me propose de me faire aider. Je m’adresse à Jean Guisnel.

Depuis une quinzaine d’années, nos chemins s’étaient croisés à plusieurs reprises. Il m’avait déjà interviewé. J’avais apprécié son approche du journalisme, sa rigueur dans la recherche et son souci de la précision dans les détails. Il m’avait impressionné quand, après l’échec de la tentative de libération de Denis Allex, il avait publié un article racontant l’opération avec justesse, croisant les sources secrètes et les sources ouvertes[1]. Fin connaisseur du monde de la défense et des armées, qu’il suit depuis 1984, il possède une mémoire

permettant de recouper la mienne. Parti sans archive de mes différentes fonctions, j'avais en effet besoin de ses connaissances pour rafraîchir mes souvenirs. Qu'il soit ici remercié de sa patience à mon égard, de ses encouragements permanents et de son optimisme communicatif : il n'est pas interdit d'écrire dans la bonne humeur ! Avec une grande efficacité, Christian Maujean transcrivit nos longues heures d'entretien et je lui en sais gré.

Si ce livre est publié, c'est bien grâce aux personnes citées ci-dessus.

Mes remerciements vont aussi à tous ceux que j'ai eu l'honneur et la chance de commander, qu'ils aient été équipiers de recherche, tankistes, parachutistes ou cavaliers, opérateurs des forces spéciales, commandos, analystes, transmetteurs, cameramen, photographes, preneurs de son, officiers, élèves officiers, sous-officiers, officiers-mariniers, engagés volontaires, terriens, aviateurs, marins, gendarmes, personnel civil de la défense… Je sais ce que je leur dois. Leur engagement, leur disponibilité ont été à l'origine de si nombreuses réussites ! Sans eux, je n'aurais rien fait.

Mon vœu le plus cher, c'est qu'ils aient perçu au fil de ces pages la profonde estime que je leur porte. J'ai tenté de raconter une partie de ce qu'ils sont et de ce qu'ils font avec une abnégation et une humilité dignes de tous les éloges. Les lauriers leur reviennent de droit. Certains sont devenus des amis très chers avec lesquels j'ai plaisir à converser, échanger et refaire le monde, sans s'interdire la nostalgie. Ils m'ont aidé à me souvenir de ce que nous avions fait ensemble pour notre pays. Je les en remercie chaleureusement.

Les militaires ne vivent pas en vase clos. La vie en garnison permet de découvrir de nombreuses personnalités extérieures au monde des armées. Les habitants de Dieuze en particulier où j'ai passé seize années de ma vie, huit comme fils d'officier et huit comme officier, ne m'ont pas laissé indifférent. Notre chaleureuse amitié doit être soulignée, tout autant que leur fidélité, malgré les allers-retours liés à nos mutations.

J'ai connu bien des chefs, civils ou militaires. J'ai beaucoup appris à leur contact. Je leur en sais gré. Si j'ai pris la liberté de mettre en scène des péripéties de notre mission commune, c'est que certaines m'ont marqué plus que d'autres. J'espère qu'ils ne s'en offusqueront pas. Qu'ils sachent que j'éprouve un grand

respect pour chacun d'eux. Je sais que eux comme moi ne pourrions exercer un tel métier sans conviction. J'ai tenté d'exprimer les miennes au fil de ces pages. La couleur muraille n'est pas celle qui me sied le mieux.

Les camarades que j'ai cités dans cet ouvrage m'ont fortement marqué. J'ai croisé leur route, partagé avec eux des moments conviviaux ou parfois nettement moins agréables. De chacune et de chacun, je conserve le souvenir de relations riches, souvent intenses, jamais médiocres. Ces flash-backs qui les évoquent sont le fruit de mes souvenirs. Ils peuvent, je le sais, manquer de précision. Dans leur narration, les éventuelles erreurs seraient les miennes.

Je n'oublierai pas mes camarades de la promotion Grande armée, mes « petits cos » de Saint-Cyr, qui m'ont connu dès l'orée de ma carrière. J'ai eu la chance au cours de ces nombreuses années de revoir la majorité d'entre eux. Avec certains, j'ai conservé des liens privilégiés. Denis Favier, monté à l'assaut de l'Airbus de Marignane comme chef du GIGN lors du terrible Noël de 1994, et qui terminera sa carrière comme directeur général de la gendarmerie, est de ceux-là. Jean-Pierre Palasset également, ancien chef d'équipe de recherche au 13e RDP, qui commanda de nombreuses opérations extérieures et devint le numéro 2 de la DGSE ; Jean-François Hogard, qui fut directeur du renseignement et de la sécurité de la défense et inspecteur général des armées ; Hugues Delort-Laval, un de mes beaux-frères, a commandé la BFST, bon sang ne saurait mentir ! Avec Grégoire de Saint-Quentin, actuel sous-chef des opérations des armées, nous n'avons pas cessé de promouvoir les forces spéciales dont nous sommes issus. J'aurai bien garde de ne pas mentionner les chers Philippe Tardieu de Maleissye-Melun, contrôleur général des armées ; Gilles Huberson, actuel ambassadeur de France en République de Côte d'Ivoire qui échoua à me faire entrer dans la carrière diplomatique ; Patrice Latron, qui fut directeur de cabinet du préfet de police de Paris, et Olivier de Germay, actuel évêque d'Ajaccio. Je voudrais citer aussi Jean Roulhac de Rochebrune, mort accidentellement écrasé par son char retourné à Autry (Ardennes) le 10 janvier 1985.

Je remercie également mes parents Philippe et Brigitte grâce à qui tout a commencé et qui ont eu la bonne idée de me faire défier par quatre frères plus

jeunes. Grandir dans une telle famille fut un grand bonheur. Mais rien de tout cela n'eût été possible sans l'amour de ma chère épouse Maïalen et de nos deux enfants chéris, Iban et Bérénice. Qu'ils me pardonnent mes silences, mes absences, voire mes claustrations. Je les embrasse affectueusement.

Mon dernier mot sera pour ceux de mes compagnons que le sort des armes nous a ravis. En écrivant, j'ai ressenti la proximité si particulière de ces hommes disparus trop jeunes en opérations ou en service, tandis qu'ils se trouvaient placés sous mes ordres. Bruno Forestier, lieutenant du 2e régiment de chasseurs mort le 19 mai 1993 à Verdun alors qu'il s'apprêtait à rejoindre le 13e RDP ; le sergent-chef Régis Auzereau de l'ECPA, mort en ex-Yougoslavie le 11 août 1995, le premier maître Loïc Le Page (Lawrence), mort pour la France le 3 mars 2006 en Afghanistan, le lieutenant Damien Boiteux (Bruce), mort pour la France le 11 janvier 2013 aux commandes de son hélicoptère au Mali, le sergent Stéphane Duval (Daryl), mort pour la France le 29 avril 2013 au Mali. Leurs noms méritent de rester toujours inscrits dans les mémoires de chaque Français, comme ils ne quittent jamais la mienne… J'y associe tous les blessés qui certes sont revenus mais en laissant une part d'eux-mêmes sur ces théâtres d'opérations. Tous ont écrit l'Histoire, la nôtre et celle des peuples que la France a choisi d'aider. Eux-mêmes, ainsi que leurs familles, doivent savoir que durant l'écriture de ces pages, ils étaient à mes côtés. Disparus ? Sans doute. Absents ? Jamais, tant que seront de ce monde ceux qui leur ont survécu. *Band of brothers*, soldats de l'ombre.

---

1. Jean Guisnel, « Les secrets de l'incroyable opération Denis Allex », *Le Point*, 7 mars 2013.

Index des noms de personnes